Parti Socialiste
Congrès ordinaire de Bordeaux
10, 11 et 12 juillet 1992

Sommaire

Philippe Madrelle 2
Serge Lamaison 3
Daniel Vaillant 6
Alain Claeys 11
Gisèle Stievenard 13
Daniel Frachon 15
Daniel Mayer 19
Jacques Hableau 22
Pascale Le Néouannic 24
Alain Anziani 25
Christophe Caresche 27
Le président (Claude Estier) 28
Yannick Bodin 28
Le président (Pierre Mauroy) 33
Gérard Lindeperg 33
Pierre Mauroy 42
Laurent Fabius 46
Gérard Fuchs 47
Georges Garot 52
Kera Ben Badra 54
Sylvie Perrault 57
Alain Richard 59
Louis Mermaz 63
Gérard Lindeperg 67
Michel Françaix 68
Ahmed Gayet 72
Kofi Yamgnane 73
Gilles Martinet 76
Jean-Marie Le Guen 79
Manuel Valls 82
Joëlle Dussault 82
Thierry Mandon 84
Claude Evin 88
Elisabeth Guigou 92
Le président (Nicole Péry) 96
Yvette Roudy 96
Michel Charzat 99
Jean-Luc Mélenchon 104

Fondation Jean-Jaurès

Jean Poperen 109
Message de François Mitterrand 115
Isabel Allende 115
Pierre Bérégovoy 117
Willy Claeys 126
Le président (Sylvie François) 128
Jean-Christophe Cambadélis 128
Laurence Rossignol 130
Jean-Claude Boulard 133
Christian Pierret 136
Gérard Collomb 140
Lionel Jospin 143
Jean-Pierre Chevènement 150
Jean-Marie Bockel 161
Michel Rocard 163
Henri Emmanuelli 170
Jacques Delors 176
René Teulade 186
Michel Debout 188
Louis Mexandeau 191
Jean-Paul Bachy 193
Michel Coffineau 195
Le président (Gérard Lindeperg) 197
Michel Raffet 197
Jean Crusol 199
Jean-François Merle 201
Félix Proto 204
Gérard Fuchs 206
Michel Charzat 209
Julien Dray 214
Michel Suchod 218
Message d'Itzhak Rabin, Premier Ministre de l'Etat d'Israël 220
Le président (Philippe Madrelle) 221
Laurent Fabius 221

Séance du vendredi 10 juillet 1992 (Matinée)

Philippe Madrelle

Je déclare le Congrès du Parti Socialiste ouvert.
Le président du Conseil général de la Gironde est très heureux de vous souhaiter la plus cordiale bienvenue dans ce département.
Je donne immédiatement la parole au Premier secrétaire de la fédération de la Gironde,
Serge Lamaison, maire et Conseiller général de Saint Médard en Jalles.

Fondation Jean-Jaurès

Serge Lamaison

Chers camarades, mes chers amis, c'est naturellement un immense plaisir, mais aussi un grand honneur pour la fédération du Parti Socialiste de la Gironde, pour sa Commission exécutive, pour l'ensemble de ses militants, mais également bien sûr pour son Premier secrétaire d'accueillir ici à Bordeaux, en Gironde, le Congrès de notre Parti.

A Laurent Fabius, notre Premier secrétaire, au Comité directeur du Parti Socialiste français, à vous toutes et tous, militants et cadres venus de toutes les provinces de France, j'adresse au nom des Socialistes girondins mes vœux de bienvenue et mon fraternel salut.

Un Congrès national nous offre également l'inestimable privilège de recevoir et d'accueillir parmi nous des délégations importantes de partis frères, de personnalités et d'observateurs amis Français et étrangers.

Les uns et les autres témoignent de la vitalité et de l'universalité des valeurs qui nous rassemblent et qui fondent nos engagements d'hommes et de militants au sein de nos sociétés et de nos communautés locales.

Je voudrais leur dire combien leur présence ici constitue pour nous un honneur et un intime encouragement à continuer toujours sur le long chemin du progrès.

Je suis heureux de vous accueillir tous ici sur cette terre profondément démocrate qui, depuis les philosophes des lumières, en passant par la révolution française ou le Front populaire avec Léo Lagrange, a inscrit de grands noms et de grands élans de générosité et d'engagements publics sur le fronton de la République et de l'humanisme universel.

La Gironde n'est pas simplement en effet le plus grand département de France par sa superficie, c'est aussi une terre de longue et permanente tradition Socialiste, qu'aucun avatar de l'histoire, qu'aucune adversité, qu'aucune opposition politique aussi rayonnante fut-elle, n'auront réussi à réduire ou à éclipser.

Certes, la Gironde Socialiste a son tempérament et ses singularités qui peuvent, c'est vrai, égarer ou surprendre l'observateur étranger. Mais son terreau reste riche de valeurs et de principes vivants profondément inscrits désormais dans la culture locale. La progression de notre Parti, le rayonnement de nos élus, notre capacité à faire face à l'adversité et aux conjonctures les plus ingrates, en ont suffisamment témoigné ces dernières années. En votant majoritairement pour François Mitterrand en 1988, en élisant 8 députés Socialistes sur 11, et en regagnant le Conseil général la même année, en progressant significativement aux élections municipales de 1989, en conquérant de haute lutte un troisième siège de sénateur sur cinq, en résistant magnifiquement enfin tant aux régionales qu'aux cantonales de 1992, les Socialistes girondins ont mérité l'hommage que vous voulez bien leur rendre aujourd'hui en organisant sur leur sol, parmi leurs élus et leurs militants, le 12ème Congrès national de notre Parti.

Il n'y a certes pas en politique de bons et de mauvais élèves, parce qu'il n'y a jamais ni nulle part de combat subalterne, mais comment ne pas vous témoigner de l'intime satisfaction et de l'immense encouragement que constitue pour nous tous, ici, votre présence à Bordeaux à l'occasion de ce Congrès.

Ici, comme ailleurs, au-delà des fortunes électorales individuelles et collectives, au-delà des circonstances, les Socialistes girondins s'efforcent, du mieux qu'ils peuvent, de porter le poids certes glorieux, mais exigeant, de 9 années de responsabilités gouvernementales écrasantes.
Comme tous leurs camarades, ils en assument de toute la force de leur conviction les inévitables contradictions, les compromis, les attentes inassouvies, les doutes et les incompréhensions passagères. Ils ont certes besoin d'être ressourcés, régénérés dans leur capacité individuelle et collective, à se protéger et à faire face à un climat ambiant agressif, sommaire, souvent injuste, abandonnés aux pires manipulations corporatistes et poujadistes, mais ils sont fiers d'être et de rester Socialistes.
Ils en sont fiers, parce qu'ils savent que l'histoire rendra grâce à François Mitterrand, à ces gouvernements de gauche et aux Socialistes de ce pays d'avoir fait front sans fracture sociale, économique, ou politique irréversible à l'une des périodes les plus difficiles et les plus agressives de notre histoire contemporaine.
Peu de pouvoirs en Europe, et dans le monde, trop peu hélas ont su conduire leur pays avec autant de sagesse, de discernement et finalement d'équilibre à travers les séismes successifs des grandes crises économiques et politiques de ces quinze dernières années.
Peu d'entre eux, sous ces formidables pressions, ont su résister au mirage destructeur d'un libéralisme débridé, peu d'entre eux, malgré l'immensité des problèmes qui subsistent, auront si magnifiquement préservé l'essentiel.
Il n'est guère aujourd'hui que l'étranger et hélas l'état du monde qui nous environne pour nous rendre grâce, en attendant que l'histoire y satisfasse.
Ils sont fiers d'être Socialistes parce qu'il est bien peu de gouvernement au monde qui auront autant que les leurs fait progresser la démocratie au point que le paysage audiovisuel s'en trouve bouleversé, que les collectivités locales ont accédé à une plus grande autonomie, que la justice a su démontrer au pays indépendance, au point enfin que jamais le citoyen n'a disposé d'autant de recours et de protection juridique dans l'arbitraire administratif et politique.
Connaît-on quelque part une classe politique qui se soit à ce point exposée, mise à nu, soumise au droit, infligée autant de transparence et de contrôle ? Mais la dérive vers le lynchage médiatique des hommes politiques doit-elle être érigé en nouvelle règle commune du droit et de l'information ?
De toutes ces avancées, nous sommes fiers, même si comme toutes les transitions elles sont parfois difficiles à vivre et à assumer.
Ils sont fiers d'être Socialistes enfin parce qu'ils savent qu'ils sont aujourd'hui derrière le Président de la République et son Premier Ministre, Pierre Bérégovoy, le moteur d'une construction européenne, qui constitue la seule alternative de paix et de prospérité durables face à la résurgence dangereuse et obscurantiste de nationalismes et de vieux égocentrismes qui ont saigné les peuples d'Europe pendant de trop longs siècles.
Cette Europe là, parce que nous la voulons humaine, démocratique et pacifiée, moins pour nous-mêmes que pour nos enfants, a besoin non seulement de la France, mais aussi des Socialistes, de tous les Socialistes d'Europe.

Fondation Jean Jaurès

Elle a besoin de nous pour imposer aux marchands, qui n'ont pas attendu sa construction politique, pour dépasser les frontières nationales, une Europe sociale et solidaire. Elle a besoin de nous et de notre ferme attachement à sa diversité culturelle et ses traditions locales au pluralisme qui fait sa richesse et son rayonnement universel. Nous sommes en effet le moteur de l'Europe parce que l'Europe n'est pas pour nous une résignation, mais une haute et noble exigence. C'est dans cet état d'esprit combatif et exigeant à la fois, mes chers camarades, que les militants Socialistes de la Gironde accueillent ce Congrès de notre Parti.
Combatif autour du Président de la République, du gouvernement et du Parti, pour livrer les grandes batailles électorales qui se présentent à nous et qui décideront de l'avenir du pays.
Exigeant naturellement vis-à-vis du gouvernement et des pouvoirs publics qui se doivent d'apporter des réponses appropriées aux trois grands problèmes qui nous préoccupent ici, en Gironde.

- Celui tout d'abord de l'emploi et du devenir du complexe militaro-industriel aéronautique et spatial durement, très durement affecté par le nouvel ordre militaire international et les révisions stratégiques qui en découlent.
- Celui ensuite de l'avenir du monde rural et de son agriculture familiale.
- Celui enfin des grandes infrastructures de désenclavement et de transport, autoroute A 89, TGV Atlantique, sans lesquels nous resterions une fin de terre éternelle tout au bout de la péninsule européenne.

Exigeant enfin vis-à-vis de notre Parti, de nous tous, leaders, cadres, dirigeants, pour que s'estompent devant l'essentiel que constituent nos valeurs communes et notre attachement à la démocratie et à la République les querelles de clans et d'hommes dans lesquelles s'abîment trop classiquement la richesse et la substance des grands partis de gouvernement.
J'espère et je souhaite dans ce pays de Gironde au climat tempéré, aux mœurs et aux usages civilisés par la géographie et de prestigieuse humanité, que l'idée philosophique de notre Parti saura puiser dans sa formidable richesse humaine, dans l'universalité de ses valeurs, et de la fécondité de sa démocratie, la preuve et la sagesse d'une unité retrouvée et d'une ambition toujours renouvelée, celle d'œuvrer au mieux pour les hommes et les femmes d'un monde en bouleversement incessant, dans la réalité, voire les difficultés du quotidien, sachons leur redonner un peu de rêve et montrer une voie, un chemin d'une démocratie et d'une citoyenneté sans cesse mise à jour.
C'est l'aspiration profonde de nos militants, c'est l'intérêt de tous les Socialistes, c'est l'intérêt de la France, c'est celui de l'Europe.
Chers amis, chers camarades, bon Congrès à toutes et à tous.
(Applaudissements)

Le président - Merci Serge Lamaison.
Je vais vous donner la composition du bureau du Congrès : Henri Pradeaux, Michel Debout, Pierre Brana, Françoise Seligmann, Jean-Luc Laurent, Roger

Collection Jean-Jaurès

Madec, Guy Ramirez.
Je donne immédiatement la parole à Daniel Vaillant pour son rapport sur la réforme des statuts et les propositions pour le renouveau.

Daniel Vaillant

Chers camarades, je veux d'abord remercier la fédération de Gironde et son Premier secrétaire, Serge Lamaison, ainsi que tous les militants qui une fois de plus ont travaillé et ont assuré l'organisation avec dévouement.
Je remercie aussi les élus qui nous accueillent, le président du Conseil général, Philippe Madrelle, mes collègues parlementaires, députés, et sénateurs, Conseillers régionaux, Conseillers généraux et maires.
Avant même d'aborder mon rapport, je veux évoquer bien évidemment ici la grave question posée par l'article du "Monde" d'hier, annonçant la possible inculpation d'Henri
Emmanuelli au mois d'août, en tant que trésorier du Parti de 1988 à 1992, c'est-à-dire en le pré-inculpant. Voilà un nouveau concept dans l'artillerie judiciaire de ce pays qui vient renforcer le secret de l'instruction.
Je veux, après le Premier secrétaire, le Premier Ministre et plusieurs de nos responsables dire à quel point je suis choqué, avec vous tous, et même ulcéré de ces méthodes.
Pour la première fois, par delà un homme dont l'honnêteté est indiscutable, on pré-inculpe un parti tout entier, comme par hasard le Parti Socialiste.
En effet, cette annonce tapageuse de pré-inculpation nous concerne tous. En tant que Secrétaire national aux fédérations depuis 1988, je me sens tout aussi pré-inculpé qu'Henri Emmanuelli, tout aussi concerné, totalement solidaire et cela doit valoir pour chacun des dirigeants et des militants, de notre Parti.
(Applaudissements)
Je ne doute pas que notre Congrès témoignera de cette solidarité avec Henri et donnera au Parti tous les moyens appropriés pour réagir solennellement juridiquement, politiquement et collectivement.
(Applaudissements)
Il me revient et avec moi tous ceux qui ont travaillé sur les propositions pour le renouveau du Parti, d'ouvrir ce Congrès de Bordeaux. J'y vois pour ma part un signe de l'attention particulière que la Direction du Parti et son Premier secrétaire, Laurent Fabius, ont souhaité donner à ce débat.
Il est vrai que ce Congrès ordinaire sur l'organisation de notre Parti n'est pas sans enjeu. D'abord, parce qu'il est l'aboutissement d'un long débat sur la rénovation de nos structures, qui a commencé il y a plusieurs mois et qui n'avait pas, jusqu'à présent, pu aboutir. Que notre Parti soit en capacité, aujourd'hui, de s'accorder sur un sujet qui, hier encore, le divisait, est plutôt, à mon sens, un motif de satisfaction. Et je suis heureux d'y avoir contribué personnellement.
Ensuite, parce que les propositions qui, je l'espère seront adoptées cet après-midi modifieront très sensiblement la vie de notre Parti. J'ai lu ou entendu ici ou là, que ces propositions n'étaient pas suffisamment audacieuses Je ne doute pas qu'ici même certains, parfois à juste raison, s'expriment dans ce sens. Je donne

Fondation Jean Jaurès

rendez-vous à tous ceux là et à vous tous dans quelques mois, lorsque ces propositions seront gratuites dans la réalité. Ils verront et vous verrez qu'elles auront des incidences profondes dans la vie du Parti et qu'elles induiront de nouveaux comportements et des règles du jeu différentes de celles d'aujourd'hui. Je pense en particulier au renforcement important du rôle des Premiers secrétaires fédéraux, mais je pense également au poids accru de l'échelon régional, et aussi à la mise en place d'un Conseil national, véritable Parlement du Parti. Enfin, parce que l'aspiration bien comprise à la rénovation de l'action collective, qu'elle soit paritaire ou non, est une réalité incontestable.
Je suis convaincu qu'indépendamment de l'orientation politique qui sera évidemment essentielle pour l'avenir du Parti Socialiste, le rapport que nous serons capables de nouer avec l'opinion, avec les forces sociales, avec éventuellement d'autres forces politiques, à travers les formes d'organisation de notre Parti, sera également déterminant.
La réussite d'Epinay que nous devons garder à l'esprit à ce Congrès de Bordeaux c'est la réussite d'une alchimie particulière entre une orientation politique et stratégique, la mobilisation de forces sociales, et une organisation paritaire, accueillante, vivante, capable d'incarner cette aspiration collective.
Pour toutes ces raisons, le Congrès ordinaire que nous tenons aujourd'hui est important et engage l'avenir de notre Parti.
Je voudrais vous rappeler les conditions et les objectifs qui ont guidé la réflexion qui a été proposée au Parti dans le cadre de ces propositions pour le renouveau.
Je les synthétiserai autour d'une formule, les trois "R".
Renouveau - ressourcement - rassemblement.
Renouveau.
Comme je l'ai indiqué à l'instant, l'aspiration à la rénovation de la vie publique et politique est une réalité à laquelle notre Parti doit répondre impérativement. Chacun d'entre nous a en tête les éléments qui expliquent aujourd'hui le rapport dégradé, voire le fossé, qui existe entre les citoyens et la politique.
Crise de la représentation politique et, plus généralement sociale, chute de l'engagement militant, décalage entre la société et les partis, discrédit de la classe politique, sont autant de facettes d'une situation qui n'est pas satisfaisante ni pour nous, ni pour la démocratie.
A ce constat, il faut ajouter les mutations profondes qui ont marqué au plan des valeurs, des comportements, des attentes, la société française ces dernières années.
Il est clair, par exemple, que le développement du phénomène urbain induit de nouveaux modes d'existence et des comportements différents dans le domaine de la vie publique et collective.
Si la rénovation ne peut en elle-même suffire à définir une orientation (que serait une volonté de rénovation sans contenu politique et stratégique sinon une incantation) il était néanmoins indispensable de réfléchir et de s'interroger sur nos pratiques et nos structures.
C'est dans cet état d'esprit que nous avons fait ces propositions pour le renouveau.

Fondation Jean Jaurès

Cette volonté de rénovation, nous avons voulu la traduire d'abord par une volonté d'ouverture.
Après les élections régionales, dans la situation politique qui est la nôtre, rien ne serait pire que de donner le sentiment du repli sur soi. Et l'essentiel des modifications que nous proposons visent à ouvrir le Parti Socialiste et à se donner les moyen s de nouer une relation plus forte avec la société (mouvement associatif, syndicalisme social, syndicalisme urbain, les mouvements de jeunes, différentes catégories d'inactifs, etc.)
Je suis convaincu que c'est dans la définition de notre rapport avec l'extérieur et dans notre capacité à régénérer le Parti sans un mouvement qui ne peut être à la fois qu'interne et externe que nous retrouverons une dynamique politique.
D'où les propositions très concrètes et que vous connaissez : ouvertes en direction des sympathisants, organisation de conventions thématiques, ouverture de l'instance nationale à des représentants des Partis Socialistes européens, création de Commissions permanentes ouvertes à des acteurs du monde économique, social, culturel, toutes ces mesures visent à se réapproprier une capacité d'écoute, de dialogue et de délibération qui a fait dans le passé le succès du Parti Socialiste.
Cette volonté d'ouverture au plan organisationnel n'est pas sans lien avec le débat que nous allons avoir sur la stratégie.
Si, comme je le crois, nous sommes tous attachés à la permanence d'un grand Parti Socialiste, fort et puissant, nous sentons bien que c'est aussi dans le dialogue et dans d'éventuels rapprochements avec d'autres forces politiques (je pense notamment aux écologistes) que nous pourrons susciter une dynamique politique positive.
Cette volonté d'ouverture stratégique dont il faudra, au cours des heures qui viennent, définir les contours, nous l'avons d'un certain point de vue anticipé au plan de l'organisation de notre Parti.
Et il me paraît important que notre Parti sache traduire dans un même mouvement la définition de son programme, de sa stratégie et de son organisation. De ce point de vue, je dois vous dire que, à titre personnel, je n'ai pas toujours compris le débat qui, il faut l'admettre, n'est pas eu beaucoup d'échos, sur la question des courants. Autant je pense qu'il est légitime de regretter les excès liés à la pratique des courants (qui me semblent d'ailleurs poser d'abord la question de la présidentialisation dans la 5ème République) autant la remise en cause du pluralisme interne au Parti Socialiste, dans la phase qui est la nôtre actuellement, aurait été un contre-sens complet.
Comment aurions-nous pu y affirmer notre volonté d'ouverture à l'extérieur si, dans le même temps, on s'était évertué à remettre en cause le pluralisme à l'intérieur ?
Indépendamment d'autres raisons qui me paraissent plaider pour le maintien de la représentation héritée d'Epinay, une telle contradiction n'aurait pas, à mon sens, été sans conséquences préjudiciables et sans divisions.
J'en viens maintenant au deuxième point qui a guidé l'élaboration de ces propositions : le ressourcement militant.

Fondation Jean Jaurès

Celui-ci est indispensable pour un parti qui s'est forgé d'abord comme un parti de militants et de transformation sociale.
De même que nous avons voulu marquer le renouveau par une volonté d'ouverture, vers la réalité, vers les problèmes, vers les autres, de même nous avons voulu marquer ce ressourcement par une volonté d'approfondir concrètement la démocratie dans le Parti.
Cela passe par le respect des militants et par le renforcement des procédures qui leur permettent de peser sur les orientations du Parti et sur la désignation des responsables.
Il est clair que si tout vient d'en haut, y compris le meilleur, nous courons à l'échec garanti.
Il nous faut retrouver le goût de l'action collective et la volonté de convaincre ensemble. Et pour cela, il faut lutter contre les déviations égoïstes ou individualistes, ne pas déposséder les militants comme ils peuvent parfois en, avoir le sentiment.
C'est pourquoi nous avons recherché de nouvelles modalités, notamment pour ce qui concerne la désignation des responsables du Parti. Je voudrais rapidement les rappeler, car leur application me semble de nature à mettre un frein au phénomène de cooptation qui est trop souvent la pratique dans notre Parti.
Premier principe : les principaux dirigeants du Parti, Secrétaires de section, Premiers secrétaires fédéraux, Premier secrétaire seront désignés par un vote uninominal à deux tours, dans la section, dans le Congrès fédéral, dans le Congrès national.
Deuxième principe : les instances de directions locales, fédérales, régionales, nationales du Parti seront désignées par le vote dans le cadre de la représentation proportionnelle en Assemblées de motion.
Ces dispositions, avec d'autres qui touchent au suivi des orientations, sont de nature à permettre une maîtrise réelle du processus de désignation des dirigeants par les militants et sont sans équivalent dans d'autres partis politiques.
Troisième aspect de nos travaux, le troisième "R".
Rassemblement.
Celui ci s'est effectué dès le Comité directeur qui, unanimement, a présenté ces propositions pour le renouveau à la discussion des militants. Puis, ce rassemblement s'est confirmé dans les votes puisque plus de 97% des militants qui se sont exprimés et ont adopté le texte pour le renouveau que j'ai proposé et les propositions de modifications statutaires rédigées par Jean Pierre Bonin Moulins et Yannick Bodin.
Faut-il le regretter ?
C'est l'éternel débat qui se pose dans ce type de situation. Lorsque nous sommes unis, certains disent que nous sommes résignés, lorsqu'il y a divergences et appréciations différentes, les mêmes disent que nous sommes divisés.
Pour ce qui me concerne, je considère que le rassemblement qui s'est opéré sur ce texte est extrêmement positif et sert le Parti.
D'abord parce qu'il s'agit de notre loi commune et des règles qui fondent notre vie collective. Je pense que des divergences importantes entre nous sur ces

sujets, notamment sur le principe de la représentation proportionnelle, auraient été, je crois, très inquiétantes pour notre Parti et son avenir.
Il est clair qu'un désaccord profond sur cette question aurait touché à la nature même du Parti.
Ce rassemblement a également été positif, car il nous a permis, je crois, et peut-être paradoxalement, de faire preuve d'imagination dans l'organisation et le fonctionnement du Parti. Je pense notamment à la composition du futur Conseil national dont les Premiers secrétaires fédéraux seront l'ossature. Je pense également à la dimension régionale qui trouve enfin sa véritable place dans le Parti et nous avons vu, aux dernières élections, combien nous avons trop négligé cette dimension. Je pense à toute une série de dispositions qui vont permettre d'améliorer concrètement, au jour le jour, la vie de notre organisation. Si j'en juge par les résultats des votes, le travail qui nous avait été demandé a été accompli sérieusement et positivement au service du Parti et des militants.
Reste maintenant peut-être l'essentiel : définir ce que sera notre orientation politique et la stratégie qui la sous-tend.
Concernant l'organisation, les propositions que nous allons adopter et appliquer sans attendre lorsqu'elles sont compatibles avec nos statuts ne peuvent suffire, je l'ai dit, à définir l'action politique qu'il nous faut conduire. En tout cas, les statuts, quand on les a adoptés, il faudra rigoureusement que nous les appliquions, parce que rien ne sert de faire des débats, des travaux, des textes, si c'est pour, à la sortie, ne pas appliquer les règles communes !
(Applaudissements)
Et je voudrais, chers camarades, vous dire quelques mots sur la liaison entre cette dimension organisationnelle et notre perspective stratégique.
Je crois que nous ne pouvons pas nous résoudre à l'affaiblissement durable du clivage entre la Droite et la Gauche. Car en fait de recomposition, ce qui apparaît alors, c'est un autre clivage qui ne me paraît pas sain pour la démocratie et qui oppose les partis dits traditionnels, exerçant ou ayant exercé le pouvoir, aux partis protestataires ou uniquement revendicatifs.
Cette coupure entre des forces politiques "notabilisées", qui apparaissent sous leur aspect purement gestionnaire, et des forces politiques qui drainent la contestation sans perspective de pouvoir, me paraît à terme receler de graves dangers pour la cohésion sociale et politique du pays. De ce point de vue, je crois que nous avons à tenir également les deux bouts de la chaîne : notre capacité de gestion qui n'est plus à démontrer, et notre capacité de réforme qui, elle, est à retrouver, à re-crédibiliser.
C'est dans cette perspective que nous devons nous inscrire afin de redonner corps et sens à notre action politique.
Je crois que cela doit se faire par la reconstruction d'une gauche forte et puissante, de nouveau offensive.
Le Parti Socialiste peut être l'instrument de cette recomposition-là. Il peut à nouveau, dans une démarche d'ouverture et de dialogue, agréger des forces sociales et politiques qui sont aujourd'hui en déshérence.
La perspective historique qui était la nôtre à Epinay reste d'actualité. Sachons

nous inscrire dans cette continuité et, en même temps, sachons renouveler profondément les formes de notre combat politique.
Je terminerai par un souvenir personnel, qui a finalement sous-tendu près de vingt-cinq ans de militantisme. Adhérent à la Convention des institutions républicaines, participant au Congrès de Saint-Forts autour des années 69, je me souviens de cette réflexion de François Mitterrand : "Chers amis, nous sommes ici des femmes et des hommes engagés, venus d'horizons divers, qui avons beaucoup apporté au service de nos valeurs et à apporter au service de nos valeurs. Mais nous avons une grosse faiblesse : nous n'appartenons pas à un parti politique organisé, un parti de militants comme encore la SFIO en est un".
C'était en 1969 et c'était François Mitterrand qui nous délivrait ce message. C'est ainsi qu'est née l'idée d'Epinay, c'est ainsi que cette idée a fait son chemin et c'est ainsi que nous avons réussi.
Je ne doute pas qu'une majorité de militants soit restée fidèle à cette démarche et y croit encore pour l'avenir, pour demain. Moi, j'y crois encore.
Re-dynamiser le Parti ? Tous ensemble, faisons-le !
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Daniel Vaillant et, avant d'ouvrir la discussion générale, je voudrais préciser que la réunion de la Commission de vérification des résultats se tiendra dans quelques minutes, à midi, dans le salle de vérification des mandats, située dans les locaux du secrétariat administratif.
Dans la discussion générale, la parole est à Alain Claeys, Premier secrétaire de la fédération de la Vienne.
Ensuite, la parole sera à Gisèle Stievenard et, pour la bonne organisation, j'indique à chaque intervenant que le temps de parole imparti est de dix minutes.

Alain Claeys

Chers camarades, après le rapport de Daniel Vaillant, je voudrais dire quelques mots sur l'état d'esprit de ma fédération qui est une fédération moyenne, comme beaucoup de celles qui sont représentées aujourd'hui.
Je crois que depuis de longs, chacun d'entre nous, chacun des militants, ressent un besoin de renouveau, chacun de nos militants s'interroge sur le sens de son engagement. Je crois que tout ceci est normal, à un moment où l'on s'interroge sur l'utilité d'un parti politique. Je crois que pour un parti comme le nôtre, l'alternative est simple.

- Soit un repli sur soi.
- Soit une ouverture vers l'extérieur.

Cette aspiration au renouveau a été exprimée lors des élections régionales et cantonales.
Cette aspiration au renouveau s'est exprimée dans nos sections, par les militantes et les militants.
Je crois, et nous en sommes tous d'accord, que la réalisation de cette aspiration passe par la rénovation : rénovation de nos idées (et ce sera l'objet du Congrès extraordinaire) mais aussi rénovation de nos structures et rénovation de nos

Fondation Jean-Jaurès

pratiques.
S'il est vrai que les statuts, les formes organisationnelles, ne remplaceront jamais la volonté politique, l'ambition collective, la définition d'une stratégie ou tout simplement l'idéologie, il apparaissait urgent à beaucoup, cependant, de rénover nos pratiques dans le respect de ce qui a fait notre identité depuis le Congrès d'Epinay et, à ce titre-là, je crois que ce Congrès est une étape importante.
Bien entendu, ce Congrès ne constitue pas un point final mais, je crois, un point de départ pour modifier en profondeur nos pratiques.
Je ne reprendrai pas toutes les modifications que nous avons eu à examiner dans nos sections et dans nos fédérations. Simplement, je crois que l'élection des Premiers secrétaires fédéraux par les Congrès fédéraux, l'élection des Secrétaires de sections directement par les militants, le renforcement de l'échelon régional par la fondation d'unions régionales, notre volonté de faire vivre, en dehors des périodes électorales, nos réseaux de sympathisants, je crois que toutes ces mesures doivent conduire à une participation plus active de nos militants et, pour notre électorat, à une lisibilité plus grande de notre action et de nos propositions.
Certes, ce n'est qu'une étape, qui devra être approfondie par une pratique au quotidien.
Je sais qu'un certain nombre de problèmes, de blocages restent posés. Des propositions qui ont pu être formulées par telle ou telle fédération restent en discussion. Mais je suis convaincu qu'ensemble nous trouverons des solutions.
Chers camarades, je crois que si l'on devait résumer toutes ces propositions, toutes ces modifications statutaires, on pourrait les résumer par deux ambitions toutes simples.

- Liberté de discussion.
- Proximité avec les préoccupations quotidiennes de nos concitoyens.

Liberté de discussion, retrouver le plaisir du débat, retrouver le plaisir de discuter ensemble, afin de confronter la diversité des points de vue. Bien entendu, lorsque cette discussion a eu lieu, la décision collective prise, il est normal que cette décision soit appliquée par chacun.
Je crois que vous l'avez entendu dans vos fédérations, que nous disent les militants ? Les militants nous disent simplement : "Aujourd'hui, sans remettre en cause ce qui a fait la force du Parti Socialiste depuis Epinay, soyons capables de dépasser la simple logique des courants". Ils demandent des débats dans le Parti, mais ils refusent, et je crois unanimement, des partis dans le Parti !!
Notre deuxième objectif, c'est de retrouver le lien direct avec les hommes et les femmes dans nos communes, dans nos cantons, dans nos quartiers, sur tous nos lieux de travail ou d'habitation. Je crois qu'il faut retrouver ce qui a fait notre force dans les années 77, lorsque nous avons gagné beaucoup de collectivités locales : notre capacité d'écoute, de dialogue, d'échange, confronter nos propositions avec l'aspiration des gens.
Je crois qu'aujourd'hui, alors que tout bouge, que notre société essaye de retrouver des aspirations collectives, il est normal que le Parti Socialiste se pose

Fondation Jean Jaurès

son problème de fonctionnement, d'organisation (à quoi sert aujourd'hui notre engagement ?) et je pense que ce Congrès ordinaire, aujourd'hui, ce Congrès extraordinaire, demain et jusqu'à dimanche, devraient nous permettre de redéfinir, de reposer l'action politique.
Chers camarades, si dans les mois qui viennent nous redevenons un parti à l'écoute, si nous redevons un parti solidaire, un parti actif, bref si nous devenons un parti audacieux, je suis convaincu que nous contribuerons à réhabiliter la politique en France, à redonner le goût aux militants de militer et à reconquérir notre électorat.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Alain Claeys qui a bien tenu son temps de parole et je donne maintenant la parole à Gisèle Stievenard. Ensuite, ce sera Daniel Frachon.

Gisèle Stievenard

Chers camarades, je rends hommage tout d'abord aux travaux de la Commission de révision des statuts qui apporte des novations utiles dans la vie du Parti.
Parmi les sujets débattus, il en est un qui concerne la place des femmes dans le Parti et dans le pays.
Le texte adopté à la quasi-unanimité par les militants comporte des avancées indéniables. Les Congrès fédéraux et la Commission nationale des femmes ont apporté des propositions supplémentaires qui vont un peu plus loin. Je souhaite les défendre devant vous, en sachant que les statuts ne sont pas tout et que beaucoup dépend de notre volonté collective. Dans les années 70, Colline Serreau a réalisé un très beau film au titre évocateur, qui s'appelait "Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?" Ce film exprimait les aspirations des femmes remuantes de cette génération pour l'accès au travail, à la contraception, etc.
Beaucoup de chemin a été parcouru depuis lors grâce à leur mobilisation et leur détermination, voire à leurs excès parfois.
Les avancées, c'est d'abord la loi Veil, puis tous les progrès accomplis grâce à l'arrivée de la Gauche au pouvoir. Au fil du temps, les femmes ont pris une place grandissante dans la vie sociale et professionnelle, mais il est un domaine qui offre encore beaucoup de résistances, c'est la sphère politique.
Voilà cinquante ans à peine, me direz-vous, que les femmes accédaient au droit de vote. C'est récent, somme toute. Mais certaines, les plus téméraires, dès l'origine ont revendiqué la pleine citoyenneté, c'est-à-dire le partage de la décision à tous les niveaux. Je m'inscris avec fierté dans cette tradition de lutte contre cet archaïsme qui consiste à maintenir une citoyenneté à deux vitesses qui laisse les femmes au bord du chemin des assemblées. Oui, nous sommes un certain nombre à vouloir participer à la vie démocratique, jusqu'à prétendre figurer dans les assemblées élues à parité avec nos collègues masculins.
Voilà bien de l'utopie ou de l'audace, et c'est bien de cela dont nous avons besoin pour une vie politique harmonieuse.
Cela coïncide avec l'aspiration à un renouveau démocratique qui s'exprime dans la société et que nous aurions tort de méconnaître. Les gens en ont assez de voir

Fondation Jean-Jaurès

toujours les mêmes cumuler toutes les responsabilités au point de ne plus pouvoir les assumer, même quand ils ont beaucoup de talent.
(Applaudissements)
Chacun a à l'esprit quelques exemples, je n'en dis pas plus.
Qui peut nier que les Français aspirent à être mieux représentés par des élus plus disponibles et plus proches de leurs préoccupations ?
Je n'argumenterai pas longtemps pour défendre la cause des femmes, car je pense qu'au fond de vous, en démocrates sincères et en politiques avertis et avisés, vous savez bien que la situation présente ne pourra pas durer très longtemps, sauf à mettre en péril vos élections futures, vos réélections.
Est-il acceptable que là où les femmes, par exemple dans un département, représentent 54% des habitants, 58% des inscrits sur les listes électorales, nous étions aux dernières régionales une femme élue sur huit ? C'est-à-dire 12,50% ? Le simple rapprochement des chiffres est éloquent !
Je me souviens qu'Henri Emmanuelli a dit à ce sujet que ce sont les plus grandes évidences qui mettent le plus de temps à entrer dans la réalité. Je suis bien d'accord avec lui. Mais il est des moments où il faut savoir écouter et entendre à temps pour éviter d'être balayé.
Il y a des signes tangibles de l'érosion du Parti. Donnons-nous les moyens du sursaut, donnons-nous les moyens d'inverser le courant.
Les femmes ont voté jusqu'ici majoritairement à Gauche, mais cet électorat n'est pas acquis à tout jamais. Dans le Parti, aucune d'entre nous n'a envie de tirer un trait sur quinze ou vingt ans de militantisme, d'investissement militant, mais il est des moments de colère, quand nos responsables nationaux viennent à la tribune des conventions nous dire toute l'importance qu'ils accordent à notre représentativité, et quand nous constatons que rien ne change dans les désignations, dans la vie interne et dans les mentalités.
(Applaudissements)
Il est des moments de découragement quand on ne perçoit plus le sens de l'action collective, quand la tactique prend systématiquement le pas sur la politique, quand les actes ne coïncident plus avec les discours.
Ce qui ne se fait pas dans le Parti se fera en dehors de lui, soyez-en convaincus, soyons-en convaincus et tirons en les leçons ensemble.
Nous avons la faiblesse de penser que la maturité politique n'est pas inscrite dans les chromosomes, qu'elle n'est pas l'apanage d'un sexe. Nous ne sommes pas seuls à le penser : de nouvelles formations politiques ont pris en compte cette donnée avec succès; des listes de femmes voient le jour, comme en Alsace, la mixité a fait beaucoup de progrès ces vingt dernières années dans la société. La sphère politique tarde à s'adapter.
Un autre danger nous inquiète, qui met en cause nos valeurs, le retour à l'ordre moral, aux Etats-Unis, en Europe, l'intégrisme religieux un peu partout. Nous n'acceptons pas les remises en cause des législations progressistes ici ou là, les opérations de commando anti-IVG dans les hôpitaux. Nous voulons sortir de l'âge de pierre et influer sur les choix politiques qui façonnent la vie quotidienne des individus.

Nous faisons des propositions dans le cadre du Congrès de Bordeaux tant sur le programme que sur les statuts. Des amendements fédéraux nombreux viennent compléter, renforcer les propositions initiales. J'en citerai trois : la décentralisation des Commissions de promotion politique au niveau régional et local, le passage du coefficient de mixité dit "quota" de 30 à 40% pour tendre vers la parité, et la création d'une association, organisme associé du Parti, regroupant toutes les adhérentes et sympathisantes, qui vise à assurer le rayonnement des idées Socialistes et la promotion des femmes.
Ces amendements ont reçu un accueil mitigé, réservé, voire hostile au sein de la Commission. Mais nous n'avons pas terminé nos travaux.
Je sais qu'il est toujours difficile de rompre avec les habitudes, mais je considère que la rénovation du Parti passe aussi par là.
Enfin j'aurais aimé que cette Commission chargée de proposer des modifications à nos règles de vie en commun soit plus représentative. Hier soir, nous étions deux femmes sur 21, à peine 10%. Ce n'est pas très facile d'avancer dans ces conditions ! Nous sommes plus nombreuses à la tribune aujourd'hui et je m'en réjouis, je l'interprète comme une volonté d'aller de l'avant. J'espère ne pas être démentie. Mais je sais fort bien que rien ne s'obtient sans effort et je souhaiterais que les femmes du Parti, qui sont les premières concernées, les déléguées femmes, portent attention au sort réservé aux amendements adoptés pendant les Congrès fédéraux, et tentent de recourir à la pédagogie active auprès de leurs responsables de courants dans le sens d'une solidarité vécue dans tous les lieux de décision.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Gisèle Stievenard et je donne maintenant la parole à Daniel Frachon pour cinq minutes. Ensuite j'aurai l'immense honneur et la fierté de céder la parole au président Daniel Mayer. Daniel Frachon a la parole.

Daniel Frachon

Mes chers camarades, Je voudrais dire tout d'abord mon émotion et mon indignation face à la pré-inculpation de notre camarade Emmanuelli, et lui témoigner à cette occasion à la fois ma solidarité, mon estime et mon amitié. Mais au-delà de cette nouvelle attaque contre notre Parti, il faut aussi se rappeler qu'il y en a d'autres parmi nous qui sont soumis à la même pression du pouvoir judiciaire, et à cette occasion on pourrait réfléchir quelque peu à ce qu'est devenue la dépendance de ce pouvoir non pas à l'égard du pouvoir politique, mais probablement à l'égard de ses propres passions.
Pour en revenir au débat autour des statuts, je voudrais d'abord remarquer qu'avec une approbation au-delà de 97%, cela veut dire que le texte qui avait été soumis au vote des militants a recueilli un large assentiment et qu'il correspondait bien à leur attente.
Je voudrais tout simplement dire quelques mots sur un certain nombre des problèmes qui sont réglés ou qui sont en voie de règlement à travers la réforme

Fondation Jean Jaurès

de ces statuts.
Il était nécessaire de rénover, de moderniser notre dispositif statutaire.
Rénover : cela l'était devenu parce qu'après les débordements, les affrontements du Congrès de Rennes, il fallait redonner la parole aux militants sur les problèmes de démocratie interne.
Moderniser : eh bien, tout simplement, dans le monde dans lequel nous vivons, les organisations qui ne sont pas à la recherche de leur adaptation par rapport aux évolutions des mentalités comme aux évolutions des techniques sont probablement guettées par un déclin inéluctable.
Je voudrais commenter quelques-unes des décisions que nous avons prises et qui vont changer très fortement le fonctionnement du Parti.
La réforme intervient dans un certain nombre de domaines : l'élection des dirigeants, le dépassement des courants, une meilleure association des fédérations à l'exercice de la Direction nationale.
Le texte aussi règle l'existence et la mise en place d'une organisation régionale.
En ce qui concerne l'élection des dirigeants, c'est véritablement une novation que de faire élire directement par les militants à la fois les secrétaires des sections, les secrétaires des fédérations dans le cadre du Congrès fédéral, et le Premier secrétaire de notre Parti dans le cadre du Congrès national. Ces camarades qui seront portés à ces responsabilités dans le cadre des nouvelles procédures auront une légitimité accrue, mais également une responsabilité accrue au regard de l'ensemble des militants du Parti, que ce soit ceux qui partagent ces sentiments à l'intérieur de leur propre sensibilité, que ce soit les autres, et je crois que comme cela ils pourront assurer de manière plus directe et plus générale l'ensemble de leurs responsabilités.
Le dépassement de la logique des courants : Daniel Vaillant a rappelé la tradition qui existe dans notre Parti. Il a rappelé aussi que le débat sur cette question avait été laborieux et que des positions différentes s'étaient affrontées.
Je voudrais dire quelques mots. Il n'est pas question de mettre en cause la représentation proportionnelle à l'intérieur du Parti. Nous sommes de ceux qui ont assez vécu les péripéties des différentes sensibilités Socialistes pour ne pas perdre de vue cette exigence qui conditionne notre rassemblement à l'intérieur d'une même organisation. Mais au-delà de cette nécessité, il est quand même permis de discuter aussi des problèmes d'efficacité du fonctionnement des directions, et quand on examine par analogie les débordements qui peuvent naître d'une représentation proportionnelle totale et intégrale, on est bien obligé de prendre quelques précautions. Notre Parti n'a jamais mieux marché que quand les sensibilités pouvaient s'exprimer autour des motions du Congrès, mais aussi quand il y avait manifestement, dans le cadre des Congrès, la reconnaissance à la fois d'une majorité capable de diriger ce Parti, et l'existence de minorités jouant leur vrai rôle de minorité.
Mais quand nous avons à faire à un effritement des sensibilités, qu'il y a une diversité poussée au paroxysme, cela donne Rennes et cela débouche sur l'inefficacité et sur le recul de notre Parti.
C'est en fonction de ces préoccupations que certains, dont j'étais, ont posé le

problème.
Pour l'instant, nous nous en tenons à ce qui existe dans le texte qui est soumis à la ratification du Congrès. Mais ce débat n'est pas clos pour autant. Nous le reprendrons car nous sommes soucieux que ce Parti retrouve l'efficacité qu'il avait ces dernières années. Au niveau de la représentation et de la participation des sections et des fédérations, au pouvoir à l'intérieur du Parti, je crois que ce que nous avons décidé, en ce qui concerne la participation des Premiers secrétaires fédéraux, au Conseil national, en en faisant un des éléments moteurs de ce nouveau Conseil national, est de nature à répondre aux problèmes de la participation des fédérations à la Direction du Parti.
Je crois que c'est bien... je voudrais simplement dire qu'au niveau des fédérations nous sommes restés bien en-deçà, nous ne changeons rien parce que tout simplement nous n'avons pas dû trouver les accords politiques et modalités techniques, pour faire en sorte que les sections soient mieux représentées dans les Commissions exécutives fédérales et deviennent un élément déterminant du fonctionnement de ces Commissions exécutives.
Là encore, le débat a permis de prendre conscience des difficultés et des objectifs qu'il nous faudrait poursuivre, et je pense que d'ici quelques temps, nous pourrons trouver, sur cette question, des accords qui sont nécessaires.
Enfin, nous avons pu mettre en place un dispositif au niveau de la région. Je crois que c'est bien. Il existe un pouvoir maintenant régional, avec des capacités de décision très importantes. Et notre organisation était en retard sur la décentralisation, dans ce domaine. Nous mettons en place un dispositif régional : élus, avec des responsables, avec des pouvoirs. Ceci est bien et cela constitue une avancée importante pour notre Parti.
Une question a été abordée : elle n'a pas eu de solutions. Là aussi, nous n'avons pas trouvé d'accords entre nous : c'est la question de l'adhésion.
Vous connaissez tous, et vous avez eu probablement tous des exemples dans des fédérations. Le circuit souvent difficile, avec des obstacles nombreux, pour quelqu'un qui veut adhérer à notre Parti. Il y a des blocages divers au niveau des sections et nous le savons. Nous estimons qu'à ce niveau-là, il aurait fallu faire une ouverture. Nous avions proposé qu'il soit possible, à côté de l'adhésion directe dans les sections, sur laquelle personne ne revient, d'envisager de mettre en place une adhésion au niveau des fédérations sous le contrôle de tous, de façon à ce que cela ne participe pas à des phénomènes passés, qui nous ont fait tant de mal. Mais il faut que cela puisse permettre à tous ceux qui ne trouvent pas forcément une réalité de militantisme, dans le cadre d'une section territoriale, de pouvoir leur trouver une possibilité de militantisme d'une autre nature et à un autre niveau.
Ceci méritait réflexion et ceci mérite des réponses qui, probablement, pourraient nous entraîner à une réflexion plus générale sur ce que doit être l'adhésion à l'intérieur d'un Parti.
Nous n'avons pas pu avancer sur cette question. Simplement, j'ai constaté que dans le débat, les esprits s'ouvraient... que les oppositions étaient moins au niveau du principe... qu'au niveau des modalités et des différenciations qu'il

Collection Jean Poperen

pourrait y avoir avec ceux qui adhèrent, au niveau d'une section territoriale.
Et puis enfin la difficulté qui consisterait, pour ces militants, à les associer au dispositif de décisions politiques dans le cadre du Parti, comme au dispositif des désignations des candidats, encore que nos statuts ne fassent pas de l'adhésion à nos sections, une condition déterminante pour participer à la désignation des candidats, dans le ressort des circonscriptions dans lesquelles ils se présentent.
Ce problème est réglé par des dispositions qui sont correctes et efficaces.
Enfin, une série de problèmes ont été évoqués et ne recevront pas leur règlement dans le cadre des statuts, mais dans le cadre du règlement intérieur qu'il nous faudra discuter après ce Congrès.
Cela gêne les cotisations... c'est une question importante.
Nous souhaitons qu'il y ait une harmonisation des systèmes et que les niveaux des cotisations ne soient plus un frein à l'adhésion. Je pense au dispositif des Commissions de contrôle financier.
Les modalités nouvelles auxquelles sont soumis maintenant les Partis politiques, du point de vue des contrôles extérieurs, exigent aussi qu'en contre-partie, au niveau de l'organisation, ces organismes soient non pas revus dans leur composition, encore qu'il faudrait beaucoup de professionnalisme dans la composition de ces Commissions.
Des propositions seront faites mais, en même temps, dans leurs attributions, et je pense que les attributions de la Commission de contrôle financier nationale pourraient être étendues dans d'autres domaines, par rapport aux problèmes financiers qui peuvent se poser au Parti.
Enfin je voudrais dire qu'un problème est évoqué par Daniel Vaillant, dans son intervention de présentation de la réforme des statuts : c'est un problème sur lequel nous n'avons pas discuté de solutions spécifiques.
Vous allez le voir, il n'est pas facile à résoudre. C'est celui du respect des règles. C'est une question de comportement, c'est une question de volonté politique.
Nous avons beaucoup souffert du non-respect permanent de nos règles, qui s'est mis en place, petit à petit, dans ce Parti. Les conséquences, elles ont été graves : une espèce de justice à deux niveaux s'est mise en place. Plus on était près de la base, et plus elle prenait des distances avec le Parti. La sanction était immédiate, totale et irréversible. Plus on montait vers le sommet, plus cette sanction était diluée.
Je pense personnellement, sur des problèmes politiques importants, qu'on avait trop joué les clauses de conscience pour expliquer les manquements au respect des règles élémentaires de notre Parti.
Ce n'est plus possible de durer comme cela si nous voulons continuer à être une véritable organisation politique.
(Applaudissements)
A partir du moment où les décisions sont prises par la voie démocratique, c'est-à-dire là où une majorité se détermine autour d'une position politique, elle doit être assumée par tout le Parti, et à tous les niveaux. S'il en est autrement, mes camarades, comment alors parler de Parti de modernisation et de rénovation ?
C'est un état d'esprit. C'est une volonté politique.

Fondation Jean Jaurès

Je crois qu'il est temps de retrouver le chemin du respect des règles dans ce Parti que ce soit en haut ou en bas de l'échelle hiérarchique.
En conclusion, je voudrais dire que si, à ce Congrès, nous faisons un pas important en direction d'une meilleure démocratie, l'organisation et le fonctionnement d'un parti, ça n'est pas seulement une affaire de textes, mais c'est aussi une pratique et c'est aussi un comportement.
Ecoutons davantage, respectons-nous, soyons davantage à l'écoute des militants, appliquons et respectons les décisions du Parti, et alors vous verrez, mes camarades, les militants reprendront confiance en leur Parti. Et notre Parti reprendra sa marche en avant.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Je vais vous demander tous de vous asseoir car c'est avec beaucoup d'émotion et de respect que nous allons accueillir maintenant à cette tribune le président Daniel Mayer.
(Applaudissements)
Le président Daniel Mayer, qui, je le rappelle, est un ancien Secrétaire général du Parti clandestin pendant la guerre, ancien ministre, ancien président de la Ligue des Droits de l'homme, et président du Conseil Constitutionnel et compagnon fidèle de Léon Blum.
La parole est à Daniel Mayer.

Daniel Mayer

Mes chers camarades, je remercie notre président, et je veux remercier le Congrès de son accueil, ce qui ne signifie pas pour autant que je pourrai remplir très exactement la tâche qui m'a été confiée par Laurent Fabius.
Laurent Fabius nous a demandé à Yvette Chassagne, à Robert Verdier, et à moi-même, d'étudier les problèmes qui peuvent naître de ce que l'on a appelé "les affaires"... de ce que l'on a appelé "les problèmes qui se posent".
Nous nous sommes réunis à plusieurs reprises et avec la présence utile, efficace, de Jo Daniel (?), proche collaborateur de Laurent Fabius, qui a joué un rôle important pour la coordination, la convocation et peut-être plus encore les procès-verbaux des échanges que nous avons pu avoir.
Je reconnais que cette petite Commission pouvait faire l'objet d'un certain nombre de curiosités. C'est ainsi qu'un député des Bouches-du-Rhône, m'a nommément désigné dans "Le monde" pour me demander ce que nous allions faire.
S'il m'avait téléphoné, je dois dire que cela n'aurait pas été plus efficace, mais cela aurait été plus cordial.
D'abord, ce que nous ne voulons pas faire, et ce que nous ne devions pas faire : être un tribunal, être un juge d'instruction ; relaxer les uns, condamner les autres. Eventuellement, avec un index vengeur ou dénonciateur, les désigner à la justice. Pour cela, la justice a été saisie... et c'est à elle de s'occuper de ces affaires. J'ouvre une petite parenthèse, à propos de l'actualité, de ces problèmes,

Fondation Jean Jaurès

pour dire qu'à mes yeux, il n'y a pas "d'affaire Emmanuelli"…
(Applaudissements)
... Mais qu'il pourrait peut-être demain, s'il continuait à utiliser des procédés médiatiques, s'il continuait à être plus anti-Socialiste qu'anti-corruption, y avoir une affaire Ruymbeke.
(Applaudissements)
Donc ce que nous n'avons pas à faire, ce dont nous ne devons pas nous occuper, c'est être un tribunal et un juge d'instruction, et, en même temps, je dois dire que nous n'avons pas du tout à rougir, s'il y a effectivement quelques affaires qui n'auraient pas dû avoir lieu... croyez-moi le pourcentage n'est pas supérieur au pourcentage normal d'une société comme celle que nous vivons.
Il y a aujourd'hui 52 ans, mes camarades, 52 ans, que 80 parlementaires ont voté contre Pétain et pour le maintien de la République.
(Applaudissements)
Les Socialistes qui étaient loin d'un sixième de l'Assemblée de Vichy, ont fourni la moitié des opposants, ce qui prouve une certaine morale, une certaine moralité, un certain attachement à la République, qui sont demeurées vivantes parmi eux.
(Applaudissements)
Mais derrière la publicité donnée à toutes ces affaires, est-ce qu'il n'y a pas une attaque contre la démocratie parlementaire ?
Est-ce qu'il n'y a pas la volonté de détacher les hommes et les femmes de ce pays, du fonctionnement normal des institutions ?
Vous savez, en 1934, pour un problème financier, ce n'était pas devant la Société générale, ou le Crédit Lyonnais... c'était devant le Palais Bourbon que sont venus manifester les factieux.
Je me demande aujourd'hui s'il n'y a pas, derrière certaines dénonciations et certaines attitudes, quelque chose qui ressemble à un néo-poujadisme.
Je dois dire d'ailleurs que la cause des risques est une cause presque normale.
La décentralisation fait que les élus sont désormais donneurs d'ordres. La généralisation d'habitudes fait que c'est au cours des deuxième et troisième mandats que les dérives apparaissent, que des relations privilégiées et parfois amicales se sont instaurées entre le chef d'entreprise, fournisseur d'une municipalité, et le maire.
Ce ne sont pas les grands problèmes de suspicion qui doivent nous retenir. Ce sont les petits problèmes, les petits cadeaux, les toutes petites choses..."ah, eh bien, je m'en vais faire bientôt une croisière, est-ce que tu voudrais venir, ta femme et toi-même ?..."
Il faut une certaine résistance. Il faut une certaine volonté... une rigueur très forte pour refuser cette tentation.
Vous savez que de tout temps le Parti Socialiste a dénoncé le régime capitaliste, il a dénoncé la société d'argent, j'espère d'ailleurs que c'est toujours vrai pour aujourd'hui, il a dénoncé le système capitaliste et cependant nous sommes tous Socialistes inclus, imprégnés de cette société, chacun d'entre nous est pris par cela, et il convient par conséquent que nous ayons une très grande volonté pour

Fondation Jean Jaurès

y résister.
Les petits cadeaux, où est la limite ? Aller passer quelques heures à Saint Malo avec un entrepreneur, c'est incontestablement le début d'une erreur, ce n'est pas une erreur d'une très grande importance.
S'il s'agit de la corruption collective, reconnaissons, mais que les autres le reconnaissent aussi, que tous, tous les partis, ont fait cela, et c'est au Parti Socialiste que l'on doit les lois de 1990, et de 1991 qui ont mis là-dedans et qui ont exigé la transparence, oui c'est à nous qu'on le doit !
(Applaudissements)
Par contre, les corruptions individuelles doivent être condamnées parce qu'elles sont inadmissibles et intolérables.
Mes camarades, pourquoi tenir ce langage ? Est-ce pour créer la suspicion à l'égard des élus ? Est-ce pour créer le trouble ? Pas du tout. Je dirai même au contraire, c'est pour revaloriser la fonction de l'élu, c'est pour rendre hommage à son travail, à son attachement au pays, à la nation, à la République, et combien y a-t-il de parlementaires dont nous ne nous rendons pas compte de la difficulté de la tâche, de l'honnêteté, du scrupule, de la rigueur, il ne faut pas, parce qu'il y a un ou deux qui ont failli, jeter le trouble, la suspicion sur l'ensemble d'un corps dont la noblesse de l'action doit être au contraire relevée !
(Applaudissements)
Alors, nous avons tenté de présenter un certain nombre de règles, en premier lieu… (Manque un paragraphe)
… devrait être exigé de tout candidat, dès que son intention de candidature est connue, de séparer rigoureusement la gestion de ses comptes personnels et s'il y a lieu de ceux de son entreprise, de ce qui retrace tout ce qui peut avoir trait au financement de sa campagne, ou soutien que peuvent lui apporter les organisations du Parti, et d'informer le Parti des dispositions prises en ce sens.
Il ne faut pas hésiter - pour ma part je suis tout à fait d'accord - à publier son patrimoine, il ne faut pas hésiter, tout en gardant des contacts avec sa profession - un chirurgien ne doit pas perdre la main, un avocat doit être au courant des règles et des lois. Toute dérogation à cette règle pourrait être éventuellement du domaine du Comité directeur. Je vais tout de suite vous rassurer, après neuf ans de Conseil Constitutionnel, c'est-à-dire d'absence de tribune de Congrès, tout en étant complètement en règle avec mon trésorier de section, rassurez-vous, je vous rassure sur le fait que je ne suis candidat à rien du tout, même pas à la présidence de la République !
(Applaudissements)
Il faudrait qu'il y ait de chacun de ceux, qui sont candidats, un engagement moral des candidats Socialistes à des fonctions électives, ils devraient prononcer une sorte de serment, en tout cas d'engagement. Ils devraient s'engager au cours de la campagne électorale, et après une éventuelle élection, à séparer rigoureusement les comptes personnels, les ressources personnelles de l'activité des campagnes et de l'activité de l'élu. Ils devraient s'engager à ce que les fonds destinés à financer la campagne électorale soient gérés en étroite conformité avec les obligations légales, et par exemple si je lis le rapport de M. Boucherit

Collection Jean Jaurès

au nom de la Commission que Pierre Bérégovoy avait installée dès son arrivée à Matignon. Je dis que nous pourrions nous mettre d'accord sur certaines des dispositions proposées par la Commission Boucherit, et notamment de renforcer les moyens des tribunaux pour faire mener des enquêtes sur place, dans le domaine des résultats, de soumettre les marchés d'études au droit commun, et peut-être plus encore de prévoir la suppression des clauses et de la pratique des reconductions tacites de contrats de concession. Je ne suis pas totalement convaincu que ce que je viens de présenter devant vous soit totalement exhaustif, il y a probablement d'autres solutions, mais celles que nous préconisons nous semblent répondre à l'appel des militants.
Elles mettent un cran d'arrêt aux rumeurs, car la contrepartie de cette exigence à l'égard des candidats c'est une solidarité complète et totale de tout le Parti d'abord entre ses membres et à l'égard des élus qui auront accepté de présenter cet engagement.
(Applaudissements)
La solidarité nécessaire entre tous les membres du Parti : ces dispositions entendent mettre fin au doute démobilisateur, ce doute sera peu à peu remplacé par l'espérance, et c'est d'espérance que le Parti a aujourd'hui surtout besoin et l'espérance peu à peu deviendra une certitude, et ainsi seront réouvertes devant le peuple les larges et claires avenues que réclamait pour lui Jean Jaurès.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Daniel Mayer, merci de l'applaudir aussi chaleureusement.
(Vifs applaudissements)
Mes chers camarades, avant de donner la parole à Jacques Hableau (?), je vais donner la composition de la Commission des résolutions sur la réforme des statuts qui se réunira à 13 heures au salon d'honneur.
Ais-je besoin de préciser que le déjeuner naturellement aura lieu sur place.
Voici la composition de la Commission des résolutions sur la réforme des statuts:
Alain Anziani, Jean-Marcel Bichat, Yannick Bodin, Jean-Pierre Bonin, Marie-Arlette Carlotti, Alain Claeys, Philippe Duret, Josette Durieux, Daniel Frachon, François Cuillandre, Benoît Hamon, Jean-Luc Laurent, Pascale Le Néouannic, Bruno Le Roux, François Maitia, Jean-François Merle, Jean-Claude Petitdemange, Henry Pradeaux, Josèphe-Marie Quilès, François Rebsamen, Bernard Roman, Gisèle Stievenard, et Daniel Vaillant.
(Applaudissements)
La parole est à Jacques Hableau...

Jacques Hableau

Chers camarades, je suis chargé, au nom du secteur entreprises de vous présenter la vision de notre secteur dans le cadre des modifications statutaires. Laurent Fabius déclarait à «Vendredi» que l'une des mesures retenues pour le renouveau du Parti concernait la relance du secteur entreprises.

Collection Jean-Jaurès

Chers camarades, c’est une priorité que nous partageons unanimement au sein de la Commission nationale entreprises. Rôle ingrat que celui des militants entreprises, rôle tenu depuis des années, avec bien des difficultés, je dirai même ces dernières années avec énormément de difficultés.
Chers camarades, la "moelle existe", avec son réservoir de compétences, de relais sur le terrain, de connaissances des rouages de l’entreprise, mais elle est malheureusement souvent peu utilisée par les élus et elle est souvent peu utilisée par l’ensemble du Parti. Alors affirmons lors de ce Congrès quelques propositions de renouveau.

- En premier lieu nous avons instauré à travers nos GSE locaux et départementaux des structures d’accueil, d’intervention permettant le débat et l’expression avec des non-Socialistes. Afin d’être plus efficaces, nous proposons dans les nouveaux statuts, une réforme visant à avoir une organisation régionale. C’est l’adaptation de notre secteur aux nouvelles responsabilités des collectivités locales. Le Parti va les adopter, cela va dans le bon sens.
- En deuxième lieu, beaucoup de militants entreprises sont reconnus pour leur capacité d’expertise sur le terrain. Nous réitérons notre proposition que la Commission nationale entreprises dans sa composition nouvelle, associant les GSE nationaux, les responsables des Comités régionaux entreprises puisse œuvrer plus efficacement avec l’actuelle Commission économique du Parti. Trop souvent, les cloisons existent, chacun travaillant de son côté sur les mêmes dossiers. Dans le cadre du renouveau du Parti, nous souhaitons un regroupement, regroupement d’activités concernant le monde du travail, l’économie, le social, et nos relations avec les organisations syndicales.
- Troisièmement, le militantisme entreprise entend peser positivement sur les changements dans la vie économique, dans les rapports de production. Cela passe par une étroite coordination - je dis bien "une étroite coordination " - entre les élus et notre Parti, les administrateurs Socialistes, et les cabinets ministériels. Les progrès ont été réalisés, notamment avec les ministères du Travail et de l’Industrie, cela doit s’amplifier. Cela passe aussi par la juste place des militants entreprises dans les structures du Parti, et en terme de représentation élective, à l’image de l’action soutenue dans les Partis sociaux-démocrates d’Europe du Nord.
- Quatrièmement, certains responsables du Parti affirmaient récemment que le Parti Socialiste est aujourd’hui coupé de la vie sociale. L’illustration nous en a été donnée, lorsque nous avons proposé notre campagne sur les relais pour l’emploi. Peu d’élus et de fédérations ont relayé cette action devant les entreprises, alors pour faire passer dans le monde du travail le contrat "programme" que nous avons adopté, il faut s’en occuper activement et notre proposition est d’organiser à la rentrée 22 rencontres régionales pour d’une part mettre en place des nouvelles structures régionales, comme je le disais tout à l’heure, et organiser concrètement

Collection Jean Jaurès

l'action des Socialistes dans les entreprises, dans les administrations, pour faire connaître et pour populariser notre programme.

- Enfin, en cinquième lieu, nous avons engagé une réflexion approuvée par le Bureau exécutif sur l'état et l'expression du mouvement syndical. Les causes de l'affaiblissement syndical sont connues. Nous ne pouvons pas les accepter, et nous ne pouvons pas accepter que dans beaucoup d'entreprises le syndicalisme soit absent. Nous préparons en ce sens un texte de référence qui sera soumis à la rentrée aux instances du Parti. Nous invitons là aussi les fédérations à réfléchir dans leurs instances au rôle du mouvement syndical, au rôle que nous voulons donner au développement de la politique contractuelle. En ce sens, un mot sur nos statuts concernant l'appartenance syndicale de nos adhérents, nous demandons au Parti de mieux faire respecter cette disposition. Voici chers camarades, quelques dispositions concrètes qui permettront que le secteur entreprises reste en prise avec le monde du travail et redevienne l'un des pivots du Parti Socialiste de demain.

Le président - Merci.
La parole est à Pascale Le Néouannic.

Pascale Le Néouannic

Chers camarades, j'aborde avec les signataires de la motion "la Belle alliance pour vivre autrement" comme sans doute vous tous ce Congrès ordinaire avec à l'esprit le sentiment du travail bien fait.
Je voudrais ici remercier Daniel Vaillant qui, dans la Commission nationale de révision des statuts, a su défendre la représentation proportionnelle issue des courants de pensée.
Il ne suffit pas de se féliciter de l'unanimité obtenue autour de cette question. Quand le Parti Socialiste inscrit dans ses statuts, dans ses règles, que la liberté de discussion, la liberté de pensée est essentielle, il ne s'agit pas de vagues notions démocratiques ajoutées ici ou là dans nos diverses motions de Congrès. La règle de la représentation proportionnelle est l'essence même, le fondement, qui est issu de notre Parti. La représentation proportionnelle, croyez-vous qu'elle ait un autre objet ? Croyez-vous que la représentation proportionnelle paralyse le fonctionnement de la Direction, comme certains voudraient le faire croire ?
Quoi qu'on en pense, la loi des majorités existe. Les synthèses se font et quand une majorité de Congrès a pris une décision, l'action de tous les Socialistes, de tous les membres du Parti est engagée. Comme le disait Léon Blum, au Congrès de Tours en 1920, la représentation proportionnelle est le gage matériel de la liberté de pensée. La représentation proportionnelle n'a d'autre sens dans notre Parti que de grouper toutes les tendances du mouvement Socialiste. Chacun, suivant sa position, chacun suivant ses nuances, a sa part, sa juste part, sa libre part dans l'élaboration de la pensée, de la volonté commune. Il ajoutait : ces idées tiennent à l'essence même de notre Parti et nous ne pouvons les faire disparaître sans transformer le Parti dans son essence.

Fondation Jean Jaurès

Si alors, il nous a fallu réfléchir sur les statuts, c'est que le mouvement Socialiste est en crise partout dans le monde ? Pas tout à fait. Il faudrait noter le microclimat qui règne sur la fédération des Bouches-du-Rhône, un record de participation inouïe, en faveur du texte du Comité directeur, tellement indécent que nous en arrivons à nous demander si, dans cette fédération, il existe vraiment des crises, si au vu des résultats de cette fédération, il aurait fallu réfléchir sur les statuts, réfléchir sur la crise du Socialisme non-apparente. Dans les Bouches-du-Rhône, tout va bien et il faut les en féliciter ici.
Revenons au réel. Pas question de se cacher les faits : le mouvement Socialiste est en crise partout dans le monde. Il nous faut donc nous poser la question du Parti Socialiste, de l'avenir. C'est le travail qu'il nous faut faire à l'intérieur de ce Congrès ordinaire, parce que le PS français n'a pas les liens organiques et sociaux comme la Social-Démocratie allemande ou suédoise, avec leur société civile. Il est plus fragile, mais cette fragilité peut être pour lui un atout, car il doit être le premier à pouvoir et à devoir innover.
C'est en la matière qu'il faut réfléchir : où sont les forces sociales que nous représentons ? Comment s'organisent-elles ? La crise ne touche pas seulement le politique, le syndical aussi, et bien d'autres éléments associatifs.
Si le renouveau idéologique que nous voulons entamer à l'intérieur de ce Congrès ordinaire ou extraordinaire doit avoir une utilité, il doit se traduire par une nouvelle forme d'organisation, par l'introduction de nouvelles exigences, de nouvelles demandes.
Le syndicalisme, le mouvement social des quartiers, les mouvements de jeunes, voilà la direction vers laquelle avancer. Voilà les lieux où les Socialistes doivent se réinvestir. C'est cette réforme qu'il nous aurait fallu mettre à l'ordre du jour, c'est cette réforme que nous devons pouvoir amorcer à la sortie de ce Congrès.
Pas question d'essayer d'expliquer que les problèmes viennent du maintien de la suppression ou de la minoration de la proportionnelle. Notre crise est et demeure, pour le moment, dans notre difficulté d'approche, dans notre difficulté de relation avec ceux que nous devrons représenter. C'est ce lien qu'il nous faut représenter, c'est ce lien qu'il nous faut traduire.
(Applaudissements)

Le président - Merci. J'appelle Alain Anziani, dernier orateur inscrit pour cette matinée.
Ensuite, nous passerons à la proclamation des résultats sur les votes, sur les statuts et le renouveau.

Alain Anziani

Mes chers camarades, avant d'intervenir brièvement sur le mode de désignation, je crois qu'à mon tour, je dois, en tant qu'Aquitain et peut-être d'ailleurs au nom de tous les Aquitains, dire un mot d'amitié à Henri Emmanuelli, qui est Aquitain, de cette région, et lui dire combien tous les élus de cette région d'Aquitaine le soutiennent dans ce qu'il connaît aujourd'hui.
(Applaudissements)

J’ajouterai aussi, puisque je suis bordelais, une autre observation : il y a quelques jours, il y a quelques semaines à Bordeaux, une inculpation a eu lieu, celle de Papon.
Papon était préfet de Bordeaux, lors de la déportation des juifs. Cette inculpation de Maurice Papon n’a été connue que plusieurs semaines après, un mois après, et c’est bien là le paradoxe : lorsqu’on inculpe un agent de Vichy, on le fait dans la discrétion, lorsqu’on annonce seulement l’inculpation d’un trésorier du Parti Socialiste, on le fait un mois avant.
(Applaudissements)
Sur le mode de désignation, il me semble que, durant ces derniers mois, nous avons dépensé beaucoup d’énergie à nous préoccuper de la désignation de nos mandats aux différentes élections. Je crois que nous sommes aujourd’hui à un tournant. Notre Parti ne peut plus se méfier de ses militants. Il ne peut plus dire aux militants : la désignation des candidats aux élections est une chose trop sérieuse pour qu’elle soit confiée au travail des militants.
Il nous faut trouver une solution et je crois que le texte du Comité directeur trouve une solution. Il y a au fond deux voies. Il y a la voie qui séduit immédiatement, qui est celle du vote des militants, et il y a une autre voie qui n’est pas la nôtre, qui est celle du despotisme éclairé qui consiste à dire : au fond, le sommet, c’est mieux que les gens sur le terrain qui doivent être candidats. Il y a cette voie qui est la voie d’une liste, d’un scrutin de liste, qui doit être ouverte, et après d’un vote des militants.
Moi, c’est ce que j’appelle la loi d’airain, du vote des militants. Mais, alors que, sur le fond, nous ne pouvons que partager cette solution, je tiens à attirer votre attention sur ces inconvénients, car il faut toujours voir les inconvénients de ce que nous pouvons défendre par ailleurs.
La loi d’airain du vote des sections, est-ce qu’elle permettra de prendre en compte, par exemple, le mandat des femmes ? Est-ce qu’elle permettra de prendre en compte la représentation géographique ou proportionnelle, ou la représentation des différentes sensibilités ? Et quelle est la place de nos alliés ? Comment leur préparer une place pour qu’ils puissent mener une action ? C’est le paradoxe. La meilleure solution est celle qui contient aussi le plus de dangers et qui contient, par exemple, le genre d’aboutir à une sorte de dictature.
Imaginons des sections puissantes, nombreuses. Elles pourraient, par ce système, aboutir à ce qu’au fond, leur propre choix deviennent les choix de toute la fédération. Ce n’est pas ce que nous souhaitons tous et je crois que cette démocratie qui semble si belle, par cette voie, risquerait d’en pâtir beaucoup.
Alors, que faire ?
Il n’y a sans doute pas de solution miracle. Toutes les solutions ont leurs inconvénients, mais comme cela a été dit dans le Congrès fédéral à Bordeaux, si tôt que les solutions ont leurs inconvénients, la solution la pire de toutes est celle de désespérer les militants qui revient ensuite à ôter aux candidats toute leur légitimité.
Il est certainement temps de faire confiance aux militants. Il est temps de leur faire confiance lorsqu’il y a un élément qui est soumis à de nombreuses reprises

par le texte du Comité directeur, et c'est le débat. Je crois que la solution passe par le débat.
Le texte du Comité directeur propose, pour les scrutins de liste, que la tête de liste commence le travail, qu'elle essaie en tenant compte non pas des choix, mais finalement des contraintes, d'élaborer la liste qui soit la plus performante. Il appartiendra après à nous d'expliquer, de convaincre, de monter une opération, donc de rassembler. Cela me semble une bonne solution.
Le texte du Comité directeur est un bon texte. Il nous reviendra, à nous, de le faire vivre dans les fédérations, en donnant lieu, si possible, à une bonne pratique.
(Applaudissements)

Le président - Merci. La parole est à Christophe Caresche.

Christophe Caresche

Chers camarades, je vais vous donner connaissance du rapport de la Commission de vérification des votes, concernant le Congrès ordinaire sur les propositions de modifications statutaires.
Une fédération n'a pas pu tenir son Congrès fédéral dans des conditions satisfaisantes. A titre exceptionnel, et pour ne pas pénaliser les militants de cette fédération qui ont voté, la Commission à l'unanimité moins un refus de vote a décidé de valider les votes intervenus dans cette fédération en contrôlant elle-même la régularité des opérations.
Pour deux autres fédérations, faute d'informations suffisantes, la Commission n'a pas pu valider les résultats.
Les résultats concernant ce Congrès ordinaire et portant sur la révision des statuts sont les suivants :
Votants : 54 648.
Exprimés : 50 605.
Pour le texte proposé sur la modification des statuts : 49 370, soit 97,56% des exprimés.
Contre : 1235, soit 2,44%.
Abstentions : 2832, soit 5,18% des votants.
Refus de vote : 1150, soit 2,10% des votants.
Blancs ou nuls : 61, soit 0,11% des votants.
Merci.

Le président - Les travaux de la matinée sont achevés. Le Congrès ordinaire reprendra ses travaux à 14 heures 45. La réunion du Bureau du Congrès aura lieu à 14 h 30 sur la tribune.
Je vous souhaite bon appétit.

Parti Socialiste
Congrès ordinaire de Bordeaux

Fondation Jean-Jaurès

10, 11 et 12 juillet 1992

Séance du vendredi 10 juillet 1992 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Chers camarades, nous reprenons nos travaux du Congrès ordinaire sur la réforme des statuts et des propositions pour le renouveau.
La Commission a siégé, a terminé ses travaux et je donne la parole à Yannick Bodin pour le rapport de la Commission.

Yannick Bodin

Mes chers camarades, la tache me revient de vous donner le compte rendu des travaux de la Commission des résolutions qui vient de se réunir pendant l'heure de midi sur le rapport et l'ensemble des amendements qui ont été déposés concernant la révision de nos statuts nationaux.
Tout d'abord, je voudrais rappeler que les militants du Parti se sont prononcés, cela a été dit ce matin, à 97,56% en faveur du texte qui leur était proposé par le Comité directeur unanime. C'est dire que je me trouve dans la situation d'un rapporteur qui a une tâche facile et vous verrez, en effet, que mes propositions ne portent que sur quelques points. Dans les amendements qui nous ont été présentés par les fédérations, il est possible de distinguer plusieurs catégories.

- D'une part, la Commission n'a pas retenu les amendements, mais ils étaient très peu nombreux, qui auraient remis en cause d'une manière fondamentale, parce qu'ils présentaient des propositions tout à fait contraires au texte qui avait été adopté à la quasi-unanimité.
- Une autre catégorie d'amendements ont été des amendements qui, en réalité, ne portaient pas sur les statuts nationaux du Parti, mais portaient plutôt et étaient déjà des formes de rédaction de statuts fédéraux, ce qui veut dire que la Commission pour l'immédiat ne pouvait pas non plus, bien sûr, retenir ces amendements.

Pour le reste, quelles sont les questions qui ont été évoquées ?
Tout d'abord, et je pense que cela ne sera pas une surprise pour vous, car le sujet est sérieux, c'était la question des femmes dans le Parti.
Nous avons, à l'heure actuelle, dans nos textes une règle qui est celle du quota, du quota à 30%. Malheureusement, nous pouvons constater que bien souvent ce quota n'est pas respecté, alors comment faire ?
Plusieurs propositions ont été avancées. L'une d'entre elles a été de dire que nous pourrions peut être augmenter ce quota, mais s'il n'est pas respecté à 30, le serait-il à 35, à 40 ou à 45 ? C'est pourquoi nous avons pensé unanimement au sein de la Commission qu'il était préférable de maintenir ce quota à 30% mais par contre, d'insister sur un élément déterminant et nouveau dans les statuts que nous vous proposons aujourd'hui qui consiste à dire que ceux qui ne

Fondation Jean Jaurès

respecteront pas ce quota seront pénalisés.
(Applaudissements)
C'est-à-dire que nous prenons ici l'engagement de dire qu'à un moment ou à un autre, tous ceux qui auront l'occasion de présenter des candidatures ou des listes et qui ne respecteront pas ce quota d'un tiers se verront pénalisés en voyant leur nombre de sièges ou de candidats diminuer. Si ces candidats ne sont pas remplacés par des candidates, eh bien, la motion en question n'aura pas de représentant à l'organisme concerné.
(Applaudissements)
La deuxième question que nous avons évoquée était celle d'une organisation spécifique des femmes. Je crois que chacun était bien d'accord pour dire qu'il ne s'agissait pas de rechercher une solution qui devienne à terme un ghetto supplémentaire, mais bien, au contraire, de se donner les moyens de faire en sorte que pour le militantisme à l'intérieur du Parti et pour les relations à l'extérieur du Parti, il pouvait être intéressant de mettre en place une structure qui aurait à réfléchir et à œuvrer sur cet aspect spécifique de la vie militante et de la vie en société.
Mais nous avons constaté qu'en fait ce n'était pas un problème de statut et de règlement de statut. La question était vraiment une question de volonté politique. Nous avons affirmé cette volonté politique en donnant notre accord de principe pour qu'une telle association des femmes voie le jour et qu'ensuite lorsqu'elle existera, nous puissions définir la forme juridique par exemple comme organisme associé du Parti. Troisièmement, il existe une Commission nationale de promotion des femmes, certes, la Direction nationale du Parti n'a pas à se substituer aux fédérations pour rédiger à leur place leurs statuts, mais elle peut, si le Congrès en exprime le souhait et la volonté, demander à ce que dans chaque fédération, les statuts fédéraux prennent en compte la volonté de mettre en place des Commissions fédérales de promotion des femmes. Sur l'ensemble de ces trois propositions.

- Maintien du statut, mais pénalisation.
- Accord de principe d'une association.
- Statuts fédéraux sur les Commissions des femmes.

La Commission est unanime.
(Applaudissements)
Une autre question a été abordée par la Commission sous la forme d'un amendement déposé par la fédération du Nord.
Il est vrai, mes camarades, que lorsque nous lisons nos propositions de statuts, nous pourrions avoir à un certain moment un peu le sentiment que nous réglons les problèmes au niveau national, parfois au niveau fédéral, mais peut être pas suffisamment au niveau de la base et que nous ne prenons pas suffisamment en compte l'expression de la base elle même.
Je dois dire tout de suite que c'est un peu l'exercice qui veut cela dans la mesure où notre mission était de rédiger ou des proposer une rédaction des statuts nationaux du Parti et non pas des statuts fédéraux ou de règlements, intérieurs de fédérations et encore moins de statuts ou de règlements de sections.

Fondation Jean Jaurès

Cependant, sur une question, la fédération du Nord a voulu que nous réfléchissions quelques instants, c'était sur le mode de désignation des membres des futurs conseils fédéraux, ce que nous appelons aujourd'hui nos FCF, et dire qu'il était souhaitable que les militants, dans leur section, puissent directement participer à l'élection de leurs représentants au sein de cet organisme départemental. Elle faisait ainsi la proposition que 50% des délégués soient désignés par les Congrès fédéraux et 50% soient désignés et élus par les militants en assemblée générale de sections.
L'idée a entraîné une réflexion importante et assez prolongée, je dois le dire, au sein de la Commission.
Par contre, nous avons vu à ce stade de notre réflexion, face à une demande importante et qui arrivait à cet instant du débat, c'est-à-dire à l'heure des conclusions, quelles étaient les difficultés pour la mise en œuvre de mesures comme celles-ci. De même, nous avons échangé et constaté que plusieurs méthodes pouvaient être utilisées pour résoudre la question en termes pratiques au niveau d'une section.
C'est pourquoi, mes camarades, nous avons tout simplement décidé de ne pas trancher aujourd'hui cette question et nous aurons donc l'occasion d'y revenir très prochainement, sans doute avant notre prochain Congrès.
Sur le Mouvement de la Jeunesse Socialiste, quelques propositions ont été faites. Nous avons considéré unanimement qu'à partir du moment où elles n'étaient pas en contradiction avec la proposition de statuts nationaux et à partir du moment où les statuts nationaux disaient que le règlement intérieur du MJS serait soumis au Comité directeur, toutes les propositions qui étaient faites étaient justement des propositions à inclure dans le règlement intérieur du MJS, nous n'avions donc pas à nous prononcer à ce stade du débat et il appartiendrait au Comité directeur de le faire en son temps.
Autre question abordée : dans nos débats, dans nos sections, dans nos fédérations et ici, dans ce Congrès, nous avons vu combien il était important que le Parti Socialiste face des efforts encore plus importants pour accueillir dans les meilleures conditions possibles ceux qui souhaitent adhérer à notre Parti.
C'est pourquoi nous avons pensé utile (et c'est encore une proposition unanime de la Commission des résolutions) d'inscrire dans nos statuts nationaux ce que nous vous inviterons à inscrire dans vos statuts fédéraux, à savoir la mise en place dans chaque fédération d'un Bureau fédéral des adhésions qui aura, en fait, une triple tâche.

- D'une part, ce Bureau vérifiera si les adhésions ont été présentées dans les sections dans des conditions correctes et statutaires. En d'autres termes, ce Bureau fédéral sera là pour aider à régler à l'amiable ce qui pourrait apparaître comme quelques contentieux.
- D'autre part, ce Bureau présentera aux sections les adhésions qui auraient été (et cela arrive souvent) adressées directement aux fédérations.
- Enfin, sous la responsabilité de la Commission exécutive fédérale ou du Conseil fédéral et près de la Commission de contrôle, il aura à déterminer la liste des adhérents, chaque année, qui sont habilités à voter pour les

Contribution Congrès

désignations ou pour les Congrès.

Je termine par quelques autres dispositions.

Une disposition, cette fois, d'ordre général. Lorsque l'article 1.3 nous dit : "Les membres du Parti ne peuvent appartenir à un autre parti ou groupe politique relevant directement ou indirectement d'un parti autre que le Parti Socialiste", nous avons unanimement souhaité que soit ajouté : "... et ils ne peuvent soutenir d'autres candidats que ceux investis ou soutenus par le Parti Socialiste".

(Applaudissements)

Enfin, les fédérations de la Corse nous ont fait des propositions qui mettent en valeur la spécificité de cette région. Là encore, nous avons considéré que ce n'était pas du domaine des statuts nationaux. Mais, par contre, nous sommes d'accord pour examiner les propositions des fédérations de la Corse qui traitent de la spécificité de leur collectivité et pour faire en sorte que ces choses se fassent rapidement, de façon qu'il y ait application immédiate.

Mes camarades, voilà quels ont été les amendements retenus par notre Commission. Il me reste maintenant à vous demander de bien vouloir mandater le Comité directeur du Parti sur trois points.

1°) Je vous demande, au nom de la Commission, de mandater le Comité directeur pour qu'il procède à l'écriture définitive, après ces dernières propositions d'amendement, des statuts nationaux du Parti.

2°) Je vous demande que vous mandatiez le Comité directeur pour qu'il entame la rédaction et accepte le nouveau règlement intérieur qui doit maintenant découler, bien sûr, de ces statuts nationaux du Parti.

3°) Enfin, le Congrès demande à toutes les fédérations de procéder maintenant à la rédaction de leurs statuts fédéraux.

A ce sujet, je donnerai deux précisions.

- La première, c'est que les statuts fédéraux doivent s'attacher à l'aspect départemental, fédéral, du rôle et de la présence du Parti et, ainsi, il n'est pas souhaitable (il n'est pas nécessaire, dirai-je), dans les statuts fédéraux, de reprendre ce qui existe déjà dans les statuts nationaux.
- La deuxième, c'est que pour faciliter la tâche de ceux d'entre vous qui le souhaiteraient,, mais uniquement dans un esprit de collaboration et non pas pour imposer quoi que ce soit, nous vous demandons de mandater le Comité directeur pour qu'il puisse adresser aux fédérations un modèle-type, en quelque sorte, de statuts fédéraux que vous pourriez apprécier comme vous le souhaitez.

Enfin, mes camarades, se termine (mais ce travail est-il un jour terminé ?) ce travail de rénovation, de révision des statuts nationaux du Parti. Vous avez essayé dans vos sections et dans vos fédérations de travailler le mieux possible et je crois que nous avons essayé de travailler le mieux possible.

Ces statuts seront-ils parfaits ? Je n'en sais rien. Je ne le crois pas. Mais seraient-ils parfaits que, de toutes manières, ils ne remplaceront jamais la volonté de militer et d'être ensemble.

C'est pourquoi je vous dis : ces statuts étant rédigés, prenons ici l'engagement, tous ensemble :

Coll. Fondation Jean Jaurès

1°) bien sûr, de les respecter ;
2°) de prendre tellement l'habitude de les respecter, tellement l'habitude de vivre ensemble, que lorsque vous aurez le nouveau petit livre, mettez-le dans un tiroir et, si je puis terminer en formulant un vœu, c'est que nous vivrons tellement nos statuts que nous n'aurons plus jamais l'occasion d'ouvrir le tiroir !
(Applaudissements)
Il me revient de vous demander de vous prononcer également sur des demandes de réintégration dans le Parti.
Cela concerne un camarade de la fédération de l'Indre.
La Commission exécutive fédérale et la section sont d'accord. Je vous propose la réintégration de notre camarade Jean-Marc Ménard.
Idem en ce qui concerne la fédération de la Haute Garonne, accord aussi des instances fédérales et locales. Je vous demande d'accepter la réintégration d'Eugène Boyer, Henri Galliral, François Talassac et André Pallas.
Enfin nous avons été saisis par la fédération du Jura d'une demande de réintégration de camarades qui avaient été exclus au moment des élections régionales. Sans en avoir été saisis, nous savons bien sûr que cette question concerne un certain nombre d'autres fédérations.
La Commission a considéré que l'événement qui a conduit à leur exclusion étant encore récent, et à partir du moment où nous n'avons pas examiné la totalité des cas, car il est important de les examiner en totalité, nous ne pouvons pas nous prononcer aujourd'hui.
Par contre nous demandons au Congrès de mandater le Comité directeur pour qu'il puisse le faire dans des délais satisfaisants, car autant les propositions que je vous ai faites tout à l'heure concernaient des camarades qui avaient été exclus il y a plus de deux ans, autant là il s'agit de moins de deux ans, et le Comité directeur pourrait avoir à examiner dans des délais satisfaisants, c'est-à-dire en octobre, ces questions et aurait donc à se prononcer. Je vous demande aussi de bien vouloir mandater le Comité directeur sur ces questions.
Mes camarades, je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Yannick Bodin qui a présenté avec beaucoup de précision les conclusions de la Commission des statuts qui était présidée par Daniel Vaillant. Je crois que le Congrès tout entier voudra rendre hommage au travail qu'a effectué cette Commission depuis plusieurs mois, qui était un travail difficile. Les statuts nouveaux ne sont peut-être pas parfaits, comme vient de le dire Yannick Bodin, mais ils représentent certainement sur beaucoup de points des novations importantes dans le mode de fonctionnement du Parti.
Sur les conclusions de la Commission, telles que vient de vous les présenter Yannick Bodin, y a-t-il des demandes d'intervention ?
Il n'y en a pas. S'il n'y en a pas, je vais mettre aux voix les conclusions de la Commission des statuts. Je demande à ceux qui sont d'accord pour les voter de bien vouloir lever la main avec le mandat rouge.
Avis contraires ?

Fondation Jean Jaurès

Je n’en vois pas. Y a-t-il des abstentions ?
Je n’en vois pas non plus. Les nouveaux statuts sont donc adoptés à l’unanimité. (Applaudissements)
Je demande également au Congrès de se prononcer sur les problèmes de réintégration dont a parlé Yannick Bodin.
La Commission a conclu à la réintégration d’un camarade dans l’Indre et de quatre camarades dans la Haute Garonne.
Pour le reste, elle a demandé que le Congrès mandate le Comité directeur pour se prononcer en temps utile après les délais normaux écoulés. Est-ce que vous êtes d’accord sur ces conclusions ?
Ceux qui sont d’accord voudront bien le manifester en levant le mandat rouge.
Avis contraires ?... Je n’en vois pas.
Abstentions ?... Je vois une abstention.
On me signale d’ailleurs que sur les statuts, il y avait deux abstentions. Je m’excuse, je ne les avais pas vues, c’est très difficile de juger d’ici.
Sur les réintégrations, je vois trois abstentions.
Nous en avons fini avec ces problèmes, et nous en avons terminé avec le Congrès ordinaire. Je demande maintenant à Pierre Mauroy de venir prendre la présidence du Congrès extraordinaire qui s’ouvre immédiatement.
(Applaudissements)

Parti Socialiste
Congrès extraordinaire de Bordeaux
10, 11 et 12 juillet 1992

Séance du vendredi 10 juillet 1992 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Pierre Mauroy.

Le président (Pierre Mauroy)
Chers camarades, j’ouvre le Congrès extraordinaire, et avant d’accueillir les délégations internationales, je donne la parole à Gérard Lindeperg pour le rapport d’activités.
(Applaudissements)

Gérard Lindeperg
Chers camarades, au moment où nous ouvrons ce Congrès extraordinaire, malheureusement les affrontements se poursuivent en Yougoslavie.
Alors que la guerre se prolonge à moins de deux heures d’avion de Bordeaux, nous ressentons tous une profonde tristesse, face au drame dans lequel est plongée la Yougoslavie, et un profond malaise devant notre impuissance collective. C’est dire à quel point la détermination et le courage dont ont fait preuve Bernard Kouchner et François Mitterrand en se rendant à Sarajevo nous ont touchés !

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Ce moment a été pour nous un grand moment d'émotion, car leur présence sur le terrain nous a rendu tout à la fois espoir et fierté.
En ce début de Congrès, je voulais en votre nom à tous leur témoigner notre gratitude et exprimer notre soutien à tous ceux qui en Yougoslavie luttent pour les Droits de l'homme et pour la paix.
(Applaudissements)
Peu de mois se sont écoulés depuis notre dernier Congrès de l'Arche, et pourtant ce bref intervalle a été riche de changements et lourd d'épreuves.
Temps des épreuves en effet, épreuves électorales bien sûr et épreuves morales aussi.
Temps des changements, changements dans le monde, changements à la tête de notre Parti et changements à la tête du gouvernement.
Il nous faut donc en ce début de Congrès revenir sur cette période car elle constitue le cadre à partir duquel nous allons définir notre stratégie.
Tout d'abord, les changements dans le monde.
L'action de Mikhaïl Gorbatchev, puis son départ, ont marqué la fin d'une époque et ouvert à l'Est une nouvelle ère caractérisée par l'effondrement de l'idéologie Communiste et la création de la Communauté des Etats Indépendants. Après l'euphorie née du grand souffle de la liberté, qui a balayé l'Empire soviétique et l'Europe de l'Est, après l'immense espérance de paix et de désarmement née de la détente mondiale entre l'Est et l'Ouest, est venu le temps des difficultés et des inquiétudes.
Difficultés de toutes natures, liées au douloureux passage d'un système totalitaire à la démocratie et d'une économie administrée à une économie de marché, voire parfois à un libéralisme effréné porteur de graves tensions.
Inquiétudes enfin face à la dispersion des têtes nucléaires et à l'exacerbation des nationalismes.
La crise yougoslave a mobilisé la direction du Parti et plus particulièrement le secteur international, dont le secrétaire, Gérard Fuchs s'est rendu sur place.
Par ailleurs notre Parti fut présent et actif tant au Conseil de l'Internationale Socialiste à Santiago du Chili qu'à la rencontre des Partis Socialistes européens de Lisbonne. Le creusement des inégalités entre le Nord et le Sud a constitué un point important des débats à la Conférence de Rio où la France a pleinement joué son rôle, et à l'occasion de plusieurs rencontres en Afrique, notamment à Dakar, nous avons réaffirmé que le respect des Droits de l'homme et la démocratie ne sauraient être considérés comme un luxe des pays riches. Ils sont au contraire une condition du développement des pays pauvres.
Très attentifs à la situation en Algérie, nous avons apporté notre soutien à toutes les forces démocratiques soucieuses d'endiguer la montée du fondamentalisme.
L'assassinat de Mohamed Boudiaf a été cruellement ressenti par tous les amis du peuple algérien dont nous sommes.
Tous ceux qui défendent l'idée selon laquelle l'Islam est compatible avec la modernité, les Droits de l'homme et de la femme, doivent pouvoir compter sur notre appui.

Mais il n'est pas que de mauvaises nouvelles, et nous avons exprimé notre satisfaction à nos amis travaillistes israéliens à l'occasion de leur victoire électorale qui crée les conditions d'une véritable négociation au Moyen Orient, au moment où la Conférence de paix de Madrid semble marquer le pas.
(Applaudissements)
Changements dans le monde, donc, mais aussi changements dans le Parti.
Après les turbulences de Rennes, il était indispensable de créer les conditions du rassemblement des Socialistes en passant d'une synthèse de cohabitation à une synthèse de re-dynamisation.
Pierre Mauroy a su créer ces conditions par les décisions qu'il a prises début janvier avec un sens de l'intérêt collectif qui a été salué à juste titre, et je suis sûr que ce Congrès saura comme il convient lui manifester sa reconnaissance pour avoir maintenu l'unité du Parti pendant une période difficile, et lui témoigner sa chaleureuse amitié.
(Applaudissements)
La direction du Parti a été très sollicitée et a beaucoup travaillé au cours de ces six derniers mois : préparation et conduite de la campagne électorale de mars 1992, préparation en un temps record de notre Congrès, publication d'ouvrages divers qui ont mobilisé aussi bien la Fondation Jean Jaurès que le Centre de formation Condorcet, tandis que Vendredi et PS-Info ont poursuivi leur travail d'information.
Bref, au total, une bonne synergie des différents secteurs du Parti à travers la mobilisation des secrétaires nationaux et de tous les permanents du Parti dont je veux souligner la disponibilité, et auxquels nous devons associer les nombreux camarades bénévoles qui assurent avec efficacité notre service d'ordre.
J'en viens aux changements à la tête du gouvernement.
Au lendemain de la démission de notre camarade Edith Cresson, la nomination de Pierre Bérégovoy a été bien accueillie, en dépit d'un contexte politique difficile.
Face à la coalition hétéroclite des opposants qui va, souvent, de l'extrême droite aux Communistes, face à une droite qui n'hésite pas à jouer les apprentis sorciers en flattant les corporatismes, face à la crise du syndicalisme et de la vie associative qui entraîne la faiblesse de la médiation sociale, reconnaissons que le point d'équilibre entre l'exigence de la réforme et la nécessaire prudence est très difficile à établir dans un pays qui réclame des changements, mais se recroqueville ou se hérisse dès que le gouvernement et le Parlement passent à l'acte. Le sort du projet de loi sur la maîtrise de l'évolution des dépenses de santé en est la parfaite illustration. A cet égard, nous nous félicitons que Pierre Bérégovoy ait proposé le dépôt, dès l'automne, d'un nouveau projet de loi, car nous ne pouvons accepter que l'ajournement de toute solution compromette l'avenir de notre système de protection sociale.
Le gouvernement a su désamorcer quelques conflits. Il a su également dissiper certains malentendus et n'a pas hésité à pousser jusqu'à leur terme des projets de lois et diverses mesures qui s'imposaient : nouveau statut des dockers, amélioration des possibilités d'accès aux soins des plus démunis, élargissement

des possibilités d'insertion, plan pour les chômeurs de longue durée, suspension de Super Phénix, arrêt des essais nucléaires à Mururoa, mise en place de nouvelles mesures pour la sécurité routière.
Sur ce point, au-delà des problèmes liés au statut social des routiers et au permis à point, le dur conflit que nous venons de vivre pose des problèmes qui sont ceux de la société tout entière : montée de l'individualisme, exacerbation des corporatismes, résistance au changement, même lorsque des milliers de vies humaines sont en jeu.
Les sociétés complexes comme la nôtre ne peuvent être pilotées que par le dialogue et les réformes ne réussissent que si elles reposent sur un contrat. Or, pour signer un contrat, il faut être deux... et la faiblesse du syndicalisme rend de plus en plus difficile le dialogue social.
Nous ne pouvons accepter que l'Etat de droit capitule devant la loi de la jungle et le gouvernement a eu raison de redonner les moyens de rétablir le droit de circuler tout en poursuivant des discussions qui ont permis une avancée sociale dont bénéficieront directement les routiers, et indirectement tous les usagers d'une route qui deviendra moins dangereuse.
Enfin la déréglementation de la profession par le gouvernement de Monsieur Chirac a provoqué un développement anarchique des transports routiers pendant que la SNCF qui concentrait ses efforts sur les grandes lignes, fermait des gares de marchandises et supprimait les lignes secondaires. Il est grand temps de marquer un coup d'arrêt au "tout camion" et de nous donner les moyens d'une meilleure articulation et d'un meilleur équilibre entre les différents modes de transports, condition de la sécurité, et de l'aménagement du territoire.
(Applaudissements)
S'agissant de l'emploi - qui doit être la priorité de nos priorités - le gouvernement a mis en place un nouveau dispositif. Mais il ne peut pas tout à lui tout seul et nous ne réussirons qu'avec la mobilisation de l'ensemble des partenaires concernés.
Je pense aux collectivités locales, notamment les régions, dominées par une droite conservatrice qui n'utilise pas toutes les possibilités offertes par la décentralisation. Je pense au patronat dont l'attentisme et la frilosité en matière d'embauches et d'investissements contrastent avec les bons résultats globaux de l'économie française et le redressement spectaculaire de notre commerce extérieur.
Peut-on accepter que le chômage se pérennise à un tel niveau alors que tant de besoins ne sont pas satisfaisants dans les quartiers, dans les familles, près des personnes âgées dépendantes et handicapées ?
Peut-on accepter que les indicateurs de l'emploi demeurent désespérément au rouge alors que ceux de l'économie sont au vert ?
Notre Congrès doit donc placer l'emploi au cœur de ses débats, faire des propositions vigoureuses, pour la réduction, le partage et l'aménagement du temps de travail et oser poser les jalons de la révolution du temps choisi.
Mes camarades, ayons le courage de faire ces choix.
Après le temps des changements, je veux parler du temps des épreuves, et de

l'épreuve électorale tout d'abord.
Il ne m'appartient pas de refaire une analyse détaillée du scrutin, et je me limiterai à quelques brefs rappels en caractérisant les résultats par cinq mots : atomisation des forces politiques, percée incontestable des écologistes, consolidation de l'extrême droite, érosion de la Droite, effondrement du Parti Socialiste qui réalise son plus mauvais résultat depuis 1971.
Nous avons donc subi une défaite grave qu'il nous faut reconnaître comme telle. Nous avons, en effet, été affaiblis le 22 mars, puis isolés le 27 mars au moment de l'élection des présidents de Conseils régionaux, et enfin déstabilisés le 29 mars dans nos bastions historiques comme le Nord, mais aussi la Drôme, et le Gers. Au total, tant du point de vue sociologique, que géographique, nous réunissons les signes qui pourraient être ceux d'un déclin susceptible d'être durable si nous ne nous donnions pas, dès ce Congrès, les moyens du sursaut.
Depuis que nous sommes sortis des glorieuses décennies de croissance, reconnaissons qu'il est difficile de gouverner. La question du partage des fruits d'une croissance ralentie, n'est plus au centre du champ politique, principalement occupée par la montée des peurs et des angoisses de toute nature, face au chômage, à l'immigration, à l'insécurité... peurs exacerbées et exploitées par l'extrême droite.
Mais si nous devons garder à l'esprit cette toile de fond, nous ne devons pas faire l'impasse sur les responsabilités qui nous sont propres car il est des Socialistes au pouvoir qui réussissent mieux que nous, je pense, par exemple, à nos camarades espagnols.
Notre échec des 22 mars et 29 mars n'est pas assimilable à un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il a des causes lointaines et variées.
Et si nous voulons comprendre ce qui nous arrive, il faut prendre suffisamment de recul, et sans masochisme et sans tabou, faire un retour en arrière sans complaisance.
Le grand virage économique que nous avons pris en 1983 n'a pas été expliqué ni assumé. Considéré comme une parenthèse - parenthèse qui ne n'est jamais refermée - qui a suscité le doute et nourri chez les Socialistes une espèce de culpabilité collective qui a été à l'origine d'un sentiment de déficit social. Notre Congrès de l'Arche a remis nos idées au clair et reformulé notre identité ; mais il est arrivé trop tard pour avoir un impact sur une opinion dont nous ne sommes pas parvenus à vaincre l'indifférence et le scepticisme.
Conduisant depuis 1981 une politique réformiste au nom d'un Socialisme de rupture, nous avons pris le risque de perdre sur les deux tableaux.
Compte tenu des faibles marges de manœuvres dont nous disposons, le rêve et l'espérance ont déserté notre camp pour se reporter sur des formations vierges de toute expérience du pouvoir. Ce décalage idéologique s'est accompagné d'un flou stratégique depuis que le Parti Communiste Français a rompu l'union de la Gauche.
Lorsque les élus Communistes n'hésitent pas à mêler leurs voix à celles de la Droite en votant la censure, comment rendre crédible le rassemblement des forces de gauche ?

Contribution Jean Daniel

Même si l'action des gouvernements Socialistes en matière d'environnement est loin d'être négligeable, n'avons-nous pas trop tardivement placé l'écologie au cœur de notre projet ? S'agissant de l'extrême droite, n'avons-nous pas oscillé trop longtemps entre l'assimilation pure et simple du Front National avec la Droite et la tentation d'un front républicain... avant de définir une attitude claire il y a seulement quelques mois ?
Au total, cet ensemble parfois hétéroclite de stratégies tantôt seulement ébauchées, tantôt mal assumées ont produit une image brouillée mais aussi bien pour les militants que pour les électeurs.
A ce retard idéologique et à ce flou stratégique, il faut ajouter une grave fissure dans ce qui était la dimension morale de l'identité Socialiste.
A bien des égards, nous sommes les victimes expiatoires d'un système hypocrite et de procédures qui ont épargné les principaux bénéficiaires d'une loi de la jungle à laquelle nous avons mis fin avec nos lois de moralisation.
C'est nous qui avons élaboré et voté la loi sur la limitation des dépenses électorales et sur la clarification du financement des activités politiques.
C'est nous qui avons créé un véritable statut de l'élu qui plafonne les indemnités désormais assujetties à l'impôt.
C'est nous qui proposons que les élus soient soumis à la déclaration de leur patrimoine. Mais cela ne doit pas nous exonérer d'une autocritique ; des maladresses ont été faites, des erreurs ont été commises, quelques fautes n'ont pas été sanctionnées au moment où il le fallait et comme il le fallait.
Et comme je le disais à l'instant même, si le chômage reste le principal sujet d'inquiétude des Français, même si l'insécurité liée à la petite délinquance demeurent une forte préoccupation, qui perturbent de plus en plus la vie quotidienne, je suis convaincu que cette fêlure morale a été le phénomène le plus destructeur, celui qui aura les effets négatifs les plus durables et qui nécessite de notre part une vigilance de tous les instants.
(Applaudissements)
Je parlais de vigilance... bonjour Lionel... Nous devons être d'autant plus vigilants que les événements récents obligent à nous interroger sur ce qui ressemble à une tentative de déstabilisation concertée.
On l'a dit ce matin, le siège de notre Parti fut perquisitionné le jour même où Pierre Mauroy et Laurent Fabius se serraient la main à l'occasion du changement de Premier secrétaire. Bien sûr, c'était un simple hasard, comme on nous l'a laborieusement expliqué à l'époque.
A la veille de notre Congrès, tout à fait par hasard, une nouvelle fois, on nous annonce à grand renfort de médias l'inculpation de notre camarade Henri Emmanuelli. Si je comprends bien, le seul fait qui serait susceptible d'être reproché à Henri, serait d'avoir été trésorier du Parti Socialiste en un temps où régnait ce que j'appelais à l'instant la loi de la jungle et l'hypocrisie généralisée.
(Applaudissements)
Dans l'exercice de ses responsabilités, Henri Emmanuelli a toujours fait preuve d'une grande rigueur. Il a assumé cette charge en... (applaudissements) en notre nom à tous.

Aujourd'hui, nous sommes tous solidaires et lui renouvelons notre confiance et notre amitié.
(Vifs applaudissements)
Alors, mes chers camarades, en distillant des noms au compte goutte, dans le cadre d'une même affaire dont on n'ignore plus rien, on donne le sentiment qu'on n'en finit pas de lever de nouvelles affaires alors qu'il s'agit toujours des mêmes faits.
Tout cela n'est pas très sain, et les jubilations de M. Le Pen ce matin à la radio, montrent, s'il en était besoin, à qui profite ce climat délétère largement entretenu.
(Applaudissements)
Au-delà des problèmes éthiques et idéologiques, des questions programmatiques et stratégiques, il faut également nous interroger sur notre pratique, sur notre manière de faire de la politique, sur notre façon d'exercer nos responsabilités électives, bref sur notre rapport au pouvoir.
Nous devons, à l'évidence, développer notre capacité d'écoute et être attentifs à proscrire tout ce qui peut ressembler à de l'arrogance. Les Français souhaitent des administrations moins indifférentes, des signes extérieurs de pouvoir moins ostentatoires et ils attendent de nous plus d'attention à leurs problèmes quotidiens, plus de présence sur le terrain, plus de modestie, voire parfois d'humilité.
(Applaudissements)
Ce diagnostic est sévère mais il n'est pas désespéré. Je suis, en effet, de ceux qui pensent que nous avons été victimes beaucoup plus d'un vote-sanction que d'un vote-rejet.
Nous avons donc la possibilité de rebondir car ce ne sont pas nos valeurs qui sont en cause.
Bien plus, c'est souvent au nom de ces valeurs que nous avons été sanctionnés.
Autant notre idéologie a eu besoin d'être clarifiée à la lumière de toutes les conséquences de l'effondrement du Communisme, et nous l'avons fait au Congrès de l'Arche, autant nos valeurs ne sont pas en cause. La justice sociale, l'égalité des chances, le respect des Droits de l'homme, l'aspiration à plus d'autonomie, de responsabilité, de liberté, l'attachement au principe de laïcité, toutes ces valeurs n'ont pas pris une ride au cours de ce dernier siècle.
Et je voudrais maintenant en venir aux deux questions qui vont occuper nos prochains mois, la question européenne et la question de la stratégie.
Déjà au cours de ces derniers mois, les questions européennes ont mobilisé l'essentiel de notre énergie.

- Réunion d'un Comité directeur extraordinaire.
- Série de fiches très pédagogiques et d'affiches, numéro spécial de Vendredi.
- Réunions tenues à l'initiative des fédérations.
- Mise en place d'une équipe de campagne pour la préparation de la bataille en faveur du oui au référendum.

Bref, une mobilisation du Parti à la mesure de l'enjeu et en parfaite harmonie

Fondation Jean-Jaurès

avec le Président de la République et du gouvernement.
A l'inverse, la Droite s'est égayée dans une bruyante cacophonie et a largement étalé le spectacle de ses incohérences et de ses divisions. Le RPR. s'est pris "les pieds dans le tapis" sans que personne ne le pousse... car, en vérité, il n'y avait pas d'autre piège que celui qu'il a ouvert sous ses propres pas et dans lequel il s'est de lui-même enlisé.
Nous allons engager dès cet été une campagne vigoureuse en faveur du oui.
Nous devons le faire de façon simple et concrète pour montrer le lien qui existe entre l'Union Européenne et la vie quotidienne des Français.
Nous devons montrer les grands enjeux à travers la garantie de la paix et les grands défis économiques et technologiques que seule l'Europe permet de relever, et nous devons le faire sous nos propres couleurs.
Pour des raisons de fond, car nous ne ferons pas le même usage de l'outil européen que les libéraux. Pour des raisons d'efficacité, car il s'agit d'additionner tous les oui plutôt que de risquer d'en perdre en route à la faveur des confusions.
Pour ce qui concerne notre Parti, je souhaite que les hésitations et les critiques n'aient plus cours dans la phase décisive dans laquelle nous entrons.
Il s'agit de faire triompher le oui et de nous en donner tous les moyens.
Je demande donc aux quelques uns d'entre nous qui tergiversent encore de se dégager de leurs contradictions, et je les appelle à tirer les conclusions de leurs erreurs. Comment peut-on à la fois ironiser sur l'impuissance européenne devant le drame yougoslave et empêcher que l'Europe se dote d'une politique étrangère et militaire commune ? Et comment ne pas s'étonner en voyant ceux qui ont dénoncé avec le plus de véhémence l'hégémonie américaine au moment de la guerre du Golfe, refuser aujourd'hui que l'Europe se donne les moyens de son indépendance ?
(Applaudissements)
A l'issue de ce Congrès, le temps des débats sera terminé, et dans la campagne référendaire qui se prépare, nous devons tous être sur le pont et parler d'une même voix.
Nous sommes dans un nouveau contexte politique qui nous conduit à une démarche et à des choix de type nouveau. A l'évidence, nous vivons la fin d'un cycle politique, ou plus exactement nous sommes à la jonction de trois cycles politiques finissants.
Le premier, mondial, de dimension séculaire, marqué par l'effondrement du Communisme avec toutes ses conséquences idéologiques et géopolitiques.
Le second, européen, marqué par la réparation des dégâts de la deuxième guerre mondiale, la construction d'un marché commun, qui s'apprête aujourd'hui à entrer dans une nouvelle phase avec le processus d'Union Européenne ouvert par les accords de Maastricht.
Le troisième, français, de dimension décennale, marqué par la rupture de l'union de la gauche et notre long exercice du pouvoir au cours duquel sont apparues de nouvelles forces politiques, se sont effacés beaucoup d'éléments structurants de notre débat de politique intérieure.

Fondation Jean Jaurès

Autant nous devons prendre en compte cette nouvelle donne, autant nous devons éviter de céder à la précipitation et aux séductions des zélateurs d'une recomposition qui se ferait prématurément dans la confusion des alliances et l'improvisation des programmes.
(Applaudissements)
Affirmons notre volonté d'ouverture à toutes les forces de progrès, sans exclusive, mais évitons de prendre des raccourcis qui pourraient se révéler périlleux. N'oublions pas que c'est l'élection présidentielle qui fait bouger les lignes et structure une majorité. Les législatives épousent la nouvelle structuration du champ politique, elles ne le créent pas.
Le maintien du scrutin majoritaire est une contrainte qui limite les possibilités d'évolution du jeu politique, mais il constitue un verrou contre toute tentation opportuniste et maintient intactes nos chances de constituer, au lendemain d'une présidentielle victorieuse, une nouvelle majorité parlementaire.
A l'évidence, cette majorité sera d'une nature différente de celle de 1981 et le Parti Socialiste doit se préparer à passer d'une logique hégémonique à un système partenariat. Mais nous devons garder la perspective de constituer l'ossature de cette nouvelle majorité, garantie par le grand regroupement en faveur de la réforme ne se fera pas dans la confusion et que notre volonté de transformation sociale ne se dissoudra pas dans un vague conglomérat autour de la seule idée européenne.
Car le clivage entre les conservateurs et les réformistes, entre les sociaux-démocrates et les libéraux traverse le débat européen.
Quel rôle pour l'Etat et la puissance publique ? Quel équilibre entre la production de richesses et sa redistribution ? Quelle cohésion sociale, quelle conception de la démocratie ?
Au moment où beaucoup de certitudes vacillent et où beaucoup d'options semblent se confondre, il est nécessaire de marquer les angles et d'être d'abord nous-mêmes.
Il nous faut donc procéder dans l'ordre, et commencer par l'élaboration d'un programme, ce que nous sommes en train de faire, et dès la fin de ce Congrès, il ne faudra pas le laisser sommeiller, mais le faire vivre par le dialogue avec tous ceux, sans exclusive, qui voudront débattre avec nous pour faire de ce programme un contrat.
Mes chers camarades, ayant adopté ce matin nos statuts, et modernisé notre outil, nous serons mieux armés pour affronter nos combats politiques à venir. Au cours des deux journées qui viennent, nous devons, avec le même souci d'unité mettre au point notre programme, préciser notre stratégie et nous rassembler autour d'une direction cohérente et soudée.
Rénovation et rassemblement, pour relever les nombreux défis qui nous attendent, chers camarades, les mois qui viennent seront chargés et cette année les vacances seront très courtes. Alors, à tous bon courage !
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Pierre Mauroy

Je remercie Gérard Lindeperg, et si vous le voulez bien, j'ouvre la séance où nous allons accueillir nos délégations étrangères, nos délégations internationales. Je voudrais m'exprimer devant vous et pour faciliter l'audition je vais me rendre à la tribune.

Mes chers camarades, nous avons tenu notre Congrès ordinaire, c'est un nouveau pas pour assurer une meilleure animation du Parti, empêcher ou limiter certaines dérives qui ont porté atteinte à notre cohésion, bref continuer à accentuer la rénovation de notre Parti.

Après la présentation des délégations étrangères, se poursuivra la session du Congrès extraordinaire, pour discuter de notre programme et de nos alliances. Ainsi, après le Congrès de l'Arche, en décembre dernier, et l'adoption du projet pour les dix prochaines années, le Congrès de Bordeaux est l'occasion de donner la parole aux militants qui ont d'ailleurs approuvé dans leur grande majorité les textes de la Direction.

Vous comprenez que je me réjouis de ce large rassemblement du Parti, après les décisions que j'ai prises en janvier dernier, et je remercie vivement Gérard Lindeperg pour ce qu'il a dit à ce sujet.

(Applaudissements)

J'approuve l'action du Premier secrétaire Laurent Fabius et celle des responsables du Parti et forme des vœux fervents pour que notre unité puisse nous permettre d'affronter les élections dans les meilleures conditions possibles.

J'aurais voulu, mes chers camarades, me limiter à ces quelques mots, mais vous comprendrez que je veuille dire ici ma solidarité et mon amitié à Henri Emmanuelli avec qui j'ai eu un entretien hier soir au téléphone.

(Applaudissements)

Cette solidarité est totale. Henri Emmanuelli a rempli avec courage et abnégation les fonctions bénévoles, dois-je le rappeler, de trésorier du Parti.

(Applaudissements)

Tel que je le connais, tel que nous le connaissons, tel qu'il vit, il se place au-dessus de tout soupçon.

(Applaudissements)

J'ai toujours, mes camarades, et vous aussi, été respectueux de la justice de notre pays, mais cette fois, j'exprime sur la méthode et sur le fond ma surprise et mon indignation... (applaudissements)... ma surprise et mon indignation devant le coup monté contre Henri Emmanuelli et contre le Parti Socialiste tout entier.

(Vifs applaudissements, bancs d'applaudissements)

Dois-je rappeler ici devant vous et devant les délégations internationales, et devant la France, avec la presse et la télévision, que tous les partis politiques, que tous les trésoriers, que tous les responsables de partis ont assumé le financement de leurs formations dans des conditions anormales et risquées, et cela, depuis toujours, sans que jamais personne n'apporte une véritable solution à cette déplorable situation, et cela, jusqu'à ce que les Socialistes proposent la grande loi de la République sur le financement des partis et des campagnes électorales, de janvier 1990.

(Applaudissements très vifs)
Si, mes camarades, Henri Emmanuelli était inculpé, il faudrait que soient inculpés tous les Socialistes !
(Applaudissements et acclamations)
Ainsi que tous ceux qui ont l'honneur en France de faire de la politique, ceux qui servent la vérité et qui la disent, ceux qui n'acceptent pas d'alimenter de monstrueuses hypocrisies qui ne seraient, si l'on n'y prend pas garde, qu'une nouvelle forme de maccarthysme.
(Vifs applaudissements)
La justice se doit de poursuivre la corruption, mais elle se pervertirait si elle devait s'engager sur la voie dévastatrice d'une justice politique.
Je livre cette citation d'Emile Zola à vos méditations : "Tout semble être contre moi, les deux Chambres, le pouvoir civil, le pouvoir militaire, la justice, les journaux à grand tirage, l'opinion publique qu'ils ont empoisonnée, et je n'ai pour moi que l'idée, un idéal de vérité et de justice, et je suis bien tranquille, je vaincrai".
(Vifs applaudissements)
Mes chers camarades, après nous être ce matin préoccupés de nous-mêmes, légitimement d'ailleurs, nous allons nous tourner vers les autres. Qu'y a-t-il de plus symbolique que de commencer par rendre hommage aux camarades qui représentent les force s Socialistes de tous les continents, avant de conclure notre Congrès dimanche, avec le nouveau président de l'union des Partis Socialistes de la Communauté européenne qui sera désigné demain à Bordeaux et succédera à notre ami Guy Spitaels, que je remercie amicalement pour son action.
Gérard Fuchs, Secrétaire national aux relations internationales, saluera dans un instant, selon notre tradition, les délégations étrangères.
Quant à moi, je voudrais souligner brièvement l'importance de l'internationalisme dans le combat des Socialistes. Face au 19ème siècle, le nôtre semble une renaissance de la fatalité, écrivait André Malraux. il visait, bien entendu, les deux guerres mondiales, le partage du monde en blocs, et les inégalités de développement.
En 1989, nous avons eu soudainement le sentiment d'une immense embellie, nous avons peut-être même eu le sentiment que la paix universelle était à notre portée pour longtemps. Et puis, peu à peu, c'est la conscience de nouvelles difficultés qui s'est imposée, en dépits des efforts de l'ONU et de l'action de Perez de Cuellar et de Boutros Ghali, à qui nous rendons un chaleureux hommage.
(Applaudissements)
Peu à peu, les démocraties naissantes se sont trouvées soumises à des périls presque insurmontables. Les aspirations à la liberté se sont transformées en revendications nationales, voire en dérives nationalistes. Le recours à la force s'est avéré nécessaire pour défendre le droit. De nouveau donc, le règle des interrogations dans un monde qui n'a jamais connu d'évolutions si contrastées et contradictoires : d'un côté, le dépassement des nations, de l'autre l'exacerbation

Fondation Jean Jaurès

des particularismes, ici la construction de l'Europe, là la dislocation de l'Europe Centrale et Orientale, parfois dans le calme et trop souvent dans le drame.
De nouveau donc, le règne de la fatalité, et comment ne pas songer à Jaurès qui déclarait qu'un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, mais que beaucoup d'internationalisme en rapproche.
Comment ne pas songer à ces étonnants balbutiements de l'histoire qui, d'une certaine façon, remontent depuis cinq ans le cours du temps ?
1989, c'était la fin de Yalta. Aujourd'hui, nous vivons d'une certaine manière la fin du traité de Versailles et là, nous retrouvons presque à l'identique les mêmes débats qui animaient la seconde Internationale et la richesse des réflexions menées alors par les Socialistes. Le Communisme annihilait la question des nationalités, au nom de l'existence des classes.
On s'aperçoit aujourd'hui que les nationalités ont résisté et nous retrouvons les problèmes anciens de l'implosion des grands empires, hier l'Autriche-Hongrie, aujourd'hui l'Union soviétique, mais nous retrouvons aussi la question du dépassement des nationalités, hier l'unité allemande ou l'unité italienne, aujourd'hui la formation de l'Europe.
Mes chers camarades, on me dit que les Socialistes doutent d'eux-mêmes quelquefois et parfois du sens de leur combat. Il est vrai que les temps sont rudes, mais un simple retard sur le monde qui va donne les raisons les plus nobles et les plus impérieuses de se battre pour refuser la fatalité. Le refus de la fatalité, c'est d'abord de ne pas accepter ce qui est imposé à notre ami Henri Emmanuelli dont je salue l'arrivée...
(Très vifs applaudissements. Les délégués, debout, acclament Henri Emmanuelli)
Mon cher Henri, je viens de m'exprimer sur la situation qui t'était faite et je ne vais pas reprendre ce que j'ai dit au Congrès. J'ai eu l'occasion de proposer à la méditation des membres du Congrès la phrase suivante d'Emile Zola : "Tout semble être contre moi, les deux Chambres, le pouvoir civil, le pouvoir militaire, les journaux à grand tirage, l'opinion publique qu'ils ont empoisonnée, et je n'ai pour moi que l'idée, un idéal de vérité et de justice, et je suis bien tranquille, je vaincrai".
(Applaudissements)
Je veux, mon cher Henri, t'assurer de toute l'amitié et tout le soutien fraternel du Parti Socialiste, des Socialistes, et en tous les cas, de mon amitié et de ma solidarité.
(Vifs applaudissements)
Mes chers camarades, en me retournant vers nos délégations fraternelles, internationales et étrangères que nous recevons aujourd'hui, et en poursuivant le cours de mon propos, j'étais en train de vous dire : on me dit que les Socialistes quelquefois doutent d'eux-mêmes, pas seulement en France, et parfois même du sens de leur combat, et il est vrai que les temps sont rudes, mais un simple regard sur le monde qui va donne les raisons les plus nobles et les plus impérieuses de se battre pour refuser la fatalité.
Le refus de la fatalité, c'est d'abord de lutter pour la paix, de toujours la forcer,

Fondation Jean-Jaurès

de tenter sans cesse quelque chose même lorsque les situations paraissent désespérées.
François Mitterrand, on l'a rappelé tout à l'heure mais je veux le dire à mon tour, l'a fait au cœur de Sarajevo meurtrie, provoquant notre fierté et notre admiration, et c'est tous ensemble, j'en suis persuadé, que nous saluons son courage en lui exprimant notre fidélité.
(Applaudissements)
Danielle Mitterrand l'a fait elle aussi en aidant les populations civiles du Kurdistan iranien, en affrontant les plus grands dangers. Nous saluons son militantisme et son courage en lui apportant notre chaleureuse sympathie.
Le refus de la fatalité, c'est ensuite de lutter pour la démocratie. Les peuples aspirent à des gouvernements qui honorent la démocratie. Les partis socio-démocrates aspirent à des organisations plus vastes qui portent cet idéal.
Hier, l'Internationale Socialiste était européenne, aujourd'hui près de 70 partis demandent leur adhésion à une organisation qui est véritablement devenue mondiale.
Un homme a assuré cette transition, un homme qui toute sa vie durant a essayé d'ouvrir une ère de paix entre l'est et l'ouest et la voie de la solidarité entre le nord et le sud, cet homme s'appelle Willy Brandt.
(Applaudissements)
Il se bat contre la maladie et je voudrais ici lui apporter le témoignage de notre amitié et celle de tous les Socialistes français, en le remerciant fraternellement pour l'immense travail qu'il a fait à la tête de l'Internationale.
(Applaudissements)
Le refus de la fatalité, c'est aussi de lutter pour des regroupements plus vastes que le cadre national. L'Union Européenne se construit. Elle sera un pôle de stabilité, un exemple de développement original, capable de créer une nouvelle croissance.
Je suis convaincu que ce Congrès sortira un oui massif et enthousiaste pour le référendum du 20 septembre prochain.
(Applaudissements)
Le refus de la fatalité, c'est la volonté de ne pas gaspiller l'avenir de la planète, le sommet de Rio n'a peut être pas répondu à tous nos espoirs, mais déjà sa simple tenue et l'objectif qu'il a fixé constituent une mutation considérable et positive.
Le refus de la fatalité, c'est de saluer l'espoir qui s'élève au Moyen Orient pour la paix et pour l'avenir du peuple palestinien, après la victoire des travaillistes menés par Rabin.
Le refus de la fatalité, c'est d'espérer que les pays développés vont enfin tenir leurs engagements en faveur du tiers-monde.
Le refus de la fatalité, mes chers camarades, c'est de continuer notre combat, de le mener avec nos valeurs, calmement, opiniâtrement, farouchement et c'est déjà le commencement de l'espoir.
Je salue en votre nom les camarades de l'Internationale Socialiste. Je salue les délégations qui nous font l'honneur d'être là parmi nous cet après-midi, je les

salue toutes ces délégations et je salue leur combat. Je donne la parole à Laurent Fabius.
(Applaudissements)

Laurent Fabius

Chers camarades, je n'avais pas prévu, hier, d'intervenir en ce jour et je souhaitais réserver, je le ferai d'ailleurs, l'essentiel de mon propos, comme c'est souvent la tradition, pour la clôture de nos débats, mais, on me comprendra, un événement tout à fait exceptionnel me conduit brièvement, mais fermement, à dire, j'en suis sûr en votre nom à tous, l'opinion que nous portons sur ce qui est en train d'arriver.
Nous apprenions hier, par voie de presse, qu'une lettre aurait été, serait envoyée à notre ancien trésorier, président de l'Assemblée Nationale, Henri Emmanuelli.
Le secret de l'instruction, peccadille ! L'honneur d'un homme, peu importe !
Quant au fond, est-ce que l'intégrité personnelle est en cause ? Certainement pas.
Le seul reproche, mais c'est celui là qui fonde toute l'accusation, si on l'a bien comprise, c'est que notre ami Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée Nationale a été pendant plusieurs années le trésorier de la première formation politique française.
Une Commission d'enquête, il y a de cela peu de temps, a établi les faits et établi en particulier que toutes les formations politiques avaient, à un moment ou à un autre, eu recours à des financements parallèles.
Les Socialistes aujourd'hui sont révoltés. Mais bien au-delà des Socialistes, j'en suis sûr, beaucoup de femmes et d'hommes qui, en France, ont compris que si on laisse se dérouler un processus qui met en cause un homme ou une femme simplement parce qu'il a été le trésorier d'une organisation politique à un moment où c'était la loi de la jungle, alors aucune formation démocratique ne peut être assurée de son existence et c'est en fin de compte les organisations qui ne sont pas démocratiques qui risquent de l'emporter.
(Applaudissements)
C'est pourquoi je dis d'un mot simple et qui, j'imagine, ce matin comme ce soir, est répété dans des millions de familles françaises : trop, c'est trop, et je dis notre confiance, notre solidarité et notre amitié à Henri Emmanuelli.
(Vifs applaudissements)
Mais je veux être encore plus clair, s'il s'agit de moraliser le financement des activités politiques, nous en sommes pleinement d'accords et nous l'avons fait, puisque ce sont les Socialistes, avec d'autres, qui, pour la première fois dans l'histoire de la République, ont proposé et décidé une législation complète de transparence de limitation et de clarté qui désormais nous régit, nous, Parti Socialistes, comme elle doit régir l'ensemble des formations démocratiques en France.
(Applaudissements)
S'il s'agit de punir les comportements d'enrichissement personnel où qu'ils se produisent, alors, oui, et avec sévérité. Mais s'il s'agit de manœuvres, fouillant

dans le passé pour exhumer au moment choisi des pratiques dont chacun sait quelles étaient le fait de tous les partis, bref, s'il s'agit sous couvert de procédure de salir le Parti de Jaurès, de Blum, et, finalement, de l'ensemble de la démocratie représentative en France, cela nous le combattrons et nous ne l'accepterons jamais.
(Vifs applaudissements)
Chers amis, notre Congrès a commencé sous influence. Je vous pose la question, mais chaque orateur avant d'intervenir répondra pour son compte, nous avons prévu de parler de la France et du monde, des soucis qui sont ceux de nos concitoyens et des réponses que nous, Socialistes, voulons leur apporter, l'un des nôtres est menacé, mais il n'appartient à personne en France d'être maître des débats que se fixe dans son Congrès le Parti Socialiste Français, à condition qu'auparavant ait été fait un geste dont on comprendra qu'il est exceptionnel.
Depuis 1981, trois Premiers secrétaires se sont succédé à la tête de notre Parti.
Je pense qu'il est bon, pour manifester d'une façon exceptionnelle, que lorsqu'on veut nous atteindre, nous réagissons, nous, par la transparence et par la solidarité, que viennent à mes côtés Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli. pour que l'on comprenne bien que nous sommes unis face à l'épreuve et qu'il y a des choses que nous n'accepterons jamais.
(La salle, debout, acclame, Pierre Mauroy, Lionel Jospin, Laurent Fabius et Henri Emmanuelli, réunis au micro)

Le président - Mes chers camarades, nous reprenons le cours de nos travaux.
Nous étions en Congrès extraordinaire. Nous avons entendu le rapport d'activité de Gérard Lindeperg. Ensuite viendra la discussion sur ce rapport d'activité.
Mais j'avais ouvert le moment, dans le Congrès, où nous saluions nos délégations internationales, nos délégations invitées. Suivant notre tradition, Gérard Fuchs, le secrétaire international, va vous présenter ces délégations.
Je lui donne la parole.
(Applaudissements)

Gérard Fuchs

Chers camarades, nous venons de vivre un moment de solidarité interne dont, j'espère, Henri Emmanuelli se souviendra et qu'en tout cas, pour notre part, nous n'oublierons pas et auquel nous saurons donner toutes les suites qui seront éventuellement nécessaires.
Mais la solidarité se prolonge aussi, vous le savez, à l'extérieur de nos frontières et, au nom de notre Parti Socialiste, au nom de son Premier secrétaire, Laurent Fabius, au nom de tous les délégués ici présents, j'ai le plaisir de souhaiter la bienvenue aux plus de 130 délégués étrangers représentant plus de 60 pays qui nous font l'honneur de leur présence aujourd'hui à notre Congrès de Bordeaux.
(Applaudissements)
Je parle de délégations étrangères, mais certaines, en fait, aujourd'hui ne le sont plus. Je pense aux 16 délégations des Partis Socialistes de la Communauté européenne, provenant de ces pays, avec lesquels, dès le 1er janvier 1993, nous

partagerons l'avantage commun d'être des citoyens européens en plus d'être des citoyens nationaux.
(Applaudissements)
C'est au nom de cette citoyenneté commune, d'ailleurs, que nous avons, je vous le rappelle, décidé ce matin de modifier nos statuts afin d'y indiquer clairement que le Parti Socialiste est membre de l'union des Partis Socialistes de la Communauté européenne, afin d'y introduire la novation que nous inviterons à chacune des réunions de notre futur Conseil national un délégué des 15 autres partis de l'Union de la Communauté européenne, afin d'indiquer qu'à titre exceptionnel, mais symbolique, je crois, nous accepterons en ce qui les concerne la double appartenance au Parti Socialiste de leur pays d'origine et à notre propre parti.
L'union des Partis Socialistes de la Communauté est représentée aujourd'hui par son Secrétaire général, Axel Haannich (?). Elle sera représentée demain par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, Willy Claeys, qui sera candidat en fin de matinée à la présidence de notre union, en succession (comme l'indiquait Pierre Mauroy) de Guy Spitaels. Comme il est candidat unique, je pense ne pas anticiper par trop sur l'histoire en lui souhaitant un bon début de présidence, mais il aura l'occasion de s'exprimer devant vous demain ou après-demain.
Ne sont pas tout à fait non plus des étrangers les représentants présents de notre grande famille qu'est l'Internationale Socialiste et, en particulier, son Secrétaire général, Luis Ayala.
(Applaudissements)
Il est peut-être utile d'ailleurs (ce que Pierre Mauroy n'a pas voulu rappeler, peut-être par modestie, tout à l'heure) de rappeler que le Conseil de l'Internationale Socialiste a décidé, à Madrid, il y a quelques semaines, de présenter Pierre Mauroy comme successeur de Willy Brandt à la tête de l'Internationale Socialiste.
(Applaudissements)
Willy Brandt, pour nous tous, restera, je crois, l'image de cet homme de nationalité allemande, s'agenouillant sur la terre d'Auschwitz. Je crois que ce jour-là, chers camarades, une grande page de l'histoire de l'Europe a été tournée et son meilleur avenir a été rendu possible.
(Applaudissements)
Bien proches de nous également, géographiquement, historiquement, pour partie culturellement, sont les représentants des partis du Maghreb ici présents.
Il y a l'USFP du Maroc et l'Istiqlal.
(Applaudissements)
Le Maroc, un pays où la situation des Droits de l'homme, je dirai, s'améliore, mais à propos duquel je veux redemander publiquement, au nom de tout ce Congrès réuni, la libération de Noubir Amaoui, Secrétaire général de la Confédération Démocratique du Travail, aujourd'hui emprisonné pour délit d'opinion.
(Applaudissements)
Je voudrais saluer aussi les représentants qui sont venus d'Algérie et de Tunisie

Fondation Jean Jaurès

et, notamment, cette personnalité que vous connaissez tous, qui a marqué de son empreinte la libération de son pays, je veux citer Hocine Aït Ahmed, qui nous fait le plaisir d'être aujourd'hui parmi nous.
(Applaudissements)
L'Algérie et la Tunisie, vous le savez, sont engagées dans des combats difficiles comme un intégrisme islamiste carrément totalitaire. Je veux répéter ici notre conviction que ce combat ne peut être mené avec succès que dans le respect des Droits de l'homme et dans la volonté farouche du développement de ces pays et de la réduction des inégalités sociales qui y règnent.
Nous vous apporterons, chers camarades, dans ce combat, toute notre aide.
(Applaudissements)
J'évoquerai ensuite l'Europe de l'Est, si proche de nous mais qui nous inquiète tant également, avec une montée de nationalisme, certes, compréhensible après quarante ou soixante-dix ans de négation d'histoire, mais en même temps porteuse de guerre dès lors qu'il se révèle par trop exclusif.
Beaucoup de peuples qui vivaient paisiblement hier dans de grands ensembles politiques se découvrent aujourd'hui minorités dans des Républiques plus petites. Aux Serbes de Croatie, aux russophones de Moldavie, aux Arméniens d'Azerbaïdjan, je voudrais à la fois exprimer notre compréhension mais rappeler aussi notre politique très claire, qui est le refus de toute modification de frontières par la force, car là est le seul moyen d'éviter des guerres civiles atroces dont nul ne sait jusqu'où elles pourraient se répandre en Europe, et nous savons que cela n'exclut pas, bien sûr, à terme, des processus de rassemblement et de disparition des frontières, à l'image de notre Communauté européenne.
Tous les partis de l'Europe de l'Est ici représentés acceptent les principes que je viens de rappeler. Je salue leur courage, car le respect et le rappel de ces principes ne sont pas toujours faciles dans la situation où ils doivent combattre politiquement.
(Applaudissements)
Nos amis africains, ensuite, sont pour la plupart engagés aujourd'hui dans des transitions démocratiques difficiles, mais le plus souvent positives. Successivement, le Bénin, puis la Zambie, aujourd'hui le Mali, représentés par le Secrétaire général de l'ADEMA, parti arrivé victorieusement et démocratiquement au pouvoir, et par la CNID, ces trois pays nous donnent l'exemple du succès de la transition démocratique et je pense qu'ils méritent d'être salués comme il se doit.
(Applaudissements)
Mais je suis obligé aussi, hélas, chers camarades, de dire un mot d'un autre pays qui s'appelle le Togo, dont je vous avais déjà parlé au Congrès de l'Arche, dont le gouvernement de transition, conduit par Joseph Kokou Koffigoh, Premier Ministre, est en permanence confronté à la violence des armes et aux tentatives d'assassinat. Parfois, heureusement, ce sont des échecs ; je parle de la tentative d'assassinat contre Gilchrist Olympio, fils du premier président togolais après l'indépendance. La lumière doit être faite sur ces agissements militaires. Leurs auteurs doivent être reconnus et châtiés. Et surtout, au moment où je vous parle,

Fondation Jean-Jaurès

il doit être clair que toute nouvelle tentative de force dans ce pays conduirait ceux qui en seront les auteurs à la mise au ban de la communauté internationale et à la rupture de toute relation.
(Applaudissements)
En Amérique Latine aussi, les bonnes nouvelles existent, mais également les interrogations.
Je salue Oscar Bonilla, numéro 2 du MNR du Salvador, derrière Victor Valle, après Guillermo Ungo, aux côtés duquel nous avons été et avons fait preuve de tant de solidarité.
Je salue Duly Brutus et nos camarades du Pampra haïtien, qui s'efforcent de trouver un chemin ô combien difficile, mais effectif et efficace, vers le retour à la légalité, incluant le retour du président légitime, Aristide.
(Applaudissements)
Je rends hommage enfin à tous ces pays d'Amérique du Sud où la démocratie, encore fragile, est menacée par le rythme trop lent du développement économique et social et, dans ce dur combat, je vous demande d'applaudir particulièrement la délégation de nos camarades de l'APRA du Pérou, où se déroule cette espèce de coup d'Etat intérieur mené par un Président élu, mais au mépris de toutes les règles constitutionnelles et qui lui retire le droit d'incarner ce pays, je parle du président Fujimori. Le combat de nos camarades de l'APRA est aujourd'hui le nôtre.
(Applaudissements)
Venus du Proche-Orient, je voudrais saluer d'abord les délégations de nos camarades kurdes. Nous savons qu'ils se battent depuis des années pour la survie de leur peuple, pour le respect de son identité. Nous savons à quel point ce combat reste dangereux, comme l'a montré l'attentat dont Danielle Mitterrand a faille être victime il y a quelques jours.
Nous devons saluer leur combat.
(Applaudissements)
J'accueille avec plaisir les représentants du Parti Socialiste Yéménite, confrontés aujourd'hui à la tâche difficile de réunification de leur pays.
J'accueille pour la première fois un représentant du Parti du peuple pakistanais, le Parti de Benazir Bhutto qui nous a fait l'honneur d'envoyer son président européen.
(Applaudissements)
Chers camarades, je voudrais terminer en mentionnant spécialement trois personnalités, parce que leurs pays sont pour nous porteurs aujourd'hui d'une charge émotionnelle particulière : je voudrais saluer Rodica Tanner, représentant le Parti Travailliste Israélien d'Yitzhak Rabin.
Cher Rodica, votre victoire récente nous a fait un immense plaisir. Ainsi la ligne du compromis territorial, celle de la reconnaissance de l'autre, Palestinien, cette ligne pouvait l'emporter en Israël. Le retour à la paix était imaginable, même si nous savons que le chemin en sera encore très long. Ainsi la double perspective d'un état israélien vivant dans des frontières sûres et reconnues par ses voisins, mais aussi de Palestiniens eux-mêmes citoyens d'un état qui serait aussi le leur,

cette double perspective apparaît enfin possible.
Nous souhaitons à nos camarades travaillistes, au gouvernement d'Yitzhak Rabin, le meilleur succès dans cette voie !
(Applaudissements)
La deuxième personnalité que je voudrais saluer est celle d'Aboudramane Sangare, secrétaire général par intérim du Front populaire de Côte d'Ivoire.
(Applaudissements)
Par intérim, hélas, non pas pour lui car il est capable, bien sûr, d'occuper les fonctions qui sont les siennes, mais par intérim, vous le savez, parce qu'aujourd'hui le secrétaire général en titre du FPI, Laurent Gbagbo, est emprisonné au terme d'un procès dont plus personne ne peut nier le caractère avant tout politique.
Il est emprisonné aujourd'hui à Abidjan avec le président de la Ligue ivoirienne des Droits de l'homme, René Deniseghi, avec un membre du Bureau de l'Assemblée Nationale ivoirienne et bien d'autres encore.
Chers camarades du FPI, je dis aujourd'hui solennellement devant vous que cette situation qui dure depuis le 18 février n'est pas acceptable.
Secrétaire international du Parti Socialiste français, je n'imagine pas que la coopération franco-ivoirienne ne puisse pas être remise en cause par notre gouvernement si la libération des prisonniers politiques n'intervient pas dans les jours qui viennent !
(Vifs applaudissements)
Ainsi donc, mais nous le savons, on peut être conduit en prison pour ses idées. On peut aussi, hélas, être conduit à mourir pour elles.
A Isabel Allende, présente parmi nous, je ne dirai que peu de chose. Elle aura l'occasion de s'exprimer demain. Je lui dirai simplement que nous faisons partie de ces milliers et milliers de Socialistes de par le monde qui garderont toujours la vision de la ronde infernale de ces avions pilonnant le Palais de la Moneda à Santiago un certain 11 septembre 1973.
(Applaudissements)
A jamais Salvador Allende fait partie de notre souvenir, mais aussi de notre honneur de Socialiste.
(Applaudissements)
Chers camarades, j'en ai fini. Ici se trouve réunie ce soir une merveilleuse représentation de tous ceux qui se battent pour la liberté et la dignité de l'homme, et qui croient que pour réussir, ce combat doit s'appuyer sur la solidarité et la justice sociale.
Dans le village que forme aujourd'hui notre planète, il est réconfortant de voir qu'existe une telle famille !
(Applaudissements)

Le président - Mes chers camarades, la cérémonie protocolaire et amicale de réception des délégations internationales se termine ainsi. Je salue à nouveau ces délégations, et je leur rappelle que Laurent Fabius, Premier secrétaire, et le Bureau exécutif du Parti Socialiste les invitent ce soir à un dîner fraternel.

Fondation Jean-Jaurès

Nous reprenons donc la discussion générale, après le rapport d'activités de Gérard Lindeperg.
J'ai deux communications à vous faire. La première, la Commission de vérification des résultats concernant le vote sur le programme se réunira à 17 heures 15, il est grand temps d'y aller, salle de vérification des mandats.
Par ailleurs, Yvette Roudy me dit que la Commission des femmes va se réunir dans la salle n°1.
Voilà les deux communications que je voulais vous faire.
Je vais maintenant donner la parole aux orateurs inscrits et je vous demande de les écouter dans le silence. Je demande à ceux qui circulent dans la salle de cesser de le faire. Ou ils sont à leur place, ou ils sortent !
Je donne la parole à Georges Garot pour dix minutes.

Georges Garot

Mes chers camarades, Gérard Fuchs tout à l'heure a rappelé certains événements du monde, des événements qui marquent notre actualité et qui mettent en lumière des contrastes évidents entre l'intérêt collectif et les intérêts particuliers.
Alors que, par exemple, le sommet de Rio et le traité de Maastricht témoignent de la volonté de nos sociétés d'organiser leur bien commun, paradoxalement le refus des médecins de participer à la maîtrise des dépenses de santé, les barrages de routiers mettant en avant leurs intérêts et leurs difficultés avant la nécessité de protéger l'individu sur les routes, les manifestations d'agriculteurs s'opposant à la nouvelle politique agricole commune, sont autant d'événements qui s'inscrivent dans des démarches corporatistes.
Tous ici, nous savons bien que l'histoire des hommes est toujours jalonnée et se nourrit de ces événements contraires, et que c'est le rôle du politique de garantir la construction d'une société harmonieuse.
Or dans notre pays, la politique fait plus difficilement recette aujourd'hui, même si de temps à autre elle réapparaît captivante, comme c'était le cas dans les images de François Mitterrand à Sarajevo. Nos militants Socialistes se sont déplacés moins nombreux pour débattre des propositions faites pour ce Congrès de Bordeaux.
Cette tendance au repli du phénomène politique doit être regardée en face, d'autant qu'elle s'accompagne d'un recul de la syndicalisation au profit de coordinations éphémères, et, semble-t-il, également d'un refus du mouvement associatif.
Cette panne des acteurs du changement tient sans doute à beaucoup de raisons. Mais les plus importantes ne sont-elles pas liées à la difficulté pour nos contemporains de comprendre l'évolution du monde ? Ne sont-elles pas liées à l'absence d'un grand dessein bien lisible, bien ressenti, appelant le dépassement des intérêts sectoriels, capable de rassembler la majorité des Français, comme ce fut le cas il y a une dizaine d'années avec notre "changer la vie" ?
En effet, dans ce monde qui bouge, où l'interdépendance économique, écologique plus que régionale devient planétaire, les repaires anciens disparaissent et il s'agit d'en faire apparaître de nouveaux en éclairant la route

du moyen et du long terme.
Ceci est bien sur l'épisode d'une nouvelle mutation dont la réussite dépend de la façon dont elle sera accompagnée, orientée politiquement.
Mais pour nous, cet exercice est plus difficile aujourd'hui. D'un côté il y a la nécessité d'intervenir politiquement pour canaliser la mutation de la période et ne pas laisser la société s'enfermer dans des luttes de corporation, de l'autre, paradoxalement, nous apparaissons plus fragiles parce que le doute s'est introduit dans nos rangs et dans ceux des forces vives qui soutiennent habituellement le mouvement du progrès.
Mes chers camarades, devant cette difficulté, le sursaut s'impose à nous tous, sachant que le renouveau ne pourra jaillir que de nous-mêmes.
Il nous faut d'abord prêter une oreille attentive aux aspirations de nos contemporains. Il nous faut rendre lisible notre volonté de transformer la société. Il nous faut toujours être capables d'expliquer à l'opinion le sens des changements qui nous semblent légitimes. Il nous faut redevenir crédibles sur nos propres valeurs et sur notre éthique.
De ce point de vue, gouvernement et Parti, nous sommes sur le même bateau, si nous entendons toujours donner un avenir à l'idéal qui a entraîné notre adhésion au Socialisme. Gouvernement et Parti, nous sommes solidaires, et cette solidarité ne peut être à sens unique.
Si dans le concret quotidien nous sommes conduits à gérer des situations complexes, à trancher entre des intérêts contradictoires, il faut qu'en définitive nous sachions continuellement expliquer nos choix et le projet global qui les sous-tend. En agriculture, par exemple, comment souhaiter une agriculture qui occupe l'espace et participe à l'aménagement du territoire, comme nous l'écrivons dans les textes de notre programme, et ne pas prendre fermement position partout contre le projet d'un poulailler géant représentant à lui seul 14% de la production nationale ?
Permettez-moi de m'arrêter un instant sur le cas de l'agriculture. Vous savez que l'Europe des douze a révisé sa politique agricole pour adapter l'agriculture à la nouvelle donne économique, écologique, sociale de cette fin de siècle. L'Europe a eu raison. Ce faisant, elle s'est mise en position pour affronter les concurrents dans les grandes négociations internationales. Elle s'est donné les moyens de mettre en œuvre un développement pouvant concilier les impératifs du marché avec ceux du respect de l'environnement.
Cette réforme est donc bien positive, même si pour nous, Socialistes, et nous devons le dire, cette nouvelle PAC doit encore être amendée au fur et à mesure de sa mise en place pour sortir du travers pervers de la précédente selon lequel la majorité des aides publiques était accaparée par la minorité des agriculteurs les plus productifs.
Avec cette réforme, mes chers camarades, nous avons un instrument susceptible d'ouvrir des voies de développement à notre agriculture pour l'ensemble de ses missions : nourrir les hommes, participer à la conservation du patrimoine naturel, contribuer à l'équilibre ville-campagne, à l'équilibre du développement économique et des échanges internationaux.

Partant de là, comment ne pas dénoncer ceux qui entretiennent l'idée d'un côté que l'Europe doit se préserver à ses frontières contre les importations, et de l'autre continuer à surproduire sous prétexte que l'ensemble du monde ne mange pas à sa faim ?
Comment ne pas s'opposer à ceux qui souhaitent la paix et le développement dans les pays de l'Est et dans le même temps qui voudraient que nous fermions nos frontières à leurs produits, au risque de les asphyxier économiquement ?
Comment ne pas approuver le nouveau principe lié à la nouvelle PAC de l'aide directe à l'exploitation agricole, affectée, cette fois, dans la transparence ?
Comment ne pas rassurer les agriculteurs sur la pérennité des soutiens publics, puisque l'agriculture est indispensable au pays ?... qu'elle Participe à l'équilibre économique, écologique, sociologique de notre société ?
Comment, a contrario, ne pas rappeler aux agriculteurs qu'il y a des règles à respecter ? Qu'on ne peut, par exemple, exiger l'aide des pouvoirs publics pour les cours du marché, sans accepter en contrepartie des contraintes en terme de maîtrise de la production, pour un meilleur ajustement de l'offre à ces débouchés ?
Mes chers camarades, le corporatisme paysan, appuyé par des discours politiques, démagogiques, de droite, et même d'une certaine gauche, traduit une volonté de repli sur soi. Il ne peut préparer l'agriculture à relever le défi du monde actuel, il nous faut le combattre donc, sur le fond, et non pas seulement sur ces manifestations publiques qui créent une certaine gêne.
Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ceux qui aujourd'hui rejettent en bloc la nouvelle politique agricole commune, prennent aussi position pour le non au référendum prochain.
Pourtant, il me semble que cette Union Européenne peut être le point central de notre grand projet à partir duquel notre société peut préparer son avenir.
Voilà pourquoi, en définitive, je pense que le référendum, sur le traité de Maastricht, peut être l'occasion pour nous, d'assainir notre analyse du monde, d'en éclairer les enjeux, de justifier nos lois ou nos choix Socialistes pour ainsi retrouver la confiance de nos militants et de l'opinion.
Voilà pourquoi je pense que face à l'expression des corporatismes, nous avons une chance de réveiller le pays et de retrouver notre place de Parti de progrès.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci Georges Garrot qui a respecté scrupuleusement son temps de parole.
J'invite les autres camarades à faire de même.
Je vais appeler à la tribune Kera Ben Badra (?) et ensuite Sylvie Perrault.

Kera Ben Badra

Mes camarades, je souhaite vous parler du problème des banlieues. J'ai le sentiment que nous n'avons pas assez fait ou que nous n'avons pas su faire. élue d'une commune de banlieue, militante associative depuis des années, je vis

Fondation Jean Jaurès

chaque jour ce dont nous sommes persuadés, à savoir que la banlieue est malade. Nos villes, en général, sont malades. Malades de l'urbanisation et de l'architecture qui, à l'origine, a été conçue en dépit du bon sens, et avec un oubli flagrant : celui que des gens vivraient dans ces lieux. Malades de ses transports en commun et individuels qui sont saturés, et ce particulièrement en Ile-de-France. Malades de son manque de logement et, sur ce dernier point, la situation est catastrophique.
En Essonne, dans ma ville, il est courant que des gens attendent trois ans, voire quatre ans, ou cinq ans pour obtenir un logement. Pour ces personnes le drame est quotidien. Les plus chanceux vivent chez leurs parents, parfois avec un enfant. Une telle promiscuité ne peut qu'être néfaste pour la cellule familiale. Les autres vont de foyer en foyer, chez des amis...
Pendant ce temps-là, la famille se désagrège. La stabilité indispensable pour l'épanouissement des enfants disparaît.
L'Ile de France recense 300 000 demandeurs de logements, classés prioritaires. Parallèlement, il y a 309 000 logements vacants.
Vous constatez, comme moi, qu'il y a bien plus qu'une contradiction., dans ces chiffres... il y a une aberration.
Cette situation n'a que trop duré. Parfois on exige des demandeurs de logements sociaux, que leur salaire soit égal à 4 fois le prix du loyer du logement auxquels ils prétendent. Cela veut dire que l'on demande à un jeune ou à une famille, d'avoir un salaire mensuel de 8000 francs au minimum, pour obtenir un logement social.
Mais qu'est donc devenue la vocation première des HLM...? La vocation sociale à l'origine ?
(Applaudissements)
La conséquence immédiate de ces exigences, est que 30% des locataires en logement social ont des ressources supérieures au plafond d'accès. Et les sociétés d'HLM n'hésitent pas à nous faire ressortir, de leurs fonds de tiroirs, une loi qui permet de délimiter ces excès relatifs à l'utilisation des surloyers. La belle affaire !... C'est surtout l'occasion, pour elles, de faire des recettes supplémentaires.
Pour terminer, on nous annonce dernièrement une décision gouvernementale, d'augmenter le niveau du plafond d'accès à un logement social, pour permettre aux familles à revenus intermédiaires de pouvoir accéder à ce type de logements. Mes camarades, depuis longtemps, il n'y a que ce type de familles qui peuvent obtenir un logement social.
(Applaudissements)
Il est grand temps de rappeler à chacun le rôle premier des HLM et si cela n'est pas suffisant, réactivons les lois déjà existantes, plus particulièrement la loi sur les attributions d'office ; mesures qui permettent à un préfet, mais aussi à un maire, d'attribuer un logement vacant depuis plus de 6 mois, pour des personnes et familles mal logées ou des sans-logis.
De plus, si les uns et les autres rechignent à construire des logements sociaux sur leurs communes, l'Etat se doit de construire ces logements sur ses propres

Fondation Jean-Jaurès

terrains. Ces mesures permettraient de réduire le nombre de logements vacants et d'amoindrir la crise du logement. Au moment où l'on cherche un thème mobilisateur pour un gouvernement de gauche, il me semble que le premier d'entre eux se doit d'être un toit pour tous.
A travers cet exemple du logement, qui prend des proportions dramatiques mais dont on ne parle pratiquement pas, on voit bien de quelle manière sont traités les problèmes de la banlieue. Malgré une volonté réelle et des décisions souvent efficaces, la politique passe parfois à côté des problèmes essentiels de la vie quotidienne, et la logique administrative l'emporte trop souvent sur la vision politique des problèmes nouveaux.
Ce peut être là une des raisons qui fait que les Français se désintéressent de la politique, et rejettent les partis politiques.
Pourquoi aujourd'hui un jeune adhérerait à un parti politique et plus particulièrement au Parti Socialiste ?
Parce que ses convictions de solidarité de justice et d'égalité le poussent naturellement à être Socialiste ?
Je crois malheureusement que cela n'est pas suffisant.
Alors comment faire pour qu'il se reconnaisse dans le Parti Socialiste ?
Il faudrait tout d'abord que nous identifions cette nouvelle génération qui a une particularité par rapport aux générations précédentes : c'est celle d'être issus majoritairement des villes. Ce que je nommerai la génération urbaine.
Etre jeune et habitant en banlieue, n'est pas toujours facile. Et être trop souvent synonyme de violences, d'exclusions mais aussi de chômage et d'échec scolaire. Tous les jeunes ne sont pas des casseurs. Alors arrêtons de vivre la banlieue avec une épée de Damoclès sur nos têtes en pensant que si on n'agit pas vite, tout va exploser. A force de vivre avec le spectre du chômage, les jeunes sont très terre à terre. Les grandes idées, les théories pour refaire le monde, cela ne les concerne pas. Ce qu'ils attendent de nous, c'est du concret ! Encore faut-il les écouter, et les entendre.
On peut toujours dire que l'on va réparer les boîtes aux lettres cassées, que l'on va repeindre les cages d'escalier. A quoi cela sert-il, si dans le même temps, les seuls lieux vivants de banlieue sont justement ces cages d'escalier ?
(Applaudissements)
On peut concocter des grands projets en haut lieu pour re-dynamiser la banlieue. A quoi cela sert-il si, dans le même temps, les jeunes ne disposent pas de lieux pour se réunir, se détendre, ne serait-ce que pour fêter un anniversaire ?
On les accuse de tout casser, preuve de leur irresponsabilité. Arrêtons avec toutes ces théories et agissons. Faisons en sorte qu'ils prennent conscience que la ville est leur ville et leur avenir.
Ensemble, aidons-les à développer cette nouvelle culture urbaine, trop souvent basée sur l'indifférence et l'individualisme. Mobilisons-les pour qu'ils nous aident à donner le meilleur de leur ville. Pour cela, incitons-les à créer des associations plutôt qu'à se regrouper en bandes. Associons-les aux décisions qui peuvent les concerner pour la création de clubs de jeunes, de salles culturelles ou sportives, ou pour l'organisation d'une manifestation sur leur ville.

Collection Jean Jaurès

Notre Premier secrétaire a voulu que ce Congrès soit celui de la rénovation.
Puisque ensemble, nous réfléchissons aux moyens de redonner à nos idéaux et aux actions un nouveau souffle, je suis persuadé qu'il faut non seulement retourner au contact de cette jeunesse sans horizon, mais chercher avec elle le-moyen de la re-mobilisation mais aussi trouver un nouveau message politique basé sur les réalités sans tomber dans la démagogie.
C'est en tout cas comme cela que je comprends notre rénovation.
(Applaudissements)

Le président - Sylvie Perrault pour 5 minutes.

Sylvie Perrault

Mes chers camarades, nous avons eu plus d'un mois pour débattre dans nos fédérations et dans nos sections d'un programme qui, pour une fois, est arrivé à temps. Cela mérite d'être souligné car les contraintes des délais étaient tout de même très serrées, et parce que d'habitude c'est plutôt l'inverse dont nous avons à nous plaindre.
Aussi, avec vous, je voudrais saluer et remercier «Vendredi» pour cet effort auquel nous avons tous été, j'en suis certaine, très sensibles.
Mes chers camarades, je pense qu'à l'occasion de son Congrès extraordinaire notre Parti doit, à nouveau, jouer pleinement son rôle. Bien sûr, comme toujours, il y aura des minorités bruyantes qui n'y croient pas, et puis il y a l'immense majorité des gens qui travaillent, et qui, elle, y croît.
Cette majorité s'était déjà rassemblée lors du Congrès de l'Arche car il fallait vraiment que cessent les querelles des courants, qui n'avaient plus aucun rapport avec les courants d'idées. Avec les idées retrouvées est maintenant revenu le temps du rassemblement.
Mes chers camarades, le texte de notre contrat-programme a deux mérites : il est court, clair et lisible. Il n'a pas tout prévu, ni tout bouclé d'avance.
Il a été conçu pour que les militants l'amendent, le complètent, ou l'améliorent. Félicitons-nous de l'abandon d'un esprit de système et d'une pensée dogmatique. Félicitons-nous de cette ouverture aux autres et à l'extérieur. Soyons convaincus que ce programme qui ne prétend pas avoir réponse à tout, ne peut vivre et convaincre que si nous nous souvenons que nous avons un projet qui était le projet de l'Arche, qui en était le socle, et si nous savons faire vivre la démarche du contrat qui me paraît aujourd'hui la seule possible. Nous ne sommes qu'au début d'un long processus de renaissance de la pensée progressiste. Cela prendra du temps mais on ne peut pas nous reprocher, à la fois, d'être archaïques, si l'on bouge, ou de nous renier si l'on ne bouge pas.
Au demeurant, j'aimerais beaucoup que le petit nombre de ceux qui passent leur temps à dénigrer le Parti Socialiste, ou des textes qu'ils n'ont pas toujours manifestement lus, mettent autant de zèle à effectuer des propositions.
Pour réussir notre Parti a besoin de rassembler toutes les bonnes volontés et non pas les arrière-pensées. Oui, l'exercice va être difficile mais le terrain a été déjà déblayé par le projet, qui même s'il a été insuffisamment popularisé, reste une

Fondation Jean Jaurès

avancée très importante. Et puis l'exercice est difficile... car la société elle-même est plus difficile. On croit parfois qu'elle est fatiguée... que les Socialistes eux-mêmes sont fatigués... eh bien, moi, je pense que nous ne sommes pas des militants fatigués et surtout que nous n'avons pas le droit d'être des militants fatigués.

Je n'ai pas l'intention, en effet, de voir la Droite défigurer notre bilan depuis 1985, ainsi que l'action du Président de la République.

(Applaudissements)

Nous avons une tâche immense : celle de faire émerger une nouvelle culture de gauche. Une culture conciliant à la fois notre conception de l'Etat et des services publics, avec le surgissement de ce que André Gorce appelle l'individu-sujet, revendiquant le droit de définir lui-même le but de ces entreprises, de s'appartenir et de se produire lui-même. Une culture qui concilie donc, à la fois la réflexion sur le long terme, mais également la réponse aux attentes du quotidien.

Notre texte répond bien à cela, certes il peut et il doit être amélioré, et je pense que le Parti devrait d'ores et déjà proposer au gouvernement quelques thèmes et propositions sur lesquels il devrait nous entendre.

Par exemple, dès aujourd'hui, en demandant à nos députés d'insister pour instaurer le risque dépendance pour les personnes âgées, par exemple demander au gouvernement de savoir résister aux pressions qui font qu'il a dû revenir pour la deuxième fois sur les accords demandant la maîtrise des dépenses de santé, par exemple en matière de fiscalité de ne pas revenir sur des réformes qui ont été annoncées comme celles de la taxe d'habitation.

Le texte et la méthode de notre programme doivent permettre au Parti de maîtriser une démarche de dialogue au plan national, et local, de s'ouvrir et de réussir sa véritable rénovation pratique dans le cadre d'une cohérence réaffirmée.

Il doit permettre à notre Parti de pouvoir établir ou plus ou moins rétablir à nouveau les rapports de force nécessaires au maintien et à l'instauration des réformes, car il ne faut pas oublier, mes camarades, que sans rapport de force le gouvernement ne peut rien. Il peut permettre, ce programme, la construction d'un mouvement de progrès, dont le Parti doit être le môle et le rempart. Le môle qui assure son ancrage à gauche, et le rempart contre toute dérive libérale.

Je conclus pour vous dire que je ne suis pas de celle qui croit aux vertus des cures d'opposition, rien ne serait plus stupide et plus inutile que de faire le pari de la défaite. Qu'en serait-il de notre retraite, de notre niveau de protection sociale, des services publics si nos adversaires devaient l'emporter ? Que pourrions-nous reconstruire avec ceux qui parient aujourd'hui sur le pire et que dirons-nous aux catégories sociales les plus défavorisées que nous devons soutenir en priorité ?

Mes chers camarades, je milite en Haute-Vienne, terre de longue tradition Socialiste, là nous savons que nos valeurs demeurent mais que les conditions de notre combat ont changé, le Socialisme doit s'adapter à la période qui vient pour être au premier rang des combats de demain, ceux de la solidarité en action et

Fondation Jean-Jaurès

ceux de l'Europe en mouvement. Comme vous tous, je souhaite que cela parte aujourd'hui de Bordeaux. Adaptons, travaillons, et battons-nous, bref retrouvons la confiance en nous pour redonner confiance à tous ceux qui n'attendent que ce geste pour reprendre le combat à nos côtés !
(Applaudissements)

Le président - Merci Sylvie.
Alain Richard, pour dix minutes. Et Louis Mermaz se prépare.

Alain Richard

Chers camarades, nous sommes réunis, ce qui n'est pas si souvent pour débattre d'un programme et en même temps nous nous demandons tous comment éviter de perdre les élections.
Je voudrais faire preuve d'un peu d'audace, en vous suggérant qu'il y a quand même un rapport entre les deux, et que même si cela va contre tous les préjugés ambiants, j'en ai conscience, le contenu de ce qu'on annonce comme projet politique et comme programme peut avoir un effet de mobilisation des électeurs. C'est comme cela. Je n'ai jamais cru que le cynisme et le scepticisme pouvaient faire avancer une société. Je crois que remettre en lumière l'opposition Droite-Gauche ce sera efficace pour préparer nos prochains combats, car ne nous y trompons pas, notre creux de vague actuel, s'il vise le PS et s'il s'exprime par une dépression électorale, ne signifie pas que les Français se sont détournés des aspirations de justice et de changement social.
On a, au contraire, de multiples signes que la masse des gens désire toujours réduire les inégalités, faire reculer l'arbitraire, renforcer les services collectifs, et parmi les reproches que nous font ceux qui s'éloignent, ce qui revient le plus souvent justement c'est l'accusation de nous être détournés nous-mêmes de ces ambitions.
Qu'on m'entende bien, ce propos qui insiste sur le contraste Droite-Gauche ne justifie pas un repli sectaire, un refus de tout élargissement vers les centristes de progrès ou les hommes d'ouverture. La politique de coopération qu'a menée Jacques Pelletier ou la politique de santé que suit Bernard Kouchner ne nous font pas douter de notre démarche. Non, ce que je veux souligner c'est que la reconquête de notre soutien populaire, même en rassemblant autour de nous, ne peut se faire qu'en s'appuyant sur des affirmations politiques très nettes qui donnent des raisons positives aux gens de s'engager avec nous.
Si nous nous calfeutrons dans une attitude défensive, si nous nous bornons à reprendre l'ancien slogan "au secours la Droite revient", si nous présentons comme un idéal la défense de tous les acquis, et le train-train d'une France sans histoire, non seulement nous démotiverons les plus proches de nous, et éloignerons les jeunes et tous ceux qui veulent faire bouger les choses, mais nous risquerons de donner une crédibilité à la Droite qui prétend impulser une nouvelle dynamique et incarner contre nous l'esprit de réforme. Je demande donc à tous d'être vigilants à ce danger d'une banalisation du Parti Socialiste. Alors, bien sûr, c'est en débattant du programme que ces questions trouvent une

application concrète. Et je veux donner une appréciation positive du travail qui a été fait sur le projet de programme, qui a été fait vite, sans parasitage par la tactique interne, et qui surmonte bien à mon avis la difficulté de faire un document novateur, après une période d'exercice du pouvoir. Mais je voudrais insister pour que nous ajoutions quelques points d'appui, quelques thèmes de progrès plus forts pour donner à notre future campagne l'originalité et le dynamisme nécessaires.
Il y a, à mon avis, plusieurs pistes. Il faudrait aller plus loin dans la modernisation de notre système de solidarité sociale, il faudrait s'engager pour une responsabilisation plus exigeante des partenaires du système éducatif, il faudrait rechercher un droit des salariés à partager les pouvoirs d'orientation dans l'entreprise, et aussi à partager les fruits de la réussite collective.
Je ne donne là que des têtes de chapitre, sans développer, et j'espère que nous pourrons avancer en Commission des résolutions pour que le document programmatique vienne donner un relief, une dynamique à ce Congrès.
Je n'approfondirai qu'un point de réforme fondamentale qui me paraît au centre de toutes les inquiétudes sur la ville et sur la qualité du cadre de vie, c'est le problème du foncier. Nous nous sommes ralliés à l'économie de marché, et ce n'est pas moi qui m'en plaindrai, mais nous gardons notre critique fondamentale, qui est une des marques du progressisme dans toutes les démocraties, et que le marché est inapte à organiser le long terme et à dégager des priorités collectives.
Et être Socialiste, pour moi, c'est être capable de s'engager pour que certains biens, certaines fonctions soient placés hors marché pour servir des objectifs d'intérêt général. Eh bien à mes yeux, c'est le cas du foncier. Il me paraît inévitable... après l'arrivée de Michel Rocard...

Le président - Je salue Michel Rocard qui arrive. Il va gagner sa place.
(Applaudissements)
Michel, nous te souhaitons la bienvenue, et Alain tu continues...

Alain Richard - ... cela tombe d'ailleurs très bien que Michel arrive à ce moment, je sais que c'est un sujet qu'il a très à cœur. J'en viens donc au foncier. Face au développement de la ségrégation géographique, face aussi aux risques de désertification, face à la difficulté pour transformer nos villes et pour les doter d'infrastructures publiques, il me paraît inévitable d'étendre beaucoup plus loin la maîtrise publique du sol, et de compenser les transferts de richesses qui sont liés aux variations des valeurs foncières. On ne pourra pas restructurer correctement les grandes cités d'habitat social, on ne pourra pas construire de nouveaux logements sociaux, on ne pourra pas réinsérer les campus universitaires perdus loin de tout, on ne pourra pas récupérer les profits immobiliser, résultant des opérations publiques d'aménagement, on ne pourra pas non plus impulser les projets qui peuvent revitaliser l'espace rural, si on ne développe pas des outils publics d'acquisition des sols et si on ne réforme pas en profondeur la fiscalité liée à la possession et à la revente du terrain. Je ne vais

pas dans le détail sur les formules à retenir, mais je souhaite très vivement que nous démontrions notre volonté politique de faire la ville pour tous, et de mener un véritable aménagement du territoire qui sont des questions clés de notre société, en n'hésitant pas à faire des propositions novatrices sur la maîtrise du foncier.

On va me dire que cela peut effaroucher. Je l'admets tout à fait, et je concède qu'il ne faut pas brandir devant chaque salarié propriétaire la menace qu'on vienne exproprier à tout va les 400 m² sur lesquels est posé son pavillon. Mais je souhaiterais chers camarades qu'on réfléchisse tout de même un instant à la logique politique de ce réflexe de ne pas effaroucher. Regardons nos adversaires ou nos concurrents, est-ce que la Droite n'inquiète pas avec les objectifs qui sont les siens sur l'enseignement et sur la protection sociale, et partout n'a-t-elle pas actuellement un réel soutien d'opinion ? Est-ce que les Verts n'inquiètent pas avec leurs positions tranchées sur l'industrie et le transport, et pourtant n'y a-t-il pas une bonne part de nos électeurs qui leur emboîtent le pas ? Quand nous applaudissions nos amis travaillistes israélites tout à l'heure, vous ne pensez pas que cela décoiffait de proposer le gel des implantations sur les territoires occupés ? Nous avons tous dans nos actions locales des exemples de projets qui étaient durs, qui n'étaient pas facilement populaires sur lesquels on a gagné parce qu'il représentaient en final un avantage pour la majorité des gens et qu'on a su le leur montrer. Pourquoi ne ferions-nous pas preuve de cet esprit d'aventure en tant que Parti et au niveau national ?

Si nous attendons de trouver l'action solidarité qui ne risque de déranger personne, nous risquons d'attendre longtemps, ou plutôt nous risquons que plus personne ne nous attende.

Bien sûr mener des politiques de transformation sociale, dans une société à la fois complexe et inquiète, cela ne se fait pas dans la simplification caricaturale, ni dans l'immédiat. Cela se prépare et cela se mène avec des transitions. Mais qu'on me pardonne, moi qui ai toujours été réformiste même quand c'était la mode de se dire révolutionnaire, je crois aussi qu'on doit annoncer, expliquer une réforme, qu'on doit l'entamer et la poursuivre en marquant bien, en ne dissimulant pas les étapes qu'on franchit.

(Applaudissements)

Si on croit toujours pouvoir passer en douceur, toujours transiger, on en arrive à cette conception qui consiste à garder les principes affichés et à faire le contraire, à expliquer que ce n'est pas le moment et à constater après coup que cela n'a jamais été le moment. Bien sûr toute ressemblance avec des personnages existants ou ayant existé, dans une discussion fiscale récente, ne pourrait, comme on dit dans les pages de garde, résulter que d'une pure coïncidence !

(Applaudissements)

Ayant dit mon sentiment sur le programme et sur les questions politiques, qu'il révèle, je voudrais en tirer une brève conclusion sur notre stratégie et en particulier sur nos relations avec les deux formations politiques que sont les Verts et Génération Ecologie. Je dirai d'abord qu'au départ, ce sont des

organisations avec lesquelles nous pouvons et nous devons dialoguer, parce que nous avons en commun la volonté d'une maîtrise collective sur les mouvements de l'économie et sur les antagonismes sociaux. C'est par là qu'ils appartiennent au camp du progrès, à la différence de ceux qui préfèrent toujours laisser jouer les mécanismes établis et la loi du plus fort.

Les clarifications nécessaires, elles se ramènent au fond à la question de la solidarité. D'abord avec un problème de méthode dans l'action politique, qui est la pente de la facilité qui consiste à récupérer des voix, en participant à tous les fronts du refus sur des projets collectifs en glissant de l'écologie à la défense de la situation acquise.

Nous savons bien dans nos villes qu'on a les mêmes mouvements de protestation locale quand on fait une ligne de transport public que quand on fait une autoroute et qu'on a autant de résistance pour implanter un centre de traitement de déchets qu'une installation industrielle. Il faut bien dire entre nous qu'on a aujourd'hui plus de difficultés à développer un quartier de logement social qu'à implanter des maisons à 1 500 000 F. Il faudra que nos interlocuteurs des Verts et de Génération Ecologie nous expliquent de temps en temps sur le terrain la différence qu'ils sont entre l'écologie et la simple récupération de tension locale, ce que Michel Rocard appelait l'autre jour "l'égologie".

Et puis, pour combattre ensemble pour la justice, il faudra que nous soyons plus clairs sur des différences de vues relatives à la production industrielle, à l'énergie, à la ville, en un mot que nous clarifions à partir de quelles ressources et de quel potentiel productif on peut développer des solidarités, lutter contre le chômage. Ce n'est sans doute pas impossible du tout et je crois à la possibilité de dialogue surtout avec les Verts, il faut bien le dire, parce que c'est un mouvement de militants et de gens qui se posent des questions, mais il y a aussi des militants et des gens en recherche à Génération Ecologie. Même si la médiatisation pèse sur eux en simplifiant à l'extrême leur démarche et leurs positions, comme pour nous-mêmes, les valeurs communes peuvent nous permettre de mieux nous comprendre et de coopérer.

Simplement, nous devons, je crois, être clairs. Il ne peut pas y avoir d'accord électoral, accord que la plupart des électeurs souhaitent, à mon avis, s'il n'y a pas de convergences politiques, d'une part, une solidarité électorale effective, d'autre part. Même si nous n'y parvenons pas de façon exhaustive, par un accord central, nous ne pourrons avoir de coopération avec les Verts et Génération Ecologie que si le soutien est mutuel. Nos interlocuteurs doivent bien se dire que, sans accord, ils peuvent s'exprimer très librement, obtenir des scores locaux encourageants, mais qu'ils ne peuvent espérer pratiquement aucun élu et qu'ils n'ont pas la perspective de contribuer réellement à une politique réellement nationale.

Avec un accord, ils peuvent, au contraire, entrer au Parlement, y jouer un rôle constructif en conservant leur originalité, mais cela implique d'avoir nécessairement conclu des compromis qu'on explique clairement aux citoyens et qui reposent sur des principes et des engagements communs, ce qui veut dire qu'on ne peut pas accepter les voix Socialistes ici et tout faire pour faire chuter

Fondation Jean Jaurès

le Socialiste dix kilomètres plus loin. Puisque leur succès s'explique en large part par une montée de l'exigence de morale en politique, les écologistes seraient bien inspirés de ne pas reproduire précocement les pratiques du Parti Radical d'entre deux guerres. Mais après tout, c'est à eux de choisir.
(Applaudissements)
Quant à nous, chers camarades, je l'ai dit, il ne faut pas gommer notre propre originalité et il ne faut pas nous excuser d'être de gauche. J'éprouve la même lassitude, ou la même inquiétude que la plupart d'entre vous quand je vois tant de manifestations de repli sur soi, de refus de solidarité, d'incivisme ordinaire. Mais le militantisme n'a jamais consisté à chercher la facilité, et puis, je vais vous dire qu'à mon avis, quand on s'entend mal avec le peuple, il est vain d'en rechercher la responsabilité d'un seul côté.
Nous devons rester modestes, et nous pouvons réveiller beaucoup d'énergies qui sont aujourd'hui inemployées. Nous devrions pour cela essayer une recette toute simple que je vous suggère en terminant : si nous voulons que les Français se comportent en citoyens responsables, commençons par leur parleur comme à des citoyens responsables.

Le président - Merci, Alain Richard. La parole est à Louis Mermaz, pour dix minutes.
(Applaudissements)

Louis Mermaz

Chers camarades, c'est plus calme qu'un Congrès agricole !
Oui, chers camarades, l'heure est au rassemblement, dans le Parti Socialiste, bien sûr, autour du gouvernement. L'heure est à la solidarité entre les Socialistes pour le service du pays et nous l'avons manifesté fortement et chaleureusement il y a un instant en direction d'Henri Emmanuelli.
Deux échéances devant nous : le référendum sur les accords de Maastricht, nous y sommes, malgré la coupure des vacances, puis dans la foulée, ou presque, les élections législatives de mars 1993. Après, viendra le Congrès du Parti Socialiste au cours de 1993 qui, malgré très certainement un tournant dans l'histoire de notre Parti, tant les questions qui nous assaillent sont nombreuses et fortes. Mais si l'urgence est à nos portes et si le Parti doit être en ordre de marche au sortir de ce Congrès, le travail de réflexion, de mise à jour, de modernisation qui commence ici va se poursuivre, va s'intensifier.
Sur le référendum concernant le traité de Maastricht, je crois qu'il est important que les Socialistes donnent à leur réponse, à leur "oui", un contenu fort, pour répondre à l'exigence d'indépendance, à l'exigence de sécurité, à l'exigence sociale. A l'exigence d'indépendance et de puissance, car la France continue, la nation française, la République française continue, et se donne par la construction de l'Europe les moyens d'exister fortement, face au reste du monde. Si nous refusons l'isolement, le repli sur nous, les tentations chauvines, voire nationalistes, nous prétendons à une démarche patriotique.
La Communauté européenne, en effet, offre à la France un espace d'action

Fondation Jean Jaurès

nouveau et à sa dimension. L'indépendance de la Communauté et demain l'indépendance du continent européen tout entier fonderont l'indépendance de notre pays. Les autres Etats font d'ailleurs le même calcul en ce qui les concerne. Le traité de Maastricht nous permettra de réunir, de rassembler nos moyens monétaires, financiers, douaniers. Il créera pour cela un espace économique plus cohérent, plus fort, un espace politique nouveau.

Mais le traité répond aussi à l'exigence de sécurité. La Communauté établira un espace de paix, elle aura l'ambition de contribuer à la résolution des conflits qui font rage ou qui menacent à ses frontières. Nous pensons tous au drame yougoslave, aux incertitudes à l'Est, à l'intérieur de la CEI, de la Communauté des Etats Indépendants. La Communauté européenne sera à même de se préoccuper de la sécurité nucléaire devant le danger que représentent les centrales nucléaires de la génération de Tchernobyl. Nous avons vu les limites de l'action du G7 de Munich qui n'a pas pu aller, malgré la demande des Européens, au-delà de la simple pétition de principe.

Mais la sécurité sera aussi la sécurité alimentaire de nos pays, La réforme de la politique agricole commune entreprise par les douze vise à moderniser nos agricultures européennes, à mieux occuper l'espace, à réduire les inégalités entre les régions et les exploitations, mais dans le même temps, nous recherchons dans les négociations du GATT un accord équilibré, un accord équilibré sur le dossier agricole, car nous voulons reconquérir les parts de marchés à l'intérieur de la Communauté et conserver celles que nous détenons à l'extérieur.

Nous recherchons un accord équilibré pas seulement sur le dossier agricole, mais sur le dossier industriel, sur celui des services, sur celui de la propriété intellectuelle. Mais réfléchissons bien à ceci, et sachons que, sans l'existence de la Communauté européenne, plusieurs Etats auraient probablement déjà cédé aux pressions américaines et qu'un accord aurait déjà été conclu par eux, mais sûrement pas un accord équilibré. Troisième volet européen sur lequel nous devons mettre l'accent : le contenu social. Sur le papier, l'accord conclu à Maastricht peut paraître, est certainement un accord insuffisant. Il y a cependant des avancées. C'est surtout un chantier immense qui, dans les prochaines années, s'ouvrira devant nous. Les forces du monde du travail sont puissantes à l'intérieur de la Communauté, il va falloir qu'elles se coordonnent dans une Europe plus dynamique économiquement. Le monde du travail sera, lui aussi, plus actif pour faire entendre sa voix, pour défendre ses droits, pour exiger une véritable transformation sociale. A l'occasion des prises de position que suscite le prochain référendum au sein de l'ensemble des familles politiques, une comparaison commence à se manifester ici et là, avec ce qu'ont connu les républicains à l'aube de la même République dans les années 1873/1880, ces républicains de gauche mais aussi de droite, cette comparaison me semble intéressante, nous ne devons pas, en effet, nous laisser troubler par le fait qu'aujourd'hui, des hommes de centre droite ou de droite soient également favorables à Maastricht. A nous d'expliquer précisément le contenu de notre adhésion. Il y a des points d'accords qui transcendent les frontières politiques, mais il y a aussi des différences qui nourrissent le débat politique et la

confrontation démocratique. Sur ce qui nous rassemble et sur ce qui nous sépare, il y a œuvre de pédagogie féconde à entreprendre.
Puis viendront les élections législatives de 1993. Nous sommes devant un paysage politique bien différent de celui des précédentes années. Des sensibilités nouvelles existent. Le climat intérieur est influencé par des bouleversements internationaux immenses. L'effondrement du Communiste en Europe Centrale et Orientale, l'éclatement de l'Union soviétique, mais attention, les sociétés capitalistes sont en crise et le tiers-monde connaît une grande situation de détresse.
Certains nous proposent de reconquérir notre électorat, proposition louable, mais cet électorat a considérablement changé depuis dix ans, car la société a changé. Il y a moins d'ouvriers aujourd'hui, moins de paysans, davantage de cadres, davantage de techniciens, davantage d'étudiants, davantage de chefs d'entreprises, et puis le chômage a augmenté, un chômage structurel terrible s'est installé. Les contraintes internationales pèsent fort sur l'économie française. Les taux d'intérêt élevés freinent la reprise, la retardent. Les pesanteurs de la société française, parfois de l'administration, ont retardé ou entravé le changement.
Le paysage politique, lui aussi, est profondément bouleversé. Dans le même temps, le Parti Communiste a régressé, il se divise, le Parti Socialiste qui hésite parfois entre une culture de contestation, et désormais une culture de gouvernement, connaît un recul certain, tandis que les Ecologistes dont il existe plusieurs variétés commencent d'émerger. Beaucoup d'hommes et de femmes de gauche enfin vivent en dehors de toute structure, mais ils sont là en situation d'attente. C'est tous ceux-là qu'il va falloir rassembler avec le Parti Socialiste qui, pour cela, doit être lui-même uni et dynamique.
Mais n'oublions pas en chemin de défendre notre bilan, les succès de l'économie française, l'inflation jugulée, la balance commerciale redressée, la croissance qui reprend et nous place en tête des Pays de l'OCDE, les succès de nos technologies, la modernisation globale du pays, même s'il y a des points noirs, des retards, le conflit des routiers l'a révélé, même s'il y a des insuffisances dans nos infrastructures, attente de voies ferrées nouvelles, attente d'une politique des voies d'eau. Il y a aussi les points positifs : le rayonnement intérieur et international de notre pays et les réformes sociales de ces dernières années.
Alors, proposons aux Français des perspectives en nous appuyant sur l'action gouvernementale et en la dépassant. Soyons solidaires du gouvernement, mais prolongeons et amplifions son action. Le Parti Socialiste doit à nouveau susciter un espoir, il faut en étant au pouvoir réussir ce que nous avons réussi avec François Mitterrand quand nous étions dans l'opposition de 1974 à 1980, oui il faut ouvrir à ce pays des perspectives, avoir un projet et bâtir avec lui une vision de l'avenir. Le Parti Socialiste est attelé à cette tâche, il la poursuivra jusqu'à son Congrès de 1993 et au-delà.
Notre projet construit, un Etat juste, un Etat arbitre, donner à nos concitoyens l'égalité des chances pour chacun, offrir de plus en plus l'égalité des chances

aux nations de l'Europe et aux pays du monde. Encore faut-il que l'Etat démocratique joue un rôle régulateur. L'idéologie libérale, qu'on appelle par pudeur libérale sauvage, comme s'il existait un libéralisme économique qui ne fut pas sauvage, l'idéologie libérale ne répondra jamais à l'idéal de justice qui est le nôtre, au contraire, nous appelons la naissance d'une société solidaire où l'enseignement, la protection sociale, les fonctions re-distributrices seront exercées par un pouvoir démocratique en dialogue permanent avec les forces vives de la société.

Nous savons aussi que l'Etat doit jouer son rôle dans l'économie, là encore comme un régulateur et parfois comme partie prenante, ce que nous appelons l'économie mixte. En fait, il faut nous adapter à une situation renouvelée. Nous devons analyser, nous devons expliquer, nous devons inventer, nous appuyer sur ce que nous avons réalisé depuis dix ans : les lois sociales, la promotion des Droits de l'homme, la politique internationale, l'action internationale de François Mitterrand, ne pas nous décourager de ne pas avoir tout réussi ou tout achevé, ou de n'avoir pu tout réussir ou tout achever, le combat est à l'échelle d'une longue période, voire d'une génération, de plusieurs générations.

Si l'on en juge par les sondages, la Droite serait attendue en mars prochain, mais ce qui est certain, c'est qu'elle n'est pas désirée. Nous devons montrer les risques de régression qui existent dans la société française, régression politique, régression culturelle, régression sociale qui, pourraient se cristalliser en mars 1993. Nous assistons en effet à la rupture de certaines solidarités., à l'apparition de certains corporatismes, à des manifestations d'individualisme, à une crise du syndicalisme, à une crise des partis, à une déshumanisation parfois du débat, à une absence de débat, à des exclusions, à des égoïsmes, à une montée du racisme, de l'intolérance, des violences. Cela peut conduire nos concitoyens à des comportements électoraux réactionnaires ou extrémistes.

Face à ces pulsions que l'opposition déchirée, mais capable de s'unir le temps d'un scrutin peut avoir la tentation de récupérer, se constituera-t-il un parti des politiques comme au temps des guerres de religion ? La radicalisation de la Droite peut elle libérer à terme en son sein certaines forces qui pourraient devenir des forces de progrès ?

Aujourd'hui, la tâche des Socialistes est double, il leur faut dans la solidarité et dans la distanciation à laquelle notre Parti a droit, dialoguer avec le gouvernement, l'informer, lui faire des propositions, le soutenir, mais avec clairvoyance, dans un esprit de solidarité, d'indépendance. Il faut aussi transformer le Parti né à Epinay, il y a plus de vingt ans, en faire un lieu de débat, de réflexion, de propositions tourné vers l'extérieur, ouvert aux forces de progrès, ouvert au mouvement associatif, aux syndicats, aux clubs, aux groupes de réflexion qui réapparaissent un peu partout.

Oui, chers camarades, nous sommes entrés dans des temps difficiles, les attaques ne vont pas manquer, Tant d'attaques prouvent que nous représentons plus que certains militants inquiets ne semblent le penser. Alors, faisons front avec force et tranquillité. Soyons solidaires. Un Henri Emmanuelli peut compter sur notre solidarité active et sur notre soutien total. Alain Richard, il y a un instant, disait :

Collection Jean Poperen

n’ayons pas peur de déranger, d’inquiéter. Levez vous orages tant désirés. Nous y sommes. Ce que nous avons à craindre de plus, c’est l’indifférence, l’engourdissement. Là serait le danger, le salut sera dan s le combat pour nos idées.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Louis Mermaz. Je demande aux groupes qui se forment sur ma gauche de se dissoudre ou bien vous rejoignez les places assises, ou vous sortez. C’est vraiment une attitude tout à fait inamicale que de se mettre à trois ou quatre pour discuter lorsqu’il y a un camarade qui parle à la tribune. C’est une impolitesse notoire, inadmissible vis-à-vis des congressistes et pour le camarade qui parle.
(Applaudissements)
Je rappelle aux Premiers secrétaires fédéraux qu’une réunion d’organisation concernant la campagne sur l’Europe aura lieu demain à 8 h 30 précises, avec André Billardon, Daniel Vaillant, Gérard Fuchs.
Je donne la parole à Gérard Lindeperg qui a une communication à vous faire.

Gérard Lindeperg

Je voudrais vous lire chers camarades, les membres de la Commission des résolutions qui va se réunir ce soir à 23 h au salon d’honneur.
Balligand Jean-Pierre, Bartolone Claude, Bassinet Philippe, ben Guiga Monique, Bergougnioux Alain, Bernardini François, Bichat Jean-Marcel, Billardon André, Bioulac Bernard, Bonin-Moulin Jean-Pierre, Boucheron Jean-Michel, Boulard Jean-Claude, Brana Pierre, Cambadélis Jean-Christophe, Chapuis Robert, Claeys Alain, Clavaud Bernard, Collomb Gérard, Colmou Yves, Debarge Marcel, Debout Michel, Dray Julien, Dufour Claire, Durieu Josette, Evin Claude, Fleutiaux Claude, Frachon Daniel, Franck Anne-Catherine, François Sylvie, Fuchs Gérard, Germain Jean, Gouzes Gérard, Grosset Jean, Jospin Lionel, Lamaison Serge, Le Gall Gérard, Le Garrec Jean, Le Vern Alain, Lindeperg Gérard, Mandon Thierry, Mauroy Pierre, Mélenchon Jean-Luc, Merle Jean-François, Mermaz Louis, Moscovici Pierre, Mutin Marie-Thérèse, Neiertz Véronique, Percheron Daniel, Pérez Jean-Claude, Petitdemange Jean-Claude, Pierret Christian, Poignant Bernard, Poperen Jean, Queyranne Jean-Jack, Richard Alain, Roman Bernard, Roudy Yvette, Roure André, Saumade Gérard, Seligmann Françoise, Stievenard Gisèle, Strauss-Kahn Dominique, Vaillant Daniel, Valls Manuel, Autexier Jean-Yves, Laurent Jean-Luc, Suchod Michel, Charzat Michel, Carlotti Marie-Arlette, Planchou Jean-Paul.
Les courants qui souhaitent se réunir pourront le faire demain matin entre 8 h 30 et 9 h 45 dans les salles suivantes : Courant 1 dans cette salle plénière, Courant 2 dans le salon d’honneur, Courant 3 dans la salle du restaurant, Courant 5 dans la salle n°2, Courant 7 dans la salle n°1. Courant la Belle alliance salle restaurant 2. Courant Espace Socialiste, salle Montaigne.
Ces réunions sont facultatives, il appartiendra à chaque courant d’utiliser ou non la salle en question.

Enfin, dernière information, le bureau du Congrès se réunira à 20 h à l'issue de cette séance. Merci.

Le président - Je donne la parole à Michel Françaix pour dix minutes.

Michel Françaix

Chers amis, un monde nouveau est en train de naître. Ce monde est déjà sous nos yeux. Marqué par une nouvelle révolution économique et culturelle de la communication, ce monde est formidable et dangereux : on n'a jamais autant communiqué, on ne s'est jamais si peu parlé. Je communique, vous communiquez, ils communiquent, il ne se passe pas un jour sans que soit employé le verbe "communiquer". Il y a ceux qui l'utilisent, ceux qui s'en gargarisent à tort et à travers, enfin ceux, qui, à l'instar de M. Jourdain, communiquent sans le savoir.

La communication, c'est certes le langage de l'homme et par là les journaux, les radios, les télévisions, mais c'est aussi les réseaux, les câbles, les paraboles, les satellites, les fibres optiques, les systèmes experts, l'intelligence artificielle. Ce monde est si nouveau que notre démarche doit tenir en deux attitudes.

- Modestie par rapport aux spécialistes du domaine, il ne s'agit pas de se mettre à la place de tel présentateur journaliste, ni de se prendre pour un programmateur talentueux ayant en poche la grille idéale ou un patron de presse détenant le remède immédiat au déclin du nombre de titres imprimés en France. Aucun ne détient a priori de recettes par rapport à l'écran noir d'une chaîne éducative et culturelle ou sur le nombre idéal de chaînes hertziennes généralistes.
- Ambition par rapport à l'interprétation des événements de la décennie écoulée : ce secteur d'activités touchant aux libertés individuelles et collectives est suffisamment important pour les citoyens pour qu'ils souhaitent tirer la leçon d'erreurs persistantes et dégager des acquis, voire des lignes de force, afin de stabiliser le système français pour lui permettre de s'inscrire, sans dommage, dans le concert européen.

Un mot, si vous permettez, sur la presse. Veiller au maintien du pluralisme, aider la presse à se transformer en créant un environnement économique adapté à ses contraintes, favoriser sa diffusion hors de nos frontières sont les objectifs prioritaires. Face à l'avalanche, au choc des images, la presse doit servir de référence, permettre la mise en perspective, fournir les clés de compréhension des événements et des choses, telle est la force irremplaçable de l'écrit. Elle doit aussi trouver l'indispensable équilibre permettant de concilier l'impératif du pluralisme avec les réalités économiques et financières au niveau européen.

La presse française, acteur d'une tâche essentielle qui à mon sens dépasse toutes les autres : aider à construire l'Europe en perpétuant notre patrimoine, nos traditions, notre langue et en consolidant notre démocratie.

Mes chers camarades, signe des temps, il y a deux ou trois ans, nous aurions beaucoup parlé des rachats de l'Union de Reims, du Progrès de Lyon, et aujourd'hui du rachat du Bien Public, de l'Ardennais, du Courrier de l'Ouest, du

Maine Libre, de Liberté Dimanche, sans mentionner les positions d'attente du groupe Hersent dans l'Est républicain, l'Est Eclair ou Libération Champagne, passant relativement inaperçues.
Pourtant, si l'on pense que le pluralisme dans le domaine de l'audiovisuel nécessite un maximum de chaînes, je ne vois pas pourquoi on accepterait que le pluralisme dans le domaine de la presse ne soit pas compatible avec le pluralisme des idées et un maximum de journaux.
(Applaudissements)
Oh ! Je ne suis pas naïf et je sais bien à quel point les concentrations sont nécessaires pour aborder les temps européens, mais il me paraît indispensable que les équipes rédactionnelles ne soient pas rachetées avec les meubles ou comme du bétail de foire. Il faut dans le domaine de l'audiovisuel que nous trouvions une position d'équilibre durable entre, d'une part, des chaînes et des stations privées qui gagneraient de l'argent, investiraient dans la production nationale, constitueraient des opérateurs puissants à l'échelle de l'Europe et, d'autre part, un service public réconcilié avec ses finalités propres, autonomes dans sa gestion, capable de trouver son âme et son public. Dans ce domaine au moins les années 90 pourraient alors être celles de la maturité, après une décennie de transition, car enfin entre une vision libérale et une vision bureaucratique également discréditée, le secteur de l'audiovisuel peut-il enfin échapper à la fatalité de la décennie écoulée qui en a fait trop souvent le cobaye des idéologies du moment pour devenir enfin un secteur "presque" comme les autres ? Chers camarades, les Français attendent du secteur public autre chose qu'une programmation uniformisée par un souci trop direct de l'audience, qu'une imitation fascinée des méthodes commerciales, qu'un accueil trop large fait aux productions américaines et japonaises, qu'une trop grande misère des émissions pour la jeunesse, qu'un appauvrissement constant de genres avec la quasi-disparition des documentaires, des magazines ou du cinéma d'auteur.
Manque d'hommes, disent certains. Manque d'imagination, disent d'autres. Peut-être... Mais sûrement, trop longtemps, manque de conviction du service public face à ses missions propres. Et même si, depuis quelques années, nous nous sommes ressaisis, une chaîne 2 qui serait copie conforme de ce qu'est la Une, la 3 qui ressemblerait à une auberge espagnole et la 7 qui serait notre bonne conscience ne peuvent jamais apparaître comme notre objectif.
Chers amis, je n'accepterai jamais que les nouvelles mesures de la télévision ne soient plus de former des citoyens, mais uniquement de former des acheteurs.
(Applaudissements)
Le service public doit chercher des programmes pour son public, pas du public pour ses annonceurs ! Comment s'étonner que le niveau de télévision ne chute pas si le directeur de la publicité est assis sur les épaules de la direction des programmes ? Je sais que ce n'est plus la tendance actuelle, je sais que nous sommes en train de nous dégager de cette tendance qui a été si malsaine pour le service public et je m'en félicite. Mais je dis amicalement : si la publicité correspond aujourd'hui à une recette de 37% du chiffre d'affaires du service public, 37% pour la publicité... oui, 37, c'est vraiment une bonne température et

une température à ne pas dépasser !
Je voudrais vous dire un mot de la 7.
Nous avions mis enfin une fin à un non-sens politique et économique que constituait une chaîne entièrement financée par la redevance dont seuls quelques privilégiés pouvaient se prévaloir. Mais il faut qu'ensemble, pour que ceci se concrétise, pour que cette 7 soit une bonne chose, on se fixe au moins trois objectifs.
1°) Cette chaîne culturelle doit être le moteur de la co-production européenne et elle peut, elle doit, constituer un appel d'air pour la SFP.
2°) Il faut que notre engagement dans cette nouvelle chaîne ne soit pas un facteur de dispersion des moyens ou de complexité accrue du paysage audiovisuel, mais un élément de dynamisme.
3°) Il ne suffit pas de mettre en avant le principe d'une chaîne culturelle qui serait notre bonne conscience, il faut et il faudra se donner les moyens de mener ce projet à son terme.
Le moment est venu de nous souvenir que la télévision peut et doit avoir un autre visage. N'oublions pas que la télévision est un moyen privilégié pour les membres d'une communauté, y compris les plus déshérités, d'être reliés à l'univers social. Aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, enfants, femmes, hommes, rêvent, apprennent à voir et à penser à travers les images qu'ils reçoivent. Dans sa conception actuelle, le paysage audiovisuel n'a pas fini d'explorer l'ensemble des possibilités d'offres de programmes nouveaux possible. Et notamment, chers camarades, je voulais parler du rôle éducatif de la télévision.
Il appartient sans doute à chacun d'entre nous, mais aussi au ministère de l'Education nationale, de chercher à développer cette chaîne virtuelle en consacrant une part de son budget à un tel projet. Je voudrais, avant de terminer, vous faire six propositions.
1°) Il faut certainement affirmer la pertinence de l'intervention des pouvoirs publics dans l'ensemble du secteur de la communication, dans un souci de régulation et non de réglementation forcenée.
2°) Il faut le toilettage des règles anti-concentration tout aussi bien à l'échelon national qu'aux niveaux régional, local, et pour que ces règles ne soient pas anti-économiques et, ce faisant, pour qu'elles soient intégralement respectées, il faut notamment créer les conditions de la disparition d'un incivisme notoire auquel les opérateurs de la communication semblent s'être habitués, se targuant pour mieux être absous d'être toujours en avance d'une législation. Nous ne pouvons pas accepter une prime au vol et si, parfois, il faut adapter et changer les règles, on peut aussi, en attendant, les respecter.
3°) Un réexamen des problèmes déontologiques de l'information.
4°) Le renforcement des moyens du secteur public; car il ne sert à rien de tracer un grand dessein au service public, si on ne lui garantit pas des ressources équivalentes à celles dont disposerait le secteur privé. Or, chers camarades, son financement actuel est, à bien des égards, incompatible avec les missions qui lui sont assignées. Par conséquent, réformer le mode de financement du service

public est devenu une priorité. Un acte de courage s'impose au Parti Socialiste qui doit cesser de faire de la non-augmentation de la redevance et du non-remboursement intégral des exonération un fonds de commerce inépuisable au service de préoccupations électoralistes.
5°) Il faut savoir faire de la télévision française la deuxième école de la République, ou la première si l'on compare le temps passé par les enfants devant leur maître ou face à l'écran de télévision. Et cette deuxième école de la République mérite mieux que des débats annuels d'épiciers et exige un engagement sans faille des pouvoirs publics.
6°) Enfin, l'aspiration à des images de proximité, alors qu'en dix ans le paysage radiophonique s'est grandement modifié grâce à la création de quelque 1800 radios, dont plus de 500 sont restées des opérateurs locaux et régionaux, l'aspiration à des images de proximité est loin d'être satisfaite alors qu'elle répond à un profond besoin des citoyens, au même titre que la presse quotidienne ou la radio locale.
7°) La reconnaissance de l'intérêt à agir des téléspectateurs. Il est enfin un personnage dont on parle peu, c'est le téléspectateur. Certes, des associations de téléspectateurs existent ; il faudrait sans doute aller beaucoup plus loin dans la reconnaissance du pouvoir du téléspectateur à se faire entendre quand les opérateurs de télé persistent à vendre des téléspectateurs à des annonceurs et à les considérer seulement comme de simples consommateurs.
Chers camarades, le gouvernement a des soucis et les Français sont parfois mécontents des Socialistes... Les médias le disent et ils ont raison. Qu'on ne rende pas les journaux responsables des erreurs des politiques, mais je crois qu'il est bon d'en appeler à la responsabilité des journalistes, qui font suffisamment la leçon aux hommes politiques pour accepter (oui, pour accepter) la réciproque. Car en fait, la mise en perspective des événements doit toujours l'emporter, dans le domaine de l'information, sur la mise en scène. Mais pour cela, il faudrait que les Socialistes s'engagent (oui, tous les Socialistes) à ne jamais accepter de prostituer le suffrage universel dans des émissions qui ridiculisent la démocratie !
(Applaudissements)
Je terminerai, chers camarades, en vous disant qu'on reconnaît aussi la puissance d'une nation moderne, son rayonnement culturel et économique, que tout cela se mesure aussi au volume et à la qualité de ses images, tant à l'intérieur de ses frontières qu'au-delà. Alors, permettez-moi, chers camarades, de ne faire qu'un seul vœu : dans des périodes où les groupes de pression sont si puissants, je demande que le lobby des saltimbanques bruyants et impuissants l'emporte, pour une fois, sur celui des marchands silencieux et prospères.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Michel Françaix.
Ahmed Gayet, pour cinq minutes, et Kofi Yamgnane se prépare.

Ahmed Gayet

Chers camarades, je voudrais évoquer ici avec vous, aujourd'hui, ce qui s'est passé à Hautmont il y a une quinzaine de jours : ce référendum du non-dit, en vérité un référendum de la haine et de la honte, un véritable référendum qui a dressé durablement l'une contre l'autre deux communautés.

J'étais à Haumont ce jour-là et je garderai longtemps en mémoire l'image d'une partie de la population qui applaudissait sur les marches de la mairie chaque résultat qui tombait, pendant qu'une autre partie de cette population d'origine étrangère, dans sa cité, faisait de la musique pour oublier qu'elle avait peur.

Le maire d'Hautmont a osé. Par cet acte, il a ouvert une porte. Plus grave, il a légitimé la haine, il a armé le bras des "tontons flingueurs", il a par avance acquitté ceux qui, demain, dans sa commune ou ailleurs, feraient parler la violence raciste. Comment, dès lors qu'un élu ose commettre de tels actes, comment s'étonner que des gosses de 15 ans, comme le petit Abdel Hal, à Chagny, payent de leur vie le tribut de l'intolérance ?

Mes camarades, alors que l'Afrique du Sud tente de sortir de l'ombre, ce maire, en faisant des immigré et de leurs enfants des cibles désignées, s'est en fait mis lui-même au ban de notre société.

Cela appelle de notre part des réflexions.

Quelle société voulons-nous construire ? Pouvons-nous nous résigner à ce que, demain, un Los Angeles soit possible en France ? Ne nous leurrons pas, la tentation du repli communautaire existe, elle gagne du chemin, cité après cité. Si nous ne faisons pas très vite des signes tangibles, nous pourrons le mesurer y compris lors de prochaines échéances électorales, en termes de candidatures ethniques pour des lobbies ethniques. Et ce repli est mortel, mortel pour la population d'origine étrangère, mais aussi pour notre modèle de société, cette France pour laquelle sont tombés des Français et des immigrés qui ont oeuvré ensemble pour ce modèle de société.

L'avenir de nos valeurs, de la Gauche, passe par les cités. Pouvons-nous accepter, alors que nous construisons l'Europe, qu'une immense partie de la jeunesse reste sur le bord du chemin, victime de la drogue, de la misère, de l'exclusion ? Les banlieues françaises peuvent-elles constituer le Sud d'une Europe que nous voulons généreuse et sociale ? Les gosses des cités, s'ils sont les enfants des immigrés qui, courageusement, ont quitté leur petit village du Maghreb il y a trente ans, sont aussi le pur produit de ces cités. Alors, parfois, ils brûlent, ils cassent, parce qu'ils s'estiment victimes d'une injustice ou parce que l'un des leurs a été tué. Certains (et pourquoi ne pas le dire ?) cassent ou volent, parce qu'ils pensent n'avoir plus rien à perdre et sont prêts à tout. Mais cette minorité ne peut réduire à néant tous les efforts entrepris.

Il est juste de dire qu'il faut assurer la sécurité de tous. Il n'est pas tolérable de voir des gamins, parce que beurs, se faire tirer comme des lapins ! La vente libre d'armes à feu dans n'importe quel supermarché venu n'est pas acceptable. Nos élus doivent faire des propositions pour empêcher cela.

(Applaudissements)

Cette jeunesse issue des cités se construit, elle ouvre les yeux, elle prend

conscience. Génération des médias, on ne peut calquer sur elle des modèles, des façons de réagir ou de militer identiques à celles des années 60 ou des années 80. Il nous faut à la fois nous adapter et transmettre un certain nombre de valeurs, de repères. Plus que d'autres, ces gosses vivent l'exclusion au quotidien. Plus que d'autres, ils vivent en décalage avec leurs parents. Mais plus que d'autres également, ils se prennent en main, s'organisent, cherchant à tirer vers le haut les petits frères. Ces jeunes s'investissent à fond dans le mouvement associatif, social : accompagnement scolaire, sports, culture, autant de domaines où leur compétence s'exerce. Mais en même temps, ils nous interrogent.
Quand on croit qu'ils se désintéressent de la politique, on se trompe. Ils rejettent une forme de politique dans laquelle ils ne se reconnaissent pas. Ils veulent être partenaires, acteurs et interlocuteurs. Trop souvent, on leur répond : petits boulots, stages ou paternalisme. Et pourtant, face à ce rejet, on oppose un bilan (ministère à l'Intégration, ministère à la Ville, Délégation interministérielle à la Ville, ZEP, Opération Eté) et l'on s'aperçoit que même ces acquis ont du mal à passer.
Pouvons-nous alors leur laisser croire que nous et la Droite, c'est pareil ? Et pourtant, ils le croient. Pouvons-nous nous résigner à ce que les jeunes qui n'ont connu que les Socialistes au pouvoir nous renvoient dos à dos avec les de Villiers et autres Ponia ?
Vous avez su, dans les années 60, accompagner les luttes des immigrés dans les foyers SONACOTRA. En 80, vous étiez à nos côtés dans la marche pour l'égalité, contre le racisme. Ne saurions-nous pas, en 90, prendre à bras-le-corps, la lutte contre les exclusions, aux côtés de la population des cités ?
Reconnaissons les leaders de ces quartiers comme des interlocuteurs à part entière, favorisons leur place dans nos rangs, ouvrons nos listes pour les prochaines échéances électorales. Dans chaque section, chaque fédé, chaque mairie, au plan national, préparons avec eux les Etats généraux des Cités, afin de lancer un grand chantier de propositions nouvelles, de quoi faire vivre au quotidien la démocratie et former les citoyens de demain.
Nous sommes un certain nombre au sein de notre Parti à avoir à cœur ce défi et à nous investir sur le terrain. Nous jouons un rôle de passerelle, de médiateur. Aidez-nous à donner des raisons de croire en nous, aidez-nous à ne pas être des exceptions. C'est l'ambition que nous pouvons nous fixer, c'est le défi des années présentes et à venir, c'est, j'en suis convaincu, l'honneur du Parti Socialiste et de ses militants que d'engager ce pari sur la jeunesse et sur l'avenir.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Ahmed.
Kofi Yamgnane a la parole pour dix minutes, et ensuite Gilles Martinet.
(Applaudissements)

Kofi Yamgnane

Mes chers amis, dans le pays d'où je viens, le puits a une valeur inestimable : c'est de lui dont sort l'eau qui permet à chaque individu de vivre et de s'inscrire

dans la durée. Je souhaite que le Congrès de Bordeaux pour le Parti Socialiste soit ce puits là en France.
(Applaudissements)
Que le pouvoir soit lourd à porter, voilà qui n'est pas une découverte. Pour autant, marqués par notre éthique de responsabilité, nous n'avons pas à renier celle de nos convictions. Nous aurions, dit-on, pâti de nos propres valeurs, et d'abord de celle des Droits de l'homme. Ventre mou, selon certains, catéchisme d'un pouvoir fatigué selon d'autres. En Yougoslavie comme au Kurdistan, s'agissait-il de vains mots, que cette voix de la France que tout le monde a saluée ? François Mitterrand a démontré que le courage peut débloquer ce que la diplomatie ne peut pas toujours faire, pour défendre la dignité humaine face au mur du silence, face au mur du feu.
Nous voulions, dit-on, plus de liberté, et serions aujourd'hui victimes de nos prodigalités, mises à mal par l'agressivité des médias, les prises de parole corporatistes, les comportements féodaux de quelques élus locaux campant sur les ergots de la décentralisation. Nous voulions plus d'indépendance dans la justice et plus de transparence dans la démocratie. Nous serions pris à notre propre piège et soumis à la vindicte des juges et à l'opprobre de l'opinion.
Sachons dire que lorsque nous avons voulu démultiplier les sources d'information, approfondir le champ de la concertation, étendre les libertés locales, mettre en œuvre contre l'hypocrisie de l'argent la transparence du financement des partis politiques, ce n'était pas pour être plus puissants mais pour rénover la démocratie. A la justice maintenant de prouver que l'indépendance a un double sens, et qu'elle soit d'abord vigilante sur sa propre éthique.
Nous voulons plus d'égalité sociale, et nous serions aujourd'hui tout juste parvenus à tisser des garde-fou contre les exclusions. Nous serions au surplus restés impuissants face au chômage, et pourtant, que nous ayons pris le Parti de la raison pour faire à la crise de l'emploi n'autorise personne à nous donner des leçons de social !
La détermination de nos gouvernements a toujours été claire, qu'il s'agisse de la protection sociale, du pouvoir d'achat ou de la vie syndicale dans l'entreprise. Mais il est tout de même paradoxal que l'Etat soit montré du doigt lorsqu'il s'agit du chômage et les entreprises célébrées quand il s'agit de création d'emplois ! C'est une manie incurable de nos détracteurs que de vouloir socialiser les pertes et privatiser les profits.
(Applaudissements)
Nous voulions, dit-on encore, changer la vie, et nous serions confrontés aux violences des banlieues et au blocage des campagnes. Il faut répondre fermement. Nous avons pris nos responsabilités, nous avons voté des lois, nous avons dégagé des millions de francs, nous avons signé des centaines de contrats pour faire barrage à un dualisme urbain dont les racines sont anciennes et les conséquences durables. Nous avons accepté de mettre les cartes sur table vis-à-vis du monde rural en acceptant de poser progressivement la question agricole passée sous silence pendant plusieurs années par démagogie. Cessons donc de

nous culpabiliser sur nos valeurs ! Sachons, nous aussi, dire haut et fort aux donneurs de leçons ce que nous sommes ! Ne baissons pas la garde, face à ceux qui ont appris la République à travers la nostalgie des chemises brunes ou qui ont parié sur l'épanouissement de l'individu par le combat dans la jungle libérale.
Certes, la liberté doit commencer au pas de sa propre porte, et suppose qu'on puisse dormir tranquille ou sortir de chez soi à n'importe quelle heure. L'ordre public peut être amélioré par la modernisation et le développement des forces de police, mais certainement pas par la dénonciation des boucs émissaires que sont devenues de dérapage en dérapage, d'odeur en invasion, les personnes issues de l'émigration.
Rappelons que le bâton ne peut pas faire grand chose contre les cloisons de papier, et surtout contre le culte de l'insécurité que pratiquent les natifs d'Haumont ou de la Trinité sur Mer.
Nous, nous savons que la liberté, c'est d'abord le droit au revenu, le droit au logement, à l'égalité des chances, et qu'il ne suffit pas d'en parler, mais de la construire à l'école, dans l'entreprise, dans la cité, au quotidien. J'entends qu'on nous parle de basques, de voiles ou de polygamie, mais réaffirmons la laïcité, défendons l'individu contre l'emprise archaïque des pratiques communautaires.
Vous savez, quand j'ai commencé à parler des droits et des devoirs, il s'en est fallu de peu pour que je soie pris sinon pour un illuminé marqué par ses ancêtres, en tous cas pour un nouveau moraliste. Mais ne voyons pas non plus ce grand principe fondateur qu'est la laïcité par le petit bout de la lorgnette.
(Applaudissements)
Quand nous dénonçons les intégrismes de l'Orient, n'oublions pas non plus de dénoncer les intégrismes de Vendée... (Applaudissements) et qui plus est, la liberté du culte ne permet pas seulement d'admettre l'école privée, elle suppose aussi que soit donnée à chacun la faculté de pratiquer sa religion, y compris lorsqu'on se réclame de l'Islam.
Liberté, égalité, laïcité, fraternité, ces valeurs fondamentales de notre contrat républicain seront d'autant plus porteuses que nous nous appuierons sur un exercice rénové de la citoyenneté. La crise de la citoyenneté ne se mesure pas au seul taux d'abstention, nombreux sont les symptômes d'une sorte de démission collective à cause de l'éthique de responsabilité qu'impose le fonctionnement de la démocratie. Le référendum d'Haumont a prouvé que les tensions dans le cadre nouveau de la démocratie locale peuvent être habilement détournées en réveillant les hantises du populisme et du clientélisme.
La citoyenneté n'est pas que le droit de mettre un bulletin dans l'urne, elle est aussi une somme de devoirs républicains.
Rappelons donc ce qu'elle signifie dans les écoles, dans les halls de mairie, dans les maisons de quartier, et soyons plus crédibles dans notre démarche quotidienne. Partout où les associations existent et où les citoyens prennent la parole, montent des projets collectifs, nous devons être non seulement leurs interlocuteurs, mais aussi leurs partenaires. Le Parti, les militants doivent être bien sûr l'avant garde d'une démocratie plus authentique et plus vivante. Nous

Fondation Jean Jaurès

devons non seulement, après la sinistrose de Rennes, dynamiser l'unité retrouvée, renforcer nos structures, mais aussi re-mobiliser sur le terrain. Il ne s'agit pas que d'un slogan, nous n'attirerons pas de nouveaux adhérents si la vie des sections et des fédérations reste verrouillée par les caciques et les barons, si acquisition de la moindre responsabilité reste filtrée par les jeux des rivalités internes. Sachons promouvoir les talents qui sont parmi nous. Sachons renouveler l'appareil, et preuve sera donnée à ceux qui veulent s'engager dans la vie collective que le Parti Socialiste demeure un vivier de la démocratie et un rassemblement d'hommes et de femmes qui ont au cœur un humanisme républicain authentique.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Kofi Yamgnane. Gilles Martinet.

Gilles Martinet

Chers camarades, voici près de 59 ans que je milite dans les rangs de la Gauche... (Applaudissements) C'est vous dire que j'ai connu bien des avancées et des reculs, des défaites et des victoires, en vérité plus de défaites que de victoires, et cette expérience m'a appris que dans les périodes difficiles, et nous vivons une période difficile, il y a deux règles à observer : la première, c'est de garder son sang froid, de ne pas céder au découragement, de ne pas battre complaisamment sa coulpe, et la seconde c'est de ne pas se laisser enfermer dans le présent immédiat et de regarder aussi loin que possible vers l'avenir. C'est dans cet esprit que je voudrais brièvement faire quelques réflexions sur les trois thèmes qui vont dominer ce Congrès, la ratification des accords de Maastricht et ses suites, le problème de notre programme et celui des alliances.
La bataille de la ratification des accords de Maastricht est en elle-même très difficile, parce que comme vous le savez, l'Europe ne peut se construire que par voie de négociation et de compromis entre douze pays en principe égaux, et dont les intérêts ne coïncident pas toujours. Ceux qui ont conclu les accords de Maastricht peuvent à bon droit se dire qu'il s'agit du meilleur accord qui pouvait être passé. Mais lorsqu'on présente ce compromis complexe à des populations, alors il est impossible qu'elles ne voient pas ce qui manque dans ce compromis, dans ces accords, et l'attention se focalise souvent sur des points qui ne sont pas essentiels.
Au Danemark cela a été le rôle de la Commission de Bruxelles, en Irlande le débat a tourné autour de l'avortement, ici, en France, il a commencé sur la question du vote des Européens aux élections locales, et vous le savez, si les Allemands avaient eu eux aussi à se prononcer par voie de référendum, je gage que tout tournerait autour de la question de la substitution de l'écu au mark.
C'est donc une bataille difficile, et pour la livrer, pour ceux - et je crois que nous sommes ici la très grande majorité - qui veulent se prononcer pour la ratification des accords de Maastricht, il faut aller à l'essentiel. Et parmi l'essentiel, il y a cette question : que se passerait-il si la France disait non ? Certains déclarent :

Fondation Jean-Jaurès

mais tout resterait comme avant. Ce n'est pas vrai ! Il resterait peut-être quelque chose du marché commun, mais c'en serait fini du processus d'intégration européenne avec ses implications politiques, sociales, industrielles, et ce serait un coup terrible pour l'influence de la France.
En effet, ne l'oublions pas, tout au long de ces années l'influence de la France qui a dépassé de loin les dimensions de notre pays s'est faite à travers la Communauté européenne. C'est par notre capacité d'initiative et notre force d'entraînement que nous avons acquis une position capitale, que nous sommes apparus comme les animateurs de la construction européenne. Cette force d'entraînement, elle serait perdue, et nous aurions à la place du tandem franco-allemand un tandem anglo-allemand qui nous conduirait sur la voie de l'ultra-libéralisme.
Non, ne perdons pas cette force d'entraînement dont François Mitterrand a donné un magnifique exemple lorsqu'il s'est rendu à Sarajevo. On a dit : c'est un beau geste. Ce n'était pas seulement un beau geste, c'est un geste qui entraînait les autres. Voilà ce qu'il faut dire et voilà ce qui ne se serait pas passé s'il n'y avait pas derrière nous la Communauté européenne.
(Applaudissements)
J'en viens rapidement au programme.
"Je l'ai voté - pour employer une formule de Jacques Chirac que lui utilisait à propos d'autre chose - je l'ai voté sans enthousiasme et sans états d'âme".
Oui, je crois qu'il est difficile de faire mieux, et pourtant nous sentons tous la nécessité de faire mieux. Alors j'ai lu tout récemment puisqu'il nous l'a envoyé, une lettre de Jean Poperen nous disant : "que la solution, c'était le contrat social". On peut résumer de la façon suivante :"là où nous sommes maintenant, nous agissons dans le cadre d'une économie de marchés que nous appelions jadis "économie capitaliste" et il faut qu'il y ait des contreparties."
Moi je suis d'accord avec cela bien sûr, encore faut-il dire quelle contrepartie ? Sinon ce sont des formules très générales et qui n'aboutissent à rien. Alors pendant des années et des années, la Social-Démocratie Européenne avait montré qu'il y avait des contreparties. L'augmentation du pouvoir d'achat, qui a triplé en 25 ans... la construction d'un système de protection sociale sans égale dans le monde, l'extension des congés, l'extension aussi des droits des travailleurs, la retraite à 60 ans, et aujourd'hui nous nous trouvons dans une situation où nous considérons que la voie n'est pas fermée dans ces conditions. Nous, nous savons que nous ne pouvons pas dans les prochaines années aller très loin. C'est là la base de ce qu'il faut bien appeler "la crise de la Social Démocratie Européenne". Alors avons-nous des réponses ? Oui, oui, en ce sens que elles sont d'ailleurs indiquées dans le programme. C'est la recherche de nouvelles formes de solidarité... mais nous savons aussi que ces nouvelles formes de solidarité se heurtent à des réalités sociales qui se manifestent notamment et avec quel éclat, ces derniers jours, avec la montée des corporatismes qui est parallèle à la baisse de l'influence des syndicats et des organisations syndicales.
Alors nous savons que la voie que nous traçons est la bonne mais qu'elle sera

Fondation Jean Jaurès

difficile, que le réformisme qui est le nôtre, doit jouer avec le temps que nous ne pouvons pas donner des réponses immédiates, satisfaisantes, et que ce sera le fruit d'une longue bataille.
C'est cela qui, à mon avis, commande le problème, des alliances. Quand je parle d'alliances, je veux dire d'alliances de gouvernement, et non pas convergences électorales, ou locales que nous pouvons avoir, par exemple avec le Parti Communiste, dont la position aujourd'hui montre qu'il n'y a pas d'accords de gouvernement possibles avec lui. Les alliances, nous sommes tous d'accord pour dire "il faut les rechercher avec les mouvements écologistes"... mais sommes-nous certains d'abord de réaliser cela avec l'ensemble des mouvements écologiques, et sommes-nous certains que cette convergence entre nous, suffira à renforcer la bataille de 1993 ?
C'est pourquoi une autre hypothèse est lancée avec beaucoup d'ambiguïté et un peu d'hypocrisie : l'hypothèse d'une alliance avec une fraction de l'opposition actuelle, d'une alliance avec le centre ! Moi je ne considère pas cette hypothèse avec effroi et hostilité a priori. Les hommes qui le proposent sont des camarades de très bonne foi. Et de plus, je pense que contrairement à ce qu'on dit trop souvent dans nos rangs, cette hypothèse elle trouve l'appui de la majorité de notre électorat... d'une petite minorité de nos militants, mais de la majorité de l'électorat français qui nous soutient. Et d'ailleurs, puisqu'on parle des alliances avec les écologistes, regardons ce que proposent les directions de Génération Ecologie, ? Précisément, une alliance entre le centre, les Socialistes, et les écologistes. Je ne suis pas non pas un opposant de principe, mais je n'en crois pas moins que cette formule est pour nous-mêmes extrêmement dangereuse. Pourquoi?
Parce que lorsqu'on fait une coalition, quand on veut bâtir une alliance, il faudrait se préoccuper de savoir ce que cette alliance permet et empêche. Et le problème fondamental, c'est le problème du rapport des forces. Je dis qu'aujourd'hui, dans les conditions présentes, le rapport des forces ne nous permet pas d'aller dans cette voie. Sinon, nous connaîtrions la situation de la SFIO, à certains moments de la 4ème République, c'est-à-dire une position subalterne par rapport à d'autres forces. Donc je crois que cette formule, encore une fois, que je ne repousse pas avec mépris, qui se fera peut-être un jour, mais si nous la mettons en avant, aujourd'hui dans les batailles que nous allons avoir à livrer d'ici 1993, je crois que ce sera un élément d'affaiblissement et non pas un élément de renforcement de notre position.
(Applaudissements)
Vous savez, la façon la plus sûre de perdre le pouvoir, et de n'être plus en mesure de le reconquérir est de s'accrocher à n'importe quelle solution qui nous permettrait d'en conserver quelques fragments.
(Applaudissements)
La priorité du moment, c'est de regagner le terrain perdu, c'est de reconstituer un nouveau rapport de forces. Nous ne le ferons pas seuls... mais nous ne le ferons pas en abandonnant nos objectifs.
Nous le ferons sous notre drapeau.

Fondation Jean Jaurès

Merci, camarades.
(Applaudissements)

Le président - Merci Gilles Martinet. Nous commençons un nouveau cycle d'orateurs avec Jean-Marie Le Guen. Puis Joëlle Dussault, Thierry Mandon, Claude Evin.
Je vais leur donner la parole en remerciant d'ailleurs tous les orateurs qui se sont succédé à la tribune, qui ont respecté leur temps de parole. J'espère qu'ils vont continuer pour arriver ainsi à 20 heures.
La parole est à Jean-Marie Le Guen.

Jean-Marie Le Guen

Chers camarades, tout d'abord, cher Henri, ta blessure, c'est toi qui en porte la souffrance et à mon tour, je veux t'exprimer notre amitié. Mais pourtant, rien de ce qui t'arrive n'est vraiment personnel. Ce sont tes responsabilités politiques que l'on veut atteindre. C'est le Parti Socialiste que l'on veut abattre, c'est à terme la démocratie qui sera touchée. Alors, très simplement, sachons-le, notre solidarité avec toi, va au-delà de notre affection. Nous voulons mener, à tes côtés, une riposte politique collective, et je crois que ce Congrès nous en donnera les moyens.
Mes chers camarades, en venant à Bordeaux, nous avions tous mesuré l'enjeu réel de notre Congrès. Nous avons tous conscience de n'avoir d'autre tâche que d'assurer le rassemblement et la mobilisation de tous les Socialistes en vue des prochaines échéances électorales. En effet, et ce pourrait être la première résolution de notre Congrès, quelles que soient nos interrogations, quels que soient nos doutes, ceux qui ont la volonté de relancer la dynamique de la Gauche, ne peuvent accepter, sans réagir la perspective d'une défaite annoncée aux prochaines échéances électorales. La Gauche, quels que soient les efforts qu'elle doit accomplir sur elle-même, risquerait en fait de se marginaliser et de s'émietter durablement. Sachons-le, nous ne sommes pas en 1986... par bien des aspects, nous, Socialistes, et au-delà, toute la Gauche, nous nous trouvons dans une situation beaucoup plus fragilisée qu'il y a 6 ans, et pas simplement du point de vue électoral. A l'heure où le syndicalisme accentue ses divisions et son affaiblissement, où le vent de la déréglementation libérale et du nationalisme irrationnel souffle sur l'Europe, le maintien de la Gauche au pouvoir en France, même avec ses criantes insuffisances demeure d'une étonnante singularité, qui sert de point d'appui sinon de référence à bien des combats dans le domaine entier.
L'histoire, et plus encore l'actualité, nous l'apprennent : il n'est écrit nulle part qu'une gauche issue des courants du Socialisme portant cette culture, et ses valeurs, ait vocation à représenter pour toujours l'alternance. L'Europe, et l'Europe de l'Ouest, spécialement, demeure de ce point de vue, plutôt une exception. Il se trouve que cette exception, nous voulons l'adapter, certes, mais aussi la maintenir. Aussi, à défaut de prétendre assurément à la victoire, nous n'avons d'autres alternatives que de mener le meilleur combat possible. En

Fondation Jean Jaurès

matière politique, la crucifixion n'effacera pas tous nos péchés et la résurrection n'est pas acquise...
Mener le meilleur combat, comment ?... avec de la volonté, certes, en évitant les erreurs, c'est préférable, mais surtout en regagnant la confiance des Français. Au Congrès de l'Arche, nous avons mesuré les transformations qu'a connues le monde depuis dix ans, les nôtres aussi... 10 ans, après 10 ans de pouvoir. Cet aggiornamento était nécessaire, mais sans doute n'est-ce pas encore suffisant; Et, pourtant, à mesurer cette complexité des sociétés modernes, comme nous disons, nous avons le sentiment que les difficultés spécifiques que nous rencontrons, tiennent peut-être moins à la qualité des réponses que l'on peut donner, qu'à nos difficultés à poser les vraies et les bonnes questions... car ce sont les bonnes questions qui contribuent à unifier les aspirations des hommes, et à rassembler leur volonté d'assumer leur destin. Or, nous savons que ces questions aujourd'hui ne sont plus celles d'hier. Cela nous a amenés à assumer nos évolutions et à lisser notre programme. Tel fut le travail d'ailleurs de ces derniers mois. Cela permet au gouvernement de profiler son action. L'heure n'est pas à la recherche des aspérités même si je constate qu'il ne suffit pas de décréter l'apaisement pour qu'on nous entende. Cette attitude est peut-être nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. Sans doute notre pays se montre-t-il irritable lorsque nous souhaitons faire évoluer les choses.
Est-ce vraiment la transformation sociale qui est ainsi rejetée ? Ne serait-ce pas la méthode et l'insuffisance de perspectives et de sens donné à notre action ?
Regagner la confiance des Français, ce n'est pas simplement aujourd'hui confirmer notre capacité à gérer. C'est donner un sens à cette gestion, et à notre démarche, une certaine transparence. Appeler les Français à soutenir notre action, ne se fera pas sans leur proposer des perspectives. Retrouver la confiance, c'est aussi retrouver le chemin d'une éthique de convictions... sans cela, nous ne trouverons pas, y compris en nous-mêmes, l'élan suffisant pour faire face à nos tâches.
Comment aujourd'hui retrouver cette confiance ?
Avant tout, un point de méthode : notre démarche doit s'inscrire dans l'humilité, je crois. Humilité au regard d'une période où les certitudes les plus assurées sont souvent les plus dépassées. Humilité d'un bilan dont nous devons reconnaître les insuffisances, et en premier lieu, le problème des 2,9 millions de chômeurs. Humilité car notre discours est porté par une structure qui doit être consciente des limites de sa légitimité. C'est cette humilité, je crois, qui nous a manqué lors de la manifestation du 25 janvier contre le Front National. C'est pourtant elle qui nous redonnera le droit à la parole et à la capacité à rassembler.
Regagner la confiance, c'est ensuite prendre clairement le Parti de la Démocratie, face à la dérive technocratique qui nous est aujourd'hui proposée. Il s'agit là d'une dimension essentielle des débats politiques à venir. Forts de l'affaiblissement des corps intermédiaires et plus encore du discrédit parfois sciemment organisé, du politique, certains ou plutôt une certaine tendance naturelle de notre société s'adjuge le monopole de la vérité et de la conduite du pays, selon leur propre rationalité.

Le choix politique est escamoté, les décisions s'enlisent jusqu'à ne pas être appliquées, les citoyens alors doutent avec raison de notre volonté, reconnaissons que nous-mêmes nous avons sans doute trop eu tendance à nous en remettre à cette fausse facilité, pourtant les élus, plus que tout autre, ont eu à subir cette logique technocratique, mais le problème des choix démocratiques ne se limitent pas à la gestion de l'administration, et la question de la démocratie ne peut se limiter à la défense de sa forme représentative.
Forts de ce choix, forts du choix de la démocratie, comme ligne de fond de l'orientation du Parti Socialiste, nous devons aussi prendre nos responsabilités dans ce que nous proposons aux Français.
Retrouver la confiance des Français, c'est aussi retrouver le chemin d'un imaginaire social, non pas celui qui figé dans une culture du passé nous renvoie en permanence à l'impuissance de l'économie à réaliser, mais à l'imagination sociale qui répond aux défis de la ville aujourd'hui et nous en avons, nous Socialistes, des exemples. Je veux parler par exemple de la maîtrise du foncier, de l'offre de logements qui libère du pouvoir d'achat disponible et du temps de liberté, de loisir, en rapprochant l'habitat du lieu de travail. Je veux parler des emplois de solidarité qui facilitent la vie quotidienne, la mise en place d'un projet sur la dépendance des personnes âgées qui n'attend que la volonté du gouvernement pour être voté dès l'automne prochain, le contrat d'union civile, qui répond non seulement aux difficultés que rencontrent les homosexuels, mais aussi plus largement aux problèmes modernes de solidarité des populations urbaines et rurales.
Bref, sachons nous en convaincre, l'innovation sociale est encore à l'ordre du jour, et les Français attendent ce discours, il n'est pas démagogique, il est actif, et résolument ancré dans l'avenir, donnons aux Français raison de nous faire confiance. Retrouver la confiance des Français c'est aussi affirmer une stratégie claire qui ne se limite pas à l'énoncé d'alliances, aux tactiques incertaines. Le Parti Socialiste fut le Parti de l'union de la Gauche, depuis 1984 il s'est voulu celui du rassemblement de la Gauche, aujourd'hui nous devons avoir conscience que la nécessité de recomposer la Gauche, cette recomposition ne peut être ni un repiquage, ni un retour nostalgique au Parti d'Epinay, elle devra rassembler toute la Gauche apposant d'une façon nouvelle nos formes d'organisation où l'intervention démocratique du citoyen prendra une part active. Elle se nourrira intellectuellement des thématiques nouvelles que nous devons promouvoir, les questions écologiques bien sûr, mais aussi les actions humanitaires, les luttes contre l'exclusion, le combat pour le co-développement. Recomposer la Gauche, c'est aussi participer à la recomposition politique globale de notre pays, c'est d'ailleurs de ce double mouvement que doit naître notre stratégie dans l'affirmation sans complexe d'une gauche authentique, qui veut gouverner parce qu'elle structure les réponses les plus efficaces aux défis de notre société.
Chers camarades, les échéances arrivent, les plus décisives, notre bilan nous saurons le défendre, en regrettant peut-être de ne pas avoir assuré cette pédagogie plus tôt, moins de silence au risque de plus d'autocritique eut été préférable. Mais au-delà du bilan, nous devrons ouvrir des perspectives, qui sont

Fondation Jean Jaurès

celles de la recomposition de la Gauche, d'une étape nouvelle que devra franchir une nouvelle génération Socialiste, c'est en sachant aussi dépasser l'horizon des prochaines échéances que nous saurons mieux leur faire face.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci bien.
Pour varier un peu les plaisirs, vous allez avoir le résultat des votes, c'est Manuel Valls qui va les annoncer.
Je lui donne la parole.

Manuel Valls

Chers camarades, je vais vous donner connaissance du rapport de la Commission de vérification des votes des adhérents, concernant le Congrès extraordinaire sur la stratégie et le programme.
Une fédération, l'Essonne, n'a pas pu tenir son Congrès fédéral dans des conditions satisfaisantes. A titre exceptionnel, comme pour le vote sur les statuts qui vous a été présenté ce matin, et afin de ne pas pénaliser les adhérents de cette fédération qui ont voté, la Commission à l'unanimité moins un refus de vote, a décidé de valider les votes intervenus dans la fédération, contrôlant elle-même directement la régularité des opérations.
Pour deux autres fédérations, la Somme et le Var, la Commission n'a pas validé les résultats, au vu des problèmes politiques et de fonctionnement que ces deux fédérations ont connus ou connaissent. La Commission vous propose donc de geler leurs résultats qui ne sont pas intégrés dans les totaux.
Enfin, la Commission souhaite qu'à l'avenir vu les problèmes constatés ici et là, que les règles et les modalités de vote du Parti, calendrier, horaires, votes à bulletins secrets, soient mieux respectés.
Le rapport de la Commission a été adopté à l'unanimité moins un refus de vote et une abstention.
Je proclame donc ces résultats : 54 967 votants, dont 3836 abstentions, 1480 refus de vote, et 122 votes blancs, soit 49 529 exprimés, c'est-à-dire 42 250 votes pour le texte du Comité directeur, soit 85,30%.
3597 votes pour le texte "la Belle alliance" soit 7,26%.
Enfin, 3682 votes contre les deux textes, soit 7,43%.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Voilà un excellent résultat.
Joëlle Dussault, pour cinq minutes... Ensuite Thierry Mandon, pour dix minutes.

Joëlle Dussault

Je ne parlerai pas, mes chers camarades, du quota, je sais bien qu'il satisfait beaucoup de personnes, les femmes pour son principe, les hommes pour la

Fondation Jean-Jaurès

réalité de sa non-mise en pratique.
Etant femme, et m'intéressant de près aux réalités, je suis satisfaite que les principes soient affirmés, je préférerais que la réalité reflète les principes. Je ne parlerai pas non plus, mes chers camarades, de la place des femmes dans les partis politiques, dans le nôtre, ou dans les postes électifs, notre pays est aujourd'hui la lanterne rouge de l'Europe, nous sommes dépassés par des pays comme l'Espagne, le Portugal, et même la Grèce, qui ont davantage de femmes élues que la France. Qui pourrait s'en satisfaire ? Mais qui, à l'exception de quelques-unes d'entre nous, s'en soucie vraiment ?
Non, je voudrais attirer votre attention durant ces quelques minutes sur quelque chose d'essentiel qui s'est passé, dans ces quarante dernières années, dans ces quinze dernières années : l'accès massif et le maintien des femmes dans des emplois rémunérés, l'accès massif des femmes au travail, il est bien connu, il est lié à la fois à l'évolution des mentalités et à l'évolution des techniques de production, à la montée d'un féminisme diffus, mais obstiné, et à celle du secteur tertiaire dans l'économie des pays développés.
Le maintien de cet emploi féminin, on ne l'a pas suffisamment souligné : nous vivons la première crise économique et quelle crise... qui ne se soit pas traduite par le retour des femmes au foyer. Malgré la crise, les femmes depuis quinze ans, ont continué à être présentes sur le marché de l'emploi, à y être de plus en plus nombreuses, c'est un fait positif, nouveau, capital, qui ne s'est jamais produit dans l'histoire depuis le début de la révolution industrielle, mais à quel prix ! Au profit du chômage, supérieur pour les femmes par rapport aux hommes, au prix de l'infériorité des salaires, au prix de leur absence aux postes de responsabilité, au prix de leur présence massive dans des métiers peu nombreux, sous qualifiés, sous payés.
C'est sur ce dernier point que je voudrais insister, les femmes travaillent dans un tout petit nombre de métiers, les filles sont systématiquement orientées vers un spectre étroit de formations, aujourd'hui encore, malgré des efforts ici ou là, dans les secrétariats, dans les emplois de maison, dans les carrières sociales, quand ce n'est pas dans la couture.
Si nous voulons vraiment et fondamentalement bouger les choses, deux lieux sont essentiels, d'abord la formation continue, mais elle dépend en grande partie, nous le savons, des Conseils régionaux, et hélas notre poids politique y est rarement déterminant. L'école est le deuxième lieu, lieu fondamental ou qui devrait l'être, car l'orientation des filles, le poids des structures aidant, le poids des filières existantes aidant, le poids des mentalités aidant, mentalité des enseignants, des parents, des conseillers d'orientation, des filles elles-mêmes, l'orientation des filles est toujours aujourd'hui un échec, combien de filles dans les Bacs pro, combien dans les filières techniques, dans les BEP, dans les IUT, dans les BTS, combien dans les Bacs techniques ou scientifiques ?
Il y a un peu plus de cent ans, 113 ans exactement, un des pères fondateurs de la République faisait une petite révolution en créant des lycées pour les filles, c'était la première fois que des filles avaient le droit d'aller dans les lycées, avant seuls les garçons avaient le droit d'aller dans les lycées. Nous avons

aujourd'hui, longtemps après le travail de ce père fondateur, une autre révolution à faire en matière scolaire, celle de l'orientation des filles, des femmes de notre pays vers les métiers qualifiés, diversifiés, vers des postes de responsabilité où elles puissent donner leur pleine mesure, leur pleine valeur. Nous avons travaillé jusqu'ici dans la nuance, en essayant de corriger ici ou là les inégalités. Nous devons donner une réponse globale à ce problème fondamental par des mesures fortes et efficaces, avec deux objectifs, la variété et la qualification.
Mes chers camarades, dans cette société à deux vitesses, qui est la nôtre, et contre laquelle nous nous battons, les femmes ont la mauvaise part. Les réussites individuelles, politiques, ou professionnelles de telle ou telle, sont parfois éclatantes, elles ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt, donnons-nous les moyens par l'école, par la formation, de permettre aux femmes massivement d'accéder à l'égalité professionnelle, c'est-à-dire, n'en doutons pas, à l'égalité tout court.
(Applaudissements)

Le président - Merci Joëlle.
Je vous propose un petit changement, je vais donner la parole à Thierry Mandon, ensuite à Claude Evin. Je m'excuse auprès de Georges Vivier, dont j'ai annoncé qu'il prendrait la parole ce soir, il pourrait la prendre demain matin, et nous écouterons Elisabeth Guigou qui terminera notre soirée.
Est-ce que nous sommes tous d'accord comme cela ? Merci.
Thierry Mandon, pour dix minutes.

Thierry Mandon

Mes chers camarades, il y a au moins un point commun entre le programme que nous allons adopter aujourd'hui, et tous ceux qui ont précédé, c'est la question du chômage qui, une nouvelle fois, figure au premier rang de nos priorités. Une nouvelle fois, nous allons devoir expliquer aux Français que notre priorité absolue, l'objectif premier de nos efforts est de faire reculer durablement le chômage. Une nouvelle fois, nous allons nous engager peut-être pas sur un chiffre, en tout cas sur une démarche qui consistera à faire de la baisse du taux de chômage le baromètre sur lequel il faudra juger de l'efficacité de notre politique. Avons-nous raison de faire de l'emploi notre premier engagement ? Oui, bien sûr. Non seulement l'emploi est la première des préoccupations des Français, mais d'abord et avant tout, le chômage reste la première des inégalités sociales, celle qui explique les vies sans horizon, les familles qui se déchirent, les quartiers qui se vident, les régions qui se dépeuplent et meurent peu à peu.
Nous avons raison, bien sûr, mais avons-nous sur ce sujet une chance, une toute petite chance seulement d'être entendus par les Français ? Car reconnaissons le sans biaiser depuis des années, notre constance à faire du chômage notre priorité n'a d'égale que la progression constante du nombre de chômeurs dans le pays. Oh, bien sûr, beaucoup de choses ont été faites et probablement, si des efforts gigantesques qui ont été déployés ne l'avaient pas été, nous n'en serions pas où

Fondation Jean-Jaurès

nous en sommes.
Oh, bien sûr, si nous n'avions pas pris les mesures de solidarité et de soutien à l'activité que nous avons prises, la solidarité sociale, la cohésion sociale auraient été gravement menacées. Il suffit de voir ce que d'autres potions magiques à l'étranger, en Angleterre notamment, bâties à partir d'allégement du coût du travail ou de flexibilité plus grande du travail, ont produit. Mais reconnaissons le, le résultat n'est pas à la hauteur de ce que nous en attendions.
Alors pourquoi cela ne marche-t-il pas ? Pourquoi de bons résultats économiques, pourquoi une inflation qui baisse, pourquoi des gains de productivité à faire pâlir bien des économies développées, pourquoi des résultats remarquables en matière d'organisation du travail, de soutien aux entreprises, et un chômage qui augmente ?
Le coût du travail, c'est ce que dit la Droite. Elle a tort, car chacun sait bien qu'en France le coût du travail est moins élevé qu'il ne l'est dans les pays développés comme l'Allemagne. En ce qui concerne la liaison entre le système éducatif et le système économique, de considérables efforts ont été faits ces toutes dernières années. Ils commencent à porter des fruits. Encore faut-il amplifier ces efforts, mais l'explication reste insuffisante. La faiblesse d'un certain nombre d'activités qu'on appelle les activités de service dans notre économie, oui, probablement. La croissance française se distingue en cela qu'elle comporte peu de ce type d'activités très développées en Allemagne et plus encore aux Etats-Unis. Mais cela ne suffit pas encore à expliquer la faible capacité qu'a notre pays à créer des emplois.
A l'occasion de la discussion de ce programme, peut-être faut-il réfléchir au fondement même de notre politique pour l'emploi, fondement qui repose sur le théorème emprunté à la Social Démocratie des années 70 et qui veut que pour aider l'emploi, il faut d'abord aider les entreprises à chercher des profits : ces profits se transformeront en investissement, et cet investissement se transformera à terme en emplois. C'est l'idée qui conduit l'action que nous menons depuis des années, l'idée qui conduit d'ailleurs beaucoup des politiques développées, en tous cas en Europe. Or aujourd'hui ce théorème fonctionne à vide. Les profits ne font plus l'investissement, en tous cas ils font de moins en moins l'investissement productif, les entreprises préférant investir sur le marché financier où les rendements sont trois à quatre fois supérieurs à ce que rapporte l'investissement directement productif.
De même, l'investissement ne fait plus nécessairement l'emploi, et là aussi il faut parler du comportement particulier des entreprises françaises, car quand celles-ci investissent, c'est d'abord en productivité, c'est-à-dire pour trouver les moyens de produire moins cher, 8 francs sur 10 consacrés à l'investissement productif, 2 franc s sur 10 seulement consacrés à l'investissement de capacité, c'est-à-dire à la recherche des moyens de développer la production.
Nos entreprises deviennent peu à peu les champions du monde de la compression des coûts, et les plus timorées pour la plupart dans la conquête des marchés à l'étranger, dans le développement de nouveaux produits, dans l'effort de recherche, dans l'effort d'innovation, dans l'effort de marketing. Or c'est cela

Collection Jean Jaurès

qui crée l'emploi. Quand les entreprises investissent, quand elles cherchent à faire des économies sur leurs coûts de production, c'est d'abord en comprimant sur la masse salariale, sur l'emploi, qu'elles agissent. Très probablement, une des causes principales des difficultés que nous avons sur le marché de l'emploi tient à ce fait que les entreprises françaises, trop souvent encore aujourd'hui, et malgré les discours et les actions que nous avons menées, préfèrent les machines aux hommes. Elles préfèrent acheter la dernière machine, quitte à l'utiliser à 40 ou 50% de ces capacités plutôt que de chercher à développer leur force de travail, mieux valoriser leurs ressources humaines, optimiser les compétences, revoir les classifications, développer des politiques de formation, bref s'intéresser au changement du travail que ce gouvernement a raison de vouloir mettre au cœur de sa politique comme l'ont fait ceux qui l'ont précédé. Autre exemple de cette modernisation à la française qui joue, en fait, contre l'emploi : la suppression systématique des emplois les moins qualifiés. Prenons l'exemple des métros. On a supprimé, et la tâche n'était pas en soi extraordinairement valorisante, mais elle avait une véritable utilité sociale, on a supprimé les poinçonneurs pour mettre des machines. Ce faisant, on a supprimé sur les quais toute présence humaine et maintenant, on se rend compte qu'il faut qu'il y ait une présence humaine dans le métro, et on y met des vigiles. Même exemple pour les parkings, même exemple pour les stations-services, même exemple pour les banques. Combien de postes de travail peu qualifiés ont été supprimés ces dernières années ? Combien d'emplois ont disparu du tissu économique et ont, en fait, dévalorisé notre vie quotidienne ?

(Applaudissements)

Je crois, mes camarades, qu'on peut peser sur cette tendance à la modernisation économique de notre pays, à supprimer les emplois et à remplacer les emplois par des machines, d'abord en soutenant les emplois les moins qualifiés, probablement en regardant sans toucher au SMIC si, en matière de coût du travail, il n'y a pas quelques possibilités de réduire pour les entreprises le coût de ces emplois-là. Aussi et surtout, comme cela a été amorcé avec la CSG - et je souhaite qu'on aille beaucoup plus loin - en faisant peser beaucoup plus qu'aujourd'hui sur le capital, sur les machines, le coût de la protection sociale. Des pays développés comme le Japon ont inventé la cotisation robot. Au moment où nous réfléchissons et où nous réfléchirons pendant des années au financement de notre système de retraite, à l'évidence, il y a là une piste qui serait tout à fait importante pour développer l'emploi.

Revoir aussi certains points de législation comme celle sur les licenciements économiques qui, aujourd'hui, met dans la même catégorie deux types de licenciements qui n'ont strictement rien à voir, le licenciement d'une entreprise qui, pour parler clair, se casse la figure, et le licenciement d'une entreprise qui investit, qui se modernise et qui doit licencier parce qu'elle a acheté des machines. Je suis persuadé que la deuxième catégorie de licenciement, le licenciement de modernisation économique, doit avoir un certain nombre de règles beaucoup plus exigeantes que le licenciement de la première catégorie, celle de l'entreprise qui tombe, ou fiscales. A l'évidence, sur tous ces points, il

nous reste beaucoup à faire, beaucoup à travailler, beaucoup à proposer.
Autre domaine dans lequel nous devons faire plus et mieux : les relations entre l'Etat et les entreprises. Pour faire simple, on peut dire qu'après avoir considéré à tort qu'il fallait encadrer l'activité des entreprises dans un ensemble de règles et de contraintes très important, nous nous sommes rendu compte que, sans liberté, sans souplesse, toute activité économique devenait impossible et interdisait la compétitivité sur les marchés. De là un ensemble d'assouplissements qui, peu à peu, ont conduit à réduire considérablement les moyens dont dispose la puissance publique pour peser sur le comportement des entreprises. Suppression de l'autorisation administrative de licenciement qui, reconnaissons-le, s'appliquait quasi systématiquement. Nouvelle réglementation des contrats précaires qui, si elle en limite l'usage abusif, légitime l'existence de ces formes atypiques d'emploi. Modification du rôle de l'Inspection du Travail plus concentré sur un fonctionnement de conseil aux entreprises plutôt que sur une fonction de contrôle des entreprises. Ouverture de larges espaces contractuels. Bref, les assouplissements ont été nombreux.
De leur côté, les entreprises ont contourné facilement les réglementations existantes, par l'éclatement de leurs structures en filiales, par le recours à la sous-traitance ou par de nombreux autres biais. Il faut dire que la tâche leur est facilité car notre droit du travail repose aujourd'hui essentiellement, s'adresse aujourd'hui quasi exclusivement aux grandes entreprises employant plus de deux cents salariés et travaillant exclusivement sur le territoire national, alors que la réalité du tissu économique, ce sont des petites entreprises de cinquante salariés éclatées et travaillant en réseaux.
Comme par hasard, dans ces entreprises, il n'y a pas de représentation des salariés. Il est donc indispensable que l'Etat retrouve les moyens de peser plus fermement sur le comportement des entreprises. Là aussi, quelques pistes simples peuvent être imaginées : notamment, celles qui voudraient que l'on contractualise les aides avec les entreprises et que quand on apporte un soutien à une entreprise, à son investissement, à son développement, à sa conquête de marchés, on lie l'aide qu'on lui apporte au respect d'un certain nombre de règles notamment en matière d'égalités entre hommes et femmes, notamment en matière de respect de différentes réglementations sociales. Oui, il faut contractualiser, avec les entreprises, il faut continuer à soutenir ces entreprises, mais il faut exiger plus de contreparties à cette aide, car sans donner de contreparties, on dépense deux fois.
Troisième et dernière piste : la question de l'aménagement et de la réduction du temps de travail.
Chacun voit, pas seulement au Parti Socialiste, qu'il est indispensable d'y réfléchir et d'avancer sur ce point. Les moyens sont multiples : négociations branche par branche,. Des avancées sont possibles immédiatement dans certaines branches qui s'apprêtent à licencier fortement. Je pense aux secteurs de la défense, de l'automobile, pour lesquels il faudrait mettre comme conditions d'acceptation des plans sociaux, des avancées réelles en matière de temps de travail, car les études réalisées montrent que sur le secteur de la défense par

exemple, si l'on passe demain de 40 à 35 heures, on économise dans les 5 années qui viennent, 15 000 postes de travail.
Passage programmé aussi par la négociation aux 35 heures pour les travaux pénibles et dangereux. Toutes ces avancées serviraient l'emploi. Elles sont possibles et elles sont nécessaires pour obliger les entreprises, non seulement à s'intéresser plus, à contribuer plus à l'effort de développement qu'elles ne le font aujourd'hui, mais à repenser leur organisation du travail pour les obliger à repenser aussi les conditions dans lesquelles elles utilisent leurs machines. Cette politique du temps de travail, elle dépasse largement le slogan simplificateur des 35 heures, voire des 30 heures pour tous.
Je me réjouis que cette politique figure dans nos propositions mais attention à la contradiction qui consisterait à dire qu'il est important que les gens travaillant moins longtemps et qui, pour financer notre système de retraite, nous ferait accepter que la durée des cotisations pour bénéficier de la retraite à taux plein soit portée de 37 ans et demi à 40 ans. Il ne faut pas dire deux choses contradictoires en même temps et il en va de la crédibilité de notre discours.
En matière de temps de travail, peut-être que dès à présent certaines mesures fortes sont à mettre en place et notamment celles qui voudraient que les salariés qui ont cotisé plus de quarante années de travail, qui très souvent sont des salariés qui ont des niveaux de qualification relativement modeste, que ces salariés, quel que soit leur âge, puissent bénéficier de leur droit à la retraite, dans la mesure où leur poste serait pourvu et dans la mesure ou évidemment ce poste ne serait pas supprimé à cette occasion.
Voilà, chers camarades, quelques idées, il y en a bien d'autres, il y a beaucoup de sujets qui auraient pu faire l'objet de cet exposés. Deux mots pour conclure : sur cette question du chômage, comme sur beaucoup de sujets de notre programme, pour être crédibles auprès des Français, il nous faut de la lucidité, c'est-à-dire avoir la capacité de faire notre bilan et de dire clairement ce qui a marché et ce qui n'a pas marché. De la lucidité et du courage, celui d'aller un peu contre la mode actuelle qui veut que les entreprises n'aient que des droits et pas de devoirs, car le défi du chômage ne peut être relevé que si tous les acteurs, le gouvernement, les syndicats, les entreprises, en font véritablement une priorité. Sans lucidité, sans courage, au vu des difficultés qui sont devant nous, il sera difficile de réussir l'objectif que nous devons continuer à nous fixer : faire reculer le nombre de personnes écartées de l'emploi dans ce pays.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Claude Evin.

Claude Evin

Chers camarades, ce Congrès de Bordeaux doit marquer notre volonté de gagner les prochaines échéances et nous sommes nombreux ici à ne pas être résignés. Nous sommes nombreux à refuser de penser qu'un échec en 1993 voire même en 1995, est non seulement inéluctable, mais serait même salutaire pour un

avenir meilleur et plus lointain. C'est alors la Droite la plus réactionnaire qui reviendrait et cela nous ne pouvons l'accepter.
Pour reconquérir l'opinion, beaucoup de choses ont déjà été dites à cette tribune. Je voudrais, à ce moment de notre débat, insister seulement sur deux points.
D'abord, rapidement, je voudrais dire un mot de notre relation avec nos concitoyens, puis je voudrais revenir sur ce qui fait que nous sommes Socialistes, c'est-à-dire notre attachement à la justice sociale, je voudrais réfléchir ici sur quelques aspects de notre politique sociale.
La reconquête de l'opinion passe, je crois, d'abord par une attitude différente de notre part dans notre relation avec elle. Je sais combien on ne change pas des comportements uniquement avec des mots, mais je crois que l'un des messages de notre Congrès devrait être de dire aux Françaises et aux Français que nous avons pris conscience de ce qu'ils nous reprochent et je résumerai le souci que je veux exprimer ici en un mot : retrouver la proximité. Quelle que soit l'attitude réelle et concrète de chacun d'entre nous dans nos actions militantes et dans nos mandats électifs, admettons que nous sommes aujourd'hui perçus comme étant de plus en plus éloignés des préoccupations de nos concitoyens. Il y a, certes, aujourd'hui, une crise de représentativité plus large que le seul rapport au politique, mais si l'opinion attend de nous beaucoup plus, c'est à juste raison au regard de notre histoire et de ce que nous y représentons. C'est sur cette attitude militante, humaine, proche, que nous devons renforcer notre attention et que nous devons rapidement donner des signes. Cette action militante de terrain qu'il nous faut retrouver doit tous rapidement nous mobiliser, élus et non élus, mais c'est d'abord à nous parlementaires, ministres, maires, de donner l'exemple et de prendre des initiatives. Le maintien du scrutin majoritaire de circonscription présente justement l'avantage de garder ce contact direct. Les huit mois qui viennent doivent nous permettre de retrouver bien avant la campagne électorale le chemin des marchés, la rencontre avec les associations ou les cages d'escaliers.
La deuxième question que je voudrais traiter est la question de notre politique sociale. En 1981, nous avons décidé de satisfaire les revendications anciennes du mouvement social, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine, la revalorisation des minima. Nous avons créé des droits nouveaux. Nous avons augmenté les prestations et il fallait le faire. Puis, il y a eu les lois Auroux, plus récemment il y a eu la mise en place du revenu minimum d'insertion. Tout cela est très bien, et maintenant ? Une politique sociale de gauche pour aujourd'hui ne peut se résumer à toujours plus. D'abord, parce que nos capacités économiques ne nous le permettraient pas, mais aussi parce que les inégalités ou les préoccupations sociales depuis quinze ans ont changé. Aujourd'hui, c'est l'exclusion qui est la question centrale de notre société, c'est l'exclusion qui doit déterminer nos choix politiques. La crise économique profonde et durable que nous traversons, la crise des solidarités naturelles et institutionnelles, crée dans notre pays comme dans tous les pays européens d'ailleurs, un phénomène d'une ampleur exceptionnelle. Cette exclusion, elle touche aussi bien des personnes que des groupes sociaux. Il y a dix ou quinze ans, le lien social se constituait

autour du rapport employeur-salarié, les luttes sociales étaient alors des luttes contre l'exploitation du second par le premier, la protection sociale d'ailleurs s'est organisée autour du lien salarial. Aujourd'hui, il y a ceux qui sont dans le circuit de production et il y a ceux qui sont en dehors de ce circuit de production. Il n'est d'ailleurs que de suivre les débats entre les partenaires sociaux sur le financement de l'UNEDIC pour mesurer combien cette coupure est réelle. Si les exploités avaient eu la force de se révolter, il est pour les exclus aujourd'hui difficile de se battre ou de lutter. Contre qui pourraient-ils le faire ? A partir de quoi pourraient-ils se retrouver ? L'exclusion c'est un phénomène dispersé, il arrive même que ce soit un phénomène invisible, c'est un phénomène paradoxal. La croissance, certes, se ralentit, mais il s'agit toujours d'une croissance. La richesse moyenne continue de progresser dans notre pays, comme dans le reste de l'Europe. Ce sont les inégalités alors qui s'accroissent. Les libéraux considèrent que ces inégalités sont la rançon, voire même la condition du progrès. Ce ne peut être notre orientation, à nous Socialistes.

Nous nous étions fixé comme objectif d'assainir l'économie pour induire le progrès social. En réalité, l'expérience a montré que c'est plus compliqué que cela. La croissance selon laquelle le mécanisme du marché créerait spontanément des mécanismes d'intégration sociale, s'est révélée fausse, et donc illusoire. Le social ne suit pas toujours s'il n'est pas d'emblée intégré au développement économique. Il faut donc un plus dans le domaine social.

La mise en place du RMI a permis d'assurer un minimum vital. Il a permis de limiter des phénomènes de pauvreté. Le RMI a permis de développer des politiques novatrices, mais ces politiques aussi utiles soient-elles n'ont pas permis de contenir le développement de l'exclusion sociale. Nous devons donc nous interroger, notre impuissance certes relative mais impuissance quand même, résulte, je crois, de deux facteurs que nous n'avons pas suffisamment su prendre en compte.

Les systèmes d'insertion sociale que ce soit les associations, ou les travailleurs sociaux eux-mêmes ont manqué de ressources à cause du rationnement qu'a nécessité le ralentissement budgétaire. Réduire les capacités d'intervention de ces acteurs sociaux, au motif que le montant des prestations versées est déjà suffisamment lourd et n'a pas permis d'en tirer tous les bénéfices.

La deuxième explication de notre impuissance est sans doute le fait que les politiques classiques, que ce soit les politiques d'emplois, les politiques de protection sociale, ou de logement social, sont dépassées par les problèmes que pose l'exclusion sociale. Ces politiques, qu'elles soient d'emploi ou de logement social, ne produisent en effet guère d'échange social. Diminuer les charges d'une entreprise ou faire de la rénovation de quartier est absolument nécessaire, mais ne suffit pas à fabriquer un lien social. Maintenant que nous avons mis en place les dispositifs nécessaires, nous devons aujourd'hui mobiliser dans la lutte contre l'exclusion la société toute entière. Fournir à chaque homme, à chaque femme, à chaque enfant, sa place dans la société doit être de la responsabilité de tous. Cela nécessite la mise en place d'un partenariat plus fort entre les collectivités publiques, les entreprises, les partenaires sociaux, les associations

de solidarité.
L'exclusion, si l'on n'y prend garde, risque en effet de saper les fondements même de l'état républicain, si on laisse ainsi se développer des poches de non-citoyenneté. L'exclusion apparaît aujourd'hui comme un péril intérieur face auquel il faut mobiliser un nouveau civisme.
La lutte contre l'exclusion nécessite des réponses adaptées en terme d'emploi. Les perspectives économiques et démographiques donnent à penser que quelle que soit l'évolution de la croissance, notre société ne sera, pas suffisamment créatrice d'emplois. Nous allons vers un monde où il n'y aura pas de travail pour tous, il nous faut donc imaginer des réponses qui ne renvoient pas à des solutions mythiques ou à des jours meilleurs.
En recherchant des liens de productivité, les entreprises ont souvent réduit leur capacité de service. Thierry Mandon évoquait tout à l'heure le métro. Le président d'un grand groupe pétrolier français me disait, il y a quelques jours, que s'il supprimait le service automatique à ses pompes à essence, il pourrait créer 40 000 emplois pour une augmentation de 4 centimes du litre d'essence.
Il ne s'agit certes là que d'un exemple à approfondir. Il montre que nous devons prendre des décisions volontaristes dans le domaine de l'emploi, sans attendre le retour d'une hypothétique croissance.
La priorité à donner à la lutte contre l'exclusion ne doit pas nous faire oublier les réponses de justice sociale que les salariés attendent d'un gouvernement Socialiste. Mais là aussi la réponse à leur attente ne pourra se traduire indéfiniment soit par des augmentations de revenu directes ou par des exonérations de prélèvement. C'est une politique de répartition différente des prélèvements qu'il nous faudra poursuivre. La contribution sociale généralisée répond peut-être à cet objectif. Le récent rapport du CERC a montré que la CSG avait commencé à porter ses fruits. Je voudrais d'ailleurs chers camarades vous inviter à en prendre connaissance car sur ce point lorsqu'on le compare avec le rapport du CERC qui, en 1989, avait y compris en nos rangs soulevé quelques polémiques, il y a quelques leçons rétrospectives à tirer. Souvenez-vous du déficit social. Mais soyons clairs et assumons nos choix : une politique Socialiste de réforme des prélèvements ne peut se faire sans en augmenter chez certains pour en diminuer chez d'autres. Il y a quelque naïveté, y compris dans nos rangs, à découvrir tout à coup que même une réforme fiscale bien timide peut provoquer quelques désagréments ! Le recul opéré il y a quelques jours sur la taxe départementale sur le revenu nous oblige, en tout cas, à clarifier à ce Congrès nos objectifs en matière de réforme fiscale.
Ainsi, c'est, je crois, en retrouvant dans nos attitudes et nos comportements la proximité avec l'opinion, c'est en réaffirmant ce pourquoi nous sommes Socialistes, c'est-à-dire attachés à la justice sociale, que nous pourrons gagner en mars 1993.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Il a tenu son temps, c'est bien.

Je vais annoncer les orateurs pour demain matin, avant de donner la parole à Elisabeth Guigou, qui va terminer la soirée : Georges Vivier, 10 minutes, Sylvie François, 10 minutes, Michel Debout, 10 minutes, Gérard Collomb, 10 minutes, Jean Auroux, 10 minutes.
La réunion, demain, commencera à 10 h.
La parole est à Elisabeth Guigou.
(Applaudissements)

Elisabeth Guigou

Mes chers camarades, je dois d'abord vous dire que je ressens une certaine émotion de m'exprimer pour la première fois devant le Congrès de notre Parti, de ce Parti qui est le mien depuis maintenant près de vingt ans.
(Applaudissements)
Mais ce n'est pas pour vous parler de mes émotions que je suis ici, mais bien du traité d'Union Européenne, car c'est ainsi qu'il s'appelle, c'est son nom, c'est comme cela qu'il faut le nommer : le traité d'Union Européenne.
Et pourquoi ?
Parce que je crois que ce nom dit très bien ce que veut faire ce traité : l'union politique, l'union pour les Européens. Il est vrai que, depuis quelques mois, grâce à ce traité, l'Europe est au centre de notre vie politique. Ce traité a donc au moins ce premier mérite d'avoir secoué l'indifférence et l'ignorance dans lesquelles a évolué la question européenne, hélas, depuis de nombreuses années. Je me réjouis que, grâce à ce traité, la question européenne soit maintenant abordée de front. Tant mieux. C'est pour cela, pour qu'elle soit abordée en pleine lumière, pour que les Français s'approprient la question européenne, que François Mitterrand a décidé de soumettre ce traité aux suffrages de l'ensemble des Français.
Je voudrais vous mettre en garde et vous dire qu'il ne faut pas nous faire d'illusions. Si nous voulons garder à ce débat qui s'engage la sérénité nécessaire et une certaine hauteur de vue, il va falloir redoubler de vigilance.
Pourquoi ?
Parce que nous voyons déjà les adversaires du traité de l'union multiplier les faux débats et les fausses idées, exploiter l'inquiétude ou les craintes que tout un chacun nous éprouvons devant l'avenir, jouer de la désinformation, manipuler les émotions. Bien sûr, il y a des dérives dans la construction européenne : il y a trop de texte, avec trop de détails, c'est trop tatillon, parfois jusqu'au grotesque et à l'absurde, sur des sujets qui ne devraient jamais être traités à Bruxelles. Cela fait mal à l'Europe, cela ne doit plus exister. Mais prenons garde à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain ! Faisons attention à ne pas nous laisser abuser. Il va falloir, mes camarades, dans cette campagne pour le référendum, nous battre pour mettre à nu les fantasmes ou même simplement les erreurs.
Je veux vous donner quelques exemples.

- -Les fromages au lait cru.

Il y a eu une faute qui a été de ne pas expliquer avant de proposer les nouvelles règles et de ne pas se concerter avec les professions concernées, avec les

Fondation Jean Jaurès

fromagers. Mais il faut voir que ces nouvelles règles avaient un seul but précis : éviter que chaque année, au moment de Noël, nos voisins allemands ou britanniques se mettent soudainement à découvrir les pires dangers à nos malheureux vacherins et à en interdire la vente ! Alors, fallait-il se résigner à ce protectionnisme hypocrite ?
Il reste que la concertation aurait dû avoir lieu avant et qu'il est vrai que depuis qu'elle a eu lieu, les règles adoptées rencontrent l'accord unanime des producteurs français de fromages.

- -Un autre exemple : les Gitanes et les Gauloises...

(Mouvements divers)
Je ne peux pas laisser dire ou écrire que la Communauté s'est attaquée à la longueur ou à l'épaisseur de nos chères cigarettes brunes ! C'est faux ! Ce que les douze ministres de la Santé (et Claude Evin le sait mieux que personne) ont décidé, c'est de diminuer la teneur en goudron des cigarettes pour lutter contre le cancer ou les maladies cardio-vasculaires. La taille des cigarettes, c'est une décision qui relève des fabricants de cigarettes et d'eux seuls.
Alors, si l'on veut s'insurger contre les changements intervenus, c'est contre eux qu'il faut le faire (le cas échéant... je ne vous y incite pas, ce serait inutile) et pas contre l'Europe. Mais je crois qu'il y a des exemples plus graves.
Il y a les rumeurs selon lesquelles l'Europe va s'attaquer aux pensions de retraite et remettre en cause les avantages acquis par nous dans ce domaine.
C'est faux ! Il faut le dire.
Il y a la rumeur selon laquelle l'Europe nivellerait par le bas les avantages sociaux.
C'est faux ! C'est le contraire qui se produira.
Il y a la campagne de presse du journal "L'Humanité" sur le travail des enfants, dont on dit que Bruxelles va l'autoriser, alors que le projet de texte pose le principe de son interdiction !
Ne nous trompons pas, mes camarades, c'est en propageant ces fausses informations que les adversaires de l'Union Européenne vont chercher à miner la confiance des Français dans l'Europe et à accréditer l'idée d'une Europe tout entière tournée vers la suppression des diversités nationales et la mise en place de règles uniformes et grises. Je vous le dis tout net : cette caricature d'Europe doit être combattue. D'ailleurs, si c'était cela, l'Europe, moi, je n'en voudrais pas ! Il faut dire haut et clair que cette caricature-là n'existe que dans l'esprit de ceux qui ne veulent pas d'Europe du tout ! Mais ce n'est évidemment pas seulement en se plaçant sur la défensive que nous gagnerons la bataille de l'Europe. C'est un message offensif qu'il faut faire passer et un message simple à la fois.
Alors, bien sûr, d'abord nous parlerons de la paix, de celle qui est acquise grâce à la Communauté européenne, à l'Ouest de notre continent, de celle qu'il nous faut faire prévaloir plus à l'Est. Il faut plus d'Europe pour aider ces peuples qui se déchirent depuis des siècles, qui ressassent des haines ancestrales.
Il faut plus d'Europe pourquoi ?
Pour les aider à oublier ce passé qui les fait se déchirer, pour les aider à se

tourner vers l'avenir, comme la France et l'Allemagne ont réussi à le faire depuis quarante-cinq ans. C'est l'Union Européenne qui pourra faire cela, parce que pour la première fois dans son histoire elle dote l'Europe des moyens d'une diplomatie et d'une défense. C'est pour cela que les pays de l'Est veulent nous rejoindre, c'est pour cela qu'il s veulent que le traité d'Union Européenne soit appliqué.

Je vous citerai un autre exemple de désinformation.

Au début de la semaine, je vois un article dans "Le Figaro" de Philippe de Villiers revenant de Pologne et citant M. Walesa. D'après Philippe de Villiers, M. Walesa aurait dit : "Maastricht est une occasion manquée de faire l'Europe de l'an 2000, Maastricht perpétue l'Europe de Yalta... Il a dénoncé le mur institutionnel de Maastricht..." Tout à l'heure, en début d'après-midi, à Helsinki où je me trouvais pour la CSCE, le ministre des Affaires étrangères de Pologne est venu me voir pour me dire que jamais M. Walesa n'avait tenu de tels propos et que le porte-parole de M. Walesa avait écrit au "Figaro" pour lui demander de publier un rectificatif. J'espère que ce sera fait.

Nous dirons aussi que l'Union Européenne, c'est plus de solidarité avec les pays les plus pauvres, mais aussi plus de fermeté vis-à-vis des pays riches.

La solidarité vis-à-vis des pays de la Communauté les moins prospères, pourquoi ? Pour qu'ils puissent rejoindre notre niveau de vie et notre niveau de protection sociale. C'est leur intérêt, mais c'est aussi le nôtre et l'Europe sociale, c'est cela : élever le niveau de protection des travailleurs de tous les pays de la Communauté en aidant particulièrement ceux qui sont en retard.

Solidarité aussi avec nos voisins de l'Est (c'est la Communauté qui accorde 80% de l'aide mondiale à ces pays) et avec ceux du Sud, le Maghreb et l'Afrique.

Qui peut croire aujourd'hui que la France seule pourrait faire face à l'immense défi du développement au Maghreb et en Afrique ? Qui peut croire que ce ne serait pas une Europe renforcée qui pourrait faire face à ce défi, et non pas une Europe repliée sur ses égoïsmes nationaux ?

Mais le traité d'Union Européenne, c'est aussi plus de fermeté vis-à-vis des riches, c'est-à-dire vis-à-vis des Etats-Unis et du Japon, car avec la monnaie unique nous aurons enfin la capacité de parler d'égal à égal avec eux et parce que nous avons enfin dans le traité un chapitre sur la compétitivité de l'industrie européenne qui doit nous permettre de développer une vraie stratégie industrielle.

Mais surtout, nous devrons dire que le traité de l'Union (et c'est pour moi le plus important) est fait pour les citoyens, c'est-à-dire pour les hommes et les femmes d'Europe, que ce traité veut faire une Europe concrète, une Europe plus humaine, qui en appelle autant au cœur qu'à l'esprit.

Le traité d'Union Européenne, ce sera en effet une Europe plus politique, plus démocratique, dont les décisions seront prises plus près des citoyens et sur des sujets qui les concerneront plus directement. D'abord cette Europe plus démocratique reposera sur une claire hiérarchie des pouvoirs, avec le Conseil Européen des chefs d'état et de gouvernement et le Conseil des ministres qui prend des décisions sur proposition de la Commission, et des pouvoirs renforcés

au Parlement européen. Mais ce sera aussi plus de transparence, avec des pouvoirs de contrôle plus importants que demande le traité d'Union Européenne pour les Parlements nationaux, et de cela je me réjouis, car nous ne ferons une Europe démocratique que si nous avons des discussions nationales sur les décisions européennes. Seulement il faut voir aussi que ce sera pour chacun d'entre nous davantage de responsabilité. Il faudra que chacun d'entre nous s'implique, et d'abord les élus. Combien de fois ai-je vu dans le passé les élus déserter les débats parlementaires sur l'Europe ? Il y a eu tout au long de la négociation du traité d'Union Européenne, pendant deux ans, des débats à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Je n'ai jamais entendu M. de Villiers, ni M. Séguin, ni M. Pasqua, y prendre la parole, je ne suis même pas sûre de les y avoir vus.

(Applaudissements)

Ce sera une Europe plus proche des citoyens parce que les décisions seront désormais prises près des citoyens. C'est ce principe clair doté d'un nom compliqué, la "subsidiarité", mais ce n'est pas plus difficile que cela, qui consiste à prendre les décisions au niveau européen seulement lorsqu'elles ne peuvent pas être prises plus efficacement au niveau national. On voit par conséquent que le traité de Maastricht, c'est un correctif à ces dérives que nous dénoncions tout à l'heure. Et puis ce seront des décisions qui porteront de plus en plus sur des sujets intéressant chacun d'entre nous. Bien sûr, nous aurons le droit de voter et d'être élus ailleurs, mais pas seulement : nous serons, par exemple, protégés lorsque nous irons à l'étranger par les consulats des autres pays de la Communauté, et je suis, moi, assez persuadée que lorsqu'on se trouvera au fin fond de l'Inde, eh bien, il sera assez agréable de pouvoir faire appel à un consulat britannique. Je crois aussi que nous aurons avec ce traité enfin des politiques qui seront plus proches de la vie quotidienne. Nous aurons, bien sûr, toutes ces politiques de liberté du travail, de l'éducation, la mise en place des grands réseaux de communication, la lutte pour la santé grâce à la lutte contre le cancer et le SIDA, la protection de l'environnement, et surtout l'Europe sociale.

Pour terminer, mes chers camarades, je voudrais vous dire qu'il faudra inlassablement répéter que ce traité d'Union Européenne justement tourne le dos à une Europe qui serait riche, repliée sur elle-même, égoïste, indifférente au sort de ses voisins. Mais aussi, il tourne le dos à une Europe ectoplasme, sans colonne vertébrale. L'échiné souple devant les forts et les puissants, ouverte à tous les vents du libéralisme,. Il tourne le dos à une Europe théorique et abstraite, loin des gens, il tourne le dos à une Europe uniformisante, qui nivellerait vers le bas et remettrait en cause l'identité et la diversité de chaque pays.

En revanche, ce traité nous donne les moyens de faire de la Communauté des 12, le noyau dur d'un continent rassemblé, solidaire de ses voisins, une Europe qui parle d'égal à égal, avec les puissants de ce monde, une Europe riche et fière de sa diversité, qui se bâtit sur la réalité Européenne. Cette Europe-là, mes camarades, je ne pense pas que les Socialistes aient à en rougir. Je pense même

et j’espère qu’ils vont pouvoir s’enthousiasmer pour elle car il va falloir votre enthousiasme pour modeler cette Europe là. Le traité d’Union Européenne nous donne les instruments, à nous maintenant de la faire, cette Europe car l’Europe, c’est comme la vie, un combat permanent,. Nous gagnerons si nous avons confiance en nous-mêmes.
Pour terminer, je voudrais dédier à notre Parti, à ce combat pour l’Europe, cette phrase d’un des grands poètes français qui a aussi l’immense mérite d’être Vauclusien, cette phrase de René Char : "...impose ta chance, sers ton bonheur, et va vers ton risque, à te regarder, ils s’habitueront."
(Applaudissements)

Le président - Merci Elisabeth.
Avec l’intervention d’Elisabeth Guigou se termine la réunion de cet après-midi. Il est 20 h 15... demain on recommence à 10 heures. C’est Nicole Péry qui présidera.
J’ai annoncé les orateurs mais je les donne à nouveau : Georges Vivier, Sylvie François, Michel Debout, Gérard Collomb, et Jean Auroux.
La séance est levée.

Parti Socialiste
Congrès extraordinaire de Bordeaux
10, 11 et 12 juillet 1992

Séance du samedi 11 juillet 1992 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Nicole Péry.

Le président (Nicole Péry)
Je souhaite vous dire que nous n’avons aucune marge de manœuvre quant au temps de parole accordé.
Notre camarade Bérégovoy doit s’exprimer à 12 h 30. Je serai obligée de faire respecter strictement nos temps de parole.
Je demande à Yvette Roudy d’intervenir. Christian Pierret, tu te prépares.

Yvette Roudy
Chers camarades, le premier orateur d’un jour de Congrès, a une tâche vraiment difficile, puisqu’il doit, à là fois être rapide, précis, et en même temps essuyer les plâtres d’une certaine façon. Donc je ferai le lever de rideau. Les vedettes venant après...
(Applaudissements)
Je serai donc brève... Je vous remercie, c’était un petit peu à la pêche mais je vous remercie. J’interviendrai brièvement dans le temps qui m’a été imparti de 10 minutes. J’interviendrai sur deux points et je ferai trois propositions. Je ne ferai pas de commentaires sur la situation politique générale. D’autres le feront.

Fondation Jean-Jaurès

Il n’empêche que j’ai quand même quelques idées. Ce n’est pas mon objet.
J’interviendrai sur deux points : l’emploi et les modifications qui interviennent dans le monde du travail et sur les femmes bien sûr, et je fais trois propositions.
Nous le savons, mes chers camarades, nous vivons, en matière de production et de mode de travail, le temps de la flexibilité. Nous avons le taux de chômage qui pèse sur nous. Il y a de très fortes et puissantes mutations techniques. On ne fabrique plus comme on fabriquait, on ne travaille plus comme on travaillait... et ces mutations bouleversent notre vie. De plus en plus, émergent des modes nouveaux et ce que l’on appelle la flexibilité. De plus en plus, dans les entreprises, on propose de condenser le travail et nous avons maintenant, des semaines de trois jours, trois jours, 12 heures, des semaines de 4 jours, 4 jours 9 heures, et on parle aussi de week-end. A chaque fois, il y a négociation et à chaque fois, on parle compensations. Un texte de loi est en préparation.
Je crois que nous devons être attentifs à ce qu’il propose et ma proposition sera la suivante : ne pas accepter un mode nouveau de travail qualifié de flexibilité, ne pas accepter ces modes nouveaux qui peuvent être séduisants sans des compensations. Et des compensations qui seraient de trois types et qu’il faudrait exiger qu’elles soient accordées ensemble.

- Réduction du temps de travail.
- Formation.
- Avantages financiers.

Or, très souvent, on parle, en matière de compensation de réduction, ou d’avantages, ou de formation. Je crois, mes chers camarades, que nous devons exiger, à partir de maintenant, globalement, et sur le principe, la réduction du temps de travail à 35 heures par semaine. C’est un premier point.
Et que sur la flexibilité, en matière de compensation, exiger formation, réduction et avantages financiers et non pas "ou" comme il nous est proposé aujourd’hui. En matière de flexibilité, nous devons, sur ces propositions, nous montrer inflexibles.
Deuxième point que je voulais signaler : il concerne la situation évidemment des femmes, puisque c’est ma fonction encore au Parti pour quelque temps. Bizarrement, du côté des femmes, dans la société civile, la situation n’est pas forcément mauvaise.
Elles avancent, elles progressent, on les trouve dans un certain nombre de lieux, elles sont de plus en plus nombreuses dans la magistrature, dans la médecine, dans les services, bref elles sont partout je dirai et à des postes maintenant de plus en plus importants et qualifiés, sauf dans deux endroits où elles n’arrivent pas à, pénétrer, à savoir, pour la France, les partis politiques, et l’église catholique romaine.
(Applaudissements)
Je vois qu’il y a une douzaine de camarades qui écoutent ce que je dis. Je les remercie.
(Applaudissements)
Ces lieux semblent absolument hostiles et fermés, allez donc savoir pourquoi ! S’agissant de l’église catholique romaine, ce n’est pas notre affaire, mais

Fondation Jean Jaurès

s’agissant des partis politiques, et du Parti Socialiste, en particulier, c’est plutôt notre affaire. Des propositions ont été faites. Elles sont sur le bureau des responsables du Parti. Ils doivent savoir ce qu’ils ont à faire. Les femmes qui ont travaillé, qui ont fait ces propositions, on fait ce qui dépendaient d’elles.
La réponse dépend des responsables du Parti et ils savent que s’ils veulent qu’une réponse vraie soit entendue, en ces temps où de moins en moins de femmes viennent vers nous, et auraient plutôt tendance à aller ailleurs, il n’y a pas 36 manières de répondre. Le signe doit venir des places aux élections. La réponse viendra lorsqu’on saura combien de femmes sont candidates pour les sénatoriales, combien de femmes sont candidates pour les législatives.
Je sais, on a parlé d’une association, et le Parti est prêt à accepter ce que les Partis Socialistes de l’Internationale Socialiste pratiquent depuis plus de 50 ans, mais nous avons mis un petit peu de temps... je ne voudrais pas déranger les journalistes... bonjour, Michel, tu vas bien... c’est sympa de venir nous rejoindre... salut... cela ne vous ennuie pas que je continue ? Merci.
Alors 50 ans après le droit de vote accordé aux femmes, nous n’avons pas bougé. Donc le signe doit venir dans ces deux points que je viens d’indiquer. J’essaie pourtant d’être aussi simple que possible.
Ma deuxième proposition portera, comme autre signe en direction des femmes, sur l’égalité professionnelle, à savoir que dès l’instant où l’Etat donne une aide à des entreprises, ces entreprises doivent s’engager à mettre en place un plan d’égalité. Je vois que cette proposition soulève l’enthousiasme. Je la fais depuis pas mal d’années... je souhaiterais - Michel Charzat, peut-être que toi tu m’écoutes - qu’elle entre dans le projet Socialiste.
(Applaudissements)
C’est une proposition que les Canadiens pratiquent depuis longtemps et fort bien.
J’en arrive à ma troisième proposition et je céderai la place au second volontaire à qui je souhaite bien du plaisir, ma troisième proposition porte sur un fait législatif, qui s’est passé la semaine dernière.
Les députés, les sénateurs ont adopté un Code pénal. Dans ce Code pénal, s’est glissé un parasite. C’est une tâche dans un magnifique projet dont nous savons que nous voulons en faire le fleuron en quelque sorte de nos travaux.
Il existe trois lignes que l’on n’a pas pu effacer, bien que paraît-il, elles ne servent plus à rien du tout.
Ce qui est surprenant, c’est qu’on a failli tout faire exploser à cause de trois lignes qui ne servent plus à rien, mais dans ce Code pénal existent trois lignes qui indiquent la chose suivante : "toute femme commettant un avortement sur elle-même, sera passible de prison, et à verser une somme d’argent importante".
Bien évidemment, vous comprenez que ceci concerne peu de monde, et qu’en général, cela concerne plutôt des femmes isolées, démunies, et que leur geste est un geste quasi-suicidaire.
Au siècle dernier, lorsqu’on se suicidait, et qu’on se manquait, on vous mettait en prison. Eh bien, nous avons, dans notre Code pénal, une mesure qui pénalise les femmes qui ont ce geste suicidaire sur elles-mêmes.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Je demande à ce Congrès, si toutefois quelqu'un écoute... (applaudissements)... de demander au Président de la République et au Premier Ministre de présenter un projet à la rentrée qui abroge ces trois lignes qui croyez-moi... (applaudissements)... ne nous seraient pas pardonnées.
Voilà c'est une mesure archaïque, barbare, qui ne sert à rien, dont on m'assure qu'on ne s'en servira jamais, donc raison de plus pour la supprimer.
Voilà mes chers camarades, dix minutes, trois propositions. Je crois que j'ai fait le levé de rideau. Bon courage au suivant.
(Applaudissements)

Le président - Mes chers camarades, puis-je faire appel autant à votre camaraderie qu'à votre civisme, je souhaiterais vraiment que vous puissiez vous asseoir et que l'on donne quand même une image un petit peu plus correcte.
(Applaudissements)
Dans l'ordre des interventions, j'appelle à nouveau Gérard Collomb... Jean Poperen... J'appelle toujours dans l'ordre des interventions qui étaient prévues, Michel Charzat pour vingt minutes. Je vous demanderai une dernière fois de vous taire et de vous asseoir.

Michel Charzat

Mes chers camarades, j'ai gardé, comme chacun de vous, le souvenir des moments d'humilité et de fraternité retrouvées que nous avons vécus au Congrès de l'Arche. Aujourd'hui, vous devez aller plus loin, en prolongeant ce que vous avez engagé au mois de décembre dernier. Nous vivons une transformation du monde et de la société qui bouscule les frontières, qui ébranle les dogmes, qui érode les positions acquises.
Mais nous n'acceptons pas la fatalité de la défaite programmée, cette pseudo-fatalité du dépérissement du Socialisme et de la démocratie. Le Socialisme démocratique doit répondre avec ses valeurs aux nouvelles questions sociales, politiques, et culturelles. Au Congrès de l'Arche, nous avons fait le choix de l'aggiornamento, nous avons réaffirmé la morale et la méthode qui guident notre action, nous avons redéfini les objectifs d'un projet de transformation démocratique de la société, qui ne confondent pas liberté et libéralisme, marché et capitalisme.
Mes chers camarades, ces acquis sont essentiels. Nous avons en effet rompu avec l'illusion du tout politique, avec la prétention de vouloir maîtriser l'ensemble des processus sociaux, bref nous avons tracé un nouvel horizon élargi à de nouvelles espérances et à de nouvelles solidarités en Europe, et dans le monde. Et nous l'avons fait ensemble. Au Congrès de l'Arche, j'avais, comme beaucoup d'entre nous, demandé la pause des courants et la rénovation de notre organisation. Hier, notre Congrès ordinaire a permis une première avancée, sans doute aurait-on pu aller plus loin, mais nous savons qu'il s'agit moins de faire évoluer les textes que le contexte. Aujourd'hui, passant du projet au programme, il me revient d'innover dans le domaine de la stratégie en partant

Fondation Jean-Jaurès

de la réalité telle qu'elle est.
Première donnée, chers camarades, les Français ne croient plus aux promesses, ni au miracle, ils sont suffisamment lucides pour se défier des marchands de gadgets, comme des trafiquants de nostalgie. Ils savent que la politique n'a pas réponse à tout, il fallait par conséquent casser la présentation classique du programme clé en mains. Oui, nous voulons rassembler en écoutant, en impliquant, en associant des partenaires. C'est pour cela que nous proposons un contrat de législature, en précisant chaque engagement.
Deuxième donnée : la politique aujourd'hui tend à disparaître par le haut, confisquée par les technocrates et les experts, mais elle tend également à disparaître par le bas, dévoyée par les intérêts privés, et les corporatismes. Il faut donc réhabiliter la dimension civique du programme pour ancrer la citoyenneté dans un espace public de délibération, et donc jouer cartes sur table, débattre en public de nos engagements.
Troisième donnée : chers camarades, nous sommes au pouvoir depuis 1981, cela nous expose au reproche de ne pas avoir fait hier ce que nous proposons aujourd'hui pour demain. C'est bien sûr la grandeur et la certitude de la condition du Parti majoritaire, sous la 5ème République. Aussi notre programme doit-il trouver le ton juste, ni rupture avec ce que nous avons fait, ni oubli de ce qu'on attend de nous, ni fuite en avant, ni enlisement gestionnaire, bref et culture de gouvernement et stratégie de la réforme.
Chers camarades, évitons les faux débats Parti-gouvernement, pour assurer les vraies complémentarités, le gouvernement gouverne, parce que le Parti Socialiste lui en assure les moyens, l'opinion associe tout naturellement l'un à l'autre, nous soutenons le gouvernement dirigé par notre camarade Pierre Bérégovoy, dont nous saluons l'action tranquille et rigoureuse, mais nous devons à la fois assumer la durée, corriger les zones d'ombre du bilan, prolonger dans le temps les grands chantiers ouverts, enfin tracer les nouvelles étapes du progrès social. Notre différence tient à la durée, l'horizon du gouvernement est borné par la prochaine échéance, nous avons, nous le Parti Socialiste, un horizon plus long, celui de la prochaine législature, nous devons donc aller forcément plus loin, d'où nos engagements, et nos repères destinés à les éclairer.
Chers camarades, comme vous tous j'entends fréquemment cette complainte : la politique serait éloignée des préoccupations quotidiennes des Français, les politiques ne répondraient jamais quand on leur demande : que proposez-vous pour l'emploi, pour les sécurités, pour les libertés, contre l'exclusion, pour la transparence dans la démocratie ? C'est pour cela que nous répondons d'emblée par nos cinq engagements, qui répondent aux 5 interrogations majeures de nos concitoyens : l'emploi, les sécurités, les libertés, l'exclusion, la transparence.
Chers camarades, nous entendons aussi cette autre complainte, la Gauche aurait perdu ses marques, son identité serait floue, la Gauche et la Droite ce serait du pareil au même. C'est pourquoi notre contrat propose 5 repères qui constituent à la fois nos valeurs de référence et nos principes d'action.
Premièrement, la citoyenneté élargie qui permet de participer davantage à la vie sociale et politique.

Fondation Jean Jaurès

Deuxièmement, l'Etat garant qui défend l'intérêt général et qui assure la préparation de l'avenir.
Troisièmement, l'économie mixte qui remet le marché à sa juste place.
Quatrièmement, l'Europe, que nous voulons démocratique et sociale.
Et enfin, cinquième repère, le nouvel ordre international de paix, de démocratie, et de croissance écologiquement viable.
Chers camarades, au moment où ce Congrès va prendre son envol, aujourd'hui, avec l'adoption de notre contrat programme, les faits sont là, vous avez nettement approuvé l'idée du contrat programme, par nos débats nous allons l'améliorer avec des amendements dont beaucoup de fédérations ont pris l'initiative. Je voudrais, à titre personnel, émettre le souhait que notre Congrès se traduise par le renforcement de certaines de nos propositions, notamment sur notre premier engagement.
Le contrat programme propose, certes, un dispositif novateur et cohérent en matière d'aménagement du temps de travail. Nous y fixons, en effet, le double cap d'une société de promotion continue et d'une société de pleine activité où chacun a la possibilité d'occuper un emploi, de suivre une formation ou d'exercer une activité socialement utile La semaine de quatre jours, cette utopie réaliste, le développement du temps choisi et du temps partiel, la retraite progressive, sont autant d'engagements au service de cette métamorphose du travail pour parler comme Alain Gorce.
Voilà, chers camarades, notre nouvelle frontière économique et sociale. Cela implique donc, et je crois que nous devons le dire clairement, de distendre le lien rigide entre travail et revenu. Notre société ne justifie, en effet, l'attribution d'un revenu qu'en contrepartie d'un emploi salarié ou d'une activité validée par le marché. Or, il faut chaque jour moins de travailleurs, pour produire plus. Si nous continuons dans cette voie, nous risquons d'élargir le fossé entre les gagnants et les exclus. Aussi, la persistance d'un chômage élevé de plus en plus rebelle à une croissance même soutenue nous invite à plus d'imagination et à plus d'audace. C'est la raison qui doit nous conduire à renforcer le dispositif de partage et de réduction du temps de travail, pour avancer vers la société de pleine activité.
A cet égard, je pense que trois séries d'amendements sont nécessaires.

- Une véritable gestion prévisionnelle des effectifs. Il s'agit de convaincre et, s'il le faut, pourquoi pas, de contraindre les entreprises à ne plus considérer le licenciement comme une variable parmi d'autres de la gestion à court terme, disons-le dans notre texte, chers camarades. (Applaudissements)
- La modulation des cotisations sociales patronales, de façon à favoriser les entreprises qui favorisent l'emploi. Disons-le clairement dans notre texte, chers camarades. (Applaudissements)
- Explorer les gisements potentiels d'emplois dans les secteurs les moins exposés où la recherche de toujours plus de productivité n'est pas la clé de la compétitivité. Disons-le aussi dans notre texte.

Chers amis, notre contrat programme est un outil pour faire vivre une culture de

Collection Jean Jaurès

délibération dans notre pays et pour faire revivre une culture militante dans notre Parti. Dans cette perspective, trois tâches nous incombent désormais. Nous devons populariser le programme, faire vivre la méthode du contrat, faire triompher la volonté de vaincre.

D'abord, populariser le programme, c'est-à-dire expliquer le sens de notre projet, dire clairement ce que nous voulons, ce que nous voulons faire pendant la prochaine législature, aller par là même à l'essentiel et, dans cette perspective, je pense que nous pouvons dire que nos propositions tracent effectivement les trois objectifs pour une nouvelle étape de la réforme.

Ces trois objectifs sont selon moi :

- Donner à chacun les chances de se réaliser.
- Réorganiser ensemble la vie collective.
- Préserver les générations futures.

Donner à chacun les chances de se réaliser, c'est l'idée d'une nouvelle chance, le droit à un nouveau départ. Ce sont toutes nos propositions en valeur de l'autonomie de la personne, dans la vie sociale comme dans la vie privée. C'est l'idée de l'aménagement du travail, du temps libéré, du partage des rôles, de l'égalité hommes/femmes, de la retraite progressive, de la progression des salaires, du passeport "jeune", du droit à l'activité.

Réorganiser ensemble la vie collective, c'est l'idée de mutualiser les risques dans une société d'économie mixte. Ce sont nos propositions dans la perspective d'un partenariat politique, social, économique et culturel. C'est l'idée de l'émergence de nouveaux espaces de délibération, c'est l'idée de reconnaître le droit à l'équité territoriale. Bref, qu'il s'agisse de la citoyenneté de l'Etat garant de l'économie mixte, de la complémentarité entre l'espace local, national et européen, nous ouvrons les pistes d'une nouvelle organisation de la vie collective.

Enfin, préserver les générations futures, c'est l'idée de rendre vivable le monde de demain. Ce sont nos propositions destinées à sauvegarder l'avenir des générations qui vont nous succéder, c'est l'idée d'intégrer la dimension planétaire des problèmes. C'est pourquoi, chers camarades, la dimension de l'écologie politique qui irrigue l'ensemble de notre contrat programme n'est pas simplement un gadget. Nous nous sommes, en effet, refusés à ripoliner en vert nos propositions pour mieux intégrer partout dans notre programme les aspirations à une vie plus autonome, à un travail mieux partagé, à une existence et à un environnement plus équilibré.

Ensuite, chers camarades, nous devons faire vivre la méthode du contrat, car ce programme sera ce que vous en ferez. C'est au Congrès de Bordeaux d'en définir les modalités, c'est à vous de faire vivre la méthode proposée aux électeurs. Déjà, nous avons lancé les "Mardis du programme", et nous leur donnerons dès la rentrée un second souffle. J'observe à ce propos que c'est la première fois en France qu'un parti politique soumet ses propositions à la critique. Nous avons souhaité, en effet, que des personnalités reconnues pour leur expérience et leur compétence, que des praticiens du terrain puissent réagir en toute franchise à nos propositions, dans les domaines de la sécurité, du

Fondation Jean Jaurès

service public, de l'Education nationale et de la marche vers un grand Parti Socialiste européen. Je constate qu'en engageant ce débat, nous avons déjà beaucoup appris et que nous nous sommes peut-être, et certainement déjà mieux fait comprendre. C'est maintenant à tous les Socialistes d'aller à la rencontre des Français, dès le lendemain du référendum du 20 septembre, vous aurez dans vos quartiers, dans vos villes, dans vos villages, à organiser une présentation de notre contre programme, afin de recueillir, vous aussi, les avis, les suggestions, les critiques. Vous devrez ainsi créer la dynamique de ce contrat, en multipliant les rencontres et les débats. Cette phase pourrait se clôturer par la mise en commun des résultats de ce sondage réalisé en grandeur nature, par exemple à l'occasion de journées régionales.

Il s'agira aussi d'engager une phase de concertation négociation avec l'ensemble des forces de progrès susceptibles de s'associer aux Socialistes et de leur proposer un contrat à l'occasion de rencontres régionales et nationales. Ainsi, une plate-forme adoptée en commun pourrait déboucher sur des contrats de circonscription reprenant les engagements nationaux et intégrant éventuellement des engagements locaux. Ces contrats signés par nos candidats pourraient dès lors se substituer à la traditionnelle profession de foi.

Enfin, chers camarades, pour regagner le terrain perdu, pour faire triompher la volonté de vaincre, il faudra, je le pense, faire de ce Congrès un grand Congrès de rassemblement et de mobilisation. A huit mois seulement de distance, deux Congrès extraordinaires auront marqué la nécessité de réagir rapidement pour redéployer notre dispositif à la veille de mener deux campagnes essentielles, celle du "oui" au référendum et celle des législatives. Reconnaissons que ce dispositif était bien adapté au calendrier.

Chers camarades, l'enjeu est clair. Face au libéralisme, pourrons-nous en Europe faire prévaloir le Socialisme démocratique ? En France, face à la Droite, voulons-nous l'emporter ?

D'abord, l'Europe.

Le traité d'Union Européenne met enfin la politique aux commandes de la construction européenne. A nous de faire prévaloir l'Europe sociale, celle des politiques communes, et de démocratie, face aux tenants du "tout marché". Ne laissons pas les libéraux s'approprier l'Europe. Ne laissons pas les xénophobes dévoyer le sentiment national. Ne laissons pas les nationalistes républicains enfermer nos concitoyens dans la ligne Maginot de leurs archaïsmes.

Ensuite, les législatives.

C'est un enjeu et lui aussi parfois brouillé par une série de considérations internes ou de démonstrations externes. Mes chers camarades, comme vous j'entends ces voix qui nous font tant de mal, celle des enfants gâtés du Socialisme qui soupirent : Dieu que la Gauche était jolie du temps de la Droite ! Celles également d'une Gauche défaitiste réduite à prospérer sur les décombres de leurs propres courants. Enfin, ce bruit de fond d'une Gauche branchée qui n'a jamais aimé le Parti Socialiste, avec ses usages plébéiens, avec ses militants de base obstinés à vouloir intervenir dans le domaine des gens compétents. A toutes ces voix vient s'imposer une réalité peu contestable, qu'elles le veuillent ou non,

le Parti Socialiste va assurer l'essentiel de la bataille des législatives. C'est de nos rangs que sortira également le candidat qui conduira la Gauche à la bataille décisive des présidentielles. Le poids des réalités primera. Le système majoritaire fera le reste.
Chers camarades, le contrat que nous proposons au pays tient en trois objectifs que je rappelle.

- Donner à chacun les chances de se réaliser.
- Réorganiser ensemble la vie collective.
- Préserver les générations futures.

Voilà nos trois pistes pour la réforme, nos trois raisons d'agir en Socialistes et nos trois atouts pour gagner 1993.
(Applaudissements)

Le président - Je demande à Jean-Luc Mélenchon de se rendre à la tribune pour vingt minutes. Puis Jean Poperen pour vingt minutes.
C'est avec beaucoup de joie que nous accueillons Pierre Bérégovoy.
(Vifs applaudissements)

Jean-Luc Mélenchon

J'allais, chers camarades, commencer par vous dire qu'il était dur de parler après Michel Charzat, et je m'en vais vous détailler pourquoi, mais je reconnais que c'est un privilège envié par tous les militants que de pouvoir exprimer ses idées en présence du Premier Ministre qui a en charge notre politique et qui le cas échéant pourrait peut-être s'inspirer de ce qui sera dit. En tout cas, c'est le rêve secret de tout Socialiste. Je suis comblé.
Chers camarades, il est difficile de parler après Michel Charzat. Il est difficile de développer des arguments différents devant vous après que 80% de vos votes se soient portés sur son texte.
Une telle unanimité vous l'assumez, j'en suis sûr, la preuve du pudding, c'est qu'on le mange, c'est bien avec ce texte, c'est bien avec ces propositions que vous comptez vous présenter devant le pays, devant la Gauche pour les convaincre d'envoyer une majorité de députés, c'est avec ce texte que vous avez l'intention d'inverser la tendance électorale qui s'est exprimée en mars dernier.
Soit. Je comprends votre enthousiasme. Quand on a beaucoup travaillé sur un texte, on a tendance à y adhérer plus que de raison, je suis bien dans ce cas avec tous ceux qui ont voté comme moi en faveur de la Belle alliance pour
vivre autrement.
C'est sans doute pourquoi je n'arrive pas à vous rejoindre dans votre adhésion. Sur des sujets aussi graves et dans une période aussi troublée, on se doit la vérité. La contre partie de la liberté d'expression dans notre Parti, c'est la responsabilité. Quand on parle Parti, on parle pour tous les Socialistes. Il y a bien des manières de le faire. On peut signer et puis une semaine avant le Congrès écrire des lettres qu'aucun militant n'aura appréciées sur lesquelles il n'aura pas à voter. On peut ne rien signer et se prononcer contre tout. La belle affaire si le Parti adhérait à une telle démarche ! Comme nous serions avancés !

Fondation Jean-Jaurès

Et puis, il y a l'autre méthode, celle que nous vous avons proposée, proposée justement, et puis on verra et puis la discussion est là qui doit permettre de se rejoindre. J'assume donc avec mes camarades des désaccords qui sont encore inscrits dans nos textes à cette heure, je ne crois pas que nous puissions convaincre avec un programme qui biaise avec la question de la réduction du temps de travail.

Chers camarades, prenez le problème comme vous voulez, il faut de moins en moins de monde, surtout lorsqu'on veut une économie compétitive, avec des gains de productivité, il faut de moins en moins de monde pour produire de plus en plus de richesse. Il n'y a donc d'autre alternative que de travailler moins chacun pour travailler tous. On ne peut biaiser avec cette question et emballer la question de la réduction du temps de travail dans les abîmes du travail à temps partiel, car je vous le dis, s'il n'y avait que cela qui restait dans notre texte, eh bien, nous sommes à côté de la plaque, car le temps partiel aujourd'hui est un instrument de gain de productivité dans les mains du patronat, il ne sert qu'à augmenter ce qui peut être produit sans créer d'emplois nouveaux. Il est souvent imposé, rarement choisi.

Quand bien même parviendriez-vous à faire que le plein emploi dans les gains de productivité soit réalisé dans notre pays, vous n'auriez à la fin que du chômage exporté, comme a été exporté chez nous du chômage sur la baisse des gains de productivité des allemands et autres grandes puissances.

Je ne crois pas que nous puissions convaincre avec un programme qui ne comporte plus aucune allusion à la réforme fiscale qui est pourtant l'un des principaux instruments de la redistribution de la richesse dans notre pays. Je ne crois pas que nous puissions convaincre avec un programme qui ne traite de la laïcité que pour proposer que les musulmans s'y conforment sans qu'un mot soit dit, ni une précaution prise, contre le retour de l'intransigeance de l'église catholique.

(Applaudissements)

A l'heure où pourtant les chrétiens de gauche eux mêmes dénoncent le retour de ce qu'il faut bien appeler une forme d'intégrisme. A plus forte raison, camarades, et je le dis avec douleur, quand ce silence vient après un accord que la Gauche tout entière, je ne m'étends pas sur les causes, a ressenti comme une blessure de conscience.

Je ne crois pas que nous convaincrons vraiment après avoir dit que Maastricht n'est ni de droite, ni de gauche, si nous ne disons pas en même temps comment il y aurait une chance que Maastricht soit de gauche, parce que c'est ce que nous voulons faire de l'Union Européenne à venir, et pour cela il faut qu'une condition soit réalisée, le mouvement Socialiste n'a qu'un atout dans sa main, la démocratie, la capacité de mobiliser l'immense cohorte du salariat le plus éduqué, le plus développé de la planète. C'est bien pourquoi l'Union Européenne, sans une constituante, sans de véritables droits démocratiques entiers du Parlement européen ne sera jamais qu'un leurre pour nous. Inscrivons dans notre programme ce qu'est notre perspective, assumons que nous sommes des fédéralistes, assumons que nous voulons un Parlement européen souverain.

Contribution Jean Jaurès

Chers camarades, voilà pour le programme et vous savez qu'on ne peut résumer 118 propositions, puisque nous avons voulu être précis, en quelques mots.
Quant à la stratégie, permettez-moi de vous dire qu'à cette heure vous êtes à peine mieux lotis que vous l'étiez auparavant. Certes, après que quelques uns d'entre vous nous aient bien ri au nez pendant quatre ans à propos de l'alliance avec les Verts, voici qu'ils ont été convaincus à coup d'urne sur la tête. Le texte maintenant donne acte du fait que nous tendons la main aux écologistes et que nous leur proposons un programme.
Nous proposons une alliance sur des bases claires, car s'il y a des convergences, et combien de temps passé à les décrire à ces tribunes, il y a aussi des divergences, nous sommes des Socialistes, pas des Verts.
Vingt et une lignes de votre texte actent ce fait que nous tendons la main aux écologistes. Fort bien. Une méthode précise est décrite, c'est encore mieux. On relève les convergences, on constate les divergences. Tout est bien.
Etrangement pourtant ce beau progrès, de notre point de vue, s'accompagne d'un revirement aussi spectaculaire sur un autre plan : nos alliés de fait, chers camarades, aujourd'hui, ceux avec qui nous dirigeons la quasi-totalité de nos communes, ceux qui lorsqu'ils refusent de voter avec la Droite au Parlement, nous rendent possible de gouverner avec une majorité relative, ceux que mille fois on nous a jetés à la figure comme une garantie de notre attachement au rassemblement de la Gauche, parfois même pour s'opposer au principe de l'alliance avec les écologistes jugés plus flou, ceux là donc ont disparu ou presque du texte.
Camarades, j'attire solennellement votre attention sur ce point. Vous allez adopter un document dans lequel vous consacrez aux Communistes une ligne et demie. Je vous la lis : "Les Communistes, leur idéologie est en déroute, mais des sensibilités Communistes existent". Point final pour les Communistes.
Eh bien, je vous demande, pensez vous être équipés pour tenir la route sur le terrain avec ces deux lignes quand il faudra appeler à l'action commune, quand il faudra appeler entre les deux tours à se regrouper, quand il faudra faire des listes communes aux élections municipales de 95, qui sont incluses dans la durée du programme de législature 93-98, à mi mandat ? Croyez-vous qu'avec ce texte vous préparez la grande question qui nous est posée ? Comment comptez vous organiser votre dialogue ? Direz vous à vos adjoints : camarades qui êtes maires, direz-vous aux militants, direz-vous aux syndicalistes, votre idéologie est en déroute, mais des sensibilités Communistes existent ? Croyez-vous que c'est avec cela que nous prendrons le chemin de quoi que ce soit d'autre que de voir cette formule nous revenir dans la figure ? A leur tour, peut-être bien qu'ils seraient capables de nous dire : Socialiste, ton idéologie est en déroute, mais des sensibilités Socialistes existent ! Est-ce de cette façon que nous croyons pouvoir gérer la vraie question que pose à gauche, l'enfermement sectaire du Parti Communiste, les vraies divergences qui se posent avec lui ? Croyez-vous qu'il suffira de ces deux phrases pour disposer entre les deux tours d'un chèque en blanc ? Croyez-vous que c'est ainsi que nous aborderons la grande question de la recomposition de la Gauche, car c'est la grande question qui est posée à notre

Fondation Jean Jaurès

stratégie, à notre programme ?
Nous le voyons, la Gauche se disperse, la Gauche s'émiette, la Gauche doute d'elle-même, parce que sa grille de lecture de l'avenir est devenue incertaine, parce que ces formes d'organisation ne sont pas adaptées, ce n'est pas que la crise des Socialistes, la crise qui nous atteint tous et dans laquelle nous avons une responsabilité qu'il serait stupide de vouloir nier est celle de toute la Gauche.
Chers camarades, sans m'étendre davantage sur ce point, je demande que l'on réfléchisse. Le doute qui monte est un doute sur le caractère opérationnel de nos idées, non sur la période. Tant que le trouble est partout, tant que le monde bouge et change, bien sûr, c'est une menace, mais c'est aussi une chance pour nous d'inverser le cours des événements et d'avancer vers les objectifs que nous nous donnons. Ne croyez pas un instant que les forces de contestation de ce que vous devez appeler par son nom, le capitalisme, ait faibli ; constatez qu'elles se sont organisées en dehors de nous pour une part à l'échelle internationale.
Rappelez-vous qu'il n'est pas d'époque qui ne produise la pensée de ces transformations.
Il est vrai que c'est aujourd'hui l'écologie qui a su récupérer cet espace de contestation, du capitalisme, voyons y plutôt une chance qu'un échec, nous, les Socialistes, qui ont vu si souvent que le capitalisme était de l'intérieur condamné par la baisse tendancielle du taux de profit, nous voyons qu'une limite plus insurmontable a été désignée. Si ce système prétend tirer encore la planète en avant, ce ne peut être qu'au prix d'un désastre. Si l'on produisait partout dans le monde comme on produit dans nos sociétés développées, ce serait au prix de la fin de toute vie sur cette planète.
Lors qu'un tel verdict est rendu, qui a eu raison dans le temps et dans l'histoire, sinon nous ? Pourquoi à cet instant douter de soi, refuser de s'appuyer sur cet élan qui naît et qui partout fait que cet ordre injuste est contesté ?
Chers camarades, réaffirmons ce qui est notre objectif, dans le temps, notre patrimoine dans l'histoire, l'autonomie de la personne et, à partir de là, donnons la grille de lecture. Comment voulez-vous qu'on juge des progrès que représente une politique Socialiste, un gouvernement Socialiste, quand les seuls repères sur lesquels vous appelez à en lire la vérification sont les indicateurs économiques qui sont totalement étrangers à nos logiques ?
Nous avons besoin d'un indicateur de développement humain qui permette de dire à chaque instant : voilà les résultats que nous avons obtenus pour vous, dans les domaines qui sont essentiels, ceux de notre liberté, ceux de notre épanouissement, ceux de notre accès à la culture, à la durée de la vie, au partage du pouvoir ? C'est cet indicateur dont nous avons besoin pour qu'on cesse à chaque fois qu'on parle de droits humains de nous jeter à la figure l'indice du commerce extérieur et le différentiel d'inflation avec l'Allemagne.
(Applaudissements)
Rendez lisible votre action, l'indicateur de développement humain est celui qui nous permet de récuser en doute l'omnipotence de l'homo-economicus. Non, la vie, ce n'est pas que produire et s'il faut moins de travail pour produire plus de

Fondation Jean Jaurès

richesses, tant mieux, si la corvée est plus également répartie, il faut se souvenir que Lafargue avant nous réclamait comme un droit Socialiste le droit à la paresse. Demandons au moins comme un droit Socialiste le droit au bonheur.
Chers camarades, vous avez écrit dans le texte que nous avons adopté à l'Arche que nous nous situions dans un rapport critique au capitalisme. Lisez le texte sur lequel se sont portées la plupart des suffrages et posez-vous la question : où est le rapport critique au capitalisme dans ce texte ? Pourquoi ? Parce que nous n'aurions pas de contre modèle ? Mais voyez comment entre 1972 et 1992 entre la conférence de Stockholm qui fait apparaître la problématique de l'écologie et celle de Rio qui la voit rejoindre celle des grandes questions sociales et des rapports de puissance, les idées nouvelles ont émergé qui sont une grille de lecture critique du capitalisme, mais elles ne sont pas la propriété privée des écologistes. Qui présidait la Commission, notre futur commun, qui a élaboré le concept de rapport critique au capitalisme, qui s'appelle l'éco-développement durable ? Une travailliste, l'une des nôtres, le Premier Ministre Socialiste de la Norvège.
Ces idées, ces mots, doivent claquer comme des drapeaux car si l'avenir est incertain, c'est naturellement vers ceux qui savent où il faut aller qu'il faut se tourner. Ne croyez pas que vous fassiez preuve de pragmatisme quand vous êtes seulement flous. Ne croyez pas que vous soyez convaincants quand vous vous contentez seulement d'errer d'une mode à l'autre, d'une critique à l'autre. Nous avons besoin, parce que sinon il n'y a que révolte informelle, violence sans lendemain, de mots qui tracent les pistes sur l'avenir et qui montrent qu'on peut changer le monde.
Notre légitimité, mes chers camarades, elle n'est pas dans le pouvoir que nous exerçons, elle n'est peut être même pas dans le Parti que nous faisons vivre, elle est dans la mission que l'histoire nous confie. C'est cela qu'on attend de nous : changer ce monde, et nous le pouvons, nous les Français, nous les Socialistes français, de manière peut-être plus forte que d'autres, parce que nous sommes un grand peuple, parce que nous sommes une grande puissance et que cette puissance matérielle, cette puissance intellectuelle, nous pouvons la mettre au service d'un grand idéal commun. C'est à ce prix que vos systèmes d'alliances ne seront pas des béquilles pour survivre, mais au contraire l'affirmation tranquille que le Socialisme français est capable, à travers l'objectif du développement humain, avec le modèle de l'éco-développement durable, avec la perspective du co-développement des nations, d'organiser autour de lui et, donc, de faire fusionner les deux grandes questions de ce siècle : la question sociale et la question du patrimoine commun de l'humanité, car telles sont les tâches qui sont posées devant nous.
J'en ai fini, camarades. Etre une minorité, c'est vouloir servir le débat dans son parti. Il n'y aucune gêne, figurez-vous, à être minoritaire ! J'estime que nous y gagnons tous. Ne nous demandez pas de renoncer à ce que nous croyons, car nous le croyons juste, non pas pour nous, mais pour nous tous !
(Applaudissements)

Le président - Jean Poperen, pour 20 minutes, puis Henri Emmanuelli, pour 10 minutes.
Une brève annonce : la réunion des Dom-Tom, avec le ministre Louis Le Pensec, aura lieu à 14 h 30 salle Montaigne.

Jean Poperen

Mes chers camarades, nous avons une instance officiellement et réellement d'abord consacrée à notre projet et c'est bien ainsi. On ne réussit pas le court terme sans réfléchir, choisir, décider sur le long terme. Il le fallait, il le faut. Et je dis tout de suite à Michel Charzat, qui dans une conversation d'avant séance s'inquiétait un peu, qu'en tout cas, avec la proposition politique principale de ce document (le contrat de législature), je suis naturellement en profond accord. Simplement, une expérience déjà un peu "longuette" m'amène à dire : que cela passe des textes dans les faits et, dans ce cas, tout sera très bien.
Mais enfin, ce Congrès se situe aussi à proximité de deux échéances importantes.
D'abord, Maastricht. Il faut que le "oui" l'emporte, il faut qu'il l'emporte largement. Naturellement, on peut comprendre les hésitations, les craintes, les réserves ; il y en a toujours lorsqu'on est à un moment de l'histoire qui est une grande traversée vers autre chose et qu'aucun de nous, si partisan de l'Europe soit-il (et de cette étape précise que constituent les accords de Maastricht) ne peut être sans interrogations, sans réflexion de fond, sans inquiétudes parfois, disons-le aussi.
Mais il y a le choix principal et je demande à tous, à tous nos amis et camarades qui sont profondément de gauche mais qui s'apprêtent à dire "non" et à faire voter "non", de réfléchir beaucoup.
En vérité, y a-t-il un autre choix que d'aller vers la construction européenne, à un moment où cette inter-dépendance, chaque jour répétée et constatée, des grandes économies mondiales, fait qu'il n'y a d'avenir pour aucune de nos nations isolément ? Le choix, mes chers camarades, et vous le savez tous, nous le savons tous, est entre dépérir dans une sorte d'insularité politique et économique maladive ou prolonger la vie de nos nations dans un ensemble plus vaste où, sans doute, dans un avenir plus loin (deux, trois générations, peut-être davantage... cela ne peut être qu'un cheminement lent), d'autres choses apparaîtront qui succéderont à cette réalité nationale qui a marqué la vie de nos sociétés depuis quatre ou cinq siècles.
C'est ainsi. Nous entrons (pardonnez la référence) dans un nouveau monde. Alors, je dis à ceux qui ont ces inquiétudes : ne cherchez pas une échappatoire, ne cherchez pas, par exemple, la fuite en avant dans la promotion d'une Europe jusqu'à l'Oural et au-delà dont nous savons bien qu'elle serait la dilution. Les peuples de l'Europe Centrale et de l'Europe de l'Est ont d'abord besoin, eux aussi, que s'affirme puissante, efficace, solidaire d'eux sans doute, l'Europe des douze telle qu'elle est, élargie sans doute bientôt à d'autres pays voisins.
(Applaudissements)
Donc, que le "oui" l'emporte largement. Mes chers camarades, cela veut dire,

surtout pour un Congrès Socialiste, que nous ayons le souci que les nôtres votent "oui".
(Applaudissements)
Quand Léotard souligne, et d'autres d'ailleurs à droite, "qu'autour de la table de Maastricht, ils étaient 12 et il n'y avait que 2 Socialistes (Mitterrand et Gonzales), donc - prolonge-t-il - cette Europe, c'est l'Europe libérale, c'est la nôtre !", mes chers camarades, s'il n'y a pas notre discours, nos raisons de gauche d'appeler à voter "oui", croyez-vous que ce genre de propos, entendu presque chaque jour, va amener les nôtres, déjà parfois hésitants, interrogateurs, craintifs, à rejoindre notre combat ?
Il faut être clair, si nous devons débattre (et c'est pourquoi j'ai exprimé quelques craintes lorsqu'on a annoncé tel ou tel meeting commun... d'ailleurs, on a bien dû considérer que ce n'était pas la bonne méthode puisqu'on a renoncé à ceux qui devaient maintenant avoir lieu et je m'en félicite...), il faut avant tout que nous puissions rassembler.
(Quelques applaudissements)
Sur quoi ? Eh bien, naturellement, sur l'Europe sociale.
Alors, je sais, on nous l'a dit et j'imagine qu'on le redira tout à l'heure et tant mieux (les meilleurs, les mieux placés le diront mieux que moi), on a déjà fait beaucoup et on le doit, notamment, à la France et au président Mitterrand.
Mais, mes chers camarades, la question n'est pas seulement demain de saupoudrer d'un peu plus de social, de faire un peu plus de ce Socialisme caritatif qui nous est devenu cher. Le problème est d'engager, d'entraîner les forces profondes de la Gauche européenne, d'appeler ces grandes organisations politiques et syndicales à engager le combat de longue durée pour que l'Europe ne bascule pas du côté du libéralisme intégral, n'y tombe pas de plus en plus.
Sommes-nous convaincus que nous entrons dans une période de longue lutte sociale, de confrontation sociale, mais qui désormais se développera dans les limites de l'Europe des douze, et demain des seize ?
La vérité sur laquelle nous devons bâtir notre action, c'est que désormais la confrontation sociale se fera dans le cadre de l'Europe. Que tous ceux qui sont à gauche méditent cette évidence au lieu de s'étioler, de se marginaliser dans des combats d'un autre âge contre la perspective européenne !
Mais, mes chers camarades, si nous devons être de plus en plus européens, nous sommes encore beaucoup hexagonaux et si nous voulons mener cette grande confrontation sociale avec l'ultra-libéralisme dans le cadre de l'Europe, il faut affiner nos réponses ici. Balayons devant notre porte. Mais je sens ma tâche relativement facile, puisque ce début d'été aura été le solstice des révélations !
Tel grand journal, qui est considéré le plus souvent comme un organe de gauche, du matin, titrait il y a huit jours : "Le social nous explose à la figure !" et je lisais hier soir, dans un autre grand organe de presse, du soir cette fois : "Il est urgent, dans une réflexion de fond sur les événements que nous avons vécus ces jours-ci, il est urgent pour la Gauche de retrouver une vocation sociale."
(Applaudissements)
Je transmettrai au journaliste vos applaudissements, puisque c'était une citation,

Fondation Jean-Jaurès

d’autant plus que c’est ce que je me préparais à écrire dans ce grand organe de presse, s’il m’avait offert l’hospitalité. Mais j’ai l’occasion de vous le répéter ici. Et en prolongement, que dit-il ? C’est vraiment tout à fait intéressant : "Redevenir porteuse (la Gauche) sinon d’ambition (là, je dis : pourquoi pas d’ambition ?) du moins d’espoir social, retracer les chemins du dialogue social, recréer un lien social fort, ce sont là les impératifs de la Gauche si elle veut retrouver sa raison d’être."
(Applaudissements)
Mes chers camarades, au risque de paraître tomber dans le radotage (ce qui n’est jamais bon, mais se répéter n’est pas forcément radoter quand on n’a pas encore été assez entendu), permettez ! Depuis 1983, je vais répétant : nous avons pris un grand tournant économique et nous avons eu raison de le prendre. Aujourd’hui, je le répète, et ceux qui en ont été les artisans et les réalisateurs (Pierre Bérégovoy au premier rang) ont eu raison. Mais, dès 1983, j’ai dit : nous aurons les pires mécomptes, les pires difficultés, si nous n’équilibrons pas par des initiatives sociales fortes le choix que nous venons de faire.
Mes chers camarades, nous y sommes, ce qui m’a autorisé cette semaine, dans un texte qu’on vous donnera tout à l’heure, si vous ne l’avez déjà eu (mais dont on a déjà un peu parlé) à aller un peu loin sans doute dans mon appréciation, mais je ne retire rien : pour n’avoir pas voulu tenir compte de cet impératif, oui, je le dis, j’ai le sentiment que nous sommes au fond de la nasse et que ce sont les faits qui imposent la nécessité de la politique du contrat, "le nouveau lien social" dit cet article que je vous citais et que vous avez applaudi.
Alors oui, il le faut.
Les contreparties.
J’ai entendu hier soir ici même parler de contreparties sans dire lesquelles, cela ne menait à rien. En effet. Mais on a dit lesquelles, et d’abord ce sont les travailleurs eux-mêmes qui disent lesquels.
Mes chers camarades, il y a huit jours nous nous interrogions sur le point de savoir comment allait évoluer une grave crise sociale, et je dis tout de suite ici que je suis en accord avec la façon dont le gouvernement a surmonté cette crise dangereuse, dont tout à la fois Jean-Louis Bianco et Martine Aubry ont mené les négociations sociales et dont Paul Quilès a assuré le nécessaire respect de l’ordre républicain, fondement de la démocratie.
(Applaudissements)
Mais que nous a révélé cette crise, si tant est qu’il y ait eu besoin de révélation ? C’est qu’au-delà d’un choix technique important pour la sécurité, et que nous avons eu raison de faire, et sur lequel nous avons eu raison de ne pas revenir, s’est bientôt trouvée posée la question de la dégradation des conditions de travail, de l’existence de travailleurs qui ont pu parfois mal se conduire il y a quelques jours, mais dont il faut dire ici qu’ils sont surexploités et dont nous n’avons pas jusque là pris vraiment en compte les problèmes. Alors ils ont indiqué dans leur confusion, dans des réactions, il faut le dire, anarchisantes, quelles étaient leurs aspirations.
Chers camarades, qui vous interrogiez hier gravement sur les contreparties, ils

ont dit, eux, ce qu'ils entendaient par contreparties à l'accroissement de la productivité, de la rentabilité, et donc à la réussite de notre politique économique. Mais j'ajoute que nous sommes un certain nombre, dont votre serviteur, qui ont avancé des réponses. Mes chers camarades, je vous le dis sans acrimonie, mais tout de même avec insistance, c'est notre intérêt à tous qui est en cause. Il ne faut pas être sourd quand des propositions sont faites. On peut dire qu'elles ne conviennent pas, mais il ne faut pas dire qu'elles n'existent pas.
Quand après le constat de l'énorme concession que nous avons faite et eu raison de faire sur la fin de l'indexation des salaires, j'ai avancé l'idée d'une indexation de croissance, ce qui aurait lié en effet l'amélioration du sort du monde du travail à l'accroissement de la productivité, est-ce que c'était une hypothèse de contrepartie ou non ?
(Applaudissements)
Mais aujourd'hui, quelle est la grande question ? Cela a été dit avant moi par Charzat lui-même à sa façon, et d'une autre façon évidemment par Jean-Luc Mélenchon, c'est l'emploi. Et lié à lui, la durée du travail.
Quel est le constat que nous faisons depuis quelques années, sinon que l'amélioration de notre rentabilité, de notre compétitivité internationale - voir le mouvement positif de notre balance du commerce extérieur - entraîne une augmentation du chômage et une réduction de l'emploi ? C'est devant cela que nous sommes. Alors la contrepartie à la croissance, à l'augmentation de la productivité, de la rentabilité, de la compétitivité internationale, c'est que dans les années à venir, je ne dis pas dans les huit jours, je ne somme pas le gouvernement aujourd'hui en place de le faire dans les six mois, il faudra avoir en ligne de mire une redistribution du temps de travail structurellement indispensable si l'on veut faire reculer le chômage.
(Applaudissements)
Les faits l'imposent, c'est la politique du contrat, du contrat social, qui n'est pas contradictoire avec le contrat de législature, au contraire, il en est le support social nécessaire. Mais une objection avait souvent été faite, et je reviendrai ensuite seulement à quelques commentaires sur la stratégie politique et j'en aurai terminé, une objection avait souvent été faite, qui paraissait forte et qui l'était en effet : comment négocier un contrat si on n'a pas d'interlocuteur ?
Dans l'esprit de beaucoup d'entre nous, je dirai même de nous tous, y compris de celui qui vous parle, cela voulait dire des syndicats puissants bien installés, et naturellement qu'il en faudrait ! Cela doit dépendre aussi un peu de tous ceux qui sont là, j'imagine, pas seulement mais quand même un peu, mais quand à dire que la négociation, le dialogue social, donc le contrat ne sont pas possibles dès lors qu'il n'existe pas d'organisation syndicale, mes chers camarades, excusez du peu : après ce qui se passait il y a tout juste huit jours où les ministres de ce gouvernement ont présidé avec succès à un dialogue social avec des interlocuteurs qui sont nés de l'action, qui sont nés de la lutte. Alors naturellement qu'il vaudrait mieux avoir en permanence des grands interlocuteurs syndicaux, mais si on ne les a pas, dites-vous bien qu'ils naîtront de toutes façons !

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Simplement, si on ne fait pas la politique du contrat, alors les interlocuteurs, ils naissent de la grève sauvage, avec les risques politiques qu'elle comporte, et nous avons tout de même frôlé d'assez près des déboires, pour ne pas dire plus ! Ils naissent de la grève sauvage et éventuellement au-delà, et je ne fais pas de catastrophisme mais je vous mets en garde et je vous demande d'y réfléchir, ils naîtront de l'émeute, c'est-à-dire d'une rupture de l'équilibre social.
Ou bien on recherche en effet l'accord social par le contrat, ou on risque la rupture grave, et dans le désordre de l'équilibre social. C'est un peu le dilemme.
(Applaudissements)
Alors, mes chers camarades, avec quelles forces politiques ferons-nous cela ? Evidemment pas avec la Droite, pas avec une partie de la Droite, et là soyons clairs : des hommes déjà nous ont rejoints, venant de cette partie du paysage politique, et bien entendu nous souhaitons que d'autres le fassent. Mais "ne maquillons pas les brèmes", comme on dit ! Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Ce dont on parle partout, sauf ici et sauf au Comité directeur il y a cinq semaines, c'est d'une alliance éventuelle avec telle ou telle formation politique de la Droite, c'est-à-dire d'un contrat politique avec cette formation, et cela au nom de la recomposition.
Mais, mes chers camarades, je suis bien d'accord, la recomposition se fera dès que la décomposition sera achevée, ce qui n'est pas tout à fait le cas encore. Elle se fera. Mais laquelle ? Laquelle ?
Là il y a plusieurs hypothèses.
Je souhaite donc beaucoup que nous nous réunissions pas trois jours, venus de toute la France, et que nous fassions là dessus un silence pudique, alors même que l'un des nôtres, et l'un des plus éminents, auquel je rends hommage - il est, je crois, parmi nous ce matin - qui joue dans la construction européenne un rôle de premier plan... vous voyez que le portrait robot quand même se précise, dont on dit même ici ou là, moi aussi je dis les trucs que j'entends partout, mais qu'on ne dit pas à la tribune parce que cela ne fait pas bon genre... qui serait potentiellement candidat à une haute fonction, candidat virtuel, candidat potentiel, candidat éventuel - enfin vous voyez comme ce jeu devient très compliqué puisque nous subissons cette règle funeste... Donc lorsqu'il prône et qu'il trouve souhaitable que se réalise l'hypothèse de cette alliance avec l'une des formations de l'opposition d'aujourd'hui, moi je dis que c'est un sujet de discussion qui, entre démocrates que nous sommes, est tout à fait estimable.
Mais il ne faut pas après nous dire que quand de braves militants du rang, quand nous-mêmes nous en parlons, on fait un procès d'intention, non ! On parle de cela. J'ai lu l'article d'un de nos camarades, lui aussi éminent, pas autant que celui que je viens d'évoquer, mais enfin qui compte, autour de notre candidat virtuel - il s'agit de Jean-François Merle, là je le cite, il y a quelques semaines - qui explique très tranquillement que ceux qui contestent cette hypothèse de travail d'une alliance avec ce que j'appellerai par pudeur le "centre Droit", se moquent du monde, puisqu'en effet cela fait partie des hypothèses sur lesquelles on réfléchit.

Alors voilà... D'autant plus, mais je ne détaillerai pas parce que je sens que j'arrive au terme de mon temps de parole, que j'ai eu le sentiment, je l'ai donc dit et écrit, que ces dernières semaines, ces toutes dernières semaines, toute une série de concessions dans l'action gouvernementale - naturellement le Premier Ministre va avoir tout à l'heure tout loisir de réagir s'il le souhaite - toute une série de concessions, dépenses de santé, taxes départementales, l'accord évoqué tout à l'heure et salué par votre salle comme il se devait, la concession évoquée par Yvette Roudy dans le Code pénal sur l'auto-avortement, tout cela, moi je l'ai interprété peut-être à tort, mais comme le fait que l'alliance dont on parle, en quelque sorte elle était déjà en partie réalisée dans les faits.
(Applaudissements)
Je me demande ce que nous négocierons avec ce partenaire, puisque déjà nous faisons une grande partie de ce qu'il peut souhaiter ! Alors, non.
L'autre hypothèse, l'autre recomposition avec toutes ces forces éparses aujourd'hui de ce que j'appelle de l'extrême Gauche à l'extrême Centre, ce qui fait beaucoup de monde...

Le président - Jean, tu voudras bien conclure.

Jean Poperen - Mais la difficulté, c'est qu'aujourd'hui nous n'avons pas d'allié prêt à s'engager avec nous. Par conséquent nous n'aurons pas ce rassemblement dont nous avons besoin dans les meilleurs délais si tout à la fois nous n'ouvrons pas un axe stratégique, je l'ai évoqué tout à l'heure, mais surtout si nous n'engageons pas un grand travail de terrain en direction de toutes ces forces éparpillées.
Je vois bien, Mélenchon y a fait allusion, qu'on courtise de tous côtés les élus locaux. Mais vous aurez observé comment ils font les "belles", si j'ose dire, et se font désirer. Ils ne sont évidemment pas prêts à l'heure qu'il est à passer n'importe quel accord. Par conséquent, chers camarades, il faut refaire ce que nous avons su faire, Nicole Jachère (?), en d'autres temps, c'est-à-dire peser à partir de nos initiatives de terrain sur la réalité politique, faire évoluer cette réalité en multipliant les initiatives de départements, de localités.
Je vous demande comment nous avons fait dans une circonstance profondément différente, quand était mise à l'épreuve l'union de la Gauche en 1977 : nous avons gagné la bataille politique, démontré où étaient les diviseurs, et donc fait progresser l'union, parce que nous nous sommes lancés dans de multiples initiatives, de multiples contacts, de multiples rencontres de terrain.
Allons-nous le refaire ? Au lieu, comme l'évoquait tout à l'heure Charzat, mes chers camarades, de geindre sur les difficultés du moment, sur je ne sais quelle morosité, il faut redevenir un parti d'initiative et d'action.
(Applaudissements)

Le président - Je te demande de conclure...

Jean Poperen - C'est ce que je suis en train de faire, tu le sens bien. Un Parti

Fondation Jean Jaurès

donc d'initiatives et d'actions. Comme à l'été dernier, lorsque je l'avais souhaité, pour ma part.
Nous avons perdu du temps mais il n'est pas trop tard. Il faut aller vers ce grand rassemblement du mouvement, avec toutes ces forces si nous savons nous adresser à elles partout où elles sont.
Là est l'audace, là est la novation, là est la modernité, mais croyez-moi, si morosité il y a, c'est par une dynamique d'action qu'on casse la morosité.
(Applaudissements)

Le président - Je vais appeler à la tribune Isabel Allende.
Auparavant, je vais vous lire le

Message de François Mitterrand

Président de la République Française, qu'il adresse à notre Congrès.
"Chers amis, à l'heure où votre Congrès nous rassemble à Bordeaux, je viens vous redire l'attachement qui me lie à vous, comme à votre démarche.
Aujourd'hui, il s'agit de poursuivre malgré les difficultés qui s'attachent à toute action politique, l'œuvre entreprise de moderniser l'Etat, d'étendre le champ des libertés, d'assurer à chacun son droit dans le respect des autres.
Il s'agit, comme toujours, de préserver la paix, mais aussi de la rétablir.
Il s'agit de donner à l'Europe, les moyens et la force qui lui permettront de répondre à ce que nous attendons d'elle.
Pour croire à l'Europe, il faut croire à la France. Nous ne sommes pas de ceux qui doutent de la patrie.
Soyez fidèles, soyez solidaires, soyez déterminés, à gagner les combats démocratiques qui vous attendent. Retrouvez les chemins de l'espérance, faites-vous entendre, faites-vous comprendre.
Vous le pouvez si vous le voulez.
Notre pays a besoin de vous, de votre conviction, de votre ardeur, de vos projets.
Recevez, mes amicales pensées. "
François Mitterrand.
(Applaudissements)
La parole est à Isabel Allende.
(Très vifs applaudissements)

Isabel Allende

Pardon pour mon très mauvais français.
Monsieur le président, chers camarades, chers amis, au nom du Parti Socialiste du Chili, je vous remercie de l'occasion qui m'est offerte de participer à cet important Congrès du Parti Socialiste Français.
J'arrive du Chili, un pays si lointain, situé à l'extrémité australe de l'Amérique Latine, et cependant j'ai l'impression que les questions essentielles qui préoccupent les Socialistes français sont les mêmes que celles des femmes et des hommes du Chili qui partagent votre rêve d'un monde plus juste et plus libre.
Vous, comme nous et tant d'autres, nous posons la même question : quelle

Fondation Jean Jaurès

alternative représentons-nous, Socialistes, dans le nouvel ordre mondial?
Le système international issu de la fin de la guerre froide, introduit dans sa dimension politique et économique une restructuration du monde dans laquelle la définition du projet Socialiste se trouve confrontée à des dilemmes et à des défis, mais aussi à des possibilités de renouvellement.
D'une part, nous saluons la fin des régimes totalitaires qui a permis la réduction de la menace nucléaire et des dépenses militaires des grandes puissances.
Mais, parallèlement, nous assistons à l'aggravation des situations d'injustice et d'inégalité dans le monde. De ce point de vue, nous sommes très inquiets face à ceux qui, aux Etats-Unis, prétendent à un rôle de gendarme mondial et ne reculent devant aucune violation des principes du droit international.
De même, nous sommes préoccupés par la tendance à la constitution de blocs de pays riches, ouverts seulement à la compétition commerciale entre eux, mais fermés à l'urgence du développement des pays plus pauvres.
De fait, on dirait que la sensibilité face à la pauvreté et l'injustice que vivent les nations de moindre développement, recule nettement dans le monde actuel, dont les dirigeants ne montrent pas tous le courage d'un Président Mitterrand à Sarajevo.
Comme vous, nous sommes inquiets devant la crise des sociétés démocratiques et le recul de l'esprit civique auquel nous assistons dans plusieurs de nos pays.
L'irresponsabilité et la calomnie, les manifestations de l'inefficacité administrative, l'absence ou la faiblesse des mécanismes de participation des citoyens, tout cela représente, bien moins qu'un stimulant pour ceux qui veulent perfectionner la démocratie, un soutien à l'émergence et au renforcement des forces antidémocratiques, de caractère conservateur et souvent raciste qui, derrière la critique des démocraties œuvrent à leur destruction. Je dirai, pour résumer, qu'il n'est pas facile de faire face à ces défis, à l'arrogance des forces de droite qui diffusent l'illusion de la fin de l'histoire que le capitalisme - sous sa forme néo-libérale - représenterait face à toute alternative de justice sociale et de changement. Pour nous, Socialistes chiliens et latino-américains, la question est : comment le Socialisme peut-il être perçu comme une réponse concrète, susceptible de remporter le combat culturel de nos peuples contre la pensée néo-libérale ? Comment affronter l'idéologie individualiste qui limite au seul marché la participation du citoyen et prétend résoudre par des solutions technocratiques et autoritaires les conflits qui surgissent naturellement dans la société ?
Chers camarades, j'ai la profonde conviction que toute notre volonté, tout notre engagement éthique et moral doivent tendre en direction de ceux qui sont les principales victimes de l'injustice : c'est ce qui constitue l'essence de la pensée et de l'action du président Allende qui, dans les années de la plus forte polarisation idéologique, nous enseignait, en avance sur son temps, ce qui nous semble rencontrer maintenant un consensus universel : que la démocratie ne doit pas être sacrifiée au seul développement économique ; qu'il n'y a pas de Socialisme sans liberté, pluralisme et démocratie et que, quand on exerce le gouvernement grâce à l'élection, il faut défendre ce mandat du peuple jusqu'à ses ultimes conséquences, comme à su le montrer Salvador Allende.

Nous, Socialistes chiliens, maintenons notre fidélité à cette vision. Nous avons travaillé à l'unité des forces démocratiques de notre pays et à la mise en œuvre de notre programme de transition commun. Nous avons largement contribué à la défaite de la dictature de Pinochet. Nous travaillons à la stabilité de la majorité de la coalition du centre et de la Gauche qui appuie le Président Aylwin, lequel commence demain la première visite officielle en France, d'un Président chilien.
Dans cette coalition, nous développons une pensée qui propose, à travers l'action commune du Parti Socialiste et du Parti pour la démocratie, d'approfondir cette démocratie et d'assurer une meilleure égalité dans la distribution des fruits du développement. Il y a quelques jours, 53% des Chiliens ont voté pour la coalition qui appuie cette action du gouvernement au cours d'élections municipales qui ont donné 18% au Parti Socialiste et au Parti pour la démocratie.
Voilà qui nous encourage dans nos efforts.
Chers camarades, chers amis, je ne peux conclure cette intervention sans une parole personnelle de reconnaissance au gouvernement Français pour son exceptionnelle solidarité avec la démocratie Chilienne. En mon nom, et au nom d'Hortensia Bussi de Allende, présidente de la fondation Salvador Allende, je voudrais saisir cette occasion pour remercier avec émotion la solidarité de votre peuple, jamais démentie au long de ces années de dictature. Solidarité qui a pris une forme symbolique majeure avec la présence, lors des funérailles officielles du président Allende, de Madame Danielle Mitterrand, du Premier Ministre d'alors, Michel Rocard, et de l'actuel Premier secrétaire de votre Parti, Laurent Fabius.
Je vous remercie.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Avant d'appeler Pierre Bérégovoy à la tribune, j'invite notre camarade belge, Louis Claeys à nous rejoindre ici.
Il a été élu ce matin, président de l'union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne. Nous t'attendons.
(Applaudissements)
La parole est à Pierre Bérégovoy.
Louis Claeys s'exprimera devant notre Congrès après Pierre Bérégovoy et nous finirons ainsi notre matinée.

Pierre Bérégovoy

Chers camarades, notre Congrès se réunit à un moment charnière.
Nous avons à nous mettre en état de marche, pour la victoire de l'Europe, le 20 septembre. Nous avons à adopter notre programme pour les prochaines législatives, à ouvrir un nouvel horizon à la France. Je suis convaincu que nous saurons le faire ensemble dans une fraternité retrouvée. Je suis convaincu aussi, mon cher Laurent, que le Parti Socialiste, rassemblé dans sa diversité, saura regagner le terrain perdu. François Mitterrand a appris à beaucoup d'entre nous la puissance de la volonté. Sous son autorité, nous avons conquis

Fondation Jean Jaurès

démocratiquement le pouvoir et nous l'avons exercé au plus fort de la crise économique. La tâche a été rude, et nous avons gagné de nouveau en 1988. Aujourd'hui, je souhaite que notre regard se porte au-delà des élections, élections législatives qui seront difficiles, mais dont rien ne dit qu'elles soient perdues d'avance... (applaudissements)... et l'élection présidentielle qu'on nous annonce plus facile mais qui n'est pas encore gagnée. Pour l'emporter chers camarades il va falloir d'abord nous unir, il va falloir aussi élargir notre camp.
Ce siècle, qui se termine, nous a beaucoup appris : deux guerres mondiales nous ont montré que nul n'est à l'abri de destruction humaine effrayante, que le chômage nourrit l'intolérance, que l'équilibre intérieur d'un pays peut vaciller, les institutions démocratiques être contestées, la démagogie l'emporter.
Chers camarades, il y a à peine plus de cinquante ans nous avons vu l'Europe s'embraser, et la France s'effondrer, aujourd'hui la France est solide, et l'Europe se construit, mais la fin de la guerre froide nous laisse un monde émietté, cela explique qu'un peu partout montent de nouvelles interrogations, ce qui nous arrive porte un nom : la fin d'une époque, comme l'a dit Jean Poperen, un monde nouveau émerge. Alors une question, une seule question nous est posée : comment l'organiser ?
Une époque s'achève, fin du Communisme, crise du tiers-monde, doutes des pays les plus riches, l'histoire bouscule nos repères habituels, en un mot elle nous oblige à penser, à écouter, à parler autrement. Les démocraties courent un risque, la disparition même de la notion d'intérêt général, sous le poids des corporatismes, des égoïsmes, l'équilibre social - nombreux l'ont dit ce matin - est de plus en plus menacé.
Il y a trois façons de réagir, l'appel à la haine et à l'exclusion, c'est la position du Front National, je n'en dirai pas plus, la France la condamne et elle a raison. (Applaudissements)
Deuxième réponse : le fatalisme du chacun pour soi, c'est le choix des conservateurs.
Troisième option, le combat pour le civisme, et pour la solidarité, c'est ce qui doit guider les forces du mouvement.
Vous connaissez, chers amis, la recette des conservateurs, plus on soulage l'économie de ses correctifs, plus on libère la société de ses règles, plus on démantèle les protections sociales collectives, mieux le monde se portera, le libéralisme - et il y a longtemps que je vous le dis - a confisqué la liberté. N'acceptons pas cela, la liberté, toute la liberté, rien que la liberté, cette maxime là est belle, c'est la mienne, c'est la nôtre, à condition que cette liberté soit organisée, sinon c'est au pire l'anarchie, au mieux l'emprise sans partage des plus forts. La vie en société suppose des règles, suppose des compromis, suppose des contrepoids au règne des puissants, suppose enfin des assurances pour les plus faibles. Vous connaissez aussi le discours des conservateurs, le gouvernement en place depuis un peu plus de trois mois serait immobile, sans imagination, conformiste, l'opposition de droite elle serait réformatrice. Pour éclairer l'opinion, résumons ce qu'elle appelle réforme.
Quand l'opposition entend réformer l'Education nationale c'est pour démanteler

l'un des principaux instruments d'égalité forgé par la République, quand elle prétend diminuer brutalement les impôts et les cotisations, c'est pour affaiblir l'Etat, c'est-à-dire les services publics, l'aménagement du territoire, la redistribution sociale, la couverture collective des risques sociaux, elle dit aussi, on vient de l'entendre, moins d'Etat, mais un Etat plus fort, et pourtant chaque fois qu'elle en a l'occasion, elle s'incline devant les intérêts catégoriels au détriment de l'intérêt général.
(Applaudissements)
Revenons un instant au conflit des routiers, c'est la Droite qui a déréglementé en profondeur le transport routier en 1987, conduisant à une concurrence sauvage, dont les artisans et dont les salariés ont fait les frais, c'est nous - Jean Poperen l'a dit - qui avons amené les transporteurs à la négociation, c'est nous qui avons obtenu pour les chauffeurs routiers d'importantes avancées sociales. La Droite a déploré comme tout le monde le nombre des accidentés de la route, mais face aux difficultés suscitées par l'application du permis à points, c'est elle qui nous a proposé tout de suite de différer la réforme ou d'y renoncer. Bref, chers camarades, les matamores de l'Etat fort nous ont demandé de capituler !
(Applaudissements)
En la circonstance, c'est l'opposition qui a sapé l'autorité de l'Etat, et c'est nous qui avons obtenu le respect des lois de la République, avec fermeté, mais aussi avec le souci du dialogue. Et je tiens à rendre hommage ici devant vous à Paul Quilès et à Jean-Louis Bianco, qui ont fait ce qu'il fallait au moment où il fallait.
(Applaudissements)
Chers camarades, poursuivons notre réflexion, l'opposition agit ainsi par esprit de facilité, elle le fait aussi par idéologie, elle ne croit pas que l'on puisse construire la liberté dans un destin collectif. Il y a donc une autre façon de dessiner l'avenir, cette autre façon c'est la nôtre, c'est celle du Président de la République, ce fut celle, lorsqu'il était à ma place, de Pierre Mauroy, de Laurent Fabius, de Michel Rocard, et d'Edith Cresson. Encourager l'épanouissement des libertés, et en même temps voir loin, pour organiser la société, refuser le laxisme économique, et refuser en même temps l'exclusion sociale, retrouver la compétitivité - merci à Jean Poperen de l'avoir constaté - mais aussi réduire les inégalités, favoriser la solidarité, et développer l'initiative, il faut du bon sens, il y faut du courage, il y faut de la volonté.
Mes chers camarades, la fin du Communisme c'est aussi la fin d'une période de relative stabilité internationale, jamais un ordre international nouveau n'a été si proche de se concrétiser, mais jamais en même temps le monde n'a été aussi éclaté. Faut-il renoncer à plaider inlassablement pour le désarmement, pour le règlement pacifique des différents, pour la coopération internationale, pour la lutte contre le sous-développement, pour une véritable organisation de la société des nations ?
Assurément non, l'action de François Mitterrand, les initiatives de désarmement, l'aide aux pays les moins avancés, la remise de la dette, l'engagement français dans la guerre du Golfe, l'idée d'une Confédération en Europe, le voyage courageux de Sarajevo, tout cela montre que la France ne se résigne pas à un

monde de bruit et de fureur, la France se bat partout pour le droit et pour la paix !
(Applaudissements)
L'Europe, facteur d'équilibre, les pays du vieux continent ne sont plus de taille à résister seuls à la concurrence des géants économiques, les Etats-Unis ou le Japon, aujourd'hui, et d'autres sans doute demain.
Ils n'ont plus seuls les moyens de peser politiquement en faveur de la paix, et de la sécurité à l'heure où le respect des droits des peuples et des Droits de l'homme appelle à un devoir d'ingérence humanitaire comme l'action de Bernard Kouchner en témoigne.
(Applaudissements).
C'est pourquoi de l'élargissement de la Communauté à l'acte unique, et de l'acte unique à Maastricht, nous mettons toutes nos forces dans la bataille de l'Europe, là non plus les choses ne font pas d'elles-mêmes, notre ami Jacques Delors le sait bien, là aussi il faut se battre pour imposer l'union et dans l'union se battre pour les politiques communes, les avancées sociales, l'approfondissement démocratique, et là aussi il y a ceux qui renoncent, et proposent le repli, et ceux qui se battent pied à pied.
C'est vrai, et cela a été dit, il y a quelques instants, la mondialisation des échanges, et la révolution des technologies placent les pays occidentaux dans une situation inédite. Leur richesse s'accroît, mais l'emploi diminue. Des phénomènes profonds d'exclusion apparaissent, dans tous les pays occidentaux, à l'exception du Japon, 7 à 10% des actifs sont au chômage, 9,5% en moyenne dans la Communauté Economique Européenne. Qui pourrait croire, chers camarades, que par une espèce de miracle, il suffirait de supprimer les cotisations d'allocations familiales ou de privatiser les entreprises nationales pour que le chômage disparaisse ?
Il faudra des années, de longues années pour que l'emploi épouse la modernisation économique.
Face à cette situation, les Socialistes qui ont gouverné ne sont pas restés inertes. D'abord, il a fallu retrouver le chemin d'une économie saine. Ce sont les Socialistes qui ont mené cette bataille, pour casser l'inflation, pour réduire les déficits, pour contenir les prélèvements obligatoires, pour adapter notre fiscalité, pour assurer la stabilité de notre monnaie. Mais cela ne suffit pas. Encore faut-il enrichir cette croissance en emplois, par la formation, par l'aide à l'embauche des moins qualifiés, par l'aménagement du temps de travail, vous venez d'en parler, par l'exploration des possibilités du secteur non marchand.
C'est cela que nous faisons avec la réforme progressive de l'éducation lancée par Lionel Jospin et poursuivie par Jack Lang avec la loi sur l'apprentissage, avec leurs incitations au temps partiel ou aux préretraites progressives qui seront bientôt annoncées. Encore faut-il, chers camarades, entreprendre un combat déterminé contre la marginalisation des plus fragiles, exclus systématiquement du marché du travail. C'est cette politique que nous menons avec l'adaptation du revenu minimum d'insertion, et le programme en faveur des chômeurs de longue durée qu'anime avec beaucoup de vigueur Martine Aubry...

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Merci pour elle, elle le mérite bien.
(Applaudissements)
Permettez-moi d'insister un instant sur ce point.
Avec la mise en place du programme 900 000 que je vous demande à tous, élus ou responsables d'associations, de développer, les esprits auront changé, la politique de l'emploi aura pivoté, on aura compris qu'il ne faut pas seulement proposer des revenus de remplacement, mais qu'il faut privilégier l'aide à la reprise d'activité par tous les moyens. C'est le passage, comme le disent les socio-démocrates suédois, des politiques d'emploi passives aux politiques agressives, et je compte sur vous pour nous aider à réussir.
(Applaudissements)
Chers camarades, rien de tout cela n'est facile car nos sociétés ont changé. Derrière leur apparente homogénéité percent mille conflits d'intérêts. Si le monde se fragmente, les sociétés, elles, se divisent. Chaque catégorie entend accroître ses avantages. Si personne ne fait prévaloir l'idée de solidarité et d'intérêt général, alors, je vous le dis, nos sociétés se dissoudront. Les grands instruments qui assurent la cohésion de la nation, l'école, la protection sociale, les dispositifs de lutte contre l'exclusion, se scléroseront. Certains s'y résignent dans la société. Pas nous.
Ce n'est pas facile de maîtriser les dépenses de santé ou de mettre en œuvre les réformes nécessaires à l'équilibre de nos retraites. C'est d'autant moins facile que la Droite s'y oppose systématiquement et, pourtant, c'est ce que nous faisons. Je voudrais rassurer mon ami Jean Poperen. Le projet de loi que la Droite et les Communistes voulaient censurer sur ce sujet-là sera présenté de nouveau à la rentrée.
(Applaudissements)
La censure avant le référendum qui aurait offert à nos adversaires du "non" de se coaliser aux adversaires du "oui", contre le gouvernement, ne m'était pas apparue comme un risque à courir, mais après le référendum, je le dis à Jean Poperen et je compte sur vous pour me soutenir, le risque sera pris et on verra bien alors qui est pour la réforme et qui est contre.
(Applaudissements)
On verra bien alors qui accepte le trou de la sécurité sociale pour ouvrir la voie aux assurances privées ou qui veut préserver notre système de protection sociale par la régulation des dépenses de santé.
(Applaudissements)
Nous proposerons aussi pour les retraites et la famille de distinguer entre les dépenses d'assurance sociale et les dépenses de solidarité incombant à l'Etat, avec la participation, bien sûr, des partenaires sociaux et familiaux.
Chers camarades, nous avons à épouser le nouvel âge de la démocratie. Bouleversement du monde, bouleversement économique, bouleversement politique enfin. Il ne suffit plus de dire que Léon Blum avait raison contre Marcel Cachin. L'échec du collectivisme nous oblige à regarder la réalité sociale avec un œil neuf. Nous voulons transformer, mais l'utopie se dérobe sous nos

Fondation Jean Jaurès

pieds. La télévision substitue à la réflexion la passion du moment, elle est éphémère, un événement chasse l'autre. La démocratie médiatique, et le rôle de la télévision est important, vit dans le quotidien alors qu'il faut du temps pour réformer les structures et les comportements. Moins de médiation sociale, plus de médiatisation, les pouvoirs s'entrecroisent.
La tentation du populisme et de la démagogie est forte, l'Europe est un choix courageux, le plus simple est de dire à ceux qui le craignent : vous avez raison, la réforme de la politique agricole commune décide de l'incompréhension et du mécontentement de certains paysans ; le plus simple est de dire: vous avez raison, le permis à points sauvera des centaines, des milliers de vies, mais il suscite la colère des routiers. Le plus simple est de leur dire : vous avez raison.
Oui, mais à force de dire à chacun vous avez raison, c'est à la démocratie qu'on dit : vous avez tort.
(Applaudissements)
On ne peut se permettre d'avoir des gouvernants qui ne disent jamais non. Réformer n'est pas facile. A l'avenir, je le pense profondément, les vraies lignes de partage sépareront les démocrates des démagogues. Ceux qui sont contre s'expriment, mais ceux qui sont pour se taisent.
Mais réformer tranquillement est nécessaire pour la France et les Français. Je ne plaide pas, chers camarades, pour la décision d'autorité, imposée du sommet à la hussarde. Comme Michel Rocard, je crois qu'aujourd'hui plus qu'hier, il faut écouter, il faut expliquer, il faut dialoguer, il faut négocier, il faut évaluer et parfois il faut corriger. Nous avons montré tout au long de ces semaines notre souci de fermeté, mais aussi de dialogue sans exclusive, dialogue avec la société civile, dialogue permanent avec le Parlement, je pense en particulier à la révision constitutionnelle, et sur un sujet dont je ne parlerai pas, il ne faut pas reprocher au gouvernement une concession qui lui était demandée par une majorité parlementaire.
Nous avons su aussi sur d'autres dossiers rechercher l'apaisement quand l'intérêt national le demandaient. N'est-ce pas ce que nous avons fait sur la réforme électorale ? Et nous avons su entendre et suspendre la remise en forme de Super-Phénix afin que, conformément aux recommandations des experts, les travaux de sécurité soient conduits à leur terme. C'est cela, chers camarades, le respect de la transparence démocratique et le souci primordial de faire passer la sécurité avant toute autre préoccupation. C'est aussi le meilleur moyen de crédibiliser notre programme électro-nucléaire. Aurions-nous cédé à la pression des Ecologistes, nous les avons entendus comme nous avons entendu, mon cher Laurent, le Parti Socialiste, car ce serait une curieuse manière de gouverner que de croire que l'on peut décider seul dans son coin, sans être à l'écoute de la société. En fait, pour simplifier, il ne s'agit pas d'être contre le progrès, il s'agit de le maîtriser, cela vaut pour le nucléaire, cela vaut pour les transports collectifs, cela vaut pour l'urbanisme et la politique de la ville, et sur tous ces sujets, le dialogue engagé avec les Ecologistes a été utile, il sera naturellement poursuivi.
Il faut écouter, mais il faut aussi avoir le courage de dire la vérité et la volonté

de faire ce qui est bon pour le pays. Prenons l'exemple de l'agriculture. La politique agricole commune était dans une impasse. Nous produisions de plus en plus, mais à des prix où le budget s'épuisait à subventionner des stocks pour écouler des excédents. Nous avons réformé la politique agricole commune pour redonner des perspectives d'avenir aux agriculteurs. Nous voulons moderniser notre agriculture, comme nous avons modernisé notre industrie. Cela demande, cela demandera du temps et des efforts. Nous continuerons d'aider l'agriculture au plan communautaire européen, par la compensation des baisses de prix, dans le budget prochain par un plan national d'accompagnement.
Deux idées toutes simples, deux idées directrices : réduire les coûts en réduisant l'impôt foncier, encourager l'investissement dans l'agriculture qui est la clé de la modernisation.
Voilà, organiser le monde, l'Europe et la France, les faire avancer d'un pas solidaire dans le respect des libertés, c'est une ambition de gauche, mais ce ne doit pas être une ambition de gauche seulement. Chaque fois que, dans notre histoire, il a fallu combattre la fatalité, les citoyens se sont rassemblés, venus de divers horizons, et mus par une même idée : non à la France du renoncement, à la France qui se renie. Oui à une France qui marche dans une Europe qui gagne.
Ce que nous devons proposer dans les semaines qui viennent est à mes yeux assez simple, une France qui marche dans une Europe qui gagne.
Une France qui marche, c'est d'abord une France dont l'économie progresse, le pouvoir d'achat a régulièrement augmenté, l'inflation est maîtrisée, le franc est stable et respecté, nos entreprises sont compétitives, notre commerce extérieur est excédentaire depuis le début de l'année, notre croissance repart, la désinflation compétitive qui a réussi sera poursuivie. C'est ensuite une France dont la sécurité est assurée, dans laquelle on peut vivre et se déplacer librement, sans avoir à craindre pour soi même et pour ses biens. C'est une France qui sait retrouver le chemin d'une solidarité nécessaire à la paix civile entre ses habitants, à l'efficacité économique, à la justice sociale, dans la lutte pour l'insertion des jeunes, contre le chômage d'exclusion, contre la ségrégation territoriale et sociale, en particulier dans nos banlieues. C'est une France qui sait se doter des instruments de dialogue responsables entre salariés et patrons, Jean Poperen une fois de plus a eu raison, entre partenaires sociaux et pouvoirs publics.
Est-ce que cela ne dépend que du gouvernement ?
La seule observation de nos voisins montre en tout cas que la direction est bonne. La puissance économique dépend aussi de la modernisation des relations du travail. Nous devons favoriser un syndicalisme respecté et imaginer les formes modernes de la médiation sociale. Sur ce point là comme sur tous les autres, mais sur ce point là en particulier, je serai à l'écoute attentive du Congrès. Je ne sais pas tout, vous pouvez m'apprendre beaucoup.
(Applaudissements)
Une France qui gagne, c'est une France qui sait se débarrasser des ferments de la corruption. La Commission Boucherit m'a remis un premier rapport, ses 75 propositions vont être étudiées par les ministres concernés et feront l'objet d'un

Fondation Jean Jaurès

projet de loi à la rentrée. J'ai la volonté, l'absolue volonté de clarifier les rapports de l'Etat avec l'argent. De même, je crois à la nécessité d'une justice indépendante, mais aussi, car qu'est-ce que l'indépendance sans la sérénité, une justice sereine où le secret de l'instruction est scrupuleusement respecté.
(Applaudissements)
L'équilibre des pouvoirs est une donnée fondamentale de la démocratie, elle doit être préservée. Il est temps, mais il est grand temps, de garantir à tout citoyen, quel que soit son rang, puis son titre, la présomption d'innocence tant que les tribunaux ne se sont pas prononcés.
(Applaudissements)
Chers camarades, que le nom de notre ami Henri Emmanuelli ait pu être jeté en pâture à l'opinion publique à la veille de ce Congrès, provoque une inquiétude qui va bien au-delà de nos rangs. Je le redis avec force, après Michel Rocard et Laurent Fabius, que j'avais applaudi au Congrès de l'Arche, il nous faut distinguer les problèmes posés. D'une part, le financement des partis politiques suivant des pratiques contestables et heureusement révolues du fait des lois de 1988 et de 1990. D'autre part, l'écart d'enrichissement personnel de tel ou tel, de tel; ou tel élu, quelle que soit la formation politique à laquelle il appartient.
Si nous devons être intraitables avec ceux qui se seraient enrichis personnellement, nous sommes solidaires de ceux dont l'intégrité est entière.
(Applaudissements)
Que ceux qui ont agi par devoir militant et n'ont rien à se reprocher le sachent, ils ne sont pas seuls, nous sommes avec eux, fraternels et solidaires.
(Applaudissements)
Comme vous tous, je suis solidaire d'Henri Emmanuelli.
(Applaudissements)
Une France qui marche, c'est tout cela. C'est autre chose. En même temps, c'est le refus du laisser aller, c'est un pays qui sait consentir à l'occasion les sacrifices nécessaires à son renforcement, c'est une République où la loi est la même pour tous, et où tous respectent la loi. Ma conviction sur ce point est profondément ancrée. Seuls les pays à forte cohésion sociale et à discipline rigoureuse, retirent leur épingle du jeu. La France en est capable, j'en suis convaincu et elle aura fait alors la moitié du chemin. L'autre moitié, c'est l'Europe qui doit devenir, nous en sommes tous convaincus, la grande puissance du siècle qui vient.
Nous pouvons être au premier rang de l'Europe, nous, la France, et l'Europe au premier rang du monde en partageant le pouvoir monétaire, nous aurons une plus grande influence dans la manière de l'exercer, en édifiant une politique étrangère et de sécurité commune, nous pèserons davantage. L'Europe, c'est une chance de puissance renforcée, c'est notre avenir, c'est l'avenir de notre jeunesse, la garantie qu'elle grandira en paix et en sécurité. La jeunesse est généreuse, elle aime l'aventure, je l'appelle avec vous à se mobiliser pour une société nouvelle, comme ma génération s'est mobilisée au lendemain de la guerre.
Nous avons, chers camarades, deux échéances importantes : le référendum sur le traité d'Union Européenne et les législatives.

Fondation Jean Jaurès

Dans ces batailles, je serai parmi vous là où le gouvernement doit être, sans se substituer au Parti, mais en assumant totalement ses responsabilités. La France qui marche, l'Europe qui gagne, je crois que nous sommes capables d'offrir ce double objectif aux Français.
Capables de nous rénover, nous serons à même de prendre la tête de ce combat, ce Congrès en est une étape importante. Nous pouvons être fiers de notre bilan : une décennie de modernisation démocratique, d'assainissement économique, d'avancées sociales, de libertés accrues pour les citoyens, de décentralisation, de libération des ondes.
Nous avons un projet (merci, Michel Charzat), nous avons un programme (merci à vous tous), ils sont bons et nous aurons des alliés, j'en suis sûr.
Je souhaite, pour ma part, le plus large rassemblement possible à une seule condition : que ce rassemblement se fasse dans la clarté des engagements. C'est un contrat de confiance entre nous et avec d'autres, entre nous et le pays, qu'il faut proposer aux Français maintenant.
(Applaudissements)
Chers camarades, sous l'autorité du Président de la République, dont le message nous a réchauffé le cœur, nous devons assumer tous ensemble et avec d'autres la nécessité d'une société cohérente et d'une nation soudée. La démocratie, ce n'est pas la liberté pour chacun de se désintéresser des autres et de cultiver son identité dans le dédain d'autrui. Ce serait la forme dénaturée de la démocratie. La société moderne, ce n'est pas la juxtaposition des communautés ethniques, des minorités religieuses, des lobbies d'opinion et des corporations professionnelles. Ce serait la forme dénaturée de la société.
La démocratie, c'est la capacité, par la libre discussion, de créer une volonté générale qui s'impose ensuite à tous dans le respect du droit. La société, c'est une communauté de destin solidaire, fondée sur l'égalité de droits et de devoirs, le soutien aux plus démunis, la tolérance et le respect mutuel. Nous entrons dans l'Europe, cela est juste et nécessaire, mais si nous voulons que l'Europe soit l'avenir de la France, pour paraphraser un poème de Louis Aragon, alors nous devons conforter chez nous une société solidaire et une démocratie solide.
J'entends souvent dire : n'oublions pas les nôtres. C'est vrai et cette pensée nous anime constamment. Nous incarnons une espérance sociale qui ne doit pas se démentir. Mais nous devons aussi penser aux autres. Le gouvernement gouverne pour la France, pour toute la France, dans sa diversité, dans ses contradictions. C'est en incarnant l'intérêt national dans ce qu'il a de permanent que nous gagnerons la bataille de l'Europe le 20 septembre. C'est en nous identifiant à la France du 21ème siècle que nous consoliderons notre légitimité à gouverner et à transformer la société.
Oui, chers camarades, soyons nous-mêmes et allons vers les autres, avec la volonté de les comprendre et de leur parler. C'est ainsi que nous gagnerons !
(Très vifs applaudissements de la salle, debout)

Le président - J'appelle à la tribune Willy Claeys, vice-Premier Ministre de l'Etat belge et président du Parti Socialiste de la Communauté européenne.

Fondation Jean-Jaurès

Willy Claeys

Mes chers camarades, depuis le référendum danois, un vent négatif s'abat sur la Communauté. D'après certains, Maastricht est mort. L'idée communautaire, défendue depuis toujours brillamment par votre président Mitterrand (dont la clairvoyance a encore été reconnue par tous les observateurs hier et avant-hier à Helsinki), qui a progressé avec l'appui appréciable des gouvernements français, sous la conduit de Mauroy, Fabius, Rocard, Bérégovoy, et qui est personnalisée journellement par le président de la Commission, Delors, est aujourd'hui contestée et rendue suspecte.

Que dire ?

Certes, les textes de Maastricht ne sont pas parfaits, ne répondent pas à toutes nos attentes et exigences. Certes, nous sommes confrontés à un déficit démocratique. Le Parlement européen ne dispose pas de tous les moyens de contrôle, n'a pas suffisamment de droits d'initiative. Certes, la dimension sociale ne donne pas satisfaction. Nous avons des difficultés pour accepter les acrobaties institutionnelles qu'on a dû faire pour permettre, à 11, d'intégrer tout de même un chapitre social dans ce projet de traité. Certes, les chapitres concernant l'union monétaire sont beaucoup plus développés que les chapitres ayant trait à l'union politique, mai je ne crois pas qu'on puisse nier qu'avec le traité de Maastricht il va y avoir un approfondissement remarquable, qui ne renforce pas uniquement l'influence externe de la Communauté, mais qui, du point de vue interne, va améliorer d'une façon structurelle la situation de chaque citoyen européen.

Il faut rappeler avant tout que la Communauté européenne nous a apporté la stabilité, la paix, le développement, dans une région qui, pendant des décennies, a été caractérisée par la confrontation et par les conflits. Plus que jamais, nous devons rester un exemple et un stimulant de stabilité et de démocratie dans une Europe turbulente. Plus que jamais, nous devons être prêts à aider l'Europe Centrale, l'Europe de l'Est, les pays faisant partie de la zone méditerranéenne et du Moyen-Orient. Plus que jamais, nous devons être prêts à élargir la Communauté aux pays qui sont prêts à en reconnaître la finalité politique et qui sont prêts à continuer avec nous le processus d'approfondissement de la Communauté.

Mes chers camarades, je crois vraiment que la Communauté est la seule voie qui nous permette de veiller à ce que la coopération et la concertation l'emportent sur le nationalisme conservateur. Il est en tout cas frappant et significatif d'ailleurs que toutes les forces xénophobes d'Europe agissent aujourd'hui contre le traité sur l'Union Européenne. Je crois que la Communauté est la seule voie qui nous permette de compléter l'unification purement commerciale par des mesures sociales d'environnement ou de protection des consommateurs.

Je crois vraiment que la Communauté est la seule voie qui nous permette de faire prévaloir notre point de vue en matière économique et en matière de politique internationale. Que se serait-il passé, par exemple, si seule la voix des Etats-Unis avait été prépondérante il y a quelques semaines à Rio de Janeiro ?

Collection Jean Paulus

La Communauté est la seule voie qui nous permette de développer des activités économiques qui ne soient pas soumises aux caprices américains ou japonais et qui puissent procurer à nos populations des emplois de qualité.
Lorsque j'entrais ici, dans la salle, j'avais envie de m'adresser aux agriculteurs, qui manifestaient de manière très calme leur inquiétude sur leur avenir, et de leur demander s'ils croyaient vraiment que leur sort serait mieux protégé s'il n'y avait pas aujourd'hui une Communauté forte, capable de se faire entendre à l'Uruguay Round dans les discussions du GATT ?
(Applaudissements)
Je me permets d'ailleurs de souligner que l'union monétaire est trop souvent présentée d'une façon démagogique comme étant la panacée des banquiers et des sociétés multinationales. On ne peut pas, camarades, sous-estimer les avantages externes et internes de cette union. Externes, parce que notre poids, notre influence dans la définition, dans les orientations de la politique monétaire internationale, vont s'accroître d'une façon considérable, la zone écu prendra plus de poids vis-à-vis des zones du dollar et du yen, avec tous les effets positifs, sociaux et économiques y afférents. Avantages internes, camarades, nous allons créer une zone où l'argent sera moins cher, où les risques de change vont s'affaiblir, où les risques liés aux activités commerciales seront moindres. Le climat à l'investissement y sera donc plus intéressant qu'ailleurs. Cela donnera des stimulants incontestables à l'emploi et au pouvoir d'achat. Certes, cette union monétaire exigera la cohésion et on ne fera pas la cohésion sans réaliser la convergence. Cela suppose plus de solidarité avec les pays de la Communauté pour qu'il n'y ait pas de nivellement vers le bas mais pour qu'il y ait un mouvement social et économique généralisé vers le haut. Cela supposera aussi une politique beaucoup plus volontariste dans les domaines économique, social, écologique, de formation et de recherche.
Avouons qu'il s'agit là de défis Socialistes par excellence !
Le défi le plus important reste pourtant le développement d'une union politique cohérente, disposant des moyens nécessaires pour réaliser notre message de paix et de stabilité et pour apporter plus de justice et d'équité à un monde en voie de développement qui risque de perdre ses dernières illusions dans nos idéaux de démocratie et de Droits de l'homme.
Partant, camarades, de tous ces points de vue, je crois pouvoir dire que le traité de Maastricht constitue un pas important et satisfaisant en avant et je dirai donc que la ratification ne répond pas seulement à une nécessité, mais qu'elle mérite notre effort et notre engagement. Les Socialistes ont un rôle capital à jouer dans la construction européenne, comme porteurs de pensée dynamique et riche, quoi que nos détracteurs en disent, et comme force politique n°1 au Parlement européen. Individuellement, les Partis Socialistes peuvent, certes, exercer une influence dans la marche de la politique de la Communauté, mais non sur sa direction ou sa progression. Il faut donc se rassembler au-delà des frontières nationales, plus que jamais, pour mettre en œuvre ce que vous avez choisi comme thème de votre Congrès : la solidarité en action et l'Europe en mouvement.

Il faudra donc renforcer nos structures permettant une coopération plus étroite entre tous les Partis Socialistes, si possible au sein d'un seul Parti Socialiste Européen, renforcer aussi nos structures permettant une coopération plus étroite entre les responsables et les ministres. A l'occasion de chaque sommet, avant chaque sommet, avant chaque décision ou orientation importante, il faut se concerter, il faut faire connaître devant l'opinion publique nos points de vue, nos exigences.
Je ne doute pas, camarades, que le Parti Socialiste Français et que les Socialistes de France joueront un rôle précurseur dans cette entreprise d'une importance capitale.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Avant d'interrompre notre Congrès, très brèves annonces.
Tout d'abord, les membres du Bureau de l'union des Partis Socialistes doivent se retrouver maintenant.
La réunion de la Belle Alliance a lieu également maintenant, salle 5.
Enfin, la reprise de nos travaux aura lieu à 14 h 15 précises, les premiers intervenants seront Jean-Christophe Cambadélis et Laurence Rossignol.
Bon appétit.

Parti Socialiste
Congrès extraordinaire de Bordeaux
10, 11 et 12 juillet 1992

Séance du samedi 11 juillet 1992 (Après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Sylvie François.

Le président (Sylvie François)
Chers camarades, la séance est ouverte.
Je donne la parole à Jean-Christophe Cambadélis, et je vous demande de l'applaudir parce qu'il va avoir la redoutable tâche de commencer la séance de l'après-midi.
Jean-Christophe, à toi !
(Applaudissements)

Jean-Christophe Cambadélis
Chers amis, notre Congrès se situe dans une étrange configuration, face à une série de paradoxes, les paradoxes de juillet, en quelque sorte.
D'abord nous allons combattre pour l'Europe avec des amis qui seront demain, aux législatives, nos adversaires, et des adversaires du traité d'Union Européenne qui seront demain nos amis dans certaines législatives. Ensuite nous devons apporter un programme d'action pour l'avenir alors que nous devons, au

Fondation Jean-Jaurès

gouvernement, agir pour cet avenir, comme vient de l'expliquer Pierre Bérégovoy. Enfin nous devons discuter des alliances avec ceux qui normalement constituent avec nous une convergence des progrès, mais qui veulent montrer leur différence pour construire sur notre dos. Comme si cela n'était pas suffisant, il faut surmonter cette triple contradiction sous les bombes des scandales dont l'objectif est la remise en cause de la démocratie représentative telle que nous l'avons vécue. On ne peut pas surmonter l'ensemble de ces obstacles en pédalant le nez dans le guidon, d'autant plus que la période que nous vivons offre... je dirai presque enfin les perspectives d'un dessein collectif de peser sur les lignes d'une société en proie à tous les doutes.

D'abord, nous, les enfants de Yalta, nous vivons dans le désordre des nations. Le désordre mondial qui submerge la planète touche l'économie, l'organisation des sociétés, l'écologie, l'organisation des nations, et même la reproduction humaine.

Il n'est pas difficile, je crois, de pronostiquer deux problèmes majeurs.

D'abord la montée des nationalismes. Certes, on pense spontanément à l'Est, au Sud, mais permettez-moi d'attirer votre attention sur le monde occidental dit développé. Comment ne pas être frappé par ce qui se passe aux Etats-Unis, où M. Bush ou M. Clinton dépassent difficilement les 30% d'intention de vote ? Comment ne pas être frappé par la montée d'un Ross Perot, sorte de mariage entre M. Le Pen et M. de Villiers ? Comment ne pas voir que le vice-président actuel des Etats-Unis, M. Dan Quayle, anime une aile redoutablement conservatrice à l'intérieur du Parti républicain sur le thème "libéralisme et ordre moral" ? Et ceci au moment où le quart monde surgit au cœur même des métropoles américaines avec son cortège d'émeutes et de violences. C'est ici que nous pouvons pointer du doigt le second élément, ce que Dominique Strauss-Kahn appelait la fin des années libérales. Ce seuil de tolérance des années libérales a été atteint, tous les systèmes de régulation sociale sont en train de sauter les uns après les autres, mettant en cause toute cohésion sociale. Si nous vivons dans le désordre des nations et la fin des années libérales, nous sommes à la veille, aussi à Gauche, d'un nouveau cycle, celui de la recherche d'une nouvelle Gauche, c'est-à-dire la recomposition de celle-ci sur de nouvelles bases. Nous savons maintenant que jusqu'au début des années 80, toute une partie de la population vivait l'alternance comme une alternative. Celle-ci ne s'est pas produite, et l'image des partis politiques produisant des synthèses et des projets antagonistes s'est dégradée. Les partis sont devenus de simples gestionnaires accompagnant les exclus de la société économique et sociale. Cette brutale conversion au réalisme a affaibli le bi-séculaire clivage Gauche-Droite qui structurait notre vie politique.

Pourtant, les Français sont toujours aussi nombreux qu'il y a vingt ans à s'auto-positionner sur un axe Gauche-Droite, et dans le même temps, ce sont les mêmes qui jugent que les notions de Droite et de Gauche sont dépassées, et ces derniers se multiplient par deux par rapport à la période précédente. Alors tournant à droite dans la société, où l'on rencontre une absence d'offre politique nouvelle à une demande nouvelle, beaucoup d'éléments militent pour la

première thèse : effondrement du Communisme, des solidarités, des principes de la Gauche, montée de l'individualisme des couches moyennes. Mais dans le même temps, si les inégalités perdurent, la société change, de nouvelles demandes apparaissent. Parmi ces demandes d'une nouvelle offre politique figure celle d'une action locale, d'une action spécialisée.
C'est ici que l'on trouve le succès des associations d'usage, des organisations humanitaires, l'émergence de la revendication d'entraide. Et dans le même temps apparaissent des demandes d'une nouvelle politique plus articulée autour des valeurs qui ne sont plus celles de l'industrialisation naissante, environnement, qualité de la vie, pouvoir dans l'entreprise, droits des minorités. La demande sociale d'une nouvelle Gauche n'a pas encore trouvé d'offre politique satisfaisante. Le texte du Congrès de l'Arche et les conséquences programmatiques font un pas dans ce sens. Mais nous ne pouvons porter seuls une telle recomposition. Toute une série de secteurs dans la Gauche sont entrés en mouvement, en recherche, toute une série dans l'opinion de la Gauche est en attente d'une identité nouvelle. Même si aujourd'hui cela peut sembler hors de propos, décalé, il faut offrir ce dessein pour nos futures échéances. Parler de la Gauche, c'est parler de la France, ne pas le faire, c'est laisser s'abîmer l'espace public français.
C'est très exactement ce qui est en train de se passer en ce moment même dans le double questionnement de la société politique et du système représentatif. Il y a, nous le voyons dans l'agression, dans l'inculpation médiatique d'Henri Emmanuelli, les éléments d'une crise de la démocratie française, et c'est pour cette raison qu'il faut à la fois être intraitable dans la forme, comme nous l'avons été autour du Premier secrétaire hier, et dans le fond. Ainsi nous aurons la réponse aux nationalismes, à la fin des années libérales, à la recherche d'une nouvelle Gauche, pour une Gauche européenne à préférence sociale, c'est-à-dire une citoyenneté européenne. Il n'y a pas de plus belle façon de fêter le bicentenaire de la République que d'offrir cette perspective.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean-Christophe.
Je demande à Laurence Rossignol de bien vouloir monter à la tribune et je lui donne la parole pour dix minutes. Je demande à Jean-Claude Boulard de se préparer.

Laurence Rossignol

Mes camarades, si les Français s'intéressent au Congrès du Parti Socialiste, j'espère qu'ils s'y intéressent plus que les militants à cette heure-ci. Ils sont plus nombreux... (Applaudissements)... et on peut se demander ce qu'ils entendent, ce qu'ils perçoivent des messages qu'on leur envoie depuis Bordeaux. Certes, nos discussions du programme, et du programme que nous leur proposons en 1993... qu'en disons nous ?.. Quel bilan en tirons-nous et quelles perspectives ?...

Sur le bilan, nous disons que ce qu'il fallait faire, l'a été et qu'il ne fallait rien faire d'autre. Quant au Socialisme, devenu responsable pour l'avenir, nous nous gardons bien de nous engager sur quoi que ce soit que nous ne pourrions pas faire, et qu'en gros, il ne faudrait pas attendre que nous puissions faire autre chose d'autres, que ce que nous avons fait avant. Il est quand même remarquable de voir que dans les élections, les Français cherchent, testent, expérimentent des moyens pour nous dire qu'en gros il faudrait bien que cela change, que la politique change, sans pour autant voir revenir les autres, ceux qu'ils ont chassés il y a 10 ans. Quand nous discutons et nous nous réunissons, nous sommes d'accord à 80% pour que cela continue... mais j'espère que ce n'est pas ce message que les Français retiendront du Congrès de Bordeaux... que nous ne sommes pas satisfaits, et que nous nous soupçonnons qu'ils le seraient.
(Applaudissements)
Les Français ont le sentiment, en ce moment, d'être mal compris, mal représentés. La première tâche que nous aurions serait déjà de les en dissuader. Parlons ici des réalités de la vie, de ce qui se passe à l'extérieur, et des signaux que l'opinion nous envoie régulièrement. Parlons du conflit des routiers par exemple. Un conflit intéressant à examiner.
Première remarque : prenons les statistiques et les sondages : 75% des Français soutenaient le permis à points. Ils étaient presque aussi nombreux à soutenir le conflit des routiers. Premièrement, cela paraît être alors une contradiction... Certes on a un peu tendance, dans nos rangs, à dire que l'opinion est confuse à comprendre. Est-ce vraiment une contradiction ou n'est-ce pas plutôt le sens d'une double aspiration, d'une double exigence ?... D'abord, un soutien aux réformes à une réforme jugée bonne, nécessaire et d'intérêt général. Ensuite, le soutien aux conflits sociaux, qui exprime des revendications jugées légitimes : pouvoir d'achat, conditions de travail, peur du chômage, etc.
Ce qui a été particulièrement intéressant, dans le conflit des routiers, ce n'est pas tant les formes que cela a pris, mais c'est le rôle qui a été dévolu à l'Etat dans ce conflit. L'Etat a d'abord été catalyseur... catalyseur d'un ras-le-bol d'une profession particulièrement soumise dans sa structure économique et dans son organisation sociale au libéralisme le plus sauvage. Ensuite, l'Etat a été un régulateur, par sa capacité à faire déboucher un conflit contre une réforme en une véritable table-ronde sociale capable de remettre à plat les conditions de travail. Ce qu'on dit les routiers, derrière leur refus du permis à points, c'est quelque chose qui moi m'a semblé assez simple : c'est de dire : "on a beau être gros, et avoir des 38 tonnes, mais on ne fait pas le poids contre les patrons qui nous imposent des conditions de travail et des horaires insupportables. On ne fait pas le poids contre les commanditaires qui font du dumping social et se foutent complètement de la sécurité."
C'est cela que les Français ont entendu. C'est cela qui leur a permis de s'identifier pour partie à ce conflit.
Ce que ressentent les Français aujourd'hui, c'est "on ne fait pas le poids non plus... on ne fait pas le poids contre les patrons, pas le poids pour lutter contre le chômage, la menace du chômage... on ne fait pas le poids pour lutter contre les

bas salaires et défendre nos conditions de vie."
Mes camarades, c'est dit simplement... si on veut le dire de façon un peu plus formalisée, c'est une critique radicale, une remise en cause profonde du libéralisme économique. Les salariés disent qu'ils ne sont pas assez forts dans leur rapport social contre le patronat, les employeurs pour défendre leurs conditions de vie. C'est la remise en cause du libéralisme. C'est la remise en cause d'une économie débridée, sans règles, et sans contrepoids qui supprime l'autorisation administrative de licenciement, sans procéder à l'élaboration d'aucune autre forme de protection.
C'est la critique d'un système qui prospère sur la crise du syndicalisme, d'un Etat qui répond présent quand il s'agit de lutter contre l'immigration clandestine, mais qui n'est pas présent quand il s'agit d'aller contrôler les entreprises, qui sont utilisatrices de main d'œuvre clandestine.
Ce système-là, il produit une croissance déséquilibrée, dépourvue d'effets redistribuant, qui gangrène tous les secteurs de la société et qui génère la régression sociale et l'exclusion. Quand éclatent les conflits, quand s'expriment les mécontentements, même s'ils sont larvés, même s'ils sont confus, même si nous ne reconnaissons pas facilement dedans, ce qu'ils expriment réellement, c'est ce système qu'ils remettent en cause. Quand nous perdons les élections, en revanche, c'est notre incapacité, notre absence de volonté à transformer, qui est en cause.
Cette situation n'est pas facile pour les Socialistes. Elle intervient dans un contexte international de crise des modèles, de crise des références, qui n'est pas sans conséquence non plus pour la social-démocratie.
C'est pour cela qu'il faut être clair dans nos choix. On n'en a pas beaucoup. On en a deux aujourd'hui : soit on s'identifie au système que l'on gère, et on sera balayé avec le refus du système, soit on incarne le refus de ce système et nous gouvernons, non pour le gérer, mais pour le transformer.
(Applaudissements)
Ceux qui croient que l'effondrement du Communisme se traduit par l'avènement d'un libéralisme consensuel, ont déjà un métro de retard. Ce train là est déjà passé. Il suffit de regarder à l'Ouest, aux Etats-Unis, ce qui se passe dans le tiers-monde, au Sud, à l'Est, dans toute l'Europe, pour savoir qu'il n'y a pas de consensus et que les contradictions ont déjà repris le dessus, après la fin de l'histoire.
C'est donc bien la question de l'alternative économique, et nulle autre, qui sera celle de la dernière décennie du siècle. En France, en 1993, c'est un contrat de changement que nous devons proposer. Il ne s'agit pas de promettre de faire demain ce que nous n'avons pas fait hier... plus simplement de nous engager à faire ce qui doit être fait et de le faire avec ceux qui déjà s'appuient sur ce besoin et peuvent le faire. Ceux qui peuvent faire les 35 heures, les négociations sur les bas salaires, la réforme fiscale, la réforme des institutions, ou le contrat d'union civique... ah bien sûr, un tel programme a des inconvénients... et pas des moindres pour certains. Prenons les 35 heures, par exemple. Difficile d'amadouer le patronat sur un tel programme. Sur la réforme fiscale, difficile de

faire les yeux doux au Palais Brongniart... sur le contrat d'union, difficile de faire ami-ami avec la démocratie Chrétienne sur la construction de l'Europe sociale... difficile de refaire des meetings avec Giscard ou Léotard... mais ce n'est pas grave, mes camarades... (Applaudissements)... ce n'est pas grave si on ne peut pas avec le centre... on pourra avec d'autres, tant mieux... il n'y a pas que le centre dans ce pays. Il y a d'autres forces sociales, et d'autres forces politiques. Elles sont confuses et elles aussi correspondent à la période mais vraiment sont-elles plus confuses que nous ?
Elles sont confuses elles aussi, elles correspondent à la période mais sont-elles vraiment plus confuses que nous ? Mais elles sont dynamiques, pour certaines elles sont issues du même moule originel que nous, pour d'autres elles sont construites sur le refus du capitalisme du 20ème siècle.
Il faut choisir, 1993 sera l'heure des choix, pas simplement les choix que fera le pays, mais de faire avancer nos choix, les choix que nous ferons dans ce Congrès, et les choix que nous ferons dès septembre à la rentrée., dans les choix budgétaires, et dans les signaux que nous enverrons à ce moment là sur ce que nous serons capables de faire après 1993. 1993 ce n'est pas un paradoxe, si nous proposons que cela continue les Français voteront contre nous, si nous proposons que cela change, ils voteront pour nous.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Jean-Claude Boulard, tu as la parole. Ensuite, je demande à M. Christian Pierret de se préparer.

Jean-Claude Boulard

Chers amis, chers camarades, j'aurais volontiers proposer à la tribune de proposer une pause afin de permettre aux camarades d'arriver dans la salle et de s'installer. Je regrette qu'ils n'aient pas pu entendre les deux excellentes interventions de mes prédécesseurs.
(Applaudissements)
Merci.
Je souhaite pour ma part intervenir à un double titre, tout d'abord comme Secrétaire national aux affaires sociales d'un parti qui essaye de retrouver le chemin de la solidarité, en second lieu dans une qualité qui est pour moi relativement nouvelle, puisque c'est celle de député susceptible d'être inculpé.
Comme Secrétaire national aux affaires sociales tout d'abord, je souhaite que les Socialistes et le gouvernement soient porteurs d'une des plus grandes questions de solidarité de cette fin de vingtième siècle, question qui concerne l'amélioration de la situation des personnes âgées dépendantes. Soyons porteurs dès la rentrée de septembre d'une loi : amélioration des conditions de prise en charge des personnes âgées dépendantes. C'est un engagement du gouvernement, c'est un engagement des Socialistes, c'est une occasion de retrouver le chemin de la solidarité et le chemin de notre identité. Et puis, au bout du compte, à un moment où on parle beaucoup de morale en politique, la

première des morales en politique c'est de respecter les engagements que l'on a pris devant les Français !
(Applaudissements)
Quelques mots en second lieu sur l'Europe sociale : pour exprimer, mes camarades, une inquiétude ou pour le moins une interrogation, actuellement se trouve sur la table de la Commission, sur la table du Conseil des ministres, une directive qui se négocie sur les congés de maternité. Cette directive aura une valeur de test, quant à son contenu, sur l'avenir de l'Europe sociale. En effet, nous savons que le gouvernement britannique veut, à l'occasion du débat sur cette directive, faire reculer le droit social, en matière de protection de la mère de famille. Nous savons également que le gouvernement italien résiste à la volonté de recul du gouvernement britannique.
Je suis convaincu que le gouvernement français apporte son appui à la sauvegarde des droits sociaux en matière de maternité, personne ne doit en effet oublier les dispositions de l'article 117 du traité de Rome qui se donnent comme objectif l'harmonisation des statuts des travailleurs, mais l'harmonisation dans le progrès il s'agit d'en apporter la preuve à l'occasion de cette directive, harmoniser dans le progrès, et non pas dans la régression sociale. On nous attend sur ce sujet avant le référendum.
(Applaudissements)
Je voudrais maintenant, mes chers camarades, m'exprimer dans une seconde qualité, qui m'est assez inhabituelle, qui est celle de député susceptible d'être inculpé, qualité dont j'ai appris comme Henri Emmanuelli l'existence par voie de presse. Je voudrais, ayant cette qualité, faire deux observations, et formuler deux propositions.
Les observations tout d'abord : depuis que le nom d'Henri Emmanuelli est apparu, j'ai beaucoup apprécié, et nous avons été nombreux à apprécier, la très large solidarité qui s'est exprimée à l'égard d'un camarade tout à la fois exemplaire lorsqu'il était trésorier du Parti Socialiste, et exemplaire aujourd'hui comme président de l'Assemblée Nationale.
(Applaudissements)
Je souhaite simplement que lorsque des noms plus modestes de militants seront évoqués, les réactions de solidarité soient de même nature et de même niveau.
(Applaudissements)
Ce sera souvent vital pour eux, au sens propre du terme, que l'on n'oublie pas en fait le drame qui est arrivé à Yves Laurent.
(Applaudissements)
N'oublions jamais les familles et les enfants qui savent, eux, sans avoir besoin de l'appréciation des juges, qu'ils vivent avec des gens honnêtes. Je suis convaincu que les Socialistes ont commis une énorme erreur, en croyant que les affaires c'étaient les autres Socialistes, et qu'en courbant le dos, ou en laissant un certain nombre d'entre eux servir de victimes expiatoires, ils traverseraient l'orage. En vérité, et c'est assurément la première leçon qu'il nous faut tirer du développement récent de la situation, il n'y aura aucune riposte efficace si elle n'est pas fondée sur la plus large solidarité à l'égard de tous ceux qui ont

Fondation Jean Jaurès

considéré qu'avant les lois de 1988 et 1990 c'était le devoir et l'honneur des militants de permettre le financement du Parti Socialiste et de ses sensibilités.
(Applaudissements)
Ma seconde remarque touche à la nécessaire clarification du discours sur la corruption. Compte tenu des amalgames qui se produisent au niveau de l'opinion publique, il est indispensable de rappeler que l'action contre la corruption concerne exclusivement ceux qui, au demeurant très peu nombreux, ont pu se laisser aller à des enrichissements personnels frauduleux et en aucun cas à des camarades qui ont animé les mécanismes passés de financement des partis politiques. Nos camarades, aujourd'hui inculpés, ou susceptibles d'être inculpés sur le seul terrain du financement des partis politiques ne sont pas des corrompus.
Venons-en maintenant à deux propositions, la première c'est qu'il me paraît urgent de consolider notre terrain juridique de défense, en s'appuyant sur un principe fondamental de notre pays pénal que je n'ai pas beaucoup entendu évoqué depuis que toutes les affaires ont éclaté. En vertu de ce principe, il n'est pas d'usage au sein de la République de poursuivre pour hier des actes aujourd'hui autorisés par la loi.
(Applaudissements)
Aujourd'hui, la loi autorise les entreprises à financer les partis politiques et les campagnes électorales. Les financements sont déductibles des bénéfices et sont donc regardés comme des actes de civisme. Dans ces conditions, les contributions apportées par les entreprises au financement des partis politiques antérieurement à l'intervention des lois de 1988 et 1990 ne peuvent être regardées comme constitutives de délits fondant l'engagement de poursuite. Il s'agit, mes camarades, et j'attire l'attention, y compris de nos amis de la presse, d'une tradition du droit pénal de la République qui jusqu'à aujourd'hui ou ces jours récents a toujours été appliquées par la justice.
Je voudrais vous rappeler un seul exemple : lors de l'adoption de la loi autorisant l'interruption volontaire de grossesse, l'adoption de cette loi a conduit tout à fait logiquement à faire cesser l'ensemble des procédures pénales engagées antérieurement à l'adoption de cette loi sans qu'il y ait besoin d'une loi d'amnistie et à empêcher toute ouverture de procédure pénale nouvelle. Il n'y avait donc nul besoin et c'est certainement l'erreur commise de s'appuyer sur une loi d'amnistie qui a tout à la fois choqué les juges et l'opinion publique pour éviter les poursuites. Il suffit de respecter les principes fondamentaux de notre droit pénal sur l'extinction des poursuites des faits aujourd'hui légalisés.
Le recours... notre camarade Vincent Acente, délégué national aux handicapés vient d'avoir un malaise...
Je crois que notre camarade Vincent Acente, délégué national aux handicapés, qui fait un travail formidable au Secrétariat national des affaires sociales sur les problèmes des handicapés, me paraît aller mieux. Je pense qu'on peut l'applaudir pour le travail formidable qui est le sien.
(Applaudissements)
Je vous disais donc, mes camarades, qu'il convenait de faire application d'un

principe fondamental de notre droit pénal sur l'extinction des poursuites pour des faits aujourd'hui légalisés et ce n'est porter atteinte à aucun juge et à aucune institution que de rappeler ce principe qui, dans l'histoire de la République, à toujours été scrupuleusement appliqué. Le recours, si vous me permettez de faire encore un tout petit peu de droit quelques instants, le recours à la notion de trafic d'influence pour contourner ce principe a un caractère légèrement abusif et méconnaît le fait qu'avant 1989, l'habitude était prise par les entreprises d'apporter des contributions volontaires au financement des partis politiques, contributions volontaires qui ont aujourd'hui un fondement législatif.
Il est donc urgent de se battre exclusivement sur ce terrain des principes du droit pénal de la République, ne pas poursuivre pour hier ce qui est aujourd'hui autorisé par la loi.
(Applaudissements)
La seconde proposition, et j'en aurai terminé, c'est qu'il est urgent de donner une base juridique à la distinction qui est faite depuis quelques mois entre l'enrichissement personnel et l'ensemble des problèmes de financement des partis politiques. Cette base juridique de cette distinction n'existe pas aujourd'hui. Or, cette ligne de partage qui concerne toutes les formations politiques et qui interpelle tous les élus devrait pouvoir être confirmée par le Parlement et serait parfaitement comprise d'une opinion qui peut faire parfaitement la distinction entre ceux qui ont failli et ceux qui, avant les loi de 88 et de 90, ont aidé au financement de la démocratie pour permettre de gagner de grandes batailles collectives qui justifient aujourd'hui notre solidarité.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean-Claude. Nous t'assurons encore de notre entière solidarité ainsi qu'à tous ceux qui sont dans le même cas comme Emmanuelli et toi-même.
Je donne maintenant la parole à Christian Pierret et je demande à Michel Charzat s'il est dans la salle de venir à la tribune.

Christian Pierret

Mes chers camarades, je voudrais vous parler d'"éco-développement", je veux dire de cette association que nous établissons entre développement économique et protection de l'environnement.
La démarche écologique, je voudrais l'évoquer au sujet de l'Union Européenne, dont la construction résolue, politiques communes, union économique et monétaire, citoyenneté européenne, union politique, constitue l'espoir de cette fin de 20ème siècle. L'union économique et monétaire ne peut effectivement être réalisée que si elle est accompagnée de l'union politique de l'Europe, de l'union politique de l'Europe dépend, je le crois, notamment l'efficacité des politiques de l'environnement. Notre propos Socialiste allie l'espoir et l'invitation à poursuivre nos efforts en faveur de cette Union Européenne. La peur, le réveil des vieilles peurs collectives, nous sont étrangers. J'aurais aimé, mes camarades, qu'aucun de nous, au-delà des doutes et des réserves, le cas échéant légitime, ne

Fondation Jean-Jaurès

sombre dans ce travers de facilité, voire de compromission car il y aurait bien compromission pour un Socialiste à rallier le cartel hétéroclite qui fait de l'archaïsme son moteur et qui fait de la campagne contre l'Union Européenne un moyen d'exister, ou d'en donner, cependant, un temps, l'illusion au sein même de notre Parti.

Europe et écologie donc.

L'union économique et monétaire est indissociable de l'Union Européenne. L'Union Européenne ne sera cohérente et global, il est vrai, que si elle s'appuie sur une union économique et monétaire efficace. Celle-ci ne sera, quant à elle, vraiment efficace que si elle s'inscrit au sein d'un projet cohérent et global d'union politique. Or, il ne saurait y avoir de projet cohérent et global qui ne porte aussi en Europe sur les questions d'environnement. Europe et écologie ne doivent donc pas être considérées comme deux mondes hermétiquement cloisonnés. De ce point de vue, ne peuvent être observées qu'avec regret tant l'attitude de certains écologistes qui répugnent à devenir européens que celle de certains européens qui renoncent à devenir vraiment écologistes. Ne peuvent être observées qu'avec regret tant l'attitude du responsable des Verts que celle du Commissaire européen à l'environnement : le premier s'apprêtant à soutenir la ratification du traité d'Union Européenne à reculons, le second n'ayant pas même daigné se rendre au sommet de Rio il y a quelques jours. Je le dis bien, avec regret. Car une chance est ainsi compromise, la chance de pouvoir agir à l'échelle utile, celle d'un continent, la chance de pouvoir agir à l'échelle pertinente, celle d'un continent particulièrement pollué, la chance de pouvoir agir à l'échelle efficace, celle d'un continent qui lutte contre la pollution.

Europe et écologie ne sont donc pas antinomiques, loin s'en faut. Le sommet de Rio où j'ai pu représenter notre Parti en qualité de Secrétaire national, a illustré tout à la fois la réalité présente et l'ambition pour le futur, qu'est le respect de l'environnement, pour la Communauté européenne. Si nous pouvons être fiers du rôle que la France, par la voix du Président de la République, a su tenir, entre le Nord et le Sud, lors de ce sommet, nous pouvons, nous devons également nous réjouir de la place tenue par les pays membres de la Communauté européenne. Celle-ci, dont l'aide au développement atteint chaque année 26 milliards de dollars a, il est vrai, promis une rallonge de 4 milliards de dollars dès que possible. C'est beaucoup et cela atteste de l'exigence écologiste de l'Europe sur son propre territoire comme sur l'ensemble de la planète.

Je ne pourrai, en conséquence, que considérer, avec méfiance ceux qui, comme Antoine Waechter, ne voient pas ou refusent de voir la dimension européenne de l'écologie ou ceux qui comme Carlo Ripa di Meana, le commissaire européen à ces questions, ne voient pas ou refusent de voir, mais dans son cas, sans doute, s'agissait-il, d'une maladresse, la dimension écologiste de l'Europe.

Oui, je ne puis considérer qu'avec méfiance de telles attitudes, ces attitudes à certains égards de Tartuffe.

Je souhaiterais maintenant vous parler de l'économie et de l'écologie.

L'Europe est, je crois, un angle pertinent de compréhension de ce qu'est aujourd'hui la réalité de l'économie, de ce que peut être un projet écologiste, et

de ce que seront leurs interactions.
Economie et Ecologie que nous avons l'habitude d'associer, sous le vocable "d'éco-développement" vont en effet de pair.
Il n'est pas pour nous, Socialistes, de développement économique durable qui obère l'environnement. De même, il n'est pas de respect de l'environnement possible qui ignore la nécessité à proprement parler vitale, surtout au Sud, d'aider au développement de l'économie et de soutenir la croissance.
Cette association entre l'économie et l'écologie est désormais un trait de notre identité de Socialiste. Elle nous oppose parfois à certains économistes, par exemple ceux qui signataires récents de l'appel de Heidelberg, privilégient l'économie pour tomber dans un travers bien connu, l'économisme. Elle nous distingue aussi de certains écologistes qui ne voient précisément que l'écologie. Ce disant, je pense aux Verts, voire parfois à Génération Ecologie. L'attitude de cette dernière formation donnant parfois autant d'importance aux considérations électorales qu'aux convictions d'ordre idéologique.
L'association économie-écologie qui pourrait d'ailleurs être opportunément formalisée dans nos structures - je me permets incidemment cette suggestion - est ainsi un de nos traits fondamentaux de notre identité Socialiste. C'est certes un trait de rupture dans la mesure où la préoccupation première du Socialisme est le monde social, le monde de l'entreprise, le monde du travail. C'est toutefois simultanément un trait de continuité. L'éco-développement tel que nous le définissons se présentant comme la forme renouvelée de notre humanisme, puisqu'il vise au fond au bonheur des hommes, un bonheur résultant pour partie des progrès sociaux économiques qui sont concevables dans la durée, seulement s'ils préservent l'environnement. La liaison économie-écologie est donc constitutive de notre réflexion et de notre démarche politique. Elle doit être un axe fort du contrat que nous décidons ici d'arrêter ensemble, avant de le soumettre au jugement des Français. Je ne désespère pas, mes camarades, loin de là de la capacité de notre Parti à rassembler et à mobiliser des alliés autour de lui, qui viendront enrichir ce contrat. Je ne me résous pas en effet à voir ni les Verts, ni Génération Ecologie poursuivre leur jeu politique que ces mouvements se plairaient d'ailleurs à qualifier de politicien s'ils avaient à le dénoncer chez d'autres.
Oui, nous, nous sommes ouverts à l'écologie et partant aux écologistes eux-mêmes. Certes, il reste des différences fondamentales entre eux et nous. J'en ai évoqué quelques unes avec lucidité sans complaisance il y a quelques instants. Il n'empêche qu'un accord politique est possible, qu'il est souhaitable et que comme Secrétaire national à l'écologie j'entends m'en faire aujourd'hui l'avocat. Cet accord avec les écologistes comme avec les autres forces de progrès doit être, je me répète, global, c'est-à-dire qu'il doit pour être manifeste, porter à la fois sur les programmes ce qui suppose des compromis de part et d'autre, et sur les élections, ce qui rend nécessaire l'application générale d'un certain nombre de dispositions que je souhaite vous proposer.
Sur les programmes d'abord, pour accentuer la prise de responsabilité de citoyen dans la cité, dans l'école, dans l'entreprise ; pour fonder ensuite notre croissance

économique la plus forte possible, sur le développement durable, économe en ressources naturelles et en travail humain, c'est-à-dire pour fonder une croissance qui place l'homme au cœur de sa progression, en particulier par un profond aménagement du temps de travail ; pour nous mettre d'accord sur une politique énergétique où le nucléaire doit trouver sa place, mais rien que sa place. Pour mettre au point une politique d'"éco-produits" en partenariat avec les entreprises. Pour ouvrir la politique, les voies à une autre politique des transports : moins de route, plus de confiance au rail, aux modes de transports collectifs, moins polluants. Pour lier notre vie collective à une action plus décisive encore en faveur des pays sous-développés qui ne doivent être considérés ni comme la poubelle du monde développé, ni comme une réserve de matières premières à piller et de main d'œuvre à exploiter.
Sur le programme donc, chers camarades, mais aussi sur les élections, nous devons rechercher l'accord avec nos amis écologistes. Ces dispositions qui se présentent comme les garanties d'un bon accord peuvent être résumées d'une formule : la présentation dans chaque circonscription, dès le premier tour, d'un seul candidat de la réforme. Cette formule peut notamment, par exemple, signifier la formation de ticket de candidat député et de candidat suppléant formés de Socialistes et d'écologistes.
Elle peut aussi se traduire dans certaines circonscriptions, quand le député Socialiste ne se représente pas, par la présidence d'un seul candidat de progrès, le cas échéant, écologiste. J'y invite résolument notre Congrès, car il en va à la vérité de la cohérence de notre démarche, de sa force et de simple vraisemblance de notre contrat de législature.

Le président - Chers camarades, je vous invite à regagner vos places, à faire silence. Il est 15 h 30, je demande à l'ensemble des militants d'écouter avec attention l'orateur et de rejoindre la salle.

Christian Pierret - J'en arrive d'ailleurs à ma conclusion, chère présidente.
Le Congrès de l'Arche a engagé l'aggiornamento de notre projet. Ce Congrès de Bordeaux doit nous permettre, je l'appelle de mes vœux, de persévérer sur cette voie. Pour y parvenir, il devra, ou plutôt nous devrons ensemble, mes chers camarades, récuser tout faux discours, toute hypocrisie. Cela n'est pas aisé. C'est néanmoins essentiel si nous voulons que notre contrat de législature puisse recevoir l'assentiment de nos compatriotes.
Oui, recomposons, cher Jean Poperen, la vie politique de notre pays autour de nous, autour de notre projet avec les forces du progrès et les forces du mouvement. Bientôt viendra le moment de vérité de l'effort que chacun d'entre nous aura fait dans ce sens.
Pourrons-nous, mes camarades, y parvenir ?
J'en suis persuadé et ce sera la voie de la reconquête pour les Socialistes. Travaillons dans ce sens à l'union autour des Socialistes, l'union pour le progrès et pour la reconquête de la Gauche et du progrès.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Christian.
Je demande aux camarades suivants de prendre place à la tribune : Gisèle Stievenard, François Chaumette, Daniel Bohbot, Michel Suchod, Bernadette Roux, Gérard Le Gall.
Avant d'entendre Gérard Collomb, je voudrais annoncer la composition de la Commission des résolutions en formation restreinte pour l'examen des amendements qui se réunira à 16 heures salle de vérification des mandats.
Font partie de la Commission :
Gérard Collomb, Jean Germain, Pierre Moscovici, Gérard Le Gall, Alain Claeys, Thierry Mandon, Alain Bergougnioux, Alain Richard, Sylvie François, Philippe Bassinet, Claude Evin, Michel Debout, Marie-Arlette Carlotti, Jean-Yves Autexier, Didier Leconte, Gérard, tu as la parole, en suite nous écouterons Lionel Jospin.

Gérard Collomb

Mes chers camarades, le Parti Socialiste a connu à l'évidence des périodes plus fastes qu'aujourd'hui où nous connaissons quelques difficultés. Pourquoi ces difficultés ?
En dehors des raisons conjoncturelles, il y a bien évidemment la rechute de l'économie mondiale depuis la guerre du Golfe. Même si la déprime économique que nous connaissons aujourd'hui est d'abord venue de l'extérieur, Etats-Unis, Canada, Angleterre, même si nos résultats y compris en termes d'évolution du chômage depuis un an et demi, deux ans, sont meilleurs relativement que la plupart de ceux des autres pays industriels, il est clair que lorsque la croissance faiblit, l'opinion publique ne juge pas sur les résultats relatifs et qu'elle impute au gouvernement et au Parti au pouvoir la responsabilité des difficultés de la société.
Dans une période qui est donc difficile pour tous les gouvernements au pouvoir, dans une période où l'exemple des routiers et des agriculteurs chez nous, mais aussi celui de la grève de la fonction publique en Allemagne l'ont montré, la situation peut déboucher sur des mouvements sociaux, nous sommes victimes d'un autre élément de fragilisation, ce qu'il est convenu d'appeler les "affaires".
Mes chers camarades, sur ce point, il convenait, comme nous l'avons fait hier, que nous réagissions haut et fort. Certains peuvent légitimement souhaiter que le Parti Socialiste retourne dans l'opposition, il est loisible de penser que sa politique est mauvaise, mais au moins, mes camarades, que cela fasse l'objet d'un vrai débat politique, d'un affrontement programme contre programme, idée contre idée, et non pas d'une campagne artificiellement menée pour jeter, jour après jour, le nom d'élus Socialistes en pâture au public et pour discréditer ainsi notre Parti.
Mais, mes chers camarades, si nous devons marquer ce coup d'arrêt et nous avons eu raison de le faire hier, nous ne devons pas nous laisser enfermer là où justement on voudrait nous réduire. Aussi, c'est bien sur le plan politique qu'il nous faut d'abord reprendre l'offensive. Cela passe d'abord par une défense de

notre bilan. Même si, comme je le soulignais en commençant, il est difficile à l'opinion publique d'apprécier nos résultats relativement à ceux des autres pays, il faut que nous oublions pourtant les progrès accomplis depuis dix ans, sur tous les plans, taux de croissance, résultats du commerce extérieur, sur le plan de l'évolution du chômage même. Il faut le dire et le redire, nous nous trouvons parmi les pays qui traversent le moins mal la période de difficultés économiques que l'on connaît aujourd'hui au niveau international.

Ensuite, il nous faut réaffirmer nos idée.

Pendant dix ans, les idées social-démocrates de régulation économique, de réformisme social, ont été mises à mal par la frénésie néo-libérale qui s'emparait des partis de droite à travers le monde qui s'imposait à toutes les opinions publiques., comme la voie de la modernité et du renouveau.

Qui ne commence à convenir aujourd'hui que loin d'avoir mis fin à la crise, ces idées ont contribué à l'approfondir sur le plan international, comme au plan de nos différents pays ?

Quand, au début des années 80, François Mitterrand plaidait dans les assemblées internationales la nécessité de politiques économiques concertées, la nécessité de politiques actives des pays industrialisés pour relancer l'activité économique mondiale et d'abord en brisant la spirale du sous-développement et de la dette, il était à l'évidence seul contre tous à contre courant des idées des chefs d'Etat d'alors, en un moment où ceux ci pensaient tous que la dérégulation et le retour aux lois du marché allaient progressivement tout permettre de remettre en ordre.

Aujourd'hui, on se rend compte même si encore avec difficulté, que c'est bien là que se situe l'une des clés principales d'un retour à la croissance mondiale.

Lorsque de la même manière, sur le plan de la société française nous mettions en garde contre un mouvement qui tendait à remettre en cause le rôle de l'Etat comme garant de la cohésion sociale de la nation, qui tendait à vouloir diminuer sans cesse les protections à rendre le travail toujours plus précaire, à exalter toujours plus la réussite individuelle par rapport à la réussite collective, qui se trompait ?

On voit aujourd'hui le résultat de telles politiques, en terme de fracture sociale, dans cette politique américaine que l'on nous présentait comme un modèle, on voit sur le plan industriel les ravages faits en Angleterre par des années de Thatcherisme. Pendant ces périodes de bourrasque idéologique, nous avons eu raison de maintenir nos idées, de continuer à préférer le modèle social démocrate du long terme, de la préservation des équilibres sociaux, au mirage du libéralisme dérégulateur, et si nous avons quelques reproches à nous faire, ce serait peut être d'avoir trop concédé au modèle idéologique dominant, lié au libéralisme qui, sous prétexte de promouvoir l'individualisme et l'élitisme a eu en fait pour résultat de fragmenter et de balkaniser nos sociétés.

Mais avions-nous alors vraiment le choix de faire autrement ?

Aujourd'hui, la crédibilité retrouvée d'un certain nombre d'idées qui constituaient le fondement même de la pensée Socialiste doit nous servir de point d'appui pour, au travers notamment du programme que nous adoptons aujourd'hui, désigner un grand projet de société pour les vingt ans à venir.

Fondation Jean-Jaurès

Ce nouveau projet social démocrate, c'est-à-dire un projet qui reconnaisse les vertus du marché, mais qui sache aussi en apprécier les limites sur le plan économique comme sur le plan social, ce projet là s'inscrira forcément dans un cadre européen, d'abord pour de raisons économiques.
La grande leçon des dix dernières années, c'est, en, effet, que dans une économie qui s'est mondialisée, nos Etats nations sont de taille trop modeste pour nous permettre des marges de manœuvre par rapport au marché mondial. Rester dans le cadre national, ce serait accepter de se soumettre totalement à ce marché mondial en tentant d'y occuper certains créneaux particuliers. Une insertion sur ce marché mondial du type des nouveaux pays industrialisés, ce n'est certes pas cela que nous voulons. Mais si nous souhaitons l'Europe, c'est aussi pour des raisons politiques, et sur ce plan, je voudrais mettre en garde un certain nombre de nos camarades.
Réclamer une grande politique autonome pour la France isolée du reste de l'Europe, c'est aussi accepter le même type de politique autonome pour l'Allemagne avec, au bout du compte, le choc de deux projets politiques antagonistes. Attention à ce que dans le grand mouvement de retour des nationalismes que nous connaissons aujourd'hui, c'est vrai, le retour de cette Europe des nationalismes ne se traduise pas après-demain comme c'est déjà le cas dans toute une série de pays de l'Europe de l'Est, par le retour à l'Europe des cimetières.
C'est parce que justement nous ne voulons plus de cette Europe là que nous sommes partisans de franchir un pas définitif dans l'Union Européenne.
Oui, mes chers camarades, nous pensons qu'il doit exister un grand dessein pour l'Europe, appuyé sur sa richesse culturelle, appuyé sur l'héritage qui est le nôtre en matière de protection sociale, de reconnaissance des droits des salariés, entre un modèle américain hyper-individualiste dont on voit aujourd'hui les limites, et un modèle japonais qui soumet totalement l'individu au groupe et à la nation, il existe la possibilité de construire un modèle social démocrate européen où la promotion individuelle puisse s'accorder avec des garanties données à tous en vue d'éviter l'exclusion, où la richesse de la pensée personnelle puisse contribuer à l'enrichissement d'une pensée collective à vocation universelle ouverte sur les autres cultures, même si elle est soucieuse d'affirmer son originalité. Une Europe capable de promouvoir l'homme, mais aussi de protéger la nature. C'est ce projet social démocrate qu'il nous faut promouvoir à l'échelle de l'Europe.
Mes chers camarades, c'est justement parce qu'aujourd'hui nous sommes en difficulté qu'il faut élever le débat, ne pas laisser le Parti Socialiste s'engluer dans le piège que l'on voudrait nous tendre avec les "affaires"
A l'occasion du référendum de Maastricht, à l'occasion des élections législatives, c'est ce grand dessein européen qu'il nous faut présenter aux Français.

Le président - Merci, Gérard.
Nous allons maintenant écouter Lionel Jospin.

Fondation Jean-Jaurès

(Vifs applaudissements)

Lionel Jospin

Chers camarades, ce Congrès de Bordeaux qui nous a été proposé par le Premier secrétaire de notre Parti et que nous avons accepté, nous avons décidé avec lui de le préparer ensemble, c'est-à-dire dans un esprit de rassemblement.
Il a été réuni pour adapter nos statuts et pour adopter un programme en vue des législatives. Nous le faisons.
Nous ne devons pas changer le sens de ce Congrès, le centre de gravité de nos débats, parce que l'un d'entre nous, dont l'intégrité personnelle n'est pas contestée, voit la fonction qu'il a exercée en notre nom mise en cause. Notre solidarité a été affirmée par nous tous et par moi, avec force, hier. Je n'y reviens pas. Je voudrais simplement, à propos de ce sujet, faire deux remarques.
La première est celle-ci : nous avons appris par hasard, un mois après, l'inculpation de M. Maurice Papon et de M. Bousquet pour crime contre l'humanité.
(Applaudissements)
Cela prouve-t-il qu'il y a des cas où la justice peut se faire discrète ?
(Applaudissements)
La deuxième est celle-là : si nous voulons que notre pays tourne la page des affaires liées au financement des partis politiques tout en faisant en sorte que la justice soit assurée, que l'impunité ne soit pas permise, il est indispensable, à mon sens, que les juges distinguent désormais ce qui relève de l'enrichissement personnel, de la corruption (qui doit être sanctionné sévèrement) et ce qui, hier, était lié au financement d'un parti politique quel qu'il soit, financement et méthodes qui ont été reconnus ouvertement comme tels dans un certain état, heureusement dépassé, grâce à nous, de la législation. Sinon, on n'en finira pas de faire semblant de découvrir, jour après jour, ce que tout le monde sait sur le terrain du financement des partis politiques, puisque nous l'avons dit et reconnu, et la démocratie dans notre pays restera empoisonnée.
(Applaudissements)
J'ai parlé, chers camarades, de volonté d'unité et de rassemblement. Celle-ci ne doit pas nous interdire la lucidité ni restreindre notre liberté de pensée. Nous ne pouvons pas nous dissimuler les sentiments qui sont ceux de nos militants. Ils sont faits de déception, d'incertitude. Beaucoup s'interrogent pour savoir si n'est pas menacée l'aventure collective engagée depuis plus de vingt ans pour rénover le Socialisme et bâtir en France une grande force de gauche moderne et nous sommes nombreux à comprendre ces sentiments de nos militants, puisque ces interrogations, nous les portons en nous-mêmes.
En même temps, nos adhérents refusent les querelles et aspirent à l'unité. Ils cherchent des raisons d'espérer, de retrouver leur fierté d'eux-mêmes, le sens de leur engagement d'hommes et de femmes de gauche.
Nous ne devons pas non plus, chers amis, méconnaître l'état d'esprit de l'opinion. Il n'est pas bon. Les élections régionales et cantonales, les partielles qui se déroulent, les sondages l'attestent. Certes, la nomination du nouveau

Premier Ministre a entraîné un effet de stabilisation politique. Mais l'usure du pouvoir, le style de celui-ci, la permanence d'un chômage fort, le poids des affaires (affaires d'argent ou affaires de sang) où là aussi, trop souvent, règnent la confusion et l'amalgame, l'angoisse de certaines catégories de Français que menace le présent ou que menace le changement et qui ne voient pas de perspective, tout cela pèse lourdement et obère souvent dans l'opinion le travail positif accompli par ailleurs.
Et si j'évoque le travail fait, chers camarades, je sais de quoi je parle pour avoir moi-même, pendant quatre ans, comme ministre de l'Education nationale, beaucoup travaillé dans le sens de l'intérêt général, mais en partant aussi de ce qui était nos valeurs.
(Applaudissements)
Dans ce moment difficile où tant de nous doutent ou s'interrogent, trouver des réponses justes est d'autant moins aisé que nous savons bien que les obligations immédiates ne coïncident pas toujours avec les exigences de demain.
A court terme, c'est-à-dire en vue des élections législatives, que pouvons-nous faire ? D'abord, être solidaires du gouvernement et, dans la difficulté, nous serrer les coudes. Certains, notamment à droite, lui reprochent de reculer et il est vrai que le gouvernement a choisi de renoncer à quelques textes, d'édulcorer certaines réformes, pas toujours en nous faisant plaisir. Je pense notamment à l'accord avec le privé, à certaines décisions touchant les femmes... (applaudissements)... et à un changement de pied qui nous a surpris sur la fiscalité.
(Applaudissements)
Mais il est quand même extravagant de voir la Droite reprocher au gouvernement de reculer, tout en bloquant elle-même le texte sur la maîtrise des dépenses de santé à l'Assemblée Nationale ou en lui demandant de céder sur le permis à point, ce qui aurait été un désastre et ce que le gouvernement n'a pas fait !
(Applaudissements)
Fermeté de négociation, rappel des droits et des devoirs de chacun, de ce qui est loisible et de ce qui est inacceptable, c'était la seule méthode face au conflit des routiers.
Notre solidarité avec le gouvernement, nous l'avons d'ailleurs marquée dans ce Congrès en acceptant un texte un programme pour les législatives qui a pour première caractéristique d'accompagner son action.
Deuxième nécessité du court terme : mener la bataille du "oui" au référendum sur l'Union Européenne.
On peut toujours regretter que l'architecture du traité de Maastricht n'ait pas été examinée et débattue plus tôt. Cela n'a pas été le cas, par exemple, dans le gouvernement auquel j'ai appartenu, ce qui pose d'ailleurs le problème fondamental de la prise de décision politique dans notre pays, en particulier dans certains domaines, et la question de savoir ce qu'est réellement une collectivité gouvernementale. Mais j'y reviendrai. On peut regretter aussi telle ou telle disposition de ce traité.

Mais il est là, il est un nouveau moment de la construction européenne, un cadre que nous pourrons remplir et faire bouger dans les années qui viennent.
Nous sommes très nombreux ici à partager la conviction du Président de la République qu'il faut renforcer l'Europe de la Communauté, non pas pour opposer égoïstement une petite Europe de la démocratie, de la richesse et de la stabilité, à un reste européen instable, démuni et aux libertés encore fragiles, mais pour garder et renforcer un môle, un pôle, comme garantie justement d'une structuration progressive d'un ensemble européen plus vaste.
Sur la question du "oui" à Maastricht, chers camarades, je ne peux être d'accord avec Jean-Pierre Chevènement, ni sur le fond, ni dans la forme.
(Applaudissements)
Infliger à la Communauté européenne, à ce moment de l'histoire de l'Europe, la crise majeure qu'entraînerait un "non" de la France, au nom d'une Europe aujourd'hui plus vaste, mais mythique, d'une Europe qu'il faudra construire mais qui ne peut l'être en brûlant les étapes, ce serait une énorme faute politique pour les Socialistes et ce serait, en outre, paradoxalement la meilleure façon de ne jamais pouvoir construire cette civilisation de l'Europe tout entière à laquelle, comme vous tous, moi aussi j'aspire. J'ajoute un désaccord sur la méthode et les principes.
La construction européenne ne relève pas, chers camarades, de la clause de conscience. C'est une question politique dont nous débattions déjà les termes à notre Convention de Bagnolet, il y a dix-neuf ans, en 1973. Comme toute autre décision politique, elle devrait relever de la règle démocratique, c'est-à-dire de la majorité.
Ne plus respecter les décisions majoritaires dans notre Parti sur ce sujet, mais aussi sur d'autres plus futiles, devient le nouveau jeu à la mode, une latitude que chacun s'accorde et ce sont des jeux qui, à terme, peuvent détruire une formation politique comme la nôtre.
(Vifs applaudissements)
Débattons, donnons nos convictions, mais de grâce, laissons l'absurde des positions contradictoires affirmées sur la place publique au Parti de M. Chirac !
(Applaudissements)
Menons campagne pour le "oui" au référendum, faisons-le sans tarder et vigoureusement, car le camp hétérogène des "non" s'organise. Mais ne menons pas nous-mêmes campagne au nom d'un camp des "oui", d'un "oui" abstrait et indifférencié. Nous ne mobiliserons l'électorat de gauche en faveur du "oui" qu'en défendant notre vision de Maastricht, notre conception de l'Europe, l'Europe organisée par des politiques, l'Europe ne noyant pas ses intérêts dans un vaste ensemble atlantique, l'Europe retrouvant le chemin de la synthèse entre l'économique et le social qui a fait l'originalité et l'attractivité de son modèle historique.
(Applaudissements)
Il y a une troisième nécessité qui est de redonner à nos adhérents l'occasion et le désir de vrais débats sur quelques grands problèmes du temps. Ils souffrent de ne plus être associés aux grands choix, ils se sentent passifs. Il y a d'ailleurs

Fondation Jean Jaurès

matière à organiser des discussions, et nous l'avons fait en d'autres temps, dans des Conventions ou des réunions particulières. L'évolution de notre politique de défense dans le nouveau contexte géostratégique, avec la disparition de l'URSS, les dossiers des retraites, de la protection sociale et des dépenses de santé, où tout n'est pas tranché, notre approche des grands choix en matière d'environnement, alors que nous devons discuter avec les écologistes, notre politique agricole et l'avenir du monde rural, faut-il laisser cela aux seuls experts ? Je ne le crois pas. Appuyons-nous sur le programme que nous adoptons dans ce Congrès pour pousser plus loin des discussions précises avec nos militants.

Prenons l'exemple du dossier agricole : nous sommes de nombreux élus du monde rural dans cette salle, nous discutons sur place non seulement avec les grandes organisations agricoles traditionnelles, mais aussi avec d'autres souvent beaucoup plus novatrices en matière agricole, et en tous cas plus proches de nous. Nous voyons les agriculteurs sur le terrain, et je suis convaincu que le tournant de la politique d'une partie des prix vers les revenus et vers les primes, ils sont prêts à l'accepter s'ils ont une perspective de long terme, des mesures d'accompagnement précises et des réponses à leurs problèmes les plus urgents, l'endettement, les difficultés de trésorerie.

Je vois aussi pour la première fois dans le monde rural les idées de la différenciation des aides selon les régions ou selon les agriculteurs, en faveur naturellement de celles et de ceux qui en ont le plus besoin, faire leur chemin.

Or ces idées, nous, les Socialistes, nous les avons défendues en milieu agricole dans cette région Aquitaine ou dans la région voisine de Midi Pyrénées dont je suis l'élu. Nous souhaitons que les problèmes particuliers de l'agriculture du Sud soient pris en compte par le gouvernement et par les ministres de l'Agriculture des douze, et en tous cas nous voudrions que des discussions dans le Parti sur ces questions, élus, responsables de la Commission agricole, interlocuteurs du gouvernement, soient organisées. Il faut réintroduire de la sève dans le réseau des relations entre notre Parti et le gouvernement.

(Applaudissements)

Enfin il nous faut préparer les élections législatives. Elles seront difficiles, il faut donc ne pas tarder à mettre nos candidatures sur le terrain, à dire clairement comment et avec qui nous les préparerons, à engager avec d'autres courants politiques, par exemple avec les Ecologistes, les discussions nécessaires.

Le processus toujours très compliqué de désignations internes et de négociations externes, il nous faut le conduire avec précision, méthode, et avec le sens des équilibres humains et politiques dans le Parti. Là encore, ne tardons pas.

Dans les mois qui viennent, le Président et le gouvernement agiront dans leur domaine, agissons dans le nôtre. Donner de l'élan, du dynamisme à notre Parti, voilà ce qui nous a été promis, voilà ce que nous attendons, voilà ce à quoi nous sommes prêts à travailler en vue des échéances prochaines avec toute notre énergie.

Mes chers camarades, dans les incertitudes et les interrogations d'aujourd'hui à partir des problèmes qui assaillent la société française, naissent aussi les

Fondation Jean Jaurès

exigences de demain. Je ne vais pas, dans le cadre d'une intervention courte, tracer un tableau d'ensemble de notre société et des perspectives qui s'imposent. Je voudrais choisir seulement deux questions qui me préoccupent particulièrement.

La première touche à ce que j'appellerai la question de la République, du contrat social, de la règle commune dans notre pays, et le Premier Ministre en a parlé ce matin. La nature de certains conflits récents, les méthodes d'intimidation et de violence utilisées par quelques groupes minoritaires, par exemple dans le monde agricole, à l'appui de leurs revendications, la montée des corporatismes, des absolutismes catégoriels et des égoïsmes individuels doivent nous inquiéter à plusieurs titres. D'abord parce que le développement de tels phénomènes peut mettre en danger la capacité de la France à faire face sans heurts et sans blocages aux évolutions et aux mutations que vont lui imposer les bouleversements scientifiques, technologiques et économiques en cours. Ensuite parce que la fragmentation du corps social, l'incapacité de se choisir des représentants et donc des interlocuteurs pour organiser des dialogues avec d'autres groupes quand on parle au nom d'un groupe, ou avec l'Etat lui-même chargé de l'intérêt général, tendent à gripper les mécanismes sociaux, mais aussi à gêner le fonctionnement des rouages, des pouvoirs et du pouvoir, ce qui à terme peut menacer la démocratie, comme en témoigne la montée de l'extrémisme politique.

On ne peut, comme le font certains à Droite, mettre en cause la légitimité du pouvoir et justifier les protestations, même devant des projets justes et reconnus comme tels, sous prétexte que les Socialistes sont minoritaires dans l'opinion. Nous ne pouvons non plus, comme certains tentaient de le faire devant une Europe stupéfiée par le mouvement des routiers, nous contenter d'évoquer le fameux tempérament national.

Il est temps de poser clairement devant l'opinion nationale, mais aussi face à chaque catégorie en mouvement, la question du respect de la règle commune, des droits mais aussi des devoirs. Temps de dire clairement qu'en démocratie, certains moyens ne sont pas acceptables, temps de dire, face à ceux qui le critiquent, l'importance du syndicalisme, temps de restaurer contre les hymnes à l'argent ou au chacun pour soi les valeurs collectives, le sens de la chose publique, de la responsabilité de chacun, la vertu de la citoyenneté !

(Applaudissements)

Il y a quelque chose d'absurde à voir certains producteurs agricoles bloquer des trains pour protester contre le fait que d'autres bloquent les routes !

(Applaudissements)

Il y a quelque chose de risible ou de scandaleux à voir le président du patronat demander au gouvernement des compensations pour les dommages créés à l'économie par l'action approuvée par l'une de ses fédérations patronales !

(Vifs applaudissements)

La démocratie ne peut fonctionner sainement, la vie sociale maîtriser ses propres mouvements, si chaque catégorie s'enferme dans un face à face exclusif avec le pouvoir politique, quel qu'il soit, d'ailleurs, en oubliant qu'elle est aussi une

pièce d'un puzzle, un élément de l'ensemble national, ensemble vis-à-vis duquel elle a des droits, des demandes à formuler, mais aussi des responsabilités à exercer. Mais il est clair aussi que pour poser ces questions essentielles avec force dans l'opinion, ou dans telle ou telle catégorie sociale ou professionnelle, il faut nous-mêmes, au pouvoir, dans nos pratiques et dans notre style, dans nos choix fondamentaux, incarner le mieux possible ce sens de l'intérêt général et de cette vertu à laquelle nous appelons les autres.

La deuxième question que je voulais traiter pour finir, chers camarades, c'est celle de notre identité Socialiste. Il y a selon moi, d'ailleurs, un lien étroit entre la première, celle du contrat civique, celle du contrat social, celle de l'intérêt général, et la deuxième, celle de notre identité.

L'intérêt général ne règne pas a priori et de toute éternité dans le ciel des idées. Il est historiquement daté et changeant, il naît lui-même de la confrontation des intérêts, des points de vue et des convictions. Comment pourrions-nous peser dans le débat d'idées, contribuer à faire naître cet intérêt général, si nous-mêmes nous n'existions pas avec force ? Si notre identité se perd, comment polariser, comment organiser, comment rassembler autour de nous ?

L'approche Socialiste des problèmes et des évolutions du monde contemporain a changé et changera encore, mais l'internationalisation de l'économie, la chute du Communisme, le creusement d'énormes disparités planétaires, les migrations humaines, les bouleversements dans les médias et les moyens de communication qui modifient le rapport que chaque individu forme au monde, la poursuite de l'urbanisation, l'usure peut-être provisoire de structures d'organisation et de représentation traditionnelle, tout cela nous oblige à un effort d'adaptation.

Lorsqu'on regarde le monde autour de nous, rien ne justifie pourtant que soient désormais sans fondement et irrémédiablement dépassées, comme la Droite voudrait le faire croire, les valeurs de la Gauche, la pensée Socialiste.

La misère de masse dans le tiers-monde, le défi de la reconstruction de sociétés équilibrées à l'Est de l'Europe, la permanence du chômage, les inégalités qui perdurent, le droit à une éducation de qualité pour le plus grand nombre, le sauvetage du monde rural, rien de tout cela ne peut trouver de réponse par les méthodes du libéralisme telles qu'elles nous sont proposées.

(Applaudissements)

Avons-nous eu la capacité, seuls, de réussir dans ces différents domaines ? Avons-nous su suffisamment résister à la pression, j'allais presque dire à l'intériorisation des idées dominantes d'inspiration libérale ? Sommes-nous toujours restés fidèles, au pouvoir, à notre inspiration initiale et à nos valeurs pourtant si souvent réaffirmées ? La réponse, bien sûr, ne saurait être entièrement positive, et le Parti Socialiste doit continuer à porter et à affirmer ces valeurs.

Mais il lui faudra pour cela, au lendemain des élections législatives et dans la perspective d'élections présidentielles, renouveler ses réflexions sur plusieurs grandes questions qui sont selon moi au cœur de nos difficultés actuelles, de la chute du soutien que nous apportent les milieux populaires, du divorce qui s'est créé avec l'opinion quatre ans après la réélection de François Mitterrand.

Ces questions portent à mon sens sur le fonctionnement de nos institutions, avec le souci qui devra être le nôtre de favoriser les délibérations collectives et les fonctionnements collégiaux dans les grands choix à faire et dans la prise de décision.
Elles portent aussi sur nos pratiques politiques à tous les niveaux de responsabilité, pour aller dans le sens de la simplicité dans les comportements, pour maintenir et même souvent rétablir les liens qui ont fait hier notre force avec le peuple et nos concitoyens. Elles portent sur la recherche d'un nouvel équilibre dans nos choix de politique économique et sociale. Nous sommes arrivés au pouvoir, chers camarades, à la fin de la grande période keynésienne qui avait marqué le monde occidental dans les années 50, 60 et en partie dans les années 70. Nous sommes venus au pouvoir au moment où s'affirmait le retour en force des vieilles idées du libéralisme pourtant condamnées par la crise des années 30 et par deux guerres mondiales, mais qui étaient mises au goût du jour. Nous avons alors dû centrer notre politique sur la lutte contre l'inflation et en faveur de la restauration des grands équilibres. Nous avons, je crois, bien avancé pour gagner cette bataille, et dans le monde, face aux défis et aux besoins de l'Est et du Sud, face aux contradictions qui à nouveau s'accumulent chez nous, l'idéologie libérale montre clairement ses limites.
Il nous faudra, je pense, dans l'avenir rééquilibrer notre politique dans le sens de la lutte pour l'emploi et en direction des catégories sociales les moins favorisées par l'évolution spontanée de l'économie. Je pense aussi qu'il faudra apporter des inflexions, parfois des révisions à notre politique en direction du tiers-monde, et particulièrement notre politique africaine, même s'il est vrai que les mises en œuvre pratiques de ces politiques nouvelles sont sur ce continent particulièrement malaisées. Enfin, il nous faudra plus que jamais mettre les problèmes de la vie quotidienne de nos concitoyens : logement, éducation, vie dans les cités, cadre de vie, environnement, conditions de travail et de transport, au premier plan de nos choix politiques et portés comme tels par les plus hautes autorités politiques, avec une recherche systématique du dialogue, du contact, du contrat, à propos desquels je partage les préoccupations exprimées par Jean Poperen.
Chers camarades, j'ai voulu vous parler cet après-midi avec, à l'esprit, plusieurs soucis : être à l'unisson pour exprimer ici ce qu'ils représentent, à l'unissons des sentiments et de la pensée de nombreux militants qui, bien sûr, ne peuvent pas s'exprimer dans ce Congrès. Ne pas m'inscrire en même temps dans le climat de morosité qui existe mais que nous devons combattre, et non pas cultiver, user de la liberté de ton qui est nécessaire entre nous - et que me donne l'absence de responsabilités gouvernementales, tout en restant fidèles à l'exigence de solidarité qui a toujours guidé mon action... - nous ne pouvons pas, chers camarades, fuir les responsabilités qui sont les nôtres au gouvernement, ni baisser les bras dans les batailles qui viennent : celle du référendum, puis des élections législatives... en anticipant, sur je ne sais quel culte d'opposition, en se bornant à former des rêveries pour l'avenir. Nous ne devons pas non plus nous enfermer dans la seule gestion d'aujourd'hui, nous borner à un horizon pour qui

créerait chez nous incertitudes et angoisses... mais comprendre que notre mouvement de pensée et d'action doit se poursuivre ; que les exigences qui ont fait de nous des hommes et des femmes de gauche, la volonté de construire la gestion, mais aussi la protestation, qui est au cœur de tout homme et de toute femme de gauche,... (applaudissements)... comprendre que ces exigences restent nécessaires pour l'avenir même si nous n'avons pas su toujours assez bien les traduire. Dans mes réflexions devant vous, j'ai voulu mêler ce temps court et ce temps long. Donner mon sentiment sur les tâches qu'il faut accomplir aujourd'hui, et indiquer aussi que viendra le moment où nous devrons faire le bilan plus complet et profond d'une période à travers de nouvelles perspectives pour aborder la suivante.
Il faut se préparer à cela tout en exerçant les responsabilités qui sont les nôtres, car ce jour-là, chers camarades, viendra sans doute, pour le mouvement Socialiste, et pour nous tous, le plus important rendez-vous que nous aurons avec nous-mêmes mais aussi avec notre pays.
Je vous remercie.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Je donne maintenant la parole à Jean-Pierre Chevènement pour 40 minutes et j'annonce les orateurs suivants :.. (protestations dans la salle)... Michel Coffineau, Michel Rocard, Henri Emmanuelli, Jacques Delors, René Teulade, et Michel Debout. La parole est à Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, avant d'aborder, avec le souci de la vérité, les questions de fond, je voudrais d'abord, au nom de tous mes camarades, et en mon nom personnel, affirmer ma solidarité avec Henri Emmanuelli.
(Applaudissements)
Je considère que l'annonce de son inculpation, comme trésorier du Parti, est une grave atteinte à la démocratie, à la justice elle-même, au secret de l'instruction, et traduit une grave dégradation du débat politique dans notre pays. Quelles que puissent être nos différends ou nos différences, je tiens à lui dire notre solidarité et notre amitié.
Chers camarades, il y a deux ans, c'était le Congrès de Rennes. Son histoire reste à écrire car le Congrès de Rennes n'a pas pu aller au bout de son élan pour des raisons que vous savez. Mais depuis mars 1990, la chute de l'URSS s'est précipitée, refermant la parenthèse ouverte en 1917. L'URSS et le Communisme avaient, pendant près d'un siècle, borné notre horizon, occulté, ou étouffé le message de la République et du Socialisme. Mais paradoxalement, l'URSS et le Communisme structuraient les perceptions. Qu'importe si c'était un faux sens, c'était quand même un sens : d'un côté, le fameux "Empire du Mal"... et de l'autre côté, le soi-disant "monde libre". Tout paraissait simple. L'URSS créait un équilibre et une stabilité. La guerre froide en Europe, c'était quand même la paix, celle des empires bien sûr... alors que ce grand mensonge, qui était aussi une grande injustice commençait d'être ébranlé à Rennes, un certain

Fondation Jean-Jaurès

triomphalisme s'était exprimé.
Je me souviens d'avoir entendu Pierre Mauroy, notre Premier secrétaire, dire "le Socialisme est maître de l'heure"... Oskar Lafontaine était venu à la tribune du Congrès chanter l'avènement du post-national. Nous l'avons ovationné comme le prochain chancelier. Rares étaient les mises en garde et les appels à l'effort et à la mobilisation des Socialistes pour donner sens au post-Communisme. Comme d'habitude, les "Cassandre" ne faisaient pas recette, les problèmes posés par la sortie du Communisme ont été sous-estimés et le sont toujours.
Le triomphe du capitalisme, à l'enseigne des Droits de l'homme et de l'économie de marché, a été interprété comme "la fin de l'histoire". Un an après, on célébrait l'avènement d'un "nouvel ordre mondial". A la Convention de Cachan, en avril 1991, c'était même le mot d'ordre inscrit en lettres géantes derrière la tribune. "Les faits sont là" claironnaient quelques-uns au lendemain de la guerre du Golfe.
Je n'aurai pas la cruauté d'y revenir. Chacun peut faire le bilan de cette guerre imbécile, qui continue à travers l'embargo sur l'Irak, par la prise en otage de tout un peuple.
Du Maghreb à l'Afghanistan, l'intégrisme a progressé à pas de géant.
Pensez-vous que ce soit tout à fait sans corrélation ?
Un peu plus de deux ans après l'effondrement du mur, 18 mois après le Golfe, le capitalisme devait être joyeux. Il est morose. Le G7 réuni à Munich guette la reprise économique, mais il est incapable de l'organiser.

- La facture de la réunification allemande est plus lourde que prévue. Elle conduit l'Allemagne à une politique restrictive qui se répercute sur toute l'Europe et sur le monde entier.
- Le Moyen-Orient est resté tétanisé après la guerre du Golfe. Son marché s'est rétréci.
- Les Etats-Unis laissent filer le dollar pour retrouver leur compétitivité économique perdue, et cela à nos dépens.
- Le Japon, premier créancier mondial en dollars, connaît à son tour des difficultés. Sa pression se renforce.

Bref, chers camarades, la guerre économique mondiale s'intensifie. A travers les normes de compétitivité japonaises, c'est aussi une norme sociale régressive qui tend à s'imposer. Je puis vous en parler comme l'élu d'une région automobile. En résultent, pour l'Europe et la France, l'augmentation du chômage, la paupérisation de l'Etat, la crise des politiques publiques, et l'érosion de la protection sociale.

- L'assurance chômage (UNEDIC) est en déficit.
- L'explosion des dépenses de santé et le poids des retraites menacent sur la protection sociale, dès lors que la crise économique se prolonge.

Dans ce monde littéralement désaxé, le problème du sens se pose partout et c'est d'abord un problème historique et moral. Comme les peuples ont besoin de donner un sens collectif à leur avenir, faute qu'une perspective de progrès leur soit offerte par un capitalisme myope et précautionneux, partout les tentations de régression se font jour. Les nationalismes ethniques ont ressurgi en Europe, les

Fondation Jean Jaurès

intégrismes montent au sud, dans le monde arabo-islamique mais aussi dans notre société. L'extrême droite, en Europe, revient en force. Dans tous les pays avancés, Etats-Unis, Allemagne, France, Italie, la démocratie est malade.
Rien de tout cela, chers camarades, n'est le fait du hasard. La crise s'approfondit, économique, politique et morale. J'y insiste parce que là, est notre responsabilité.
L'URSS avait occulté, pendant 70 ans, le sens de l'aventure humaine. Sommes-nous assez forts pour en inventer un autre ?
Telle est la question à laquelle nous devrions réfléchir.
Je vais en venir à la responsabilité des Socialistes, telle que je la conçois.
La fin de l'URSS a levé une hypothèse. Les Socialistes s'étaient définis par opposition au Communisme. Cela devrait nous permettre de relever le défi. Mais sommes-nous capables de faire vivre une nouvelle perspective historique, de redonner un sens non seulement à notre société, à notre peuple, mais à l'Europe ? Nous y viendrons, et au-delà au monde entier.
J'ai reçu, il y a quelques temps, un certain nombre d'Algériens, et j'ai ressenti leur désarroi, leur détresse parce qu'ils n'ont plus, dans le monde dans lequel nous sommes, celui du nouvel ordre mondial, un môle de progrès sur lequel ils pourraient s'appuyer et que nous ne leur fournissons pas. Est-ce que les Socialistes vont inventer un nouveau sens, ou bien vont-ils tout simplement se rallier au libéralisme ? Cette question c'est la question qui est posée déjà depuis quelque temps. Un jour, Pierre Mauroy m'a dit, et à quelques autres, il s'en souvient sûrement, en signant le programme commun de la Gauche, en 1972, avec le Parti Communiste : "nous avons pris le dernier train de l'histoire pour arriver au pouvoir."
Il y a là, me semble-t-il, la source d'un malentendu fondamental entre nous, un malentendu qui dure depuis le Congrès d'Epinay, vingt et un ans ont passé, nous nous connaissons bien, il me semble qu'une majorité de ceux qui ont fait Epinay n'ont pas vraiment pris leur projet au sérieux, le projet qu'alors nous nous étions donné.
L'idée de construire un autre modèle de société, fondé sur la démocratie, un modèle de développement économique autre que celui de la concurrence pour le profit, ils n'y ont pas vraiment cru, et c'est pourquoi ils y ont très vite renoncé.
(Applaudissements)
Croyez que je le dis avec beaucoup de peine, je préférerais tellement dire autre chose. Et pourtant, vous le sentez bien, ce qui manque le plus aujourd'hui, c'est un autre modèle de développement, c'est une nouvelle utopie mobilisatrice dont aucune société ne peut faire l'économie et c'est là notre responsabilité. Est-ce que nous fournissons cette vision de l'avenir du projet de l'Arche, fort modeste ? Alain Duhamel, que je cite rarement, a fait cependant une exacte description, en disant "qu'il était une honnête abjuration du passé, un constat du présent, en rien la préfiguration de l'avenir."
Osons le dire : notre faiblesse vient de ce que nous n'avons pas su mettre le Socialisme, c'est-à-dire la République intégrale, ou même tout simplement la République, à l'ordre du jour. Et nous avons lassé la patience de ceux qui

croyaient en nous, ouvriers, employés, petits salariés, qui ne nous avaient pas confié le soin de restaurer avant toute chose la profitabilité des entreprises. C'est là l'origine de l'échec électoral que nous avons subi les 22 et 29 mars 1992. Nous avons perdu quand même la moitié de nos électeurs, c'était il y a à peine trois mois. Nos électeurs, comme d'ailleurs nos adhérents, votent avec leurs, pieds. Avons-nous tiré les leçons de cet échec électoral ? Je crains fort que non. Je crains fort que nous n'assistions au contraire à la mise hors d'usage systématique du Parti d'Epinay, parce qu'il se détourne des tâches pour lesquelles il avait été créé.

Nous discutons d'un programme, un programme passe-muraille, un programme minimum socio-libéral, un programme qui permettra demain toutes les alliances. Faut-il rappeler qu'à peine plus du quart des adhérents de notre Parti a voté le projet de programme soumis aujourd'hui au Congrès ? Entendez-moi bien, chers camarades, je n'incrimine pas la perversité des hommes, chacun fait comme il peut, et sans doute comme il croit devoir faire, mais les choix politiques auxquels la majorité des responsables du Parti ne croit pas pouvoir s'opposer. Plutôt que de rassembler à gauche, plutôt que de retrouver le contact avec notre électorat, eh bien ces choix nous conduisent à préparer une alliance avec la Droite. On peut dire que ce n'est pas conscient chez beaucoup, mais quand on se résigne, on se prépare aussi à tourner la page. Alors, naturellement le traité de Maastricht, il apparaît comme un instrument de recomposition de la vie politique intérieure, il permettra l'alliance de ce qui reste du Parti Socialiste avec les libéraux, et en effet, si le but du Parti c'est de rester au pouvoir, en faisant bouger les lignes on peut toujours faire une politique plus à droite et diviser la Droite à court terme, c'est habile, mais à long terme c'est désastreux !

(Applaudissements)

Chers camarades, nous sommes placés devant un choix fondamental, en 1983 nous avions, paraît-il, ouvert une parenthèse, c'était un pas de côté, certes il y avait quelques nouveaux convertis assez bruyants, mais pour la plupart d'entre eux les Socialistes étaient restés jusqu'à aujourd'hui des novices du libéralisme.

Aujourd'hui, on leur demande de prononcer des vœux définitifs, d'entrer dans les ordres en quelque sorte. Le voulez-vous ? Le traité de Maastricht n'est pas neutre, j'entends bien le discours de Laurent Fabius, mais je ne suis pas d'accord avec lui, le traité de Maastricht n'est pas un contenant, dans lequel on pourrait mettre n'importe quoi, il trace une perspective historique, il tend à créer - c'est son article 3A - une économie ouverte où la concurrence est libre, principe auquel devra se conformer, je cite : "la politique économique des Etats".

Il dessine une orientation cohérente.

Et je ne veux pas revenir sur l'histoire : mais puisque Lionel Jospin m'a interpellé à l'instant, je voudrais lui dire ceci : depuis 1973 qu'il a adhéré au Parti Socialiste... 1971, au lendemain du Congrès d'Epinay, il ne peut pas nous retirer le mérite de la continuité. Sur l'Europe, nous nous sommes toujours exprimés d'une manière continue, bien avant nous les Socialistes s'étaient divisés sur la CED, mais en 1973 à ce Congrès de Bagnolet, convoqué par François Mitterrand, nous avions abouti à une synthèse "l'Europe sera Socialiste

ou ne sera pas".
En 1978, chers camarades, le Comité directeur unanime avait condamné les accords de Hanovre, qui créaient le système monétaire européen. Je rappelle "unanime" ! De 1981 à 1983, nous nous y sommes ralliés.
En 1990, dans la mise en œuvre de l'acte unique que j'ai d'ailleurs voté, j'ai pu constater que la libération des capitaux avait été décrétée sans contre-partie. Et un jour, Pierre Bérégovoy est venu donner l'explication devant le groupe Socialiste : aucune contrepartie sur le plan de l'harmonisation des fiscalités sur le capital, nous contraignant ainsi à nous aligner sur la fiscalité du pays qui est la plus avantageuse pour ceux qui reçoivent des revenus du capital.
C'est une manière de faire l'Europe, et je le dis à Lionel Jospin, je trouve que son rappel à la discipline n'est pas de bon ton ! (huées) ... parce qu'à travers l'Europe... vous jugerez ce ton comme vous voudrez, mais à travers l'Europe, c'est toute la question sociale qui est posée, c'est toute notre politique économique, c'est toute notre politique.
(Applaudissements).
Quand je dis "à travers l'Europe" c'est à travers la manière de faire l'Europe car il n'y a pas d'un côté les Européens et les anti-Européens. Il y a d'un côté ceux qui subordonnent les progrès de la construction européenne au contenu des politiques, et puis d'autres qui se mettent à la remorque de toute mesure dès lors qu'elle apparaît comme européenne, entre guillemets, fut-ce une mesure qui hâte l'Europe du capital. D'un côté il y a les volontaristes et de l'autre il y a les "suivistes".
On dit aujourd'hui que le général de Gaulle était européen, certes il l'était, mais pas n'importe comment. Il a contribué à la construction européenne mais sans jamais hésiter à faire monter les enchères, par exemple pour mettre sur pied avec l'Allemagne une politique agricole commune en 1962, ou pour entraîner la Grande-Bretagne sans succès, il est vrai, dans la voie d'une coopération militaire que nous attendons toujours. Qui étaient les plus européens ?
Les inconditionnels ou les volontaristes ? J'ai la faiblesse de penser que les plus Européens ce sont les volontaristes et pas les "suivistes".
(Applaudissements)
Or, ce qu'on nous demande, chers camarades, avec le traité de Maastricht, c'est une conversion au libéralisme, le traité c'est une constitution libérale et je n'exagère pas, puisque la référence au traité est désormais inscrite dans notre Constitution. Je ne reviens pas sur la philosophie mais la Banque centrale indépendante c'est l'Europe des banques, ce n'est pas l'Europe des travailleurs. Demain, il faudra dénationaliser la Banque de France, vous le savez, c'est dans le traité. Est-ce neutre ? Ou alors est-ce que la nationalisation de la Banque de France par Léon Blum en 1936 était neutre ?
(Applaudissements)
Les critères de Maastricht : réduction de l'inflation, du déficit budgétaire, de l'endettement public, etc. Ce sont des critères qui sont tous monétaristes. L'effet déflationniste est assuré, avec une nouvelle montée du chômage, dont ceux qui voteront Maastricht prendront la responsabilité.

Fondation Jean-Jaurès

(Huées et sifflets)
Je comprends que cela vous gêne, mais il y a quand même une cohérence entre le chômage et puis les taux d'intérêt élevés. (sifflets) Un chômage à 10% et des taux d'intérêt réel à 7% ce n'est pas tout à fait l'effet du hasard ! Ou alors, il faut cesser de raisonner et de penser par soi-même, mais ceci changerait la nature du Parti !
(Applaudissements)
Nos marges de manœuvre, budgétaires, fiscales, réglementaires, vont se réduire comme peau de chagrin. Nos marges industrielles aussi puisqu'à la politique industrielle se substitue une politique de la concurrence.
Que reste-t-il de la politique d'aménagement du territoire ? Pour l'élu, que je suis, d'une région cruellement frappée par la mutation de l'industrie automobile, qui a perdu plus de 20% de ses emplois, depuis une dizaine d'années, qui en perdra encore beaucoup, je sais ce dont je parle.
Chers camarades, l'Europe qu'on nous présente, à travers le traité de Maastricht, c'est l'alibi du ralliement au libéralisme, et vous le savez bien, il y a toujours eu depuis deux siècles dans l'histoire de l'Europe deux conceptions de l'Europe, celle de la révolution et celle de la Sainte Alliance...
(Huées et applaudissements)
Je ne voudrais pas avoir l'air de vous donner une leçon d'histoire ! Plus récemment, il y avait... mais je ne veux pas vous provoquer, vous voyez à quoi je pense ! L'Europe de Maastricht, que vous le vouliez ou non, c'est l'Europe de Giscard, l'Europe par la monnaie, l'Europe des accords de Hanovre, qui se continue.
(Applaudissements et sifflets)
Chers camarades, vous criez, si ce que je dis n'était pas vrai, on aurait entendu quelques nuances sur les estrades de Maastricht entre Elisabeth Guigou et Valéry Giscard d'Estaing.
(Applaudissements)
Avons-nous rien entendu de tel ?
(Huées)
Le traité de Maastricht c'est le ralliement aux courants libéraux qui dominent l'Europe. Il obstruera notre horizon pendant longtemps, et empêchera toute alternative véritable. Chers camarades, en 1975, un rapport de la Trilatérale avait paru intitulé "crise de la démocratie". Ces braves gens s'interrogeaient sur l'ingouvernabilité des démocraties modernes, en fait les médias, tous ceux qui s'agitaient, les citoyens bruyants, etc. Eh bien, le problème est résolu, l'Europe gouvernante aura mis le citoyen en vacances. Le dessein de la Trilatérale s'est accompli, la gouvernabilité sera assurée par l'extérieur, ce qui est quand même plus sûr pour l'ordre établi. La démocratie est ainsi mise en congés.

- Banque centrale, indépendante, composée de gouverneurs inamovibles.
- Extension indéfinie du règlement communautaire supérieure à la loi votée par le Parlement, c'est l'arrêt Nicolo du Conseil d'Etat de 1989.
- Théorie de la démocratie jurisprudentielle.

La démocratie cela consiste à faire des recours qui en dernier ressort aboutissent

devant la Cour de Luxembourg, mais ce n'est pas la démocratie du citoyen, ce n'est plus la démocratie républicaine.
(Applaudissements)
Je n'épiloguerai pas sur l'Europe sociale. Comment voulez-vous qu'il puisse y avoir une Europe sociale sans croissance économique, compte tenu de ce que sont les critères de l'union économique et monétaire ? Vous savez d'ailleurs que le champ de cette Europe sociale est réduit, puisqu'il ne touche ni les rémunérations, ni le droit de grève, ni le droit syndical, et s'il intéresse certains pays, ce sont les pays les moins avancés beaucoup plus que la France.
Ce à quoi, chers camarades, je voudrais vous rendre sensibles, m'exprimant devant vous avec le sentiment d'un avenir incertain, c'est la cohérence de l'orientation qui vous est présentée et que vous allez choisir, la théorie de la parenthèse libérale et rangée par Michel Charzat au magasin des accessoires. Le programme passe partout ouvre la voie à l'alliance à droite. Déjà au Parlement, le retrait de la taxe départementale sur le revenu, les concessions sur la bio-éthique, la reconnaissance de l'enseignement privé "en tant que tel", ce que n'avait jamais fait jusqu'à présent aucun gouvernement, ni de gauche, ni de droite, la régression de l'auto-avortement, nous font respirer une forte odeur de CDS...
(Mouvements divers)
Je sais que Michel Rocard nous a dit que les prochaines législatives n'étaient pas la bonne échéance, qu'il fallait savoir attendre la suivante, celle des présidentielles. Mais enfin... (mouvements divers)... la perspective est tracée, et comme il faut une quille au bateau pour stabiliser l'alliance sociale libérale, on a inventé un relais syndical docile. C'est Gérard Lindeperg qui, dans une interview au Quotidien il y a deux jours, écrivait : "il faut rompre le tabou d'Amiens qui établissait une séparation entre le syndical et le politique". Alors attention, Gérard ! Ce n'est pas très raisonnable. Même si un dialogue doit exister entre les syndicalistes et les partis, leur finalité n'est pas la même, et nous n'avons rien à gagner à les confondre.
J'ajoute, pour vous montrer encore la cohérence de l'orientation, qu'un nouveau mode de scrutin est en cours d'élaboration pour l'élection législative qui suivra sans doute très vite celle de mars prochain, un mode de scrutin à dominante proportionnelle. Le gouvernement au centre sera ainsi assuré.
Chers camarades, j'ai la faiblesse de penser que nous devons inventer une autre perspective, et c'est de cela dont j'aimerais vous parler maintenant rapidement. D'immenses défis sont à relever. C'est par rapport à eux que nous devons nous placer, d'abord le chômage, la précarité, la fracture de nos sociétés.
Le chômage n'est pas l'effet d'une fatalité. Nous serons crédibles si nous commençons à apporter une réponse. J'entends parler de partage du travail. Chers camarades, ce n'est pas la panacée même si on peut réorganiser le procès de travail, et il le faut, regardons ce qui se passe autour de nous : les Etats-Unis n'ont que 7% de chômeurs, l'Allemagne à l'Ouest 5%, le Japon 2%. Qu'ont de commun entre eux tous ces pays ? Ils ont une forte industrie. Nous ne devrions pas avoir renoncé aussi vite à l'idée de muscler notre industrie, de développer

une politique industrielle, parce que le chômage, vous le savez, ce sont non seulement des drames individuels, mais aussi une société à deux ou trois vitesses, la drogue, la délinquance, l'exclusion, le terreau sur lequel prospère l'extrême droite. Quel spectacle dérisoire et pathétique que celui du sommet de Munich ! Les chefs d'état ou de gouvernement des sept pays les plus riches de la planète se retrouvent dans l'attitude de sœur Anne. Voient-ils venir la reprise ? Perçoit-on un frémissement ? Les sept puissants de ce monde, comme tétanisés, s'en remettent à la métaphysique, celle de la main invisible, comme si les grands équilibres monétaristes devaient conduire automatiquement au plein emploi.

Chers camarades, j'ai évoqué une politique industrielle, mais il est vrai que beaucoup de problèmes se posent dans un cadre plus large que celui de la France, et d'abord le cadre de l'Europe. Mais ce serait l'occasion d'une initiative européenne de croissance qui serait en même temps je dirai une manière d'aller vers un nouveau modèle de développement, coopération avec les pays de l'Est, avec les pays du Sud, préoccupation de l'environnement, valorisation de la ressource humaine, équilibre de nos sociétés.

Ce serait une première réorientation de la politique qui découle du traité de Maastricht. Mais si nous voulons aller dans ce sens, il faut revoir les critères de l'union économique et monétaire et conditionner le passage à la troisième étape à un vote des Parlements nationaux. Cela devrait être quand même la moindre des choses pour des démocrates.

(Applaudissements)

Il faut de l'audace, de l'imagination, un plan de tous les Partis Socialistes Européens qui ne doivent pas se contenter d'annoncer la phrase selon laquelle "Maastricht n'est pas amendable". Si. Maastricht doit être amendé, si nous voulons faire reculer le chômage, enrayer la décomposition des pays de l'Est et du Sud.

Vous le savez, ce sont les deux autres grands défis de l'heure, la décomposition de l'Europe de l'Est illustre l'incapacité de l'Europe des douze à offrir un horizon, un modèle, à une perspective politique, je dis bien politique. Les douze, à Maastricht, ont pris acte trop facilement de la fin de l'idée yougoslave. Ils n'ont pas proposé une solution d'ensemble. En reconnaissant la Croatie sans avoir garanti le droit des minorités, ils ont contribué à allumer la guerre civile en Bosnie-Herzégovine.

(Applaudissements)

On nous dit : Maastricht, c'est la paix.

Non. La paix depuis quarante-cinq ans, c'était la guerre froide, et la fin de la guerre froide marque, hélas, le retour des guerres chaudes sur notre continent, mais aussi au Sud. Après le Moyen-Orient, c'est le tour du Maghreb et peut-être demain celui de l'Asie centrale. L'envoi de corps expéditionnaires ne saurait remplacer les carences de notre diplomatie. Le véritable internationalisme ne consiste pas à bâtir contre le Sud un Empire du Nord et à faire de l'Europe un pilier de l'alliance atlantique ou plutôt un modeste arc-boutant. Nous ne pourrons pas multiplier à l'infini les forces d'interposition. Le devoir d'intelligence, chers camarades, doit, précéder le devoir d'ingérence.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
L'action humanitaire n'est pas inutile, mais il vaudrait mieux éviter préalablement les situations où elle devient nécessaire. Il aurait mieux valu ne pas inciter les Kurdes à la révolte pour les abandonner dès que la coalition n'avait plus besoin d'eux, dès qu'il apparaissait qu'ils pouvaient déstabiliser l'Irak, mais aussi l'Iran et surtout la Turquie. Il aurait mieux valu décider nos partenaires de la Communauté à peser sur les différentes composantes de la Yougoslavie, avant que des comportements solitaires, sans vue d'ensemble, mettent le feu à la région. Le véritable internationalisme fait bon ménage avec le réalisme. Il faut revenir à Jaurès : "Aller à l'idéal, mais comprendre le réel".
Il faut comprendre le monde avant de prétendre lui imposer un droit que nous forgeons bien souvent nous-mêmes et qui n'est, dans la plupart des cas, que la raison du plus fort.
(Applaudissements)
C'est Jaurès encore qui disait "Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène". L'intérêt national existe, chers camarades, il n'est pas incompatible, au contraire, avec l'intérêt européen. Il est inséparable en tout cas des intérêts généraux de l'humanité. C'est cela, la République, c'est cela, la devise de la République.
Nos idées ont une portée universelle. La France est une éthique exigeante ou elle n'est rien. On n'a pas toujours fait un bon usage du drapeau français, mais le coupable, ce n'est pas le drapeau français.
Chers camarades, faire reculer Le Pen, c'est possible dès lors que nous assurons l'intérêt national bien compris qui est de faire reculer le chômage, de faire vivre la République, de donner aux citoyens l'envie d'exercer leurs droits. Ceux qui, au contraire, font le lit de Le Pen, ce sont les privilégiés qui se résignent à la fracture sociale.
Maintenant, au-delà du référendum du 20 septembre, chers camarades, notre responsabilité d'hommes et de femmes de gauche, c'est aussi de donner un nouveau contenu à la dynamique européenne. J'y crois et sans doute beaucoup plus que beaucoup d'entre vous. C'est le premier débat que nous avons sur l'Europe depuis 1954, depuis le débat sur la CED, d'où entre parenthèses n'a résulté que l'accord de Paris créant l'UEO qui n'a pas fait de mal et puis surtout le traité de Rome. Je crois donc à la dynamique de l'Europe et je suis persuadé que, malgré, peut-être à cause des dérives que nous avons observées depuis quelques années, l'heure du redressement est proche. J'ai proposé trois grandes réorientations.

- Revoir l'union économique et monétaire et lancer une initiative européenne de croissance.
- Affirmer la vocation confédérale de l'Europe, de toute l'Europe, et vous savez que c'est réaliste, parce que le rêve de la supranationalité ne résistera pas à l'élargissement d'ores et déjà décidé et qui ne manquera pas de concerner de nouveaux pays à l'avenir.
- Troisièmement, mettre à la fois des limites et de la démocratie dans le fonctionnement des institutions européennes. Le rôle des Parlements

Fondation Jean Jaurès

nationaux doit être restauré. Le Parlement européen réformé.
L'Italie ne doit pas être laissée de côté, comme elle le serait immanquablement si on appliquait le traité de Maastricht. L'Allemagne ne doit pas supporter seule le poids de l'Europe de l'Est, ni la France celui du Maghreb. Il faut donner à l'Europe un contenu de projet capable d'enthousiasmer les peuples. Franchement, est-ce le cas aujourd'hui ? L'Europe de Maastricht apparaît trop comme l'Europe des oligarchies financières. C'est, à travers le projet d'écu, le triomphe du capital financier sur l'Europe de la production et, par conséquent, sur l'Europe des travailleurs. Il nous faut plus que jamais conditionner les progrès de la construction européenne au contenu des politiques.
Chers camarades, quand un problème est insoluble, il faut en changer les données. L'occasion peut se présenter bientôt de reprendre la construction européenne sur des bases sinon Socialistes, du moins progressistes. Au-delà du référendum, je voudrais vous le dire pour conclure, il y aura encore une droite et une gauche, mais le contenu de la Droite et de la Gauche en sortira modifié. La Gauche ne pourra plus continuer comme avant. Il faudra tenir compte du "non". Avant les législatives, il faudra trouver un nouvel élan, la Gauche ne pourra pas le faire si elle ne rassemble pas à gauche, si elle persiste à vouloir préparer une alliance ô combien hypothétique avec la Droite libérale.
Rassembler à gauche, cela veut dire dialoguer avec les Communistes qui, quelles que soient leurs erreurs historiques, ont représenté dans toute notre histoire un apport considérable aux luttes pour le progrès social, pour la justice, pour l'indépendance nationale. Il faut rallier les écologistes mais pour cela, leur montrer l'actualité du Socialisme comme nouveau moteur de développement. Nous savons que le modèle des sociétés avancées n'est pas transposable au Sud. Le Socialisme, c'est la critique du capitalisme. Nous l'avons trop oublié et puis nous devons rallier les déçus. On ne peut pas compter seulement sur les divisions de la Droite ou sur ses inepties, encore que.
Nous devons surtout être nous-mêmes, redevenir un parti de principes. Le Socialisme, critique du capitalisme par et pour les travailleurs. Le Socialisme, c'est la réhabilitation du travail et des travailleurs qu'on a un peu laissés en chemin. Le Socialisme, c'est la République accomplie, République sociale mais aussi universelle, car les idéaux de la République ont une portée, par exemple, en Europe ou bien dans le tiers-monde, ou une profonde révolution des mentalités est nécessaire. Croyez-vous que l'idéal de la laïcité ne soit pas infiniment moderne dans les pays du Sud ? Au cœur de la République, chers camarades, il y a les citoyens dont parlait Pierre Bérégovoy ce matin, à juste titre, en évoquant le conflit des camionneurs. Le citoyen, c'est le sens de l'intérêt collectif, mais c'est aussi et d'abord la liberté de jugement. C'est la laïcité, l'idée d'un espace commun de débat soustrait à l'empire des dogmes. C'est donc aussi l'école de la République, l'école laïque et c'est par dessus tout la liberté, liberté politique, y compris dans le Parti Socialiste.
Je ne reviendrai pas sur la représentation proportionnelle heureusement sauvegardée et dont Léon Blum avait montré déjà au Congrès de Tours le caractère de principe.

Fondation Jean Jaurès

Liberté de la presse, liberté syndicale, indépendance des syndicats par rapport aux partis, égalité des chances comme politique active tendant, non au nivellement, mais à l'épanouissement de chacun, ce que j'avais appelé l'élitisme républicain. C'est la fraternité et donc l'anti-racisme, et c'est enfin l'internationalisme qui ne se définit pas à travers la confection d'un syndicat de nantis ce que serait l'union économique et monétaire, laissant de côté les pays de l'Est et du Sud, l'internationalisme il se définit par rapport aux pays les plus pauvres par rapport au Sud.
(Applaudissements)
Chers camarades, notre perspective, ce n'est pas de préparer l'alliance à droite, c'est de refonder la Gauche tout entière, et je vous donne rendez vous dans un an, le pays a besoin d'une vraie gauche, qui prenne en charge ses aspirations profondes. Certes, nous sommes des Socialistes de gouvernement, nous devons être capables de gouverner pour transformer le réel, mais le pouvoir pour le pouvoir, ce n'est pas une fin en soi. Dans un an, il se sera passé beaucoup de choses. Certains s'interrogent sur le fait de savoir si nous serons toujours ensemble, je n'en sais rien, je ne suis pas sur que ce soit une question très importante ou intéressante, car quoi qu'il arrive, nous nous retrouverons, je l'espère dans de communs combats.
Depuis une génération, cela fait quand même un bail, nous y avons apporté beaucoup de notre vie, nous cheminons côte à côte. Où est la légitimité Socialiste aujourd'hui ? Dans l'idée d'une coalition avec la Droite ou dans le projet de refonder la Gauche, d'inventer un nouveau chemin ?
La légitimité Socialiste, elle est dans la refondation d'une perspective de gauche pour notre peuple, dans la refondation d'une grande gauche unie et libérée de l'hypothèque qu'ont fait peser sur elle plus de soixante ans de totalitarisme Communiste. C'est la refondation d'une grande gauche républicaine, la légitimité du Parti Socialiste est là.
Là est notre légitimité à prétendre à des responsabilités jusqu'au plus haut niveau de l'Etat pour faire une politique de gauche. Jamais la légitimité des Socialistes ne fut de conserver le pouvoir pour occuper des sièges, le pouvoir pour le pouvoir. Comme le disait François Mitterrand en 1981, notre ambition c'est de rendre le pouvoir aux citoyens.
Eh bien, chers camarades, c'est cette route qu'il faut reprendre, parce qu'elle est la seule légitime.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Marie Bockel pour six minutes. Ensuite la liste des intervenants est celle que j'ai annoncée tout à l'heure, c'est-à-dire Michel Rocard, Henri Emmanuelli, Jacques Delors, René Teulade, Michel Debout.
Avant que Jean-Marie Bockel nous rejoigne, je vous précise que la réunion de travail organisée par André Billardon sur les trois rassemblements prévus pour la campagne du référendum à laquelle sont conviés les présidents de groupes se tiendra Salon Montaigne, mais elle est reportée de 18 à 20 heures.

Jean-Marie, tu as la parole.

Jean-Marie Bockel

Mes chers camarades, c'est vrai, le débat sur l'Union Européenne a déplacé temporairement quelques clivages traditionnels. Certes, les succès remportés par le gouvernement de Pierre Bérégovoy peuvent être les ferments d'une re-dynamisation qui nous fait actuellement défaut. Il reste que notre Parti ne saurait pour autant faire l'économie d'une réflexion sur la stratégie politique qu'il entend mettre en œuvre à l'approche des prochaines élections législatives et je comprends qu'on parle beaucoup depuis quelque temps de la perspective d'alliance avec les Verts.

Mais je voudrais vous dire, mes chers camarades, évitons un écueil, ne mettons pas la charrue avant les bœufs. Sachons porter et faire connaître le projet, notre projet, avant de parler des alliances.

Le dialogue avec les écologistes est amorcé et c'est bien. Cohabitant avec Antoine Waetcher au sein du même conseil municipal depuis plus de trois ans, je ne peux qu'approuver les prises de contact ayant pour but d'examiner les conditions programmatiques et pratiques permettant de déboucher sur d'éventuels accords. Les convergences sont réelles. Souci de la justice sociale, partage et organisation du travail, refus d'un laisser faire ultra-libéral, de plus le refus de la recherche du profit à court terme nous conduit à partager un objectif de développement le pour une utilisation viable et durable des ressources renouvelables. Mais les divergences sont importantes et souvent la confusion est grande alors, de grâce, mes chers camarades, pas de précipitation, ne cherchons pas à nous sauver par des artifices, une alliance intempestive me paraît aujourd'hui prématurée et dangereuse.

Soyons là aussi d'abord nous-mêmes. Ségolène Royal est au ministère de l'Environnement la première Socialiste à ce poste depuis 1981. Elle fait du bon travail, et les Socialistes sont là pour relayer, pour anticiper, pour unifier une action ambitieuse.

Reste à faire l'effort intellectuel qui doit nous conduire à considérer l'écologie comme une exigence démocratique nouvelle, comme une dimension supplémentaire du projet des Socialistes. Pour être franc, je pense même que nombreux sont encore aujourd'hui nos camarades qui considèrent qu'en redevenant tout simplement de gauche, nous attirerons à nouveau et spontanément les électeurs Socialistes qui ont eu la si mauvaise idée de donner leur voix aux écologistes à l'occasion des dernières élections.

Je pense qu'il faut aller plus loin. C'est vrai, notre histoire commune plaide en notre faveur, nous ne découvrons pas l'écologie en 1992, le Parti d'Epinay, dès 1970 parlait de Changer la vie, et c'est vrai aussi que dans nombre de nos municipalités conquises en 1977 et après, nous avons su faire de la protection de l'environnement une priorité, nous sommes nombreux ici à le vivre au quotidien.

Est-ce pour cela suffisant ? Je ne le crois pas, car la société change et la revendication écologique est également porteuse de bien d'autres. Une exigence

démocratique nouvelle, mais aussi une aspiration à faire de la politique autrement. Ainsi, défendre l'écosystème est-il souvent synonyme de contestation, de remise en cause des rapports de pouvoir tels qu'ils sont institués. Ainsi, est née une nouvelle génération de la démocratie faite d'aspiration à la diversité de confrontation des opinions, de désir de participer.
Le nouveau citoyen entend prendre part lui-même aux affaires de la cité et l'écologie est souvent le révélateur de cette évolution. Mais le citoyen doit avoir les moyens de son autonomie, éducation, formation, information, temps libre. Il s'agit de mettre l'homme au centre des décisions et pour cela il faut améliorer les mécanismes d'information pluraliste, de formation, de concertation, de décision et de contrôle. Bref, poser les bases d'une démocratie participative, c'est aussi refuser l'écologisme fondamentaliste qui lui véhicule un rejet de la science et qui se réfugie bien souvent dans l'évocation d'un âge d'or qui n'a jamais existé.
C'est aussi combattre l'écologisme de la terre qui ne ment pas.
La démocratie participative est en effet basée sur une relation directe et rapide et aujourd'hui les techniques de communication le permettent entre science et sujets de sciences, décision techniques et citoyens concernés dans leur vie quotidienne, associer les citoyens aux décisions qui influeront sur leur vie, leur donner les moyens d'y contribuer en connaissance de cause par l'information et la concertation, développer leur sens de la responsabilité, tels sont les critères aujourd'hui de l'exigence démocratique.
La montée des inquiétudes face au risque écologique majeur, c'est aussi le produit d'un déficit social né d'une dégradation du cadre de vie et d'une aggravation des inégalités face à l'environnement.
Il y a désormais des riches et des pauvres en temps, en espace, en silence. Le fossé se creuse car ce sont toujours les mêmes qui subissant déjà des handicaps, se trouvent de plus confrontés à un environnement hostile : mauvaises conditions de travail, d'habitat et de transport, mode de consommation dévalorisé et on retrouve là les préoccupations qui sont au cœur de la politique de la ville. Sur ce thème, de grâce, ne cédons pas au masochisme en noircissant nous-mêmes le tableau, alors que nous avons la responsabilité des affaires du pays, des affaires de nos villes au quotidien. Les rapports sont utiles à la connaissance de la réalité urbaine, les effets d'annonce sur les moyens qui suivent le sont moins. Méfions-nous des déclarations péremptoires ou de la recherche systématique d'un quelconque bénéfice médiatique. Sachons travailler sur le terrain sans fracas, tout simplement.
Il s'agit, en effet, dans ces deux domaines, de construire de nouveaux équilibres, de maîtriser le destin de nos cités et de nos banlieues. Cette volonté politique conduit naturellement à l'exigence d'une citoyenneté active, à l'exercice permanent de la démocratie. Respect de l'environnement, politique de la ville peuvent ainsi permettre l'expression d'un nouveau civisme, alors que le civisme tel que nous le connaissons, tel que nous le concevons habituellement régresse face à la montée de l'individualisme et du matérialisme. Dans nos agglomérations modernes, nous commençons à constater l'émergence de ce

Fondation Jean Jaurès

nouveau civisme.
Voilà, mes chers camarades, du pain sur la planche, mais de grâce, pas de précipitation dans les alliances, même quand elles sont souhaitables. Il y va de notre crédit pour aujourd'hui pour le court terme, mais aussi pour demain.
Un accord avec les Verts pourquoi pas, mais hâtons-nous lentement, sinon nous risquons le ridicule, le discrédit et donc d'autant moins d'alliances qu'il n'y aurait plus d'intérêt à être nos alliés Apprenons là aussi à être nous-mêmes, travaillons sans peur, ni complexe, le reste suivra.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean-Marie. La parole est à Michel Rocard.
(Vifs applaudissements)

Michel Rocard

Mes chers camarades, de Congrès en Congrès, depuis quelques années, nous avons été conduits à nous interroger sur notre identité menacée, malmenée par la perte de repères essentiels, mais anciens et dépassés.
De Congrès en Congrès, depuis quelques années, nous avons été conviés à nous interroger sur la rapidité des bouleversements que connaît sous nos yeux le monde contemporain.
Nous y travaillons, nous en débattons, nous sommes ici pour en débattre.
Nous avons des réponses, que nous croyons adaptées aux réalités de notre pays et aux défis des temps qui viennent. Seulement, voilà, cela n'intéresse à peu près que nous et encore pas tous. Nos réponses, à l'évidence, ne sont guère suffisantes pour redonner au Parti force, dynamisme et rayonnement.
Alors, ces mêmes questions, il faut peut être les formuler différemment. Il faut peut être avoir le courage de regarder en face une réalité dure, désagréable. Demandons-nous au fond de nous-mêmes, abstraction faite de toute autre considération, quelle raison peut avoir aujourd'hui une jeune fille ou un jeune homme de 20 ans de voter pour nous. Un jeune de 20 ans aujourd'hui, avait 9 ans en 1981. Nos vingt-trois ans d'opposition ne font pas partie de son paysage. Il ne voit en nous, beaucoup plus que nous n'y voyons nous-mêmes, que des responsables gouvernementaux durablement installés au pouvoir et passablement usés par lui. Celui qui a 20 ans aujourd'hui, il a une crainte principale, une hantise : rejoindre la cohorte des chômeurs, et il nous rend responsables de ne pas pouvoir lui garantie d'éviter cela. Celui qui a 20 ans aujourd'hui, il s'est fait assener longuement, puissamment, que l'argent est du côté des Socialistes, que derrière tout élu il y a un inculpé en puissance, et derrière tout inculpé un prévaricateur !
(Quelques applaudissements)
Eh bien ! Non ! Je veux, moi aussi, redire ici à Henri Emmanuelli, à Jean-Claude Boulard, à Jacques Jusforgues, à quelques autres, notre certitude absolue de leur totale intégrité et notre solidarité sans faille.
(Vifs applaudissements)
Mais nous savons tous, et nos camarades aussi, que nous aurons du mal, qu'il

Fondation Jean Jaurès

nous faudra du temps pour convaincre de cette évidence la totalité de l'opinion et notamment ce jeune de 20 ans. Ce jeune de 20 ans, il est en plus en plein doute, en plein scepticisme sur l'efficacité de l'action politique. Et le fait que, dans ce discrédit, il englobe toute la Droite n'est, pour nous, ni un remède ni une consolation.

Mes amis, j'arrête là cette énumération ; elle est profondément injuste, elle nous fait mal autant à moi qu'à vous, mais aucun d'entre nous, en conscience, ne peut nier qu'hélas ce ne soit comme cela que la jeunesse d'aujourd'hui nous voit.

Je n'ai pas plus qu'aucun d'entre vous le goût de l'auto flagellation (ce n'est pas notre genre), mais je n'ai pas non plus le goût de la politique de l'autruche, celle qui nous ferait jeter sur cette dure prise de conscience le pudique et inutile voile du silence. Ce serait d'autant plus aveugle que les réponses nécessaires, nous les avons, et qu'il nous faut, pour les transmettre, pour convaincre, retrouver la volonté et la fermeté de l'engagement militant, le goût de l'action de terrain et la fraternité combative dans la fermeté des convictions. Alors là, oui, nous pourrons convaincre !

Commençons par le problème le plus grave, le plus lourd : le chômage.

Tous les gouvernements Socialistes ont beaucoup travaillé et, si ce travail n'avait pas été fait, nous serions dans une situation encore bien plus difficile aujourd'hui. Mais il est clair que cela ne suffit pas, il est clair que nous ne pouvons plus espérer, attendre, une croissance plus rapide, plus riche en créations d'emplois et, en attendant, nous en remettre au traitement social.

Ce discours-là, mes amis, n'est plus crédible !

Pour diminuer significativement le chômage en France, il nous faut pouvoir créer 300 000 emplois nouveaux au moins par an pendant dix ans. Et voilà deux décennies qu'aucun gouvernement de notre pays ne l'a pu ! Et en plus, les tendances de l'économie ne vont pas dans ce sens !

Alors ?

Alors, c'est vrai, cela a été dit ici, sans aucunement renier tout ce que nous avons fait jusqu'ici, il faut agir sur l'unique variable significative qui reste et autour de laquelle peut s'organiser une restructuration du travail en France : c'est la durée du travail.

Cette durée du travail, elle est bloquée, elle ne bouge plus à la baisse depuis près de dix ans maintenant, précisément la période dans laquelle nous sommes enfermés, dans cette insuffisante croissance à 2% par an environ, moins de moitié moins que pendant les fameuses "30 glorieuses", même si c'est un tout petit peu plus que pendant la première moitié du siècle.

Or, pour traiter ce problème, il y a deux fausses pistes à éviter.

- La première, c'est la voie américaine, la multiplication partout des emplois mal rémunérés, du travail peu qualifié, des petits boulots, des tâches intermittentes, avec au bout de la route la coupure dramatique en une société duale et, par là, violemment conflictuelle.
- Et l'autre piste à éviter, c'est une société d'assistance qui pénaliserait la production, l'entreprise, et par là étoufferait l'avenir.

De ce double refus, il faut tirer la conséquence politique et, la conséquence

Fondation Jean Jaurès

politique, c’est que c’est l’organisation du travail lui-même qu’il faut reprendre en main. Faire de la réorganisation du temps de travail l’axe majeur de notre politique, cela veut dire utiliser différemment les gains de productivité indéniables de ce pays. Cela veut dire modifier profondément la pénalisation fiscale du travail au profit d’une mécanisation souvent abusive, mais pas toujours utile. Cela veut dire réduire la durée du travail dans un processus à l’occasion duquel se réorganise ce travail lui-même, entreprise par entreprise et même poste par poste. Cela veut dire faire émerger petit à petit une relation nouvelle entre le travail et la formation, initiale comme permanente, avec des droits de tirage sur cette formation pendant toute la vie. Cela veut dire aussi accepter des cotisations sociales progressives, avec des taux dissuasifs pour les durées de travail abusives !
(Applaudissements)
Bref, il s’agit d’encourager par des mesures audacieuses dans les domaines social, fiscal et économique, les créations d’emplois dans des conditions économiques viables.
Chers camarades, depuis dix ans (à peu près dix ans, pas tout à fait), les gains de productivité de la France sont un peu supérieurs à ceux de l’Allemagne. Superbe résultat dont nous commençons à engranger les dividendes dans notre balance extérieure. Et cependant, savez-vous que pendant la même période l’Allemagne s’est débrouillée pour créer un peu plus d’emplois nouveaux que nous ?
Comment fait-elle ?
C’est clair, cela se lit bien dans les chiffres : elle partage différemment les gains de productivité, elle en affecte plus que nous à la défense de l’emploi, à la création d’emplois, un peu moins que nous à l’augmentation du pouvoir d’achat des travailleurs qui ont déjà la chance d’avoir un emploi durable.
Mes camarades, ce choix dur, que nos amis et partenaires allemands ont su faire, il est devant nous et il est le choix majeur qui nous reste. Je n’en connais pas d’autre qui puisse avoir cette ampleur. Nous avons à le faire. Mériterions-nous encore le beau nom de Socialistes si nous étions incapables de cette solidarité-là ?
(Applaudissements)
Pour ce sujet majeur, comme au fond pour tous les autres, pour la ville, pour l’éducation, pour la santé, pour les retraites, pour la sécurité, il n’y a de réponse possible que par la volonté politique. Elle seule, appuyée sur l’intervention nécessaire de l’Etat, sur la puissance encore de nos grandes traditions républicaines et sur une politique contractuelle active, bien sûr, elle seule peut transcender les égoïsmes et les corporatismes.
Corporatismes...
Sans doute peut-on qualifier un peu facilement de "corporatiste" la revendication de l’autre et c’est souvent faux, mais enfin, tout de même, le médecin qui obstinément refuse tout maîtrise des dépenses de santé et entend traire la "vache à lait" de la sécurité sociale jusqu’au bout... (vifs applaudissements)... proteste avec véhémence quand, par sa grève, le pilote d’Air-Inter l’empêche de partir à la date prévue ! Ledit pilote d’Air-Inter fulmine quand les camionneurs bloquent

Fondation Jean-Jaurès

les accès aux aéroports et l'empêchent de travailler ! Lesdits camionneurs ont été d'une violence et d'une colère extrêmes contre les agriculteurs qui, de temps en temps, vidaient certaines de leurs camions, et lesdits agriculteurs, fort experts en blocages routiers, ont manifesté leur vive colère contre les routiers quand ils ne pouvaient plus distribuer en temps et en heure leurs fruits et légumes périssables !!

C'est clair, quand les corporatismes se donnent la main, c'est la France qui étouffe !

J'ai la conviction, je voudrais vous la faire partager, que derrière tout cela, c'est la peur de l'avenir qui pousse chacun, chaque groupe, à une crispation sur ses acquis et sur le statu quo. Tout le monde peut comprendre la recherche de la sécurité, bien sûr, mais jamais, nulle part, dans aucune société, la sécurité n'a été effectivement assurée par l'immobilisme et par le statu quo.

Et puis, n'oublions pas que si l'Est a ses nationalismes dangereux, l'Ouest a ses corporatismes, et que si les formes d'expression, les méthodes, sont bien différentes, il s'agit tout de même de deux mécanismes parallèles de dislocation sociale.

Et voilà qu'au milieu de tout cela, pour lever toutes ces interrogations, comme s'il ne suffisait pas de toutes les questions que cela nous pose, arrive le problème de ratifier le traité d'Union Européenne, le traité de Maastricht !

Les perspectives se durcissent, toutes les lignes bougent.

Avez-vous remarqué la force considérable de cette volonté européenne ? Même ceux qui sont contre sont obligés de déguiser leur opposition en disant que c'est une autre Europe qu'ils voudraient, mais que, bien sûr, ils sont Européens... On trouve, parmi les hostiles au traité d'Union Européenne, deux catégories assez différentes.

- L'une est celle de ceux qui confondent patriotisme et nationalisme, de ceux qui sont frileux au point de ne pas oser, de ne pas vouloir ouvrir les fenêtres, de ceux qui, en fait, voudraient calfeutrer la France de toutes ses influences internationales, en effet parfois un peu délétères, calfeutrer la France dans un bunker.
- Et puis, il y a les autres, qui se veulent si généreux qu'ils voudraient, tout de suite, à l'Europe de l'Est (bien sûr), au Maghreb (pourquoi pas ?), au monde entier, donner sans aucune limite ce que l'Europe est capable d'apporter, sans se soucier un instant de préserver seulement les moyens de pouvoir le faire !

Les vrais Européens, en revanche, mes amis, savent où est le chemin de l'avenir, ils savent que le traité de l'Union Européenne sera l'amorce d'un expression européenne de défense, de politique étrangère et de sécurité, ils savent que, grâce à ce traité, nous avons chance de mettre plus de clarté politique, plus de contrôle démocratique dans le fonctionnement d'organes qui, en effet, sont souvent lointains et bureaucratiques, ils savent surtout, les vrais Européens, que la monnaie commune, c'est enfin la chance de plus de croissance, donc de plus d'emplois et, par là, de plus d'espoir.

Tous les vrais Européens ne sont pas de gauche, c'est vrai. Heureusement... où

Fondation Jean Jaurès

serions-nous ? Encore faut-il le comprendre et l'admettre.
L'Europe transcende beaucoup de clivages. Pas tous et pas complètement.
L'Europe est une garantie intérieure (et bientôt, demain, extérieure) de la paix, elle est une chance, une consolidation de la prospérité. Sur ces deux thèmes, je n'ai pour ma part aucun état d'âme, aucun regret, aucun scrupule à trouver à nos côtés des gens venant d'autres bords politiques. Je trouve plutôt que cela renforce la cause. Mes amis, l'idéal de paix, l'espoir de prospérité n'ont jamais été tout de même dans nos monopoles. Mais dès qu'on va au-delà de ces deux thèmes et qu'on aborde tout le reste, qui est en effet essentiel, la volonté de faire en Europe une croissance économique plus forte, la volonté d'un pilotage public, l'insistance sur une restructuration sociale profonde, la garantie que cette Europe ne sera pas socialement à deux vitesses et qu'on n'y laissera personne sur le bord du chemin, alors à ce moment là le clivage entre la Droite et la Gauche prend tout son sens, et à ce moment là on redécouvre ce que chacun d'entre nous sait fort bien, c'est que l'Europe que nous voulons n'est pas la même que celle de M. Giscard d'Estaing.
(Applaudissements)
Je sais bien, moi, pourquoi je veux une Europe forte : ce n'est certes pas parce que j'aimerais la force pour la force ou la puissance pour la puissance. Non, mais c'est parce que cette force, cette puissance nous donneront à la fois le moyen de défendre, puis de faire rayonner ce à quoi nous tenons le plus, notre mode de vie, notre forme de vie, et à l'intérieur, notre degré de protection sociale qui est le meilleur du monde. Mais c'est aussi le fait que force et puissance nous donneront le moyen d'apporter à l'humanité qui souffre l'aide dont elle a besoin pour son développement et dont elle sait fort bien qu'elle ne peut pas vraiment l'attendre d'autres que de Européens.
Encore faut-il qu'ils s'en rendent capables et qu'ils construisent le levier d'une puissante Union Européenne nécessaire pour cela.
Alors qu'il s'agisse de la volonté politique, de la solidarité ou de la citoyenneté, notre combat, il ne s'achève pas avec Maastricht, il commence seulement.
S'engager pour le traité d'Union Européenne, s'engager pour Maastricht, c'est s'engager pour une Europe mieux intégrée, mieux contrôlée et plus démocratique. Il reste que tout cela, qui à moi me paraît pourtant bien clair, a suscité bien des fantasmes. On a vu dans telle ou telle réunion, dans telle ou telle présence conjointe de personnalités, les prémices d'une recomposition politique, l'ébauche d'alliances qui n'oseraient pas dire leur nom.
Là aussi, soyons clairs, mes amis, l'avenir de nos alliances me paraît régi par une loi simple en trois articles seulement.

- Article 1, la meilleure alliance est celle qu'on choisit, qu'on veut, pas celle qu'on subit. (Applaudissements)
- Article 2, nous sommes temporairement minoritaires, pendant cette période nous avons en effet besoin d'alliés avec qui nous puissions travailler.
- Article 3, il n'y a pas d'alliance sans des principes clairs et sans un calendrier de négociation de ces principes, et ces principes sont tout

Fondation Jean Jaurès

simples : nous ne demandons pas aux autres de cesser d'être eux-mêmes, nous demandons aux autres d'avoir un corps de valeurs compatible avec le nôtre, et cela se vérifie dans des négociations précises.

Je suis pour ma part convaincu que dans la France d'aujourd'hui, avec les problèmes qu'elle a à affronter, ce sont trois thèmes qui feront les clivages organisateurs des alliances, des coalitions politiques, trois thèmes principaux et probablement trois seulement.

Le premier, c'est l'Europe, justement, tellement présente parmi nous qu'il faut bien être d'accord sur la perspective pour gouverner ensemble. Le second, c'est la solidarité, c'est l'importance essentielle que nous accordons à la volonté d'accompagner toute difficulté, à la volonté de corriger les inégalités sociales, à la priorité donnée au combat contre le chômage et contre les inégalités. (Applaudissements) Le troisième, c'est tout simplement le rôle de l'Etat. Dans la société où nous vivons, les ultra-libéraux ont réussi à faire passer l'idée que l'Etat est intrinsèquement incapable de piloter l'économie, qu'il est mauvais et que moins il existe, mieux on se porte ! Or au-delà de notre sécurité, au-delà de notre système éducatif, de notre protection sociale, c'est de restauration de l'autorité, de l'énergie, de la responsabilité de l'Etat dont il est fortement question. Ce thème là sera au cœur du débat de demain.

Mes amis, c'est sur ces trois points que je crois que des convergences ou des rapprochements seront éventuellement possibles, après des négociations précises et attentives, avec ce que le mouvement écologiste compte de tenants du réalisme, il en est, avec ce que le mouvement centriste compte de fidèles d'une haute tradition sociale, il en est aussi, avec ce que le mouvement Communiste comporte d'authentiques rénovateurs, il en est beaucoup.

J'insiste quant à moi sur le fait que je conçois cette stratégie d'alliance future comme une démarche collective, organisée, politiquement contrôlée, et non pas comme une addition de débauchages individuels.

(Applaudissements)

Mais à ces principes, il faut ajouter un calendrier. Cela vient d'être rappelé, mais c'est vrai, ne nous y trompons pas, ce n'est pas un hasard si toutes les recompositions qui se sont opérées jusqu'à présent sous la 5ème République se sont toujours faites à l'occasion d'une élection présidentielle et jamais à un autre moment. Dans des législatives, trop de situations personnelles, trop de pesanteurs, trop d'interrogations obscurcissent les enjeux, confondent le local et le national, empêchent de simplifier les questions. Au contraire, la rigoureuse simplicité du second tour de l'élection présidentielle, le caractère apuré du choix alternatif, met chacun devant des responsabilités incontournables qu'il pourrait éluder à d'autres occasions !

Alors moi je dis simplement sur ce sujet : du calme ! Du calme ! Tout ce qui pourrait être fait d'ici aux législatives sera forcément limité et presque aussi forcément contestable. Oui, il nous faut élargir nos alliances. Non, nous ne devons pas les conclure n'importe comment. Non, nous ne pouvons pas escompter une recomposition achevée pour les prochaines législations, sûrement pas. Oui, la question d'une recomposition sera tranchée, quel qu'en soit le sens -

rien n'est assuré à l'avance - à l'occasion de la prochaine présidentielle. Ainsi le veulent nos institutions, ainsi le veut encore davantage la clarté des principes, et je suis sûr que nous pouvons nous retrouver unanimes sur ces différents points que je crois clairs et réalistes. Cela nous sera d'autant moins difficile que sur les trois critères majeurs que je viens d'identifier, le gouvernement de Pierre Bérégovoy fait du bon, du sérieux, de l'excellent travail. Les Français lui en savent gré, d'ailleurs, et Pierre, le niveau largement élevé que tu occupes dans les sondages profitera à tous les Socialistes !

(Applaudissements)

Nous avons la chance d'avoir en notre sein des militants et des élus actifs et estimés, des responsables compétents et des personnalités populaires. Un peu trop même, au goût de certains de nos adversaires qui spéculent déjà sur des luttes fratricides entre nous à l'occasion de la prochaine présidentielle !

Comme ils nous connaissent mal ! Comme ils nous jugent à leur image ! Comme si nous, qui nous connaissons depuis tant d'années, qui avons vécu tant de combats communs, qui n'avons jamais poussé nos désaccords jusqu'à offrir une chance à l'adversaire - jamais vous n'avez vu cela dans notre histoire - nous qui sommes rassemblés par une histoire commune qui nous a toujours permis de surmonter les désaccords d'un moment, bref enfin, mes amis, comme si nous pouvions, nous, Socialistes, nous conduire comme les premiers Giscard ou Chirac venus !

(Vifs applaudissements)

Non, cette culture n'est pas la nôtre, et je peux d'ores et déjà dire à nos adversaires de Droite qu'ils peuvent cesser de fantasmer. Quand le moment, en 1995, sera venu de les battre, j'ai la tranquille assurance que nous serons totalement rassemblés !

(Très vifs applaudissements)

Alors oui, nos lendemains immédiats ne seront peut-être pas très chantants. Nous le savons. Ma conviction est absolue que le futur pas beaucoup plus lointain nous est, lui, largement ouvert, pour peu que nous soyons nous-mêmes capables d'être ouverts aussi. La mode est au conservatisme. Mais les modes sont changeantes, mes camarades. Le Socialisme démocratique dans son histoire ne compte plus les épreuves historiques redoutables qu'il a eu à affronter. Il a triomphé de toutes, et ce sera encore le cas. Triomphé de toutes non pas parce que nous serions, par exemple, plus intelligents ou plus sages, non, je ne le crois pas, mais simplement parce que nous sommes plus solidaires, et simplement aussi parce que les victoires de l'égoïsme sont toujours et partout des victoires passagères.

(Applaudissements)

Cela fait partie des messages qu'il nous faut adresser à ce jeune de vingt ans que j'évoquais en commençant. A ce jeune de vingt ans, je veux rappeler d'abord, parce que je crains qu'il ne l'ait oublié, qu'il a de la chance, une chance que n'ont pas eu ses parents, celle de vivre dans un pays de paix et de liberté.

Vous souvenez-vous, mes camarades, à quatre jours près nous sommes au cinquantième anniversaire de l'ignoble rafle du Vel d'Hiv : 8800 adultes raflés,

Fondation Jean Jaurès

auxquels s'ajoutent 4051 enfants raflés, eux, sur décision française et raflés par des fonctionnaires. 4051 enfants déportés et assassinés, sans aucune exception ! Et l'homme qui a permis cela n'est pas encore jugé pour cela !
(Applaudissements)
Notre pays a besoin d'être lucide sur sa mémoire. Ce dont je parle ici est au-delà des mots et exige des actes, et vous souhaiterez comme moi que la justice se prononce aussi vite que possible, non pas tant pour juger un homme que pour voir la nation exorciser comme il convient les démons du passé.
(Applaudissements)
A ce jeune de vingt ans, je lui dis donc, que les problèmes qu'il rencontre, qui sont les siens, peuvent être difficiles, mais il ne faut pas nier que beaucoup sont pourtant moins difficiles que ceux qu'il rencontrerait s'il vivait ailleurs, dans l'espace ou dans le temps, dans l'histoire comme dans la géographie. A ce jeune de vingt ans, j'affirme également que le monde de demain ne sera meilleur que s'il prend sa part de l'effort collectif, comme nous le faisons nous-mêmes, et comme l'ont fait nos devanciers. A ce jeune de vingt ans, je dis encore que tout ce que l'histoire de l'humanité a pu produire de bon est venu d'un combat continu, dans la longue chaîne des générations, en faveur de la liberté, de la justice et de la solidarité. A ce jeune de vingt ans, je dis enfin qu'il dépendra de lui, au-delà des aigreurs passagères contre tout gouvernement, que le siècle prochain soit celui de l'intégrisme et de la violence, ou celui de la tolérance et de la paix. Il dépendra de lui que ce siècle voit s'étendre à nouveau les ravages du libéralisme économique où voit se développer une société solidaire en économie de marché. Il dépendra de lui que la France se montre rabougrie dan ses égoïsmes ou rayonnante dans sa générosité.
(Applaudissements)
Bref, c'est de ce jeune de vingt ans, mais aussi de ses aînés et de nous tous, qu'il dépend que la France et l'Europe de demain ne soient pas seulement des îlots d'une prospérité constamment menacée mais deviennent, ce à quoi nous devons tous appeler : la préfiguration d'un monde mieux organisé, plus solidaire, plus juste, plus libre et plus prospère.
Merci.
(Très vifs applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Henri Emmanuelli.
(Très vifs applaudissements)

Henri Emmanuelli

Mes chers camarades, pendant trois jours, je me suis tu parce que j'ai pensé que si je devais m'exprimer, cela devait d'abord être devant vous... parce qu'à travers moi, nous étions tous visés... et qu'il était normal que ce soit ici et non ailleurs que je m'exprime. Mais aussi, parce que j'attendais une lettre... une lettre dont on m'avait explicitement annoncé l'envoi, jeudi à minuit...était-il précisé... et dont je dois vous dire, à l'heure où je vous parle, qu'elle n'est pas arrivée.

Fondation Jean Jaurès

(Sifflements et protestations dans la salle)
Mes chers camarades, inutile, je crois, de vous préciser, en m'inscrivant comme beaucoup d'autres, dans les débats de ce Congrès, que j'avais d'autres sujets en tête, d'autres sujets sur lesquels je souhaitais m'exprimer. Mais il en a été décidé autrement et ailleurs, par les personnes qui ne sont guidées que par le souci exclusif - je n'en doute pas - de faire honnêtement leur travail. Je m'efforcerai donc de trouver d'autres occasions pour m'inscrire dans le débat politique de notre Parti, si nécessaire, malgré les difficultés du calendrier.
Chers camarades, je voudrais d'abord, du fond du cœur, d'un cœur quelque peu malmené depuis quelques jours, vous remercier. Remercier Laurent Fabius, votre Premier secrétaire, Lionel Jospin et Pierre Mauroy, ses prédécesseurs, ainsi que Pierre Bérégovoy, mais surtout vous toutes et vous tous de votre témoignage chaleureux et unanime de sympathie et de solidarité. Cela me fait du bien... (applaudissements)... cela nous fait du bien à tous.
Car je comprends bien que par delà ma personne, cette solidarité sans faille est aussi le témoignage d'un sentiment de révolte unanime. Révolte devant une situation ressentie comme étant d'autant plus injuste qu'elle est infligée au nom de la justice et que la justice, sous toutes ses formes, a toujours été l'une des valeurs essentielles constitutives de notre spécificité et de nos combats.
Permettez-moi simplement de faire partager votre solidarité avec d'autres militants Socialistes, eux aussi malmenés. Et je pense en particulier à Gérard Monate, militant de toujours, homme respectable, entré dans la vie par le chemin des armes au service du rétablissement de la légalité républicaine, policier intègre et grand syndicaliste sur lequel la République a pu compter lorsque les factions et les factieux en ébranlaient les fondements, et qui se voit aujourd'hui convoqué dans des cabinets de juges d'instruction, alors que Monsieur Touvier se voit rétabli, lui, dans un semblant d'honneur qu'à vrai dire l'histoire ne lui rendra jamais.
(Très vifs applaudissements)
Gérard Monate qui doit méditer sur l'étrangeté d'une époque où le recel d'abus de biens sociaux au service d'un parti démocratique est passible de condamnation, alors que le massacre de juifs et de résistants ne serait pas un crime. Qu'il sache en toute hypothèse que mon estime lui est acquise. Ainsi, je l'espère, que la vôtre.
(Applaudissements)
Que l'on se rassure, je ne pousserai pas plus avant ce type de comparaison qui pourrait apparaître comme une dérobade facile car je n'ai l'intention de me dérober devant rien, contrairement aux craintes aussi curieuses que prématurées que j'ai pu déceler à la lecture d'un certain nombre de communiqués professionnels dans lesquels, comme à l'ordinaire, le souci de la protection du justiciable est totalement ignoré.
(Applaudissements)
J'aurais pourtant aimé savoir ce que pensaient tous ces gardiens vigilants du code de procédure, de la "procédure nouvelle de pré-inculpation hypothétique par voie de presse".

(Applaudissements)
A défaut de savoir ce qu'ils en pensent, je peux leur dire que c'est tout à fait désagréable et que même s'ils semblent se résigner à ce que le secret de l'instruction passe désormais à leurs yeux, et au mépris de la loi qu'ils sont censés appliquer, pour un "secret de polichinelle" je cite, ils seraient fort inspirés de s'interroger sur les conséquences graves que peut avoir cette nouvelle interprétation pour les justiciables. Que l'on me comprenne bien. Lorsque je dis désagréable, j'ai malgré tout le sentiment d'être un privilégié car depuis deux jours que je ressens le mal que l'on me fait, que l'on nous fait, je me demande avec angoisse ce que doivent ressentir celles et ceux qui sont dans la même situation sans avoir les possibilités d'expression ou de défense qui sont les miennes, qui sont les nôtres, sans la solidarité qui est la nôtre.
(Très vifs applaudissements)
J'y reviendrai car là peut-être est l'essentiel de toute cette histoire : ce qui doit préoccuper le législateur que je suis et le Parti que nous sommes. Mais avant d'en arriver là, je voudrais donner mon point de vue sur les faits qui animent l'actualité hexagonale depuis deux jours.
De quoi s'agit-il ?
Si j'ai bien compris - mais je n'ai rien sous les yeux à part des articles de presse - il s'agit de démontrer qu'il existait des liens entre URBA et le Parti Socialiste ! Curieuse inquiétude, étrange exigence, bizarre préoccupation que celle qui consiste à vouloir démontrer des faits qui sont avérés depuis 18 ans ! Je dis bien 18 ans, puisque l'on m'a apporté un article datant de 1974 qui expliquait ce qu'était URBA. Un article non-confidentiel dans une revue publiée à plusieurs milliers d'exemplaires. Article relayé pendant 18 ans par des articles si nombreux que leur compilation fait plus de 20 centimètres d'épaisseur. Démontrer des faits connus et de surcroît que nous n'avons jamais contestés, ni à fortiori niés, pour ma part, je l'ai dit au Club de la Presse, et sur deux chaînes de télévision. Je l'ai confirmé sous serment devant une Commission d'enquête. Et si cela ne suffisait toujours pas, je rappelle que dans le budget du Parti Socialiste, voté à l'unanimité par le Bureau exécutif, et diffusé à 300 000 exemplaires dans notre hebdomadaire «Vendredi», figurent les lignes de dépenses importantes intitulées "liquidation URBA". Oui, URBA a existé dans une période, où faute de moyens légaux de financement des partis politiques, tous les partis politiques, comme ils l'ont toujours fait depuis la nuit des temps, recourraient à des moyens parallèles pour faire face à la nécessité d'exister.
Etait-ce la faute des Socialistes si, par hypocrisie, aucune de nos Républiques n'avait daigné s'apercevoir que la démocratie avait un coût ? Et que pensaient, à l'époque, face à la montée constante des frais d'organisation, d'analyse et de publicité, toutes ces belles âmes qui aujourd'hui enquêtent et investiguent ? Ne savaient-elles pas que les cotisations des militants, dans un pays où ils ont toujours été peu nombreux, ne suffisaient pas à financer le fonctionnement des partis et le coût des campagnes ?
Ignoraient-ils que dans des pays voisins on consacrait des fonds publics importants au financement alors que chez nous, on ne faisait rien ? Et j'affirme,

Collection Jean Jaurès

au risque de choquer, que parmi toutes les méthodes de financement parallèles qui existaient à l'époque, ce moyen était le moins mauvais, le plus transparent, et le mieux à même de faire barrage à la corruption et à l'enrichissement personnel. Que ceux qui dans les partis politiques prétendent le contraire, viennent me l'expliquer. Je constate d'ailleurs que personne ne l'a fait.
(Applaudissements)
Alors pourquoi cet acharnement, cette partialité, cette volonté de discréditer les Socialistes ? Et comment ne serions-nous pas fondés dans ces conditions à nous interroger sur les motivations réelles de ceux qui, sous prétexte d'un travail honnête, mènent de concert et avec acharnement cette curieuse entreprise ?
Et ceci d'autant plus que nous sommes justement ceux qui avons pris les mesures nécessaires pour que cet état de non-droit cesse. N'est-ce pas sous le gouvernement de Michel Rocard et notamment par la loi de janvier 1990 que nous avons enfin fait entrer cette nécessité de la démocratie qu'est le financement de la vie politique dans la légalité ? J'entends dire parfois que nous serions plus exposés que d'autres simplement parce que nous avons été naïfs ! Admettons, mais depuis quand la naïveté en ce domaine serait-elle plus grave que l'habileté ?
(Applaudissements)
Non, mes chers camarades, tout ceci n'est pas très crédible. Et si l'on veut faire croire que la politique politicienne n'a rien à voir là-dedans, qu'on nous donne des raisons crédibles pour nous expliquer ce qui motive cette volonté acharnée d'exhumer un passé dont chacun s'accorde à dire qu'il était une période où les faits partagés par tous étaient inévitables. Aujourd'hui les lois existent. Nous les avons faites. Et nous avons été les premiers à les appliquer. Mais c'est au nom d'une époque où elles n'existaient pas, que l'on cherche à nous déconsidérer.
Alors, je dis qu'il s'agit bel et bien d'un procès politique. Nul ne peut en douter, mais cela ne suffisait pas. Il fallait de surcroît une cible de choix, pour faire mouche à coup sûr sur l'opinion, et c'est ici qu'intervient ma modeste personne. "Pré-inculper" par voie de presse un ancien trésorier du Parti Socialiste, es qualité, c'est une manière de pré-inculper le Parti Socialiste, personne morale, que le Code pénal ne permet pas d'inculper en tant que telle. C'est inculper tout un parti, son présent, son passé, ses dirigeants, et ses militants. C'est faire fort, très fort, et c'est le but recherché depuis le début de cette lamentable histoire, c'est bien parce que vous le voyez ainsi, je crois, que vous le sentez ainsi, et vous savez que l'opinion le voit aussi de cette manière, que vous avez réagi aussi fortement.
Je note au passage qu'inculper un parti, cela ne s'était pas fait, sauf erreur de ma part, depuis 1941... (applaudissements)... je ne fais, pour ma part, aucun rapprochement, parce que, comme d'autres, je me proclame naïf et honnête, mais tout de même, si l'on met bout à bout cette réalité avec certaines décisions, qui ont choqué à juste titre l'immense majorité des démocrates de ce pays, cela mérite au moins d'être un sujet de méditation.
J'ajoute que de surcroît cet ancien trésorier est aussi président de l'Assemblée Nationale, l'idéal en somme !

Collection Jean Jaurès

Peu importe que le président ait été élu en connaissance de cause par ses pairs, par la majorité absolue des députés, après avoir témoigné devant une Commission d'enquête parlementaire, peu importe l'essentiel : l'essentiel est de faire coup double sur un parti d'abord, sur les élus ensuite.
Je ne dirai rien sur la séparation des pouvoirs pour ne pas donner l'impression de m'abriter derrière elle, mais tout de même elle existe, elle est l'une des garanties essentielles de toute démocratie, et je constate que certaines voix commencent à s'émouvoir du peu de cas que l'on fait d'elle. Bref, tout cela n'est pas rien, et mériterait peut-être d'être traité avec plus de sérieux qu'un départ en vacances !
(Applaudissements)
Reste, en deçà de leur fonction, la personne. Excusez-moi d'en dire quelques mots. L'ancien trésorier d'abord, qui a eu le tort sans doute de contribuer à l'élaboration des lois sur le financement de la vie politique, ce doit être un délit ! Qui a été le premier trésorier d'un parti politique dans ce pays à élaborer et à rendre public le budget d'un parti, cela doit être une faute ! Qui a mis en place un système de comptabilité réglementaire, cela doit être une erreur ! Et qui a, crime suprême, contribué à mettre en règlement judiciaire le bureau d'études en question.
Il y a ensuite le président de l'Assemblée Nationale, jeté en pâture à l'opinion nationale et internationale. L'homme qui avait, voici moins d'un mois, apposé sa signature sur le sceau de la République au bas d'une réforme constitutionnelle. Cet homme là, mes camarades, qui en tant qu'homme a le droit de défendre son honneur pour lui-même et aux yeux des siens, et qui en tant que Socialiste a le droit de garder votre amitié et votre respect, ne serait-ce que pour justifier votre solidarité, cet homme qui en tant que président de l'Assemblée Nationale ne peut accepter que subsiste un doute sur sa probité, sur sa culpabilité aux yeux de l'opinion et des parlementaires. J'ai toujours gagné ma vie honnêtement. Je ne me suis pas enrichi de manière illégale, et j'estime avoir le droit de demander que la preuve en soit faite, de manière irréfutable.
(Applaudissements)
C'est pourquoi... (très vifs applaudissements)... j'ai demandé au Garde des Sceaux par une lettre que je lui ai adressée hier de faire procéder sans délai à une enquête préliminaire sur mon patrimoine et sur ma situation personnelle.
(Applaudissements)
J'estime y avoir droit et les Français aussi, et que l'on ne vienne pas me dire que ce n'est pas prévu, les pré-inculpations par voie de presse d'un président de l'Assemblée Nationale ne sont pas prévues non plus !
(Très vifs applaudissements)
Pas plus qu'il n'est prévu que le secret de l'instruction soit un secret de polichinelle. J'espère donc obtenir satisfaction rapidement. Et je compterai les jours, il va sans dire que si au terme de cette enquête, ma situation personnelle présentait des zones d'ombre j'en tirerai immédiatement les conséquences, mais je n'accepte pas qu'au nom d'un amalgame douteux on veuille me voir tirer des conséquences automatiques qui présenteraient un risque de grave dysfonctionnement de notre démocratie à partir d'une situation qui n'a rien à

voir, strictement rien à voir avec d'autres situations caractérisées par une présomption d'enrichissement personnel.
(Très vifs applaudissements)
Chers camarades, je voudrais conclure, à titre provisoire, et revenir à mon propos du début. Je vous le disais, depuis trois jours, il m'arrive de penser à celles et à ceux qui se trouvent ou pourraient se trouver dans la situation où je me trouve, sans avoir, je le répète, mes possibilités d'expression de défense. C'est une situation inacceptable, archaïque, indigne d'une démocratie avancée, c'est pourquoi je voudrais que notre Congrès tire de tout cela une conclusion positive, et inscrive dans son programme la nécessité et l'urgence de réformer le Code pénal dans sa partie relative à l'instruction.
(Vifs applaudissements)
Disant cela, je ne m'adresse pas spécialement au gouvernement vers lequel à tout bout de champ, et en toute occasion, tout le monde se tourne systématiquement, je m'adresse aussi au Parlement qui doit, sans plus attendre, se saisir des conclusions de la Commission Delmas-Marty et y puiser la matière d'une réforme importante. Pour ma part, je m'y emploierai, cela m'aidera à penser à autre chose.
Et je dis par avance que par rapport au projet de loi, qui existe, qu'il ne suffira pas de substituer la notion nouvelle de mise en cause à celle d'inculpation. Et qu'il n'est pas acceptable à notre époque que le sort d'un homme puisse dépendre tout entier de l'intime conviction d'un autre homme, fut-ce-t-il un juge ! C'est cela qu'il faut revoir.
(Applaudissements)
C'est cela qu'il faut revoir, en ayant la lucidité et le courage de dégager les moyens nécessaires pour que cela soit possible, je le dis avec une certaine gravité, en tant que président de l'Assemblée Nationale, en tant que responsable du pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire doit avoir les moyens d'exercer sa fonction, je souhaite simplement qu'il comprenne en retour que le pouvoir législatif ne peut vivre sous la pression ou la menace.
Que cette histoire, cette triste histoire serve au moins à cela, que par-delà le mal qu'elle lui fait, elle soit utile à nos compatriotes. C'est, mes chers camarades, la meilleure réponse que nous puissions faire à toutes celles et ceux qui oublient parfois que dans une démocratie nous sommes tous en charge de la liberté, et de son utilisation, nous sommes tous garants et je me tourne vers la presse, de son fonctionnement, de sa défense, et de sa survie.
Si je me tourne vers la presse, c'est parce que, comble de bonheur, j'apprends depuis quelques heures que certains, non contents d'avoir publié, véhiculent une thèse intéressante, ce serait moi et mes proches, qui aurions divulgué cette fausse nouvelle, pour en quelque sorte créer l'événement, bref ce serait moi qui me serai couvert de calomnies pour faire l'intéressant, sans doute pour être applaudi peut-être, et je dis à ceux qui véhiculent ce genre de calomnie : il y a des limites à tout ! Il y a des limites à tout !
(Très vifs applaudissements)
Mes chers camarades, le Socialisme est né d'un refus de la fatalité. Alors, dans

Collection Jean Jaurès

l'adversité sachons relever la tête et rester fidèles à ce que nous sommes, à ce que nous devons être, si nous savons être nous-mêmes, nous serons reconnus, c'est ce dont nous avons le plus besoin.
(La salle debout applaudit très vivement Henri Emmanuelli)

Le président - Merci Henri.
Chers camarades, je voudrais vous informer que la réunion de travail organisée par André Billardon sur les trois rassemblements prévus pour la campagne du référendum, à laquelle sont convoqués les présidents de groupes, se tiendra salon Montaigne, mais elle est reportée de 18 heures à 20 heures.
La parole est maintenant à Jacques Delors.
(Très vifs applaudissements)

Jacques Delors

Chers camarades, après ce moment d'émotion et de fraternité, revenons à l'Europe, mais pas avant qu'à mon tour j'ai exprimé ma solidarité fraternelle sans nuance à Henri Emmanuelli qui est non seulement un responsable de l'Etat, mais un ami personnel.
(Applaudissements)
Au-delà de son émotion compréhensible, il nous invite à réfléchir sur la relation entre la démocratie et le droit, car respecter le droit, c'est aussi empêcher certains de nuire à d'autres, sans qu'ils aient à apporter la preuve immédiate de ce qu'ils disent. Autrement dit, c'est faire reculer la calomnie, c'est faire reculer l'effet médiatique inutile.
A soixante-dix jours d'une consultation populaire que je considère comme vitale pour l'avenir de la France, je ne vous parlerai aujourd'hui que de l'Europe, je dis bien aujourd'hui. Je ne vous étonnerai pas et je ne vous apprendrai rien en vous rappelant que tous les pays européens, et pas seulement ceux qui sont membres de la Communauté européenne, ont leur regard tourné vers la France. C'est sans doute pour nous un motif de fierté mais c'est aussi un appel à la responsabilité.
Une majorité de "non" au référendum, ce que je n'ose envisager, signifierait pour la construction européenne la fin d'une belle aventure, non pas une crise ordinaire, mais inévitablement un dangereux retour en arrière. Le prestige de notre pays s'en trouverait gravement affecté, les avantages tirés de trente-cinq ans de vie commune seraient en grande partie annulée.
Voilà les faits, qu'on le veuille ou non.
L'explication en est tout à fait simple. Depuis les années 50, la France a joué un rôle moteur dans la construction européenne. Le choix est donc bien un choix national et non pas l'option entre deux conceptions de l'Europe, et non pas une dispute idéologique comme certains voudraient le faire croire, et encore moins un débat entre forces politiques qui s'affronteraient normalement lors d'élections législatives, par exemple.
Chers amis, à ceux qui auraient oublié ou n'auraient pas vécu les événements dramatiques des années 1930 à 1950, je voudrais rappeler cet immense trésor caché aux yeux de beaucoup que constitue la paix. A ceux qui, en matière

Fondation Jean-Jaurès

économique, dressent le procès de la Communauté européenne, et je viens d'en entendre, je souhaiterais rappeler les réalités du monde d'aujourd'hui et les défis qu'elle lance à nos vieilles sociétés industrielles. A ceux enfin qui s'alarment de la poussée d'un libéralisme sauvage, j'aimerais rappeler la valeur et la solidarité du modèle européen de société, son actualité et son avenir, car pour reprendre une formule de Jean-Pierre Chevènement, pour transformer le réel, il faut avoir une connaissance précise et juste du réel. En d'autres termes, il faut savoir répondre à la question : quelles sont nos marges de manœuvre dans le monde d'aujourd'hui ? Comment pouvons-nous faire respecter et vivre les valeurs qui sont les nôtres ?

Vous voudrez bien pardonner, pour commencer par la paix, je schématise mes propos introductifs, mais ils traduisent bien, me semble-t-il l'actualité du problème de la paix. Alors qu'à l'Ouest, une Europe se fait dans la compréhension mutuelle, à l'Est, une Europe se libère du joug Communiste totalitaire, mais dans le même temps, risque de se défaire. Bref, la guerre est à nos portes, portant en germes la montée et la diffusion de l'intolérance et de la violence.

Arrêtons-nous un instant pour nous placer dans l'hypothèse où la construction européenne n'existerait pas. Ne pensez-vous pas que nos pays seraient tentés dans le contexte présent par des jeux solitaires qui ne feraient que provoquer entre nous, entre eux, incompréhensions, rivalités, tensions commerciales et sans doute aussi tensions politiques ?

Oui, nous vivons en paix. Oui, malgré nos insuffisances, nous nous rapprochons insensiblement les uns des autres. Oui, nous constituons, ne l'oubliez jamais, la référence pour tous les pays européens depuis ceux qui, à l'Ouest de notre continent, demandent leur adhésion à la Communauté, jusqu'à ceux qui, à, l'Est, aspirent à nous rejoindre. Nous avons, d'ores et déjà, répondu aux appels de ces derniers, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie et la liste n'est pas close. Quand certains partisans du "non" vous disent que la Communauté a créé un rideau d'argent à la place du rideau de fer, ils vous mentent, par ignorance ou par démagogie.

(Applaudissements)

Les faits leur répondent et pour ne pas vous accabler de chiffres, je dirai simplement ceci : l'aide que la Communauté européenne apporte aux pays de l'Europe Centrale et Orientale, avec leurs cent millions d'habitants, est à peu de chose près équivalente à celle qu'elle consacre à ses régions les moins développées qui compte quatre-vingts millions d'habitants. Voilà la réalité.

La Communauté n'est donc ni une sorte de club de riches, ni une forteresse commerciale. Pour ne pas abuser d'exemples chiffrés, je vous citerai simplement, à l'appui de mon argumentation, que l'aide précisément aux régions les moins développées de la Communauté est pour ces cinq dernières années d'un montant supérieur en valeur réelle à ce que fut après la guerre le plan Marshall, qui a fortement appuyé l'effort de reconstruction économique de l'Europe de l'Ouest.

Donc, une Communauté généreuse, consciente de son devoir de solidarité, mais

une Communauté, me direz-vous, et vous n'aurez pas tout à fait tort, impuissante à faire respecter les grands principes du droit international.
Et j'en viens donc pour parler franchement de ce qui est le plus difficile, à la tragédie yougoslave qui nous émeut en elle-même et qui est chargée de dangers de contagion à d'autres parties de l'Est de notre continent.
A ce propos, je pourrais vous répondre simplement en justifiant ainsi le nouveau traité sur l'union politique qui pose le principe d'une politique commune en matière de relations extérieures et de sécurité.
Si ce traité, celui que vous allez adopter, si ce traité avait été mis en place il y a quelques années, sans doute aurions-nous aujourd'hui les moyens politiques et militaires pour imposer la négociation au lieu de la guerre, la coopération au lieu de l'action solitaire.
(Applaudissements)
L'accord réalisé à Maastricht donne, en effet, à la Communauté sa pleine responsabilité politique et avec elle, les atouts que représente l'action commune de douze pays qui, pris isolément, ne disposent plus des marges de manœuvres indispensables pour faire entendre leur voix. En d'autres termes, l'union fait la force, mais cette argumentation, pour convaincante qu'elle soit, ne doit pas laisser à penser que l'union politique serait une sorte de remède miracle. Non. Ce qui se passe aujourd'hui, en réalité, dans l'Est yougoslave appelle à une réflexion plus large sur le droit international et les moyens de le faire appliquer.
La Communauté, avec son union politique, se ferait le militant de cette cause qui est aussi la vôtre, le respect des Droits de l'homme et le respect des droits de minorités constituent, en effet, la pré-condition essentielle pour éviter que se multiplient dans la grande Europe, mais ailleurs aussi, les conflits entre ethnies et par là même, dans les conflits entre ethnies l'oppression des plus faibles par les plus forts.
Le combat pour la paix passe donc par une Europe dotée d'une capacité réelle en matière de politique étrangère et de sécurité. Il se mêle au niveau de l'organisation des Nations Unies qui doit adopter une charte spéciale sur les droits des minorités et le refus de la modification des frontières par la force.
Il faut dès maintenant aboutir, comme l'a proposé le Président de la République française, à une conférence internationale de la paix, sorte de travaux pratiques pour une première application de ces principes, avec le support des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies. Autrement dit, chers amis, le droit à l'autodétermination des peuples, fortement ancré dans l'histoire de ce siècle, est inséparable des deux autres principes que je viens d'édicter. Sans le refus du recours à la force, sans le respect des droits des minorités, il sera impossible de créer le nouveau cadre pour une coexistence pacifique en Europe comme à l'intérieur de chaque nation d'Europe.
(Applaudissements)
Faut-il ajouter, puisque nous avons été très critiqués, que, depuis le début de la crise yougoslave et en dépit des limites que lui assigne le traité actuel, la Communauté n'est pas restée les deux pieds dans le même sabot. Elle a exercé une pression constante sur tous les acteurs du drame, elle a tenté dans une

Fondation Jean Jaurès

conférence de paix, présidée par Lord Carrington, d'amener les dirigeants des six Républiques à trouver les éléments d'un règlement pacifique. Elle a, en créant une Commission de conciliation et d'arbitrage présidée par Robert Badinter, ouvert la voie à une procédure de règlement des litiges et des conflits, notamment pour l'inscription des droits des minorités dans les Constitutions de chaque Etat. Nous devrons être les militants de cette cause et la Communauté, enfin, contribue pour la plus grande part à l'aide humanitaire aux victimes de ce drame, qu'elles aient dû quitter leur ville ou leur village, ou qu'elles soient restées dans cette ville martyre qu'est Sarajevo.

Depuis hier, alors que nous assistions à la réunion de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe, un pas très important a été franchi pour la première fois, et par anticipation sur le nouveau traité, l'union de l'Europe occidentale qui regroupe neuf des pays de la Communauté s'est mise en mouvement par une mission de surveillance de l'embargo, l'esquisse pratique d'une défense européenne, la preuve que les faits stimulent l'Europe et que cette Europe n'est pas aussi molle que certains ne le disent.

(Applaudissements)

Tout ceci, chers camarades, pour souligner que les dirigeants de la Communauté ne sont ni des responsables myopes ou égoïstes, ni des hommes au cœur sec. Bien plus, au cœur de la bataille, ils mesurent les difficultés de la tâche, les risques inhérents à des solutions dites expéditives, à des solutions miracles.

C'est l'éternel débat entre l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité dont je reconnais qu'il n'est jamais facile à trancher, car Créon a toujours besoin d'Antigone. Mais qu'au moins au-delà de cette polémique indispensable pour que les responsables entendent tous les appels, et notamment les appels des organisations non-gouvernementales, acceptent toutes les critiques, nous en tirons tous les enseignements. Grâce aux accords de Maastricht, la Communauté confirmera sa volonté politique et fera face à ses responsabilités mondiales et surtout, elle s'en donnera les moyens. Alors, notre Europe n'aura plus d'excuses, je dis bien n'aura plus d'excuses si elle se laisse marginaliser et si elle renonce à sa vocation universelle qui a fait sa grandeur passée. Chers amis, rappelez-vous ce que l'on disait, il y a un peu plus de dix ans, de l'Europe. On disait : l'Europe est en déclin, politiquement, faute d'exercer une influence, économiquement faute de vouloir supporter la compétition, de plus en plus dure, venue non seulement des deux grands, les Etats-Unis et le Japon, mais aussi d'autres pays qui veulent leur place au soleil, et comment le leur reprocher à ces pays ? Le temps n'est pas loin, rappelez-vous, où l'on parlait de nous avec condescendance. Il n'était question que d'Euro-sclérose. Il n'en est plus question aujourd'hui, même si rien n'est définitivement acquis, j'y reviendrai tout à l'heure.

Deux chiffres, et je suis avare de chiffres, deux chiffres entre autres peuvent caractériser ce changement. De 1980 à 1985, avant la relance de la construction européenne, l'économie européenne a perdu environ deux millions et demi d'emplois. Depuis 1985, date du lancement de l'objectif 1992, le marché unique, elle en a créé plus de neuf millions Posez-vous la question : pourquoi tant

d'acharnement mis par certains en dehors de l'Europe à critiquer de manière non fondée d'ailleurs la Communauté sinon parce qu'elle devient une puissance économique de premier rang avec laquelle ils doivent compter ? Il vaut mieux faire envie que pitié, dit un vieux proverbe français. Pourtant l'effort ne doit pas s'arrêter, le chômage demeure à un niveau inacceptable, malgré ces millions de nouveaux employés créés, la compétitivité de nos économies n'est pas encore suffisante pour nous permettre de résister à la concurrence toujours plus pressante de nos partenaires.

Puisque l'histoire s'accélère y compris en matière d'économie et de progrès technique, nous devons accélérer aussi en coopérant davantage entre nous, en tirant tous les avantages du processus d'intégration. Ce coup de fouet indispensable, chers camarades, c'est l'union économique et monétaire qui nous le donnera. Cette union sera pour nos économies pour la décennie 90 ce que fut le marché unique pour la décennie 80. Outre ces avantages intrinsèques en termes d'économie d'échelle, la monnaie unique exigera comme une contre partie indispensable la mise en place d'une sortie de gouvernement économique pour reprendre la formule judicieuse de Pierre Bérégovoy.

Les Etats membres seront stimulés pour renforcer leur coopération, harmoniser leur politique, de manière à élargir leur marge de manœuvre grâce à des taux d'intérêt élevés, des dépenses publiques mieux utilisées au service d'un nouveau modèle de développement susceptible de créer un nombre suffisant d'emplois.

Chers camarades, voilà un bon chantier pour la réflexion. Voilà un bon chantier pour l'action des mouvements sociaux, démocrates et syndicaux, la recherche d'une croissance économique adaptée à nos exigences de toujours, le plein emploi et l'égalité des chances. Mais prenant en compte les impératifs tout aussi importants que sont l'environnement et la qualité de la vie.

Cet objectif ne pourra être réalisé qu'au niveau européen, comme le montrent déjà les actions menées pour harmoniser les conditions de travail vers le haut et protéger notre capital le plus précieux, je veux parler de notre patrimoine naturel. La Communauté a toujours joué, vous le savez, un rôle moteur à la Conférence de Rio sur l'environnement, le développement, deux exemples concrets le montrent : la réduction des émissions de gaz carbonique pour l'environnement, l'allégement des charges pour les pays en voie de développement les plus endettés.

Au plan extérieur et pour en revenir à l'union économique et monétaire, la monnaie unique constituera un des atouts essentiels pour une communauté soucieuse de lutter contre le désordre monétaire mondial, la dictature du dollar à la hausse comme à la baisse en ce moment, les abus de la sphère financière, la mauvaise allocation des ressources au dépens des pays en voie de développement. Regardez autour de vous. Les recettes économiques tant vantées par certains ont montré les limites. Chers camarades, après avoir écouté Jean-Pierre Chevènement, je vous dis : arrêtez de vous faire peur. Je vous pose la question : que reste t-il du reaganisme ou du thatcherisme ? Rien. Que reste t-il du Mitterrandisme ? Beaucoup pour la France, beaucoup pour l'Europe.

(Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Regardez autour de vous, ce n'est que constat d'impuissance, n'en déplaise aux optimistes impénitents qui prônent le laisser faire, le laisser passé, comme solution miracle, il faut leur opposer l'idée de coopération vitale dans un monde de plus en plus interdépendant. Vous le savez d'ailleurs, le sous-développement et l'environnement, par exemple, ne peuvent trouver de solution que par une concertation à l'échelle mondiale et d'abord à l'échelle européenne, afin de prouver le mouvement en marchant.
Ainsi, la Communauté de demain, renforcée par le nouveau traité, sera l'exemple le plus avancé d'une coopération approfondie.
Elle a déjà prouvé par le passé qu'elle avait surmonté les inerties, les limites des organisations internationales classiques.
Comment ?
Essentiellement, et c'est un point qui ne figure pas dans les débats actuels, essentiellement parce qu'en accompagnement de l'indispensable volonté politique sans laquelle rien n'est possible, la Communauté dispose d'un système institutionnel imaginé par les pères du traité de Rome qui a prouvé son efficacité.
Ne l'oublions jamais et sachons résister aux sirènes du dénigrement contre les institutions dites de Bruxelles, auxquelles on attribue plus de pouvoir qu'elles n'en ont en réalité. La tentation du bouc émissaire est tellement forte lorsque faute d'arguments on veut, en visant ces institutions, détruire tout l'acquis même imparfait de la construction européenne, on le voit dans certains pays, ou bien encore lorsqu'on veut, et on le voit dans tous les pays, dévier le mécontentement d'une catégorie sociale vers Bruxelles. C'est tellement facile !
Il faut parler franchement sur ce sujet, ne pas vouloir à la fois le beurre et l'argent du beurre, confier des pouvoirs à la Communauté et vouloir les garder pour soi. Chacun reconnaît les vertus stimulantes de la libre circulation des biens, des services et des capitaux, mais celle ci n'est possible, je vous le dis, que si nous avons une législation commune qui ne permettra pas à un pays de se soustraire aux règles en invoquant des motifs divers : la santé des citoyens ou la sécurité des produits.
Et voilà, chers camarades, pourquoi votre fille est muette, ou voilà pourquoi, exemple parmi d'autres déjà cités par Elisabeth Grigou, les fromages français au lait cru pourront grâce à une directive communautaire être vendus et consommés aux quatre coins de la Communauté.
(Applaudissements)
Attention, attention, je ne plaide pas pour ma paroisse. Je ne dis pas : tout va très bien, Madame la Marquise, je ne chante pas non plus pour ne pas heurter vos oreilles mélomanes, je mets simplement en garde contre le risque de supprimer le processus actuel de décision sans le replacer par un système aussi efficace c'est-à-dire capable d'innover, de trancher et d'agir.
Or, lorsque je lis le pamphlet de M. Séguin et de M. Pasqua, je ne vois rien sinon un méli-mélo incapable de décider et d'agir… (applaudissements)… car ceux partisans du non qui parlent à tort et à travers du spectre de l'Europe fédérale n'ont jamais été capables d'innover, ils oublient de dire que les

Fondation Jean Jaurès

systèmes classiques et gouvernementaux qu'ils préconisent n'ont jamais été capables, ni de durer, ni de décider, ni à fortiori d'agir. Autrement dit, il faut une institution qui puisse décider à la majorité qualifiée, souvent, mais pas toujours, à l'unanimité pour les sujets les plus sensibles et c'est le Conseil des ministres, chers camarades, qui décide et pas la Commission, c'est lui qui représente les gouvernements nationaux et les engage. Ceux-ci (les gouvernementaux nationaux) sont responsables devant les Parlements nationaux qui doivent être régulièrement informés et consultés. Et cela, c'est l'affaire d'organisation intérieure à chaque pays et la France doit y réfléchir aussi. Il est nécessaire aussi de maintenir une institution qui s'efforce de tenir compte des aspirations et des intérêts de chaque pays, tout en ayant l'initiative de la proposition et la charge de l'exécution.

C'est la Commission européenne qui au surplus est responsable devant le Parlement européen, lequel peut la censurer. D'ailleurs, et pour la première fois, la désignation du président de la Commission a fait l'objet d'un vote au Parlement européen mercredi dernier. Ce Parlement européen, si négligé par les acteurs de la vie politique nationale, fait son travail. Nous devons l'encourager, l'aider, car il est, entre autres, le creuset d'un sentiment d'appartenance à l'Europe, une expression parmi d'autres de la citoyenneté européenne.

Voilà pourquoi le nouveau traité augmente ses pouvoirs comme un des éléments essentiels de la démocratisation de la construction européenne.

Le Parlement européen pourra désormais co-décider avec le Conseil des ministres dans certains domaines législatifs, il devra donner son avis conforme pour qu'entrent en vigueur certains accords internationaux signés par la Communauté. Enfin, pour ceux d'entre vous qui seraient encore effrayés à l'idée de transferts insidieux de souveraineté, dois-je rappeler le rôle central du Conseil européen composé des 12 chefs d'Etat et de gouvernements ainsi que du président de la Commission ?

C'est le Conseil européen, comme le prouve abondamment l'expérience de ces dernières années, qui prend à l'unanimité les décisions essentielles. C'est le Conseil européen qui, demain, fixera les orientations en matière de politique étrangère et de sécurité commune ou bien encore décidera des étapes successives de l'union économique et monétaire. Ainsi, vous le voyez, se met en place un système institutionnel original, de nature à apaiser les craintes multiples que l'on voit s'exprimer, craintes d'une technocratie toute puissante, craintes de l'absence d'un vrai contrôle démocratique, crainte, d'un déplacement clandestin des pouvoirs.

Dire oui le 20 septembre, dans ces conditions, c'est refuser le déclin fut-il doré, c'est affirmer l'ambition d'exister, l'ambition d'exister en tant qu'ensemble de nations et se doter des moyens pour la satisfaire, et parmi ces moyens le dispositif institutionnel pour décider et agir est le plus important.

En, Europe, comme dans chacun de nos pays, on ne joue pas au mécano avec les institutions, car il ne peut y avoir d'ensemble dynamique sans la capacité de décider l'efficacité de l'action, un contrôle démocratique, une participation des citoyens. C'est cela que nous apporte le nouveau traité de l'Union Européenne,

et nous en venons, chers camarades, au cœur de notre combat.
Le modèle européen de société dont beaucoup ont parlé, fruit de dizaines d'années de lutte politiques et sociales, ce doit être notre boussole. Ainsi, mais ainsi seulement, l'Europe réservera et je l'espère enrichira sa personnalité. Une anecdote pour introduire cette dernière réflexion : au cours de la campagne du référendum danois, l'un des slogans employés était le suivant : si vous votez oui, vous perdrez vos droits à la retraite et votre pension. Cette affirmation était doublement fausse : tout d'abord, parce que les systèmes de sécurité sociale continuent à relever de la seule compétence nationale et ensuite parce que l'un des sujets d'orgueil de notre Europe, c'est précisément qu'elle n'a pas sacrifié les acquis sociaux pour résoudre les problèmes posés par les crises économiques des années 70 et 80.
Pourquoi, demanderez vous, en est-il ainsi ? Pourquoi sommes-nous si différents et si fiers d'être différents des américains et des japonais, par exemple ? Dois-je rappeler qu'il existe un modèle européen de société que les idées et les actions du Socialisme démocratique ont largement contribué à créer, à façonner et qu'à ce modèle les européens sont très attachés, contrairement à ce qu'on vous dit.
Ayant participé depuis dix ans aux travaux du Conseil européen, j'ai été frappé par la forte convergence, tout au moins de 11 pays membres (vous voyez quel est le douzième qui n'accepte pas) pour défendre une conception politique originale, propre à l'Europe, une société dans laquelle l'individu bénéficie de toutes les libertés et a le sentiment et la volonté de participer à la vie collective, autrement dit ni tutelle étouffante de la société ou de l'Etat, ni individualisme forcené.
C'est cela l'Europe. D'ailleurs, les idéologies ultra libérales n'ont pas réussi à mettre en cause cette conception harmonieuse de la vie en société, ce souci d'une dialectique bénéfique entre l'économique et le social, l'un n'allant pas sans l'autre.
Ainsi, les modes passent et notamment celle de l'ultra libéralisme même si elle exerce encore des effets néfastes. Ainsi, ce mouvement vers la primauté absolue de l'individu n'est pas sans liens avec l'affaiblissement de la participation des citoyens aux activités collectives : partis politiques, syndicats et même associations. Nous devons demeurer vigilants et redoubler d'ardeur pour renforcer la citoyenneté, informer chacun de ses droits, mais aussi de ses devoirs envers les collectivités auxquelles il appartient.
C'est cela l'approfondissement de la démocratie. C'est pourquoi dès mon arrivée à la Commission européenne, j'ai tenté de nouer au niveau communautaire un dialogue entre les organisations patronales et les organisations syndicales, d'autant que j'étais sensible comme vous à un changement des rapports de forces lié en partie à l'augmentation du chômage, au dépens des représentants des travailleurs. Cette concertation n'est pas facile, ne serait ce qu'en raison de la diversité des situations nationales qui pèsent sur la cohésion des partenaires sociaux. Mais en dépit de ces difficultés, ces partenaires sociaux ont réussi à nourrir leur dialogue, à adopter des avis communs et à obtenir dans le nouveau traité, avec l'appui de la Commission, des

dispositions assurant la place de la négociation collective en Europe. Il pourra donc y avoir demain, si le traité est ratifié, des accords collectifs signés au niveau européen et bénéficiant à tous les travailleurs européens.
(Applaudissements)
J'y vois pour ma part, non seulement une illustration du modèle européen de société, mais aussi une chance pour le renouveau de l'action syndicale qui trouvera là un espace plus grand pour se déployer là précisément où se prennent tant de décisions économiques et financières.
Allons-nous laisser passer cette opportunité, alors que le mouvement syndical est à la base de la réussite du Socialisme démocratique ? Je vous pose la question. La réponse est évidemment non, il faut saisir cette opportunité. Il s'agit là d'une pièce essentielle d'un dispositif destiné à renforcer la personnalité européenne dans la fidélité à nos idéaux. Cela n'ira pas de soi, bien sûr, mais tout dépendra de notre capacité à innover intellectuellement, à trouver au niveau européen des majorités d'idées pour orienter politiquement et économiquement cette Communauté.
Sur le plan économique et social, l'enjeu est donc de combiner compétition, coopération et solidarité.
Pour moi, ces trois principes doivent aller de pair si nous voulons construire une Communauté acceptable par tous, dynamique et généreuse à la fois.
Compétition, coopération et solidarité.
La compétition nous stimule. Son cadre est le marché unique, ses règles sont faites pour assurer une concurrence équitable entre les entreprises. La coopération nous renforce face aux défis des nouveaux compétiteurs. Les entreprises européennes doivent être incitées à coopérer entre elles pour être à la pointe de la recherche et de l'innovation, pour créer et nouveaux emplois, adapter les postes de travail existants. Il nous faut avoir une vision à long terme. Savez-vous, chers camarades, que dans les quinze années à venir les 3/4 des travailleurs devront s'adapter à de nouveaux métiers et à de nouvelles formes d'organisation du travail ? Les propositions de la Commission Européenne ont précisément pour objet d'encourager ces actions de recherche et de formation, elles constituent les éléments concrets d'une politique industrielle au niveau européen. Enfin, la solidarité nous rapproche. Elle fait notre unité et notre cohésion en assurant l'égalité des chances. D'où l'importance des politiques communautaires au bénéfice des régions les moins favorisées, au bénéfice des régions qui subissent des transformations industrielles, au bénéfice des espaces ruraux trop longtemps délaissés. Nous voulons consacrer à ces politiques 40% du budget communautaire contre 30% aujourd'hui.
L'esprit de solidarité marque aussi de son empreinte (et on ne l'a pas assez dit en France) la réforme de la politique agricole, qui permettra de maintenir le plus grand nombre possible d'exploitations en leur assurant un revenu convenable, alors que la poursuite de la politique actuelle, outre l'impasse financière à laquelle elle conduisait, condamnait 70% des paysans au seul profit d'une agriculture intensive et de grande dimension.
Que dirait-on si la Communauté, chaque année, ne versait plus à la France les 40

Fondation Jean Jaurès

milliards de francs qui correspondent à sa contribution à l'agriculture française ? Notre devoir est, avec cette réforme, de proposer un avenir à nos agriculteurs et non de les affoler par une basse démagogie.
(Applaudissements)
Vous le voyez donc, l'Europe n'est pas seulement un grand marché, comme le disent certains critiques de gauche, c'est un espace économique et social organisé, avec ses politiques communes, contrôlé démocratiquement par les deux émanations de la souveraineté populaire que sont les gouvernements nationaux et le Parlement européen.
Chers amis, voyons loin et large. Ce qui est proposé aux Françaises et aux Français par référendum, c'est un projet à long terme, c'est aussi une perspective enthousiasmante. Le seul "non" qui vaillent, c'est le refus de la frilosité, le refus du repli sur soi. Ayons confiance en nous. Fortifions cette Europe qui ne peut s'épanouir que dans la richesse de ses diversités, dans le respect des nations qui la constituent, dans l'approfondissement de ses dimensions sociales et démocratiques. D'ailleurs, sept pays ont demandé leur adhésion à la Communauté. D'autres aspirent à nous rejoindre. Ils ont compris mieux que beaucoup d'entre nous ce que représente cette aventure collective qui, avec des hauts et des bas, se développe depuis une quarantaine d'années.
Elle repose sur un sentiment croissant d'appartenance à des valeurs communes, sur le début d'une citoyenneté européenne. Elle ouvre la voie à une résurrection d'une Europe affaiblie par trois guerres fratricides, malmenée par la compétition économique, tentée par une vie tranquille mais sans grandeur car, vous le savez, un conservatisme mou et sans grandeur nous menace.
L'Europe, au contraire, nous appelle à l'innovation, à la prise en compte du terme, au progrès. Il faut bien le reconnaître, la construction européenne s'est développée, et surtout rapidement, ces dernières années, dans une sorte d'indifférence, indifférence des citoyens, indifférence des politiques.
Le "non" danois nous a rappelés à l'ordre. On ne construit rien de solide sur le désintérêt, on ne construit rien de solide sur une vie démocratique faible. L'Union Européenne ne se fera pas par défaut, elle doit être choisie et réfléchie démocratiquement. Le processus de ratification vient donc à point pour susciter l'enthousiasme, voire la passion. Je m'en réjouis et je sais que cet enthousiasme sera aussi le vôtre. Si nous gagnons, la Communauté en sortira légitimée, renforcée, plus apte à faire face à ses responsabilités. Car, vous l'avez vu, l'Europe à nouveau séduit les uns, inquiète les autres, et notamment les plus puissants de ce monde. Elle est donc sur la bonne voie !
La France a constamment voulu cette Europe, elle l'a imprégnée de son génie propre, elle a bénéficié des apports des autres nations européennes. Bref, en s'ouvrant au vent du grand large, notre pays est et restera tel qu'on l'aime en Europe et ailleurs : généreux, innovateur, entraînant, aspirant à l'universel.
Chers amis, chers compatriotes, ne manquons pas ce rendez-vous que propose l'histoire à nos générations, aux valeurs qui sont les nôtres, à notre France.
J'ai dit "notre France", car pas plus qu'il n'y a de monopole du cœur, ni de monopole de la morale (n'est-ce pas, Monsieur de Villiers ?), il n'y a de

monopole du patriotisme. C'est parce que nous aimons passionnément la France que nous avons tant lutté pour la démocratie politique, économique et sociale, que nous voulons une Europe unie, un espace à la mesure de notre volonté militante.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jacques.
En attendant que René Teulade rejoigne la tribune, je voudrais vous faire quelques annonces.
Les camarades de la motion 7 "Espace Socialiste" se réuniront à la fin des travaux dans la salle des Commissions n°1. Accès par la porte à droite derrière la tribune des auditeurs.
La Commission des résolutions se réunira à la fin des travaux au salon d'honneur.
Les camarades de la motion 7 "Socialisme et République" se réuniront à la fin des travaux au salon Montaigne.
Pour finir, je vous rappelle que vous êtes toutes et tous invités, dès la fin de nos travaux,, à un repas musical suivi d'une fête, le long du lac.
La parole est à René Teulade.
(Applaudissements)

René Teulade

Mes camarades, après ces moments d'intense solidarité et de chaleur fraternelle, je voudrais vous apporter quelques éléments d'information qui vont vous permettre d'affronter, dans les mois et les semaines qui viennent, les débats auxquels vous allez participer.
Même si je suis un familier des questions de protection sociale depuis plusieurs années, ma courte expérience de ministre des Affaires sociales m'a permis de me rendre compte encore mieux qu'avant que les dossiers sociaux sont des sujets difficiles à faire avancer, et si ceci est vrai dans le cadre français, cela l'est encore davantage dans le cadre européen. Je lisais, il y a quelques jours, un sondage sur les intentions de vote au référendum du 20 septembre prochain et, même si ces chiffres doivent être analysés avec prudence, on peut lire que 64% des cadres étaient pour Maastricht, mais qu'en revanche 50% des ouvriers étaient contre.
Ce dernier chiffre mérite attention, car il est le signe d'une inquiétude chez certaines catégories de la population et, même si cette inquiétude est infondée, parfois irrationnelle, elle mérite attention. Lors d'une réunion européenne, il y a trois semaines, je discutais avec mon collègue danois qui m'expliquait les causes de l'échec du référendum dans son pays. Selon lui, deux catégories de la population avaient pris une part déterminante dans ce vote négatif : les femmes et les retraités, les femmes, parce que bénéficiant d'une législation très favorable, elles pensaient que l'Europe pourrait constituer un danger, les retraités danois estimant, quant à eux, que l'Europe mettait en danger leur

Fondation Jean-Jaurès

système de retraite. Or, n'en doutons pas, dans le domaine des retraites, c'est une question qui va venir dans les semaines et les mois prochains. Je dis qu'aucune règle communautaire ne peut laisser entrevoir de tels scénarios. C'est pourquoi il faut répéter haut et fort que l'Europe ne pourra en aucun cas avoir pour conséquence une diminution des droits sociaux en France. En trente ans d'existence de la Communauté, il n'y a pas un seul exemple où un texte européen a provoqué une baisse de la législation sociale française.
Mais à l'inverse, il faut bien avouer que l'Europe a peu apporté aux travailleurs français. Depuis vingt ans, il existe une coordination des régimes de sécurité sociale, ce qui signifie que le travailleur qui décide de travailler trois ans en Allemagne, deux ans au Portugal, et de venir en France, ne perdra aucun droit à la protection sociale. Ce progrès, s'il est évident, ne concerne toutefois que 5 millions d'Européens sur 340...
Mais le problème est que, en matière sociale, l'Europe ne fait que fixer des règles minimales. Or, dans la plupart des cas, la France a une législation plus favorable que ces minima. Comme information, si vous avez à débattre, vous pouvez dire que le traité de Maastricht constitue une avancée importante sur deux points.

- Le premier concerne les règles de vote. Un certain nombre de dossiers pourront désormais être décidés à la majorité qualifiée des 11 Etats, sans l'Angleterre, et cet élément pourrait contribuer à accélérer le processus de la construction.
- Le deuxième apport, c'est le rôle nouveau donné aux partenaires sociaux. Ils pourront à l'avenir proposer des textes communautaires et même, à terme, rédiger des conventions collectives au niveau européen.

Deuxième élément. Il y a quelques années, mes camarades, nous disions : "L'Europe sera Socialiste ou ne sera pas !" Qu'elle soit Socialiste ou libérale, mes camarades, cela dépend de, nous et la protection sociale sera la ligne de démarcation entre les deux conceptions. Nous aurons à ouvrir le débat. Considérons-nous la protection sociale comme une charge pour l'économie, ou la considérons-nous comme un investissement ? Voilà une question qui sépare les libéraux et les Socialistes.
(Applaudissements)
Pour ma part, et pour nous Socialistes, la protection sociale est naturellement un investissement pour l'économie.
Les libéraux répondent en termes de charges pesant sur les entreprises et la compétitivité. Or, depuis l'existence de la Communauté, nous n'avons jamais assisté à de vastes mouvements de délocalisation des pays à haut niveau de protection sociale vers les pays de l'Europe du Sud à faible niveau de protection sociale. Le "dumping social", contrairement à ce qu'on dit, n'existe pas et ce sont les pays les plus compétitifs, comme l'Allemagne ou la France, qui ont les meilleurs systèmes de couverture sociale.
Mais le choix entre une Europe Socialiste ou libérale se fait aussi chaque jour à un certain niveau de décision et c'est ainsi que nous avons entamé une réflexion sur la nécessaire maîtrise des dépenses de santé. Nous n'avons en réalité pas le

choix. Depuis vingt ans nous augmentons les cotisations ou nous diminuons les remboursements. La seule voie aujourd'hui qui s'offre à nous, c'est une maîtrise concertée et médicalisée. Aussi le projet de loi que nous avons présenté, cela a été dit ce matin, croyez-moi, il sera représenté bien entendu après discussion avec les professions de santé et partenaires sociaux au mois d'octobre, et nous verrons bien à ce moment là où sont les véritables volontaires pour cette maîtrise et ceux qui ne le sont pas.
(Applaudissements)
Je voudrais pour terminer, mes camarades, vous dire aussi ceci : demain et au printemps, il faudra dire les choses clairement. La protection sociale sera, n'en doutons pas, au cœur du débat. C'est un choix de société, c'est le choix entre la société duale ou la société solidaire, c'est le choix entre l'assistance ou le droit, c'est le choix entre la charité ou la solidarité, c'est le choix entre la soumission et l'humiliation ou l'humilité.
Nous devons dire cela avec des mots simples, nous devons le dire avec conviction. Il y a encore beaucoup de nos concitoyens, croyez-moi, qui peuvent entendre la voix de la raison, mais aussi celle du cœur.
Au travail, mes camarades !
(Applaudissements)

Le président - Merci, René.
Je donne la parole à Michel Debout.

Michel Debout

Mes chers camarades, comme je vais vous parler un instant de la réduction du temps de travail, j'imagine que vous auriez besoin d'un temps de repos ! Mais je me vois dans l'obligation de le troubler, car vous l'avez compris, le temps nous manque. Dans le texte proposé par le Comité directeur, nous affirmons à juste raison : "deux visions politiques différentes demeurent, l'une progressiste, l'autre conservatrice, qui constituent ce que devrait être, ce que sera le débat démocratique". Mes camarades, nous sommes donc progressistes. Mais pour paraphraser ce qu'a dit un jour notre Premier secrétaire, Laurent Fabius, en parlant du Socialisme, je remarquerai à mon tour que dans "progressiste", il y a "progrès".
Mais que faisons-nous aujourd'hui du progrès ? Sommes-nous à une nouvelle phase du progrès humain, comme celui-ci en a connu bien d'autres, ou à une phase nouvelle de rupture notamment qualitative ?
La réponse évidemment n'est pas simple. Ainsi, lorsqu'il nous paraît naturel de classer dans le camp des progressistes le mouvement Ecologiste, nous obtenons en écho le manifeste des scientifiques réunis à Heidelberg ! Lorsque le progrès libère, il provoque le chômage ! Lorsque le progrès protège, Tchernobyl explose ! Lorsque le progrès permet la communication, jamais les citoyens ne se sont sentis si isolés !
Aujourd'hui, pour beaucoup d'habitants de notre planète, le progrès rime avec exclusion, chômage, drogue, explosion démographique, famine… Comment

Fondation Jean Jaurès

pourrons-nous, nous, nous appuyer sur ces formidables outils que sont les nouvelles technologies, les progrès de la biologie, les moyens immenses de communication, pour libérer, protéger, impliquer l'ensemble de nos concitoyens ? Voilà, mes camarades, les grands défis.
Libérer d'abord : la perspective première du mouvement Socialiste est de libérer pour épanouir, mais sans laisser personne au bord du chemin. Or comment ne pas voir qu'aujourd'hui, dans notre pays, l'écart se creuse entre ceux qui bénéficient de possibilités prodigieuses et la galère laissée aux autres.
Libérer le temps de toutes les femmes et de tous les hommes lorsque certains multiplient leur temps disponible et que d'autres manquent de temps ou vivre, ou vivent en perdant leur temps...
La réduction du temps de travail n'est pas seulement un impératif pour répondre en partie à la question obsédante du chômage, mais s'inscrit pleinement dans un projet de société, la société du temps libéré que nous évoquons dans notre projet de l'Arche et qu'il nous faut avec hardiesse mettre en œuvre.
(Applaudissements)
Il faut réduire le temps de travail dans la semaine, dans l'année et dans la vie toute entière. Mais il faudra aussi mieux le répartir, dès lors que nous avons à répondre à ce grand défi de notre époque : le temps de vie ne cesse de croître alors que le temps de travail disponible, lui, ne cesse de diminuer.
Libérer l'homme et le protéger, c'est la seconde obligation.
D'abord protéger l'humain : l'évolution sans précédent des techniques biomédicales a bouleversé de façon radicale et en quelques décennies toutes nos certitudes sur les caractéristiques de l'humain, car l'homme demain saura fabriquer l'homme. Nous avons là, mes camarades, le rendez-vous le plus riche, mais aussi le plus menaçant, avec la science. La bioéthique doit être, comme j'ai eu souvent l'occasion de le dire, au cœur de nos projets politiques. Il s'agit bien d'une conception globale du sens de l'homme dans le monde, donc d'un problème politique, puisqu'il suppose la confrontation des idées et des valeurs, et si nous-mêmes nous ne menons pas cette bataille, d'autres à notre place la mènent : la preuve, ce député de Droite qui voulait disqualifier Yvette Roudy en lui interdisant pratiquement d'être présidente de la Commission parlementaire de bioéthique au prétexte que notre camarade avait été favorable à la liberté de l'avortement...
(Applaudissements)
Si nous ne partageons pas les positions de ceux qui veulent aborder ces problèmes difficiles avec comme seule référence la référence à Dieu, nous n'avons pas moins qu'eux le souci de l'homme et de son devenir. Eh oui, mes camarades, nous sommes laïques !
(Applaudissements)
Le gouvernement et notre groupe parlementaire vont s'engager à la rentrée pour le vote d'une loi importante concernant ce vaste sujet. Nous approuvons sans réserve cette démarche, mais comment ne pas considérer qu'au moment même où nous légiférons sur la protection des personnes, sur les greffes d'organes, sur la procréation médicalisée, dans d'autres pays certains seront contraints, pour

Fondation Jean-Jaurès

des raisons le plus souvent économiques, mais parfois politiques, à vendre leur sang, leurs organes et leurs enfants ? Nous n'aboutirons que par l'approbation d'une Déclaration Universelle des Droits de l'Humain, respectée par l'ensemble de la Communauté Internationale, et pour cela aussi, il sera utile de mettre en œuvre le devoir d'ingérence.

Protéger l'humain et protéger l'homme : René Teulade vient de le rappeler, la protection sociale est le grand dossier à venir, c'est celui qui permettra le mieux de tracer les perspectives progressistes, face à la volonté régressive des conservateurs.

J'ai dit libérer, protéger, j'en viens à impliquer.

Le sentiment de citoyenneté, beaucoup d'observateurs l'ont avec pertinence relevé, a tendance à reculer. Dès lors que les choix entre Gauche et Droite s'estompent, les Français se demandent à quoi servent les partis traditionnels, et cela explique pour une grande part leurs choix électoraux récents. Impliquer le citoyen dans son avenir est le troisième défi. C'est l'idée retenue dans la proposition de contrat, contrat du citoyen dans sa cité, mais aussi contrat du citoyen dans son entreprise, je veux dire là où il travaille. Nous avons obligation à développer notre propre conception de l'entreprise, de la place du salarié en son sein, des finalités de la production.

Jusqu'en 1981, la Gauche avait un modèle, celui de l'appropriation collective des moyens de production. Mais par notre expérience, et surtout par l'échec retentissant des économies étatisées et bureaucratiques, nous avons compris qu'il était largement insuffisant. Or le Socialisme ne peut se résumer à une simple exigence pour la distribution plus juste des richesses. Il doit être aussi en capacité de faire des propositions fortes en ce qui concerne leur production. C'est pourquoi nous refusons le modèle libéral qui d'une certaine façon choisit le marché contre l'homme. Nous, nous avons choisi l'économie mixte, c'est-à-dire le marché pour l'homme et avec l'homme, et tout ce que cela implique dans les entreprises en terme de droit social, de formation professionnelle, d'aménagement du travail, de santé des travailleurs et de protection de l'environnement. Cela vaut bien sûr et d'abord pour les entreprises nationalisées. Cela veut dire aussi que la pratique des licenciements ne peut s'ériger en principe de régulation banalisée. Je l'avais dit au Comité directeur, arrêtons de licencier idiot ! Et depuis, j'ai remarqué, c'est vrai, avec un certain plaisir que c'était aussi la position des quatorze chefs d'entreprise exprimée dans le manifeste du Nouvel Observateur !

Cela veut dire enfin que nous devons être attentifs aux problèmes de la sous-traitance, véritable roue de secours du capitalisme en mal de profit. N'oublions pas que les transporteurs routiers sont d'abord les sous-traitants de leurs donneurs d'ordres. Mais malheureusement, ils ne sont pas les seuls. Alors comment développer cette grande politique contractuelle si les organisations syndicales la refusent ou ne sont pas en capacité de l'assumer ? Vaste débat ! La réponse appartient aux organisations syndicales elles-mêmes, mais aussi à notre propre volonté. Si nous voulons enfin sortir du cercle vicieux dans lequel nous sommes enfermés depuis dix ans, à savoir qu'il ne peut y avoir de bonnes

négociations sans organisations syndicales fortes, et pour qu'il y ait des organisations syndicales fortes, il faut de bonnes négociations, si nous voulons échapper à cette logique là, engageons-nous sans rechigner dans la grande politique négociée pour un nouveau contrat social.
(Applaudissements)
Cela vaut aussi pour le grand projet de l'Europe sociale, et à tous ceux qui s'inquiètent pour sa construction, je répondrai simplement : elle dépend de toutes les forces progressistes d'Europe. A nous donc de contribuer à les unir.
Mes camarades, pensez-vous que la France serait plus sociale si elle était moins européenne ? Libérer, protéger, impliquer, voilà trois objectifs qui peuvent être en mesure de rassembler toutes celles et ceux qui refusent la fatalité d'un monde inégalitaire porteur d'exclusion et d'intolérance. C'est d'abord en rassemblant tous ceux là que nous serons en mesure ensuite de développer la stratégie d'union des forces de progrès, avec les alliances que nous pourrons alors valablement passer.
C'est d'abord à toute la Gauche que notre message doit s'adresser. Il est encore temps, mais le temps presse !
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Louis Mexandeau.

Louis Mexandeau

Le temps presse, cher Michel, à qui le dis-tu !
Chers camarades, je voudrais devant vous, en tant que responsable de la Commission d'histoire du Parti, insister un instant sur ce que j'appelle le devoir de mémoire, face à l'évidente progression des thèses racistes, antisémites, et d'une manière générale des idéologies d'extrême droite.
Soyons lucides. Nous, Socialistes, confrontés à de sévères échecs électoraux, avons tendance à les imputer seulement à nos erreurs, à nos abandons, ou encore à l'usure du pouvoir. Certes, cela contient une part de vérité mais cela est secondaire par rapport à une chose générale, à savoir la profonde évolution à droite observée en Europe, comme conséquence de l'effondrement des bureaucraties Communistes. Sans doute cet effondrement a permis, en général, les progrès de la démocratie sans laquelle il ne peut y avoir de Socialisme authentique. Mais il a conduit aussi à la résurgence de phénomènes négatifs comme l'exacerbation des nationalismes, le réveil du fanatisme religieux, la libération de l'individu vis-à-vis des carcans totalitaires, qui a dérivé vers le comportement du chacun pour soi.
L'exaltation des mécanismes du marché a été compris comme négation de tout effort de planification et d'atteinte au service public qui sont pourtant des outils indispensables de péréquation sociale en même temps que des espaces de dialogues. L'individualisme forcené, c'est la fin du dialogue social. La déstructuration du tissu de la société... on vient d'en avoir une illustration la semaine dernière.
Nous avons, dans nos rangs, et en tout cas dans notre électorat, y compris celui

Fondation Jean-Jaurès

qui nous a quittés en quête de verts pâturages, des amis sincères et idéalistes qui s'en vont répétant, que notre Parti aurait besoin de se refaire une santé, par une bonne cure d'opposition. Ces amis ne prennent pas en compte cette réalité. Le retour de la Droite demain au pouvoir en France ne serait pas un phénomène anodin. Il risquerait d'être très dur... et sans doute, irrémédiable pour des conquêtes que nous ont laissé des décennies de combats républicains et d'avancées de gauche. Je pense, en particulier, au service public en général et notamment à celui de l'école.

Le retour d'une droite dure s'inscrivant dans l'évolution que je viens de décrire, risquerait de prendre d'autant plus des attitudes de revanches historiques, que la Droite parlementaire actuelle, est largement dépourvue d'armatures idéologiques, de cohérence idéologique, on le voit bien sur l'Europe, et qu'elle serait donc amenée, qu'elle le veuille ou non, à puiser largement dans l'arsenal idéologique de l'extrême droite. Or, si cette idéologie d'extrême droite est en train lentement d'affecter tout le corps social, un hebdomadaire, paru cette semaine, décrit par le détail, la progression de cette presse qui vise à réhabiliter Pétain, à disculper Vichy, à justifier même les mesures discriminatoires comme le statut des juifs de 40, véritable préface à l'holocauste.

Vous savez, il n'y a pas que les abominables théories révisionnistes à la "Faurisson", qui en partant de la négation de l'existence des chambres à gaz, tendent à présenter Hitler et les nazis comme des gens animés par un idéal. Il y a ceux qui nient la volonté lucide et déterminée, la complicité du régime de Vichy avec l'occupant allemand. Une complicité qui découlait, à la fois, d'une connivence idéologique ancienne et d'un choix politique : celui de Pétain, de Laval et de bien d'autres en faveur de la collaboration, prenant prétexte des malheurs la patrie, fut d'abord un appareil d'Etat criminel au service d'une idéologie criminelle.

(Applaudissements)

Le malheur, c'est que nous nous trouvons aujourd'hui devant un éventail idéologique large qui concerne sans doute les négationnistes mais aussi les lepénistes, mais aussi des fractions importantes de la Droite. Il y a, à droite des Gaullistes et des libéraux qui ne transigeront jamais avec les idéaux de liberté, de démocratie, qui ont soudé entre elles, les différentes composantes de la résistance. Mais constatons, chez certains leaders de droite, et notamment ceux qui combattant l'Union Européenne, mais pas tous, des croisades en faveur de valeurs qui rappellent étrangement celles qui inspiraient Vichy et dont j'ai dit qu'elles étaient un mélange d'ordre moral et de pétainisme rebouilli.

Constatons aussi que le singulier arrêt par une cour d'appel en faveur de Touvier, eut été impensable, inimaginable, il y a seulement 20 ou 30 ans. A ce propos, qu'on ne vienne pas nous parler de l'interdiction de commenter une décision de justice, lorsque celle-ci constitue en fait une inacceptable tentative de réécrire l'histoire afin de légitimer et l'action de Vichy et celle de Touvier.

J'espère avoir proposé aux Socialistes un combat dans une semaine qui verra le cinquantenaire de l'abominable rafle du Vel d'Hiv. Certes, contre les perversions de l'esprit et de l'histoire, il nous est nécessaire de défendre les

Fondation Jean Jaurès

valeurs de solidarité, de tolérance, d'humanisme. Si nous ne combattons pas à chaque instant, la gangrène révisionniste, celle-ci gagnera peu à peu la jeunesse et une grande partie du corps social. Si nous ne le faisons pas, si nous ne le menons pas, ce combat, qui le fera à notre place ?
N'oublions pas que les survivants du temps de la persécution, de la déportation sont chaque jour moins nombreux, chaque jour plus faibles, Oui, un jour, leur témoignage pourrait être oublié, leurs voix couvertes. Donnons-leur notre voix en même temps que la liberté, la démocratie, contre les falsificateurs, contre la confusion des valeurs, contre l'oubli.
Mes chers camarades, deux mots d'ordre : résistance et vigilance.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Merci Louis. La parole est à Jean-Paul Bachy.

Jean-Paul Bachy

Chers camarades, l'Europe appartient à tout le monde et les Socialistes n'ont pas été les seuls à apporter leur pierre à la construction. De l'héritage de Jean Monet, de Gasperi, de Schuman, et de quelques autres, nous ne revendiquons aucun monopole, mais dans l'histoire, alors que la Droite créé les conditions des guerres, nous les Socialistes, nous avons été plus que d'autres, les artisans de la paix. Toujours et avant les autres, nous avons été internationalistes.
François Mitterrand, plus que d'autres, a été depuis dix ans, le moteur inlassable des grandes négociations qui ont fait avancer l'Europe. Alors, oui, nous sommes fondés à prendre la première place dans la campagne qui s'ouvre pour la ratification de Maastricht, ne laissons pas, mes camarades, à Giscard d'Estaing, l'ancien compagnon de chasse de Bokassa, le soin d'orchestrer la campagne pour le "oui".
Cette campagne, c'est à nous d'en prendre la tête. Il est une occasion inespérée de souligner l'originalité de notre conception de l'Europe. L'Europe du travail contre celle des multinationales... l'Europe des citoyens contre celle des technocrates, l'Europe des petits agriculteurs contre celle des trusts agroalimentaires, oui, Maastricht apporte un plus et marque une étape positive dans la construction de l'Europe sociale.
Nous, nous le savons mais nous ne le démontrons pas assez, et c'est dans notre capacité de le démontrer que nous saurons, ou non, demain, mobiliser nos électeurs, plus largement la Gauche, et tous les hommes de progrès pour ratifier le traité de Maastricht. Nous avons de bons arguments et je voudrais en citer quatre.
Premier argument, pourquoi faut-il en Europe, harmoniser les règles du jeu social ?... la raison en est simple : sans règle du jeu minimale, la porte est ouverte à une déréglementation massive qui porterait un préjudice considérable au monde salarié. Si les rémunérations continuent dans certains pays à être si basses, comment empêcherons-nous la délocalisation vers ces pays des investissements et donc des emplois ? Ces réalités, nous les voyons déjà tous les jours, et les effets du dumping social, ainsi pratiqués par le patronat peuvent être

Fondation Jean-Jaurès

ravageurs et créer demain chez nous un chômage encore plus fort qu'aujourd'hui.
Il nous faut donc harmoniser les règles du jeu social en Europe.
Les salariés français y ont intérêt... qu'apporte Maastricht, de ce point de vue ?
Un point essentiel et c'est le second argument, sur lequel je voudrais m'arrêter aujourd'hui : aujourd'hui René Teulade l'a dit déjà tout à l'heure, et je voudrais insister : les décisions du Conseil des ministres européens, dans le domaine social, sont soumises à la loi du veto. Il suffit donc qu'un gouvernement conservateur dise non pour que rien ne se fasse. Des dizaines de textes progressistes, des dizaines de directives sociales sont ainsi depuis 15 ans, restées au placard sur des domaines aussi sensibles que l'égalité hommes/femmes, la représentation et la consultation des travailleurs, la réglementation du travail temporaire, les 35 heures...
Le traité de Maastricht permet aujourd'hui une décision à la majorité du Conseil des ministres. Le verrou a sauté. Ces textes vont enfin pouvoir être concrétisés.
Troisième argument : certains disent pour les travailleurs français : l'Europe sera un recul. C'est faux et je voudrais donner trois exemples.
Le salaire minimum au Bénélux, est presque deux fois celui de la France. Qu'avons-nous à craindre d'une harmonisation et d'un alignement ? Les entreprises en Allemagne consacrent deux fois plus d'argent à la formation de leurs travailleurs qu'en France. Qu'avons nous à craindre d'un alignement ? L'Europe ne peut être qu'un plus dans bien des domaines pour les travailleurs français et quand aujourd'hui, grâce au programme européen, ou à tel autre, des milliers de jeunes français peuvent travailler, se former, acquérir dans les échanges à l'étranger une qualification plus large, qui s'en plaindrait ?
Est-ce à regrets ?
Quatrième argument : quand dans chaque grandes entreprises, comme dans des milliers de PME, on voit le patronat utiliser le chantage au chômage comme un prétexte pour ne négocier sur rien, oui, je dis là aussi Maastricht apporte un plus, car pour la première fois une opportunité est offerte de créer des conventions collectives européennes. Ainsi s'ouvre une perspective permettant d'élargir à des millions de salariés, qui actuellement n'en ont pas, une protection meilleure et des droits sociaux minima. Sur des dossiers aussi importants que l'aménagement du temps de travail, la formation professionnelle, la réglementation du travail temporaire, ces conventions collectives peuvent apporter des règles qui à l'heure actuelle n'existent pas et qui manquent cruellement sur le marché du travail.
Ne rentrons donc pas dans l'Europe, dans ce débat sur Maastricht, de façon défensive, frileuse, et à reculons. Soyons simplement conscients que l'Europe c'est comme le reste, c'est un combat, c'est un rapport de forces, c'est pour mieux nous adapter à ce rapport de force, qu'il nous faut aujourd'hui rénover, moderniser notre Parti, l'ouvrir davantage vers les acteurs du monde économique et social et surtout vers nos camarades des autres partis de la communauté. Nous avons de ce point de vue au sein de notre Conseil national ouvert les portes. Nous donnons l'exemple en Europe, et c'est finalement dans

notre tradition et à notre honneur de le faire.
Reconquérir la confiance du monde ouvrier, faire du PS un grand parti, à l'image des forces sociales démocrates d'Europe du Nord, ancré dans les réalités sociales et syndicales, multiplier les échanges, les coopérations tous azimuts, avec nos camarades des associations, et des sections Socialistes des autres pays de la Communauté. Enraciner le projet européen dans les réalités locales, et les expériences concrètes du terrain, quel beau chantier, quel beau travail en perspective pour nos fédérations, nos élus, et nos militants.
Oui, nous pouvons créer autour de nous l'enthousiasme, et le dynamisme nécessaire pour balayer les conservatismes figés et les corporatismes frileux, c'est l'objet chers camarades central de notre campagne pour le "oui", ce "oui" sera Socialiste !
Bon courage et bon travail.
(Applaudissements)

Le président - Merci Jean-Paul d'avoir accepté d'intervenir à cette heure avancée.
Michel Coffineau va clôturer nos débats pour ce soir, je rappelle que la fédération de la Gironde vous invite toutes et tous à dîner sur le bord du lac dès la fin des travaux, et à faire la fête après le dîner. De plus nos travaux reprendront demain matin à 9 heures.
La parole est à Michel Coffineau, dernier orateur inscrit.

Michel Coffineau

Chers camarades, dans le contrat, que nous proposons aux Français, il y a des mesures qui prolongent l'action des gouvernements de ces dernières années. Il y a des propositions pour infléchir, et il y a des orientations qui ont pour ambition d'engager l'avenir. Mais nous n'avons plus devant nous les projets, c'est-à-dire les grands espoirs des réformes qui avaient suscité l'enthousiasme des années 1970. Or, je crois que dans nos propositions d'aujourd'hui, il y en a une qui n'est pas suffisamment approfondie, qui n'est pas suffisamment mise en perspective, il s'agit en reprenant un thème cher à Martine Aubry de changer le travail.
Nous passons entre 35 et 40 ans de notre vie au travail, un certain nombre - c'est le plus petit - y trouve un intérêt, un moyen de développer sa personnalité, voire de s'épanouir mais le plus grand nombre est condamné à chercher ailleurs ses satisfactions. Hier, dans la vision stratégique des Socialistes, avec une classe ouvrière très organisée, l'entreprise était essentiellement un lieu de contestations du modèle économique, un lieu de lutte, le lieu privilégié même des luttes pour une autre économie. De plus le Taylorisme avait développé une telle coupure entre les dirigeants et l'immense armée d'exécutants de tâches simples que ces derniers étaient encore plus portés à mettre leur seul espoir dans le combat pour détruire cette entreprise là, et susciter un monde nouveau.
Aujourd'hui, cette vision apparaît erronée, l'économie de marché apparaît indépassable, avec la notion juste d'économie mixte qui est très bien développée

Fondation Jean-Jaurès

dans notre texte, mais il convient de s'interroger sur la place, sur le rôle, de ces travailleurs qui n'ont plus cette vision collective, cette utopie.
Chers camarades, notre vision réaliste de l'économie ne doit pas nous entraîner à considérer que l'entreprise avec ses modes de relation sociale, ses hiérarchies, sa coupure profonde entre les concepteurs et les exécutants, que cette entreprise là serait elle-même indépassable. Non !
L'entreprise peut se transformer si nous avons des deux côtés dirigeants et salariés la volonté de changer le travail et nous devons prendre les moyens de les aider dans ce sens. La politique menée par la Gauche a favorisé la modernisation des entreprises françaises qui sont aujourd'hui beaucoup plus compétitives. Il faut encore améliorer, mais il convient d'inverser la tendance, de modifier le comportement de ceux qui pensent que le travail coûte alors que l'investissement rapporte. Ils pensent, ceux-là, que la modernisation technologique est la seule voie entraînant la réduction du nombre de salariés, notamment les moins qualifiés. Non, la modernisation source de compétitivité, trouve aussi sa source dans le changement de l'organisation du travail, dans l'appel à l'intelligence, à la capacité d'innovation de tous les salariés, dans la mise en place d'une organisation qualifiante du travail, avec bien sûr son corollaire, la formation professionnelle.
Les nouvelles exigences du marché, qualité, diversité, réactivité, seront beaucoup mieux analysées pour y faire face avec cette nouvelle vision de l'entreprise. Il y a dix ans les lois Auroux avaient pour ambition de ressouder la collectivité de travail, d'élargir les droits individuels des travailleurs, de donner plus de moyens aux syndicats, pour permettre à la négociation contractuelle de jouer son rôle de régulation sociale. Le résultat apparaît aujourd'hui contrasté.
Pierre Bérégovoy vient de me confier la mission d'en faire le bilan. Une première chose apparaît clairement, les moyens nouveaux et supplémentaires donnés aux syndicats ne leur ont pas permis de se renforcer, car ils entraient dans une crise difficilement perceptible à l'époque, crise toujours pas surmontée. Nous avons donc devant nous un grand chantier, changer le travail.
Aujourd'hui, l'entreprise n'est plus contestée dans ses fondements structurels, mais les salariés n'ont plus le soutien moral et organisationnel d'une classe ouvrière ayant une mission historique, ils visent à se réaliser dans le travail, dans l'entreprise, mais voilà si cela se passe dans le cadre de la loi de la jungle chère à l'entreprise libérale, alors où se place la solidarité, l'un de nos fondements ?
Le syndicalisme en baisse n'assure plus un contre-feu suffisant aux injustices engendrées par l'entreprise libérale. Des chefs d'entreprise, peu nombreux, mais en progression, suscitent la participation des salariés, développent le management participatif. Cela va dans le bon sens, à condition que la contrepartie pour les travailleurs soit assurée, qualification, formation, conditions de travail. Il faut donc que cela soit pensé, que cela soit organisé, dans la vision d'une entreprise de type nouveau, où le dialogue est naturel, où la recherche de l'efficacité est l'affaire de tous, où le syndicalisme loin de disparaître, garde son rôle de garde-fou.
Chers camarades, n'oublions pas que les exécutants dans l'entreprise, ouvriers,

Fondation Jean Jaurès

employés, représentent encore aujourd'hui la majorité des actifs, ce sont nos électeurs, ils sont citoyens, ils sont assurés sociaux, ils sont acteurs éventuels de la vie sociale. Donnons leur aussi la perspective d'être des acteurs dans leur fonction de travailleur.
Changer le travail, belle perspective, vaste chantier. Sachons le valoriser dans notre texte. Je souhaite que la Commission des résolutions en tienne compte car là-dessus, je suis persuadé que nous serons écoutés, et peut-être entendus.
Merci notamment pour ceux qui sont restés.
(Applaudissements)

Le président - Merci Michel d'avoir été le dernier orateur de cette journée.
Je voudrais plus particulièrement remercier les camarades qui sont restés jusqu'au bout dans cette salle pour écouter tous les orateurs.
(Vifs applaudissements)
Je vous rappelle que juste après nos travaux la fédération de Gironde vous invite à un dîner dansant sur le bord du lac. Comme la météo s'améliore cela va être tout à fait sympathique.
Je voudrais rappeler aux membres de la Commission des résolutions qu'ils se réuniront à 20 heures dans le salon d'honneur.
Je vous donne rendez-vous à toutes et à tous demain matin à 9 heures.

Parti Socialiste
Congrès extraordinaire de Bordeaux
10, 11 et 12 juillet 1992

Séance du dimanche 12 juillet 1992

La séance est ouverte sous la présidence de Gérard Lindeperg.

Le président (Gérard Lindeperg)
Chers camarades, je déclare cette dernière séance de notre Congrès ouverte.
Le premier orateur inscrit, Michel Raffet a la parole pour cinq minutes. Que Jean Crusol se prépare pour cinq minutes également.

Michel Raffet
Mes chers camarades, bonjour.
Ouvrir une séance du Congrès est un redoutable honneur à une heure matinale, mais on sait bien au secteur entreprise, par exemple, que l'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt.
(Applaudissements)
Le Bureau national de la Commission entreprise s'est réuni à Bordeaux le 11 juillet 1992, et attire l'attention du Congrès sur la gravité de la situation de l'emploi en France et, par voie de conséquence, sur le risque de dégradation du climat social. Il ne suffit plus d'avoir une monnaie forte, une croissance positive,

Fondation Jean-Jaurès

si cela doit conduire à marginaliser plusieurs millions de nos concitoyens dont le seul espoir serait l'ASSEDIC ou le RMI.
Non. Il ne peut être question pour nous d'envisager une société à deux vitesses, celle des privilégiés et celle des laissés pour compte. Récemment, quatorze chefs d'entreprise ont, dans une déclaration commune au "Nouvel Observateur", exprimé leur inquiétude face à la montée du chômage dans notre société. C'est bien, mais ce serait insuffisant si ces intentions n'étaient pas suivies d'actions significatives. Cette inquiétude, nous l'avons exprimée depuis longtemps et plus particulièrement à la Conférence nationale entreprise de Roanne en février 1991. Sans sombrer dans la démagogie, nous devons dire haut et fort que la compétitivité n'est pas une fin en soi, mais un moyen et qu'il faut arrêter d'en faire le seul horizon de notre discours politique. Placer la production au cœur de notre projet, nous en sommes partisans et nous l'avons dit avec force à Roanne, mais pas pour faire n'importe quoi et sûrement pas au risque d'une récession sociale généralisée.
Oui, nous nous sentons proches des travailleurs de ce pays, de notre pays, car ils représentent les forces de progrès sans lesquelles rien n'est possible. C'est pourquoi nous devons clarifier ce que représentent aujourd'hui pour le Parti Socialiste l'entité entreprise et notamment la répartition des richesses, produit qui ne peut être soumis à la seule loi de la compétitivité et du profit. Avoir une politique industrielle pour la France, pour l'Europe, c'est se donner les moyens de lutter contre les tensions économiques et c'est aussi permettre une politique sociale ambitieuse.
L'entreprise est partie prenante de la société. La demande globale qui lie développement industriel, aménagement du territoire, protection de l'environnement, est pour les années à venir la priorité dans laquelle nous devons mettre toutes nos énergies. Notre programme doit exprimer clairement cette volonté.
L'autre aspect concerne le progrès social. Qu'il s'agisse des rémunérations, des carrières, de l'aménagement et de la réduction du temps de travail, du partage du travail, en un mot du changement du travail, nous devons nous engager rapidement vers le développement d'une politique active de négociation et de contrat, liant à la fois l'aspect salarial et l'emploi. Le social et l'économique doivent marcher d'un même pas. Notre Parti doit poursuivre un dialogue permanent avec les organisations syndicales et professionnelles et formuler des propositions au gouvernement et au groupe parlementaire pour que soit réalisé le dossier de la réduction et de l'aménagement du temps de travail. L'Etat en la matière doit donner l'exemple dans les entreprises du secteur public et nationalisé. La transformation de la société, la réduction des inégalités, ne pourront s'opérer sans l'appui de forces de progrès exprimant la volonté et les intérêts du monde du travail qui en définitive sont aussi ceux de la collectivité nationale.
Les mutations et évolutions technologiques nous imposent un formidable effort dans le domaine de la formation initiale et continue. Cet effort de formation doit être d'abord celui de l'entreprise afin de préparer ses propres salariés aux

changements inévitables de métier. Savoir maîtriser les conséquences des évolutions technologiques c'est une des conditions de la gestion prévisionnelle de l'emploi. Réfléchir à la production, c'est réfléchir au mode de développement de notre société, mais c'est aussi traiter politiquement la question écologique. La protection de l'environnement, le développement des services dans le domaine social, une urbanisation plus humaine de nos villes, constituent les grands projets représentant d'importants potentiels de création d'emplois.

Le président - Veux-tu conclure ?

Michel Raffet - J'y suis arrivé.
Ces quelques propositions qui sont le fruit de la réflexion de nos camarades du secteur entreprise sont une contribution à vos travaux. Nous souhaitons qu'elles deviennent des points de repère, c'est pourquoi nous avons soumis au Comité directeur et dans les fédérations une série d'amendements visant à enrichir et compléter notre programme.
Mes camarades, nous avons su depuis dix ans réconcilier les Français avec l'entreprise. Aujourd'hui, nous devons reconquérir la confiance du monde du travail car c'est là qu'est le cœur de notre projet et c'est là-dessus que surgira la dynamique de notre succès.
(Applaudissements)

le président - Merci d'avoir respecté scrupuleusement ton temps de parole. La parole est à Jean Crusol.

Jean Crusol

Mes chers camarades, mes premiers mots seront pour apporter ici le témoignage d'amitié et de solidarité de notre fédération, la fédération de la Martinique, à un homme dont l'image est et demeurera celle de la droiture, de la franchise, et de l'intégrité. Un homme, dont le nom symbolise Outremer les premières avancées du Socialisme, la décentralisation, la démocratisation des médias, les premiers efforts pour desserrer les carcans imposés à nos sociétés par les féodalités économiques locales. Un camarade, qui a su gagner le cœur des militants Socialistes des Antilles, de la Guyane, de la Réunion, et de l'ensemble de l'Outremer, Henri Emmanuelli… (applaudissements)... qui fut le premier ministre Socialiste des Départements et territoires d'Outremer de 1981 à 1984. Je veux lui dire, au nom de nous tous, qu'il a notre soutien total et notre profonde affection, face à l'attaque absurde et dérisoire dont il est l'objet, dont le Parti tout entier est l'objet de la part de ceux qui, galvaudant la justice, ont décidé de médiatiser une hypothétique procédure judiciaire, afin de réaliser une misérable manœuvre politicienne.
(Applaudissements)
Je tiens à saluer fraternellement à cette tribune toutes les fédérations de notre Parti.
J'adresse aussi un salut très chaleureux aux délégations étrangères présentes à ce

Fondation Jean Jaurès

Congrès, et par delà celles-ci les peuples qu'elles représentent. Qu'il me soit permis à cet égard de singulariser nos voisins de la Caraïbe, d'Amérique Latine et d'Afrique, et tout particulièrement le peuple haïtien, représenté ici par le POPRA qui, depuis des années, dans des conditions extrêmement difficiles, mène avec d'autres le dur combat de la démocratie et du progrès social en Haïti.
(Applaudissements)
Mes camarades, nous sommes ici depuis trois jours pour arrêter ensemble les mesures qui nous permettront de re-dynamiser le Parti et de reconquérir l'opinion. Nous avons adopté les modifications statutaires qui créeront davantage de démocratie interne, un lien plus étroit entre les militants et la Direction. Nous adopterons un programme et une stratégie qui clarifieront nos idées sur la démocratie, l'Etat, l'économie, l'avenir du monde. Mais croyons-nous vraiment, mes chers camarades, que cela suffira pour re-mobiliser le Parti et reconquérir l'opinion ? Je n'en suis pas sûr.
Je n'en suis pas sûr, chers camarades, et je voudrais, sur ce point, vous dire mon sentiment. D'abord, sur les relations internes au Parti : je viens de loin et je fréquente depuis un certain nombre d'années les réunions, les colloques et les Congrès du Parti Socialiste. Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est que le Parti manque de chaleur, le Parti est froid, le Parti est froid, parce que le désir de se rencontrer, de discuter et de changer spontanément, en dehors de tout grand débat intellectuel, ne m'y paraît pas présent. Le Parti est froid, car les militants ressentent les dirigeants comme lointains. Le Parti est froid, car il y a ceux qui peuvent disposer d'une salle bien remplie pour s'exprimer et puis il y a ceux qui ne peuvent parler que lorsque les salles sont presque vides.
(Applaudissements)
Nous aurons beau imaginer les réformes statutaires les plus ingénieuses, élaborer les programmes les plus généreux, concevoir la stratégie la plus judicieuse, nous ne re-mobiliserons pas le Parti si nous ne réussissons pas à lui ré-insuffler vie et chaleur. Si nous voulons reconquérir l'opinion, il nous faut d'abord savoir reconquérir le Parti… (applaudissements)… et pour cela y réinstaller la camaraderie, la convivialité, la chaleur qui sont les fondements de toute solidarité vraie et réelle.
(Applaudissements)
Je voudrais, en deuxième lieu, dire quelques mots sur le programme. Nous écrivons, chers camarades, de beaux programmes, de la belle littérature sur l'économie, sur l'Etat, sur la démocratie, mais nous rendons nous compte que beaucoup de nos militants ne lisent pas cette littérature, que la majorité des citoyens n'y trouve aucun intérêt, d'abord parce que le langage utilisé est trop souvent excessivement sophistiqué ou technocratique, que les textes sont trop volumineux, ensuite parce que nos propositions ne concernent que de loin les problèmes réels qu'ils rencontrent dans leur vie de tous les jours, parce que ces propositions ne sont pas suffisamment en rapport avec leur situation spécifique dans le quartier, dans la ville, dans la commune rurale, dans les départements et les régions. Enfin, parce que lorsque ces propositions vont dans le bon sens, elles ne vont pas jusqu'au bout et ne sont pas suivi d'effet.

A ce sujet, je voudrais soulever ici une question qui nous tient à cœur, nous dans les départements d'Outremer, c'est la question de l'intégration à l'Europe. Chacun en conviendra aisément, notre situation dans la Communauté européenne suppose un traitement tout à fait particulier ; nous reconnaissons très volontiers que des efforts appréciables ont été faits dans ce sens à travers le Poseidum, à travers la réforme de l'octroi de mer, à travers la déclaration sur les régions ultra périphériques annexée au traité de Maastricht. Le Président de la République, le gouvernement, les autorités de Bruxelles, ont fait prendre en compte certaines de nos spécificités. Nous savons aussi que le nouvel ordre mondial qui se construit en un grand bloc de plusieurs centaines de millions d'habitants laisse peu de chances aux micro sociétés, aux micro Etats, aux micro régions. Pour ces raisons, nous dirons oui à l'intégration à l'Europe, oui au traité de Maastricht. Mais au moment où nombreux sont ceux qui en Europe craignent la confiscation du pouvoir par des technocrates et des bureaucrates supra-nationaux, pouvons nous, nous, dans les départements d'Outremer, accepter d'être intégrés à l'ensemble européen sans être représentés dans les instances européennes ?
Notre position là-dessus est claire et nous tenons à la répéter avec force : nous dirons oui au traité de l'Union Européenne, mais nous voulons avoir l'assurance que nos départements pourront faire entendre leur voix dans les instances communautaires au Parlement européen, au Comité économique et social européen, au Comité des régions d'Europe. Nous avons fait d'ailleurs inscrire dans le texte du Comité directeur le principe de la réforme du scrutin des européennes sur la base de circonscriptions régionales.
Mes chers camarades, la re-mobilisation du Parti est possible, la reconquête de l'opinion aussi, nous en sommes certains et nous l'avons commencée à la Martinique avec la nouvelle génération Socialiste. Mais cela suppose de notre part au-delà des réformes statutaires et de l'élaboration de programmes, des efforts sérieux pour changer nos propres comportements à l'intérieur du parti pour nous retrouver nous-mêmes, pour réinstaller la convivialité, la chaleur, à l'extérieur retrouver le citoyen, l'écouter, et, dans un dialogue renouvelé, rechercher avec lui, avec tous, le chemin du succès.
Mes chers camarades, re-mobilisons-nous, nous sommes certains que la route du succès est devant nous et nous est accessible.
Merci.

Le président - Merci. Nous avons des horaires très stricts pour cette matinée qui devrait se terminer pour 12 h 30 et je demande à chaque orateur d'être respectueux des horaires, dans le temps de travail imparti.
La parole est à Jean-François Merle pour 8 minutes.

Jean-François Merle

Chers camarades, il y a dans notre vie publique des mots qui sont frappés d'un étrange destin. Tantôt on leur fait dire le contraire de ce qu'ils veulent dire, tantôt on les charge de sens ou d'arrière-pensée qui l'emportent sur leur

signification véritable.
En quelque sorte le poids des mots et le choc des sous-entendus.
C'était avant hier le sort du mot "cohabitation", hier celui du mot "ouverture", c'est aujourd'hui le cas du mot "recomposition".
Pour avoir écrit, il y a quelques semaines qu'une recomposition de la vie politique française était à la fois inévitable et indispensable, que n'ai-je été entendu ? Pour les uns, c'était trop tôt, pas avant le Congrès, pas avant les législatives. Pour d'autres, n'est-ce pas, cher Jean Poperen, c'était l'aveu, la confession, la preuve qu'ils attendaient : l'alliance centriste était à l'horizon
Aux premiers je veux répondre qu'il ne sera pas possible de reconquérir une partie de la confiance perdue si nous ne disons pas effectivement ce que nous faisons et ce qui va se passer. Je crois que les Français nous en veulent moins de ne pas avoir su répondre à tous les problèmes de la décennie que de ne pas avoir expliqué clairement en quoi et pourquoi nous avions changé. Combien de temps, chers camarades, avons-nous contribué à faire passer le tournant politique, économique et social, de 1983 pour une parenthèse qui, à l'évidence, ne se refermera jamais. Ne commettons pas à nouveau la même erreur. Ne disons pas qu'il n'y a pas de recomposition politique en perspective, alors que les Français pressentent, savent, comprennent qu'elle est à la fois inéluctable et nécessaire.
Aux autres, je veux dire qu'ils auraient tort de confondre recomposition et alliance au centre, ou alors cette confusion marquerait une conception des alliances qui n'arriverait pas à se sortir d'un mauvais décalque de l'union de la Gauche version 1972 rectifiée 1977. Car, chers camarades, depuis vingt ans, la vie politique a considérablement changé. Nous avons mesuré, et souvent à nos dépens, combien les Français ont modifié leurs comportements électoraux. Hier, on votait à gauche ou à droite en fonction d'appartenances sociales, culturelles, géographiques, religieuses, et les partis politiques avaient un rôle de guides de l'opinion et de structuration du vote de nos concitoyens, qu'ils ont perdu aujourd'hui. Nous l'avons vérifié au moment des dernières élections cantonales et régionales : ni les désistements, ni la discipline républicaine ne produisent les mêmes effets qu'hier. Ne devrions-nous pas en tenir compte au moment où nous réfléchissons sur nos alliances, sur leur contenu et sur la façon même de les passer et de les nouer ? Alors, ne les concevons plus comme nous le faisions il y a un quart de siècle.
Pourquoi la recomposition est-elle inévitable ? Parce qu'aujourd'hui des clivages nouveaux et différents traversent l'ensemble des partis politiques et ils s'imposent comme les nouveaux contours du paysage de demain. La recomposition est la seule façon de sortir de la décomposition dont ne profitent que les extrêmes et les démagogues.
Si la construction de l'Union Européenne est effectivement la grande affaire que l'on nous dit (et je crois qu'elle l'est et je crois qu'il faut le dire pour que le "oui" l'emporte le 20 septembre), alors croit-on vraiment que pourront gouverner ensemble pour mettre en œuvre l'acte unique au 1er janvier 1993 et pour appliquer le traité de Maastricht des gens qui n'auront pas voté de la même façon au référendum ?

Fondation Jean Jaurès

C’est vrai à droite, mais c’est vrai aussi à gauche, et puisque c’est ici le Congrès du Parti Socialiste, je voudrais dire à ceux qui, dans nos rangs (et ils l’ont dit hier encore), s’apprêtent à voter "non" ou à faire voter "non" qu’il y a là un cas de rupture majeure. Ce n’est pas un problème disciplinaire, même si l’on aurait pu rêver tant de fois (certains ont franchi la "ligne jaune" à plusieurs reprises) d’instaurer au Parti Socialiste une "carte à points" !
(Rires et applaudissements)
Il s’agit bien, en vérité, d’une fracture politique et même, je crois qu’il faut le dire, d’un problème de morale et il faudra bien le traiter comme tel.
L’Europe, l’Etat.
Sur la conception de l’Etat, son rôle de régulateur économique et social, son rôle de garant des solidarités, de protecteur du tissu social, dans toutes les formations politiques il y a des visions différentes, peut-être moins chez nous qu’ailleurs car notre projet de l’Arche a permis de remettre les pendules à l’heure. Mais regardez autour de nous. Chez les Communistes, chez les écologistes, et même à droite, l’échec du libéralisme et la faillite du Communisme ont provoqué des interrogations, fait naître des contradictions.
L’Europe, l’Etat, la solidarité.
Car aujourd’hui, un nouveau spectre hante l’Europe. Ce n’est plus celui du Communisme, c’est celui du chômage. Comment accepter sur le plan intellectuel, politique, moral, la coexistence d’une bonne santé de notre économie avec la persistance d’un accroissement du chômage ? Ce caractère intolérable, moralement scandaleux, doit conduire à des réexamens en profondeur, balayant les orthodoxies, les académismes, et chacun sait, s’il est lucide, que c’est vrai sur l’ensemble de l’échiquier politique.
Voilà, chers camarades, trois repères essentiels autour desquels, j’en ai la conviction, s’organisera dans les années qui viennent la recomposition de notre vie publique. Si nous persistons à le nier, à le cacher, à ne pas vouloir en débattre, cette recomposition, nous la subirons au lieu de l’assumer de façon conquérante. Et si nous la subissions, nous y perdrions et notre crédit et, sans doute, notre âme. Voilà pourquoi je crois que c’est en faisant valoir nos propositions, c’est en affirmant nos valeurs et c’est en organisant la confrontation avec ceux qui sont prêts avec nous à faire le chemin du progrès, de la solidarité, de la liberté, que nous devons traiter la question des alliances.
Un dernier mot.
Notre vie politique s’organise dans le cadre de règles communes. Ces règles communes s’appellent nos institutions. Nos institutions comprennent le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Mais n’oublions pas que les partis politiques (parce que, comme le dit la Constitution, ils concourent à l’expression du suffrage) ont aussi leur place et leur place entière dans nos institutions.
Le Garde des Sceaux mettait hier ou avant-hier en garde contre l’apparition d’un "gouvernement des juges". J’ai confiance dans le gouvernement de mon pays et je redoute moins l’apparition d’un "gouvernement des juges" que l’apparition d’un "Parti des juges" qui se croirait la possibilité de convoquer les hommes

politiques devant le tribunal de l'opinion ! Alors, s'il devait y avoir cette dérive pour nos institutions, ce serait un grand malheur pour la justice. Et s'il devait y avoir l'apparition d'un nouveau cléricalisme judiciaire, alors inévitablement se dresserait en face de lui un nouvel anticléricalisme judiciaire, car dans tous ces domaines l'intégrisme sera notre ennemi et nous devons avoir à cœur de nous rassembler contre lui, comme nous l'avons fait autour d'Henri Emmanuelli tout au long de ce Congrès.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Je demande aux délégués de rejoindre leur délégation, de s'asseoir et de ne pas poursuivre leurs conversations.
La parole est à Félix Proto, de la Guadeloupe, pour cinq minutes.

Félix Proto

Chers camarades, mes premiers mots seront pour adresser au Congrès national le message fraternel des militants de la fédération Socialiste de la Guadeloupe, représentée ici par une délégation d'une dizaine de camarades.
En outre, je m'associe pleinement au message adressé par Jean Crusol, il y a quelques minutes, à la tribune du Congrès, en direction d'Henri Emmanuelli. Puisse ce Congrès consolider l'espoir qu'a fait naître chez nos camarades le contrat-programme de législature positionnant résolument notre Parti à gauche, plus que jamais engagé dans la transformation sociale, prêt à se mobiliser pour se battre contre les conceptions de la Droite dans les domaines essentiels de la vie : éducation, morale, politique, prêt à se battre pour faire triompher les valeurs du Socialisme, rassemblé à gauche sur ces valeurs.
A ce titre, ce texte est venu éclairer indirectement la position politique du Parti qui, jusqu'ici, à la vérité, ne s'est pas exprimé officiellement sur ce qui s'est passé dans notre région lors des dernières régionales, à savoir que des camarades dissidents de notre Parti ont porté, par leur alliance, un dirigeant national du RPR, ancien ministre, à la Présidence de la région. C'est grave, en effet, lorsqu'on sait que la Gauche disposait de 26 sièges contre 20 seulement à la Droite.
Allant de l'avant, nous avons saisi l'opportunité du Congrès national pour nous projeter dans l'avenir et inscrire dans cette dynamique la réflexion que nous avons menée sur notre programme, notre stratégie et les priorités que nous voulons voir prises en comptes, partagées éventuellement, par l'ensemble des Socialistes.
Avec la volonté d'aller à l'essentiel, je voudrais simplement vous signaler nos principales préoccupations.
Rio a sensibilisé l'opinion sur le lien entre pauvreté, habitat insalubre, dégradation de l'environnement. La France, qui a été au centre des débats, doit donner chez elle l'exemple. A ce titre, la résorption de nos espaces d'habitat insalubre doit être une priorité régionale, de même que les grandes orientations définies par le gouvernement pour une politique de la Ville doivent être mises en œuvre sans délai dans notre région.

Conférence Jean Jaurès

La construction européenne est un pari pour l'avenir des douze, a fortiori pour une île mal développée et positionnée géographiquement dans la Caraïbe.
L'Europe en marche, celle qui s'accélère avec Maastricht, si elle comporte des perspectives, annonce par contre à l'évidence pour nous des inconvénients et ni nos hommes ni nos économies n'y sont suffisamment préparés. Elle suscite naturellement des inquiétudes que la déclaration relative aux régions ultra-périphériques de la Communauté, annexée au traité, ne suffit pas à faire disparaître. Bien sûr, on peut nous arguer que l'inquiétude n'est pas seulement spécifique à la périphérie, mais l'Europe porte fortement la marque de la monnaie et beaucoup reste à faire pour qu'elle soit effectivement l'Europe des Droits de l'homme, l'Europe des citoyens, l'Europe des solidarités.
Pour autant, nous avons conscience de ce que, pour l'avenir de la France, cette construction constitue un enjeu démocratique dans un monde déséquilibré par l'effondrement du Communisme.
Evidemment, aujourd'hui, le développement économique des pays impose l'appartenance à un bloc. Lorsque nous répondons "oui" à la construction européenne et "oui" à Maastricht, négocié par le Président de la République, François Mitterrand, il faut caractériser ce "oui". C'est le "oui" d'un réalisme, celui d'un Guadeloupéen, citoyen français, ressortissant de la Communauté Economique Européenne, prêt à se mobiliser pour faire en sorte que l'Europe sociale soit efficacement porteuse de mieux-être pour nos populations. C'est le "oui" d'une région française de la Caraïbe, certes consciente de n'avoir pas aujourd'hui d'autre alternative, mais qui ne renonce pas pour autant à être elle-même. Cela signifie que notre engagement dans la Communauté doit être mené de pair avec le développement de la faculté de coopérer avec notre environnement caribéen.
Des avancées ont été faites dans ce sens et notamment depuis la Conférence de Cayenne. Il reste à faire en sorte que la coopération, fondée sur les ressources humaines de notre région, devienne réalité. La création d'une Commission permanente du droit spécifique des régions d'Outremer, dans la France et dans l'Europe, serait une piste intéressante à explorer.
Beaucoup de nos camarades nous connaissent à travers la revendication institutionnelle qui a fortement marqué nos relations avec l'hexagone. Il faut à ce sujet qu'il n'y ait plus de quiproquo. La Guadeloupe, dans sa majorité, est partie prenante de l'avenir de la nation. Elle souhaite néanmoins que le partenariat soit redéfini et que l'approfondissement de la décentralisation mette fin à la situation d'écartèlement de nos régions entre l'Europe et la Caraïbe, et spécialement il faut une répartition claire des compétences entre les collectivités. En outre, il faut prendre en compte la situation particulière des îles du Nord, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, et garder à l'esprit constamment la nécessité de simplifier les institutions.
S'agissant de notre Parti et de sa re-dynamisation, il est important pour les militants que notre fédération soit confortée dans la démarche qu'elle conduit sur le terrain contre les conceptions de la Droite pour la transformation sociale, pour le triomphe des valeurs du Socialisme démocratique. Il faut résolument

Contribution Jean Jaurès

sortir de l'ambiguïté qui a permis qu'aux régionales s'installe aux commandes la Droite la plus "ringarde", dans le silence de nos instances nationales, qualifié par nos adversaires comme une approbation, et sur lequel nos militants s'interrogent.
A ce sujet, une clarification nous paraît souhaitable.
Puisse ce Congrès contribuer à bâtir un avenir meilleur pour l'Outremer.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Je remercie tous les orateurs qui ont jusqu'ici scrupuleusement respecté leur temps de parole et je demande aux dernier orateur inscrit, Gérard Fuchs, de faire de même pour dix minutes, comme je demande aux camarades de rejoindre les bancs de leur délégation.

Gérard Fuchs

Chers camarades, nous allons donc avoir le 20 septembre un référendum.
Cela n'a pas été pour moi une surprise. J'ai toujours pensé que François Mitterrand, si les conditions politiques en étaient réunies, organiserait un tel référendum. Pour d'autres, cela a été une bonne surprise, tous ceux qui considèrent que le traité d'Union Européenne est important et qu'il fallait consulter les citoyennes et les citoyens de notre pays. Mais pour d'autres, ayons en bien conscience, ce fut une mauvaise surprise. Ce fut une mauvaise surprise pour tous ceux qui avaient demandé le référendum et qui espéraient bien ne pas l'obtenir : je pense au Parti Communiste. Ce fut une mauvaise surprise pour tous ceux qui avaient demandé ce référendum et qui ne savaient pas quoi y répondre : je pense au RPR.
Aujourd'hui tous les partis ont pris position, sauf ceux-là.
Au Parti Communiste apparaît une forte minorité qui parle de renégociation du traité. Je pense pour ma part qu'une telle position est trop tardive et très dangereuse. Mais il est intéressant de souligner aujourd'hui qu'il existe des Communistes qui acceptent la finalité politique et monétaire de l'Union Européenne. Cela créera, je n'en doute pas, des convergences possibles pour l'avenir.
Au RPR, comment dire ? Normalement un parti suit son chef, c'est la situation habituelle. Nous avons souvenir de situations inverses où, vous connaissez la formule, "je suis le chef, donc je les suis". Mais aujourd'hui la situation de Jacques Chirac est, je crois, véritablement sans précédent : il n'a pas de conviction sur le fond et ses troupes s'en vont de tous les côtés !
Alors je crois que cette situation donne les meilleures chances au "oui". Mais en même temps l'exemple du Danemark nous montre bien qu'il nous faut être méfiants, d'autant qu'il existe une opinion pleine de facteurs de doutes, d'interrogations par rapport à l'avenir, même si ces doutes et ces interrogations n'ont rien à voir avec le traité d'Union Européenne. D'autant aussi que le camp des "non" n'hésite pas devant les mensonges les plus grossiers qu'il nous faudra

relever.
Il est évident qu'il n'est pas question que l'Europe réduise la durée du congé de maternité de 16 à 14 semaines. Il est scandaleux d'oser dire qu'elle entend réintroduire le travail des enfants ! Faire croire qu'elle pourrait conduire à un recul de la protection sociale est une contre-vérité, et laisser entendre que le traité ferait peser une menace sur la laïcité signifie ne pas avoir lu ce traité. Enfin, dire que l'insécurité pourrait croître du fait de la disparition des frontières intérieures est oublier tout ce qu'il est prévu de faire concernant le renforcement des contrôles aux frontières externes de la Communauté.
Chers camarades, je n'hésite pas à le dire, le camp du "non", c'est le camp de la peur. Nous devons rassurer ceux qui ont peur, mais nous devons faire honte à ceux qui utilisent la peur. Quant à nous, il nous faudra aller à l'essentiel, et l'essentiel, c'est, je crois, trois arguments.
Premier argument, la paix. Je viens de Yougoslavie : la situation là bas est plus tragique encore que ce qu'on voit dans les journaux. La haine entre les communautés dépasse l'imagination. L'objectif de créer des régions mono-ethniques rappelle les pires souvenirs. Je crois que nous devons avoir comme objectif prioritaire pour les temps qui viennent d'endiguer le nationalisme qui est pour nous le mal absolu.
(Applaudissements)
Or le traité de Maastricht nous donne justement un exemple, un exemple de disparition des frontières, un exemple de vie en commun des nations, dans le respect de leur identité. Comment ne pas souhaiter que ce traité soit mis en œuvre ? A l'inverse, comment ne pas réfléchir au cas où il ne serait pas ? Au risque que feraient courir en France le Front National, en Allemagne le Parti républicain, porteurs d'un regain de nationalisme dont rien n'indique qu'il puisse être à coup sûr contenu, en Europe Centrale et Orientale ? Quel ne serait pas le risque du rejet d'un traité, chers camarades, pour tous ceux, notamment les générations les plus anciennes, qui savent que le nationalisme est le mal absolu ?
Le "oui" au traité de Maastricht s'impose.
(Applaudissements)
Deuxième problème central, l'emploi. Je connais deux réponses, et deux réponses seulement, capables aujourd'hui de faire reculer le chômage : la première, c'est plus de croissance, la deuxième, c'est la réduction de la durée du travail. Vous savez aussi bien que moi que c'est seulement dans le cadre européen que l'on peut faire plus de croissance, nous l'avons vérifié en 1981-1982, que l'on peut poser sérieusement le problème d'une réduction de la durée du travail pour des raisons évidentes de compétition internationale. Mais je crois que notre meilleur argument, c'est encore l'argument du Socialisme. Chers camarades, je ne comprends pas comment on peut se dire de Gauche et appeler au non à Maastricht.
(Applaudissements)
Je ne comprends pas comment on peut se dire de Gauche et refuser Maastricht alors que c'est le premier traité européen qui inclut de véritables politiques

volontaristes, une politique sociale avec enfin la décision majoritaire, une politique économique qui permet plus de croissance, une politique d'industrie et de recherche pour supporter, résister, combattre les concurrences extérieures, une politique d'aménagement du territoire afin de garantir notre cohésion sociale. Tout cela serait possible avec Maastricht, tout cela, ce sont des politiques de Gauche.
(Applaudissements)
Je ne comprends pas comment on peut se dire de Gauche et faire le jeu des Etats-Unis en refusant la politique étrangère et de sécurité commune.
(Applaudissements)
Quel autre contrepoids, je vous le demande, que l'Union Européenne peut être établi aujourd'hui devant les Etats-Unis ? Et qui ne voit pas le risque d'une planète dominée par une superpuissance unique, que ce soit pour nos valeurs ou pour le développement du tiers-monde ?
(Applaudissements)
Enfin, enfin et surtout, je ne comprends pas comment on peut se dire de Gauche, prétendre vouloir encore changer la vie, et refuser d'instaurer un niveau de décision politique là où le forces économiques sont déjà organisées. C'est absurde !
(Applaudissements)

Le président - Je te demande de conclure.

Gérard Fuchs - Ce sont mes deux dernières phrases.
Je ne comprends pas, donc, comment on peut prétendre défendre aujourd'hui le non de Gauche, qu'on soit écologiste, Communiste, Jean-Pierre Chevènement, je leur demande à tous dans les quelques semaines qui nous restent de réfléchir encore, et j'appelle tous ceux qui se reconnaissent encore, malgré nos difficultés, et elles sont nombreuses, dans le Socialisme démocratique, tous ceux surtout, où qu'ils soient, qui n'ont pas renoncé à changer la vie, je les appelle à voter "oui" au référendum le 20 septembre.
(Vifs applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Michel Charzat qui va rendre compte des travaux de la Commission des résolutions, je voudrais vous faire une brève communication à propos d'un conflit de dimension sociale et de dimension culturelle. Les artistes et les intermittents du spectacle sont actuellement en grève à l'occasion de la négociation avec le CNPF de leur régime d'assurance chômage. Il faut rappeler que 90% d'entre eux gagnent moins de deux fois le SMIC par mois, que la moitié d'entre eux ne touchent aucune indemnité par manque d'activité. Dans ces conditions, le Parti Socialiste rappelle qu'il n'y a rien de scandaleux à ce que la solidarité nationale équilibre un régime pour des professions dont les caractéristiques sont particulières.
En tous cas ils peuvent compter sur le soutien des Socialistes - ils disposent, nous en sommes sûrs, d'un véritable appui auprès des ministres de la Culture et

du Travail et de l’Emploi - pour que compte tenu des nécessaires réformes, la spécificité de leur régime et la solidarité nationale leur restent acquis.
(Applaudissements)
Je donne la parole à Michel Charzat pour quinze minutes. Avant que Michel Charzat ne prenne la parole, je vous demande de rejoindre vos places et je demande au service d’ordre de faire converger les derniers camarades qui stationnent à l’extérieur. Merci !

Michel Charzat

Mes chers camarades, c’est avec plaisir que je rapporte devant vous le résultat des travaux de la Commission des résolutions consacrés à l’examen des très nombreux amendements proposés par les fédérations.
Nous avons travaillé dans une très bonne atmosphère, studieuse et amicale, résolue et fraternelle. Bref, nous nous sommes efforcés de faire aussi bien que vous, à l’image de notre Congrès.
Mes chers camarades, voici le contenu des amendements qui ont été retenus par la Commission des résolutions. Je vous propose d’en suivre avec le moi le cheminement dans notre texte.
Cinq engagements pour une nouvelle étape.
D’abord l’emploi. Aménager le travail, favoriser la promotion. C’est l’engagement le plus important, l’engagement qui a été le plus sensiblement renforcé. Dans la perspective d’une meilleure répartition du travail, nous faisons en effet de la société de pleine activité notre nouvelle frontière économique et sociale, et de la société de promotion continue le nouvel horizon de la justice sociale. Aussi, trois mesures supplémentaires sont désormais proposées dans le Point 1.
Dans le Point 1, "de nouveaux comportements à l’égard de l’emploi", nous ajoutons un point supplémentaire : "instaurer une véritable gestion prévisionnelle des effectifs". Il s’agit de convaincre, et s’il le faut de contraindre les entreprises à ne plus considérer le licenciement comme une variable parmi d’autres de gestion à court terme.
Deuxième point ajouté, il est intitulé de la manière suivante : "moduler les cotisations sociales patronales de façon à favoriser les entreprises qui favorisent l’emploi."
Troisième mesure supplémentaire, "exploiter les gisements potentiels d’emploi dans les secteurs les moins exposés où la recherche de toujours plus de productivité n’est pas la clé de la compétitivité". J’ajoute que nous avons complété le paragraphe concernant les aides à la création d’activités nouvelles en indiquant : "pour maintenir, développer et valoriser certains services publics, notamment en milieu rural, et les activités non-marchandes ayant une utilité sociale et d’intérêt général".
J’en viens maintenant au Point 2.
Le Point 2 est désormais intitulé non pas "aménager le travail", mais "mieux répartir le travail". Une formulation nouvelle se substitue au deuxième amendement, c’est un amendement de la Commission des résolutions très

important dont je vous donne lecture.
"C'est pourquoi la perspective d'une réduction significative du temps de travail est aujourd'hui envisagée dans de nombreux pays européens, écartant l'idée d'une réduction uniforme, et un concept du temps de travail. Le gouvernement, lors de la prochaine législature, ouvrira une négociation par branche, afin d'envisager les modalités de cette réduction." Un échéancier sera établi pour l'aboutissement de négociations au terme desquelles seront éventuellement prises les mesures réglementaires ou législatives appropriées.
(Applaudissements)
Dans les mesures concernant la réduction de la durée du temps de travail, un nouveau paragraphe est ainsi libellé - je cite - "le travail de nuit, nuisible à la santé et à la vie sociale des femmes et des hommes, ne doit pas être banalisé".
(Applaudissements)
J'en viens maintenant au deuxième engagement : "les libertés, nouvelle génération de droit, plus d'autonomie pour les personnes".
C'est un amendement présenté par la Commission "femmes" et la fédération de Paris du Parti Socialiste. Se substitue, au paragraphe concernant le remboursement de l'IVG, un autre paragraphe ainsi libellé : "améliorer l'information sur la contraception, assurer le remboursement des produits contraceptifs performants, et maintenir le remboursement de l'IVG".
(Applaudissements)
En ce qui concerne toujours le point 5, "aller plus loin dans la démocratie d'entreprises", à la demande du secteur entreprises, et de nombreuses fédérations, celui-ci est intitulé : "aller plus loin dans la démocratie de l'entreprise et de l'administration".
Nous avons complété le texte de la manière suivante : "en renforçant la présence syndicale dans les entreprises de moins de 50 salariés, par la négociation éventuellement par un dispositif législatif approprié, en développant les conditions de consultation des salariés"... paragraphe inchangé... avec cet ajout :
"dans l'administration, en élaborant des projets de service, avec la participation active des syndicats dans chaque ministère, établissement-Direction"... le reste inchangé avec une proposition supplémentaire ainsi libellée : "en revalorisation les moyens de l'Inspection du Travail".
Sixième point : le droit au développement équilibré du territoire.
Un paragraphe supplémentaire est inséré. Je cite : "soutenir les politiques de développement local et encourager les partenariats sur des projets locaux de développement à l'échelle du territoire et des pays". (fédération du Vaucluse).
Toujours sur le point 6, fédération du Val d'Oise, nous avons une rédaction renforcée concernant la maîtrise du foncier. Nous disons désormais : pour assurer une meilleure maîtrise du foncier, il faut inciter une politique ambitieuse d'acquisitions foncières avec, comme outil, un droit de préemption confirmé.
Rédaction nouvelle : ".. un système de péréquation financière prélevant une redevance sur les terrains nus ou sous-occupés en zone urbaine, pour alléger le coût foncier des constructions aux logements sociaux et conventionnés".
Enfin, toujours dans le point 6, nous mentionnons, dans un paragraphe nouveau,

Fondation Jean-Jaurès

la nécessité d'un développement harmonieux et solidaire dans les départements et territoires d'Outremer.
J'en viens au troisième engagement concernant la sécurité.
Point 9, en ce qui concerne les retraites : à la demande de la Commission des affaires sociales et de notre ami Jean-Claude Boulard, nous mentionnons que la répartition du revenu entre inactifs et actifs, devrait, en fonction des possibilités de la croissance, faire sa place à une revalorisation spécifique des pensions de reversion.
(Applaudissements)
Point 10, une sécurité au quotidien.
Le paragraphe concernant la coopération européenne, pour la maîtrise des flux, a été mis à une place plus pertinente dans le point 14.
J'en viens maintenant au quatrième engagement concernant la solidarité.
Nous développons des mesures en faveur de la priorité au logement locatif aidé contribuant ainsi à la diversification sociale de l'habitat et à l'accroissement du nombre de logements sociaux construits chaque année. C'est le point 12.
Nous proposons une politique d'aide à l'intéressement des locataires, à l'entretien, voire à l'amélioration du logement, de l'immeuble et du quartier, tant sur le plan du bâti, que sur le plan de la vie sociale. Proposition de la fédération du Doubs.
Point 13 consacré au devoir d'insertion.
Nous introduisons l'idée du soutien des initiatives culturelles des jeunes en partenariat avec la collectivité, avec les collectivités locales.
Point 14 : à la demande de la fédération des Landes, nous intitulons le paragraphe intitulé "respect de la liberté des cultes", en respect de la laïcité et de la liberté des cultes".
(Applaudissements)
Nous mentionnons, nous rappelons, chers camarades, ce qui est une évidence, ce qui doit être une évidence pour nous, chaque jour plus forte, que la laïcité est l'un des principes fondamentaux de notre République, comme de toute démocratie, face à la remontée des intégrismes politiques et religieux.
Elle sera défendue avec vigilance, dans tous ces domaines d'application.
(Applaudissements)
Enfin, toujours dans ce paragraphe, nous précisons que de même qu'il existe des institutions représentatives du catholicisme, du protestantisme, et du judaïsme, sera encouragée l'émergence d'institutions plus représentatives de l'Islam, en France.
(Applaudissements)
Voilà, chers camarades, pour les engagements. J'en viens maintenant aux amendements concernant les 5 repères... Deux amendements essentiels ont été retenus.
Je passe bien sûr sur toute une série d'améliorations stylistiques et d'ajouts utiles pour aller à l'essentiel.
En ce qui concerne l'Education, la demande du Secrétariat national, animé par Sylvie François, fait que nous indiquons à la fin du deuxième paragraphe, page

Collection Jean Jaurès

22, l'idée de la construction d'une nation éducative, que cette idée suppose l'engagement financier soutenu et programmé de l'Etat, des collectivités locales. Nous ajoutons : "les entreprises doivent être également encouragées. Elles doivent augmenter leur participation financière à la formation des jeunes."
Enfin, troisième paragraphe, consacré à la qualification des jeunes, nous indiquons que dans cet esprit, il faudra poursuivre en engageant des projets ambitieux à tous les niveaux, et nous précisions "dès deux ans, en offrant à chaque enfant, la possibilité d'être accueilli dans les locaux du service éducatif. Au collège, par une redéfinition de ces objectifs autour d'une organisation modulaire des enseignements. Chaque jeune doit aller à son rythme, vers un objectif commun : "une formation générale, et une technologie de base". "A l'université, par la mise en place d'une réforme concertée, alliant l'autonomie contractuelle, professionnalisation, souplesse des passerelles, maintien et développement d'une recherche de qualité".
Ensuite, dans la partie "étendre la citoyenneté" au quotidien, page 23, nous avons un amendement du secteur "entreprises" concernant les conditions de recours à la sous-traitance.
Enfin, un certain nombre d'amendements ont été retenus à la demande de Gérard Fuchs concernant le dernier repère. Le repère consacré au nouvel ordre international et, ultime précision concernant le troisième repère, l'économie mixte, nous précisons que les éventuelles cessions d'actifs, doivent exclusivement concerner les entreprises industrielles et financières, et non pas le service du secteur public concurrentiel. Voilà, mes chers camarades, les principales propositions qui ont été retenues.
Voici ainsi résumé, le rapport adopté par la Commission des résolutions. Le texte du contrat "programme" a été adopté à l'unanimité de la Commission moins deux voix contre : celle de nos camarades de la Belle alliance, qui ont préféré demeurer sur leur texte, et celle de Socialisme et République.
Avec vous, chers camarades, je voudrais remercier les 55 000 militants qui se sont déplacés dans nos sections pour discuter, amender et proposer finalement de notre texte.
Il est désormais celui qui engage le Parti Socialiste, tout le Parti Socialiste et je voudrais à ce sujet faire une et une seule remarque : cette remarque, d'un mot, concerne la question de la légitimité. Autrement dit, celle de la démocratie.
A la veille de notre Congrès, j'ai lu que certains de nos camarades ont tiré prétexte d'une légère baisse des votants pour en déduire une perte de légitimité du texte. Outre que nous pouvons être fiers - la seule formation politique capable de réunir autant de militants pour élaborer son programme - une telle déduction, mes chers camarades, est contraire aux principes fondamentaux de la démocratie. Seul le vote, tout le vote, et rien que le vote, assure son caractère légitime au résultat.
(Applaudissements)
Ces mêmes camarades ont dit que Bordeaux aurait valeur de simple réunion et non de Congrès, non seulement je pense que sur le principe, cette seconde affirmation est une seconde contre-vérité, mais je pense aussi que cette réunion

restera, pour chacune et chacun d'entre nous, un très beau Congrès : celui de l'honneur, du courage, de la fraternité et de la confiance retrouvée des Socialistes.
Oui, chers camarades, ce Congrès a vraiment mérité son titre d'exceptionnel.
(Applaudissements)
Alors, avec vous, mes chers camarades, je voudrais me tourner vers l'avenir. D'abord le référendum sur l'Union Européenne. Le 12 avril, le Président de la République a, on ne peut mieux, résumé la question. "Le problème, a-t-il dit, c'est de savoir si la France s'engage dans une grande entreprise dont elle sortira plus forte, plus grande, ou au contraire, si elle s'isolera pour perdre son destin".
Mes chers camarades, si nous avons - et Fuchs l'a rappelé à l'instant - au moins deux raisons de dire "oui" au traité d'Union Européenne, la première, est notre souci de la France, notre confiance dans notre pays. La France n'est pas soluble dans Maastricht. Au contraire, nous trouvons dans l'Europe, un nouvel espace démocratique où s'épanouira notre identité, ou s'exprimera notre singularité, où se propagera notre universalité.
La deuxième raison, qui nous éperonne, c'est que nous sommes le Parti d'Epinay, et que notre action s'inscrit dans la continuité de ce qui a été fait depuis. Aucun Socialiste ne peut manquer le rendez-vous fixé par le Président au pays. Socialistes, nous dirons "oui" à l'Europe. Socialistes, nous dirons "oui" à François Mitterrand.
(Applaudissements)

Le président - Je te demande de conclure...

Michel Charzat - Ensuite, les élections législatives.
Notre tâche est simple, mes chers camarades. Nous devons populariser les propositions du contrat programme, faire vivre sa méthode, en France, gagner face à la Droite.
Populariser notre programme : nous devrons, pour être entendus, tenir un langage clair. Le moment est venu de donner aux Français, les moyens d'aménager autrement le travail, la vie et le temps. Une nouvelle génération de droit est à mettre en œuvre. L'épanouissement de la personne humaine, et son anticipation, passe par la pleine reconnaissance de son autonomie et par celle de nouvelles libertés. Le moment est venu de proposer une nouvelle organisation de notre vie collective. L'organisation des pouvoirs, des savoirs, des productions, des corps intermédiaires, passe par le partenariat des acteurs, et la complémentarité des espaces. Enfin le moment est venu d'intégrer à notre décision, notre devoir à l'égard des générations futures.
L'écologie est désormais une dimension essentielle de notre programme. Nous devons, selon la belle expression d'Edgar Morin, devenir les co-pilotes de la biosphère. Faire vivre la méthode du contrat, mes chers camarades, à cet égard, nous devons multiplier les rencontres partout où nous nous trouvons. Je peux, à titre personnel, vous garantir que le besoin de discuter avec nous, est très grand. Nous l'avons vérifié aux "Mardi du programme" !

Fondation Jean Jaurès

Faisons-nous entendre, faisons-nous comprendre.
Enfin et surtout, chers amis, il faut éviter le retour de la Droite au pouvoir en engageant, dès la rentrée, une phase de concertation, de négociation. Avec l'ensemble des forces de progrès, nous devons créer une dynamique politique pour déboucher sur une plate-forme élaborée en commun.
Chers camarades, c'est en montrant notre capacité à comprendre le monde qui nous entoure et en faisant des propositions sérieuses et crédibles, que nous rencontrerons à nouveau l'espérance et la confiance de notre peuple. J'ai le sentiment, la conviction que Bordeaux incarne une promesse : celle d'un nouveau commencement pour la Gauche, celle d'un nouveau projet pour la France.
Ayons confiance et nous vaincrons.
(Applaudissements)

Le président - Je vous demande de bien vouloir regagner vos places, et d'écouter en silence le prochain orateur, Julien Dray, pour quinze minutes.

Julien Dray

Camarades, avant d'en arriver à l'explication de vote de la Gauche Socialiste concernant la Commission des résolutions, je voudrais faire une remarque préalable. Adhérer au Parti Socialiste, c'est faire le choix de rejoindre une communauté d'hommes et de femmes qui ont payé chèrement le droit d'exister et de défendre leurs idées dans ce pays. Quand, au travers d'un homme irréprochable, inattaquable, c'est cet idéal, c'est ce choix, c'est cet engagement qui est en cause, nous disons : "bas les pattes", la justice oui, mais pas l'inquisition. Notre solidarité sera donc totale... (applaudissements)... sans faille avec Henri, et nous souhaitons que par-delà les différences, que par-delà les oppositions qui sont légitimes, à l'intérieur du Parti Socialiste, par-delà donc toutes nos sensibilités nous soyons capables dans la défense d'Henri, dans la défense de notre Parti, de nous retrouver tous solidaires.
(Applaudissements)
La Commission des résolutions, pour une fois, a lu Proust, elle s'est couchée tôt !
(Applaudissements)
Il y aura tout à l'heure un vote, et il y aura donc deux textes contradictoires. Si nous avons cherché dans ce Congrès, dans toutes les assemblées générales de sections et de fédérations à défendre un texte alternatif à celui présenté par le Comité directeur, c'est que nous avions, au soir des élections de mars 1992, une conviction, et c'est bien là d'ailleurs un paradoxe, par-delà le mauvais score électoral du Parti Socialiste, le vrai message de ce pays c'est qu'il ne veut pas, qu'il refuse le retour du libéralisme. Et notre conviction c'est que tout est encore possible dans ce pays pour le Parti Socialiste !
(Applaudissements)
Il nous faut pour cela lever un doute, celui qui installé aussi dans la tête de certains d'entre nous nous amènerait à fixer d'autres échéances que celles que

Fondation Jean-Jaurès

fixe le calendrier électoral, c'est-à-dire les élections législatives de mars 1993.
Nous ne fixons pas d'autres rendez-vous, qu'ils soient Congrès, ou élections présidentielles, parce que nous ne faisons pas de la politique par esthétisme, ou par bonne conscience, parce que nous pensons qu'être Socialiste c'est défendre ceux qui souffrent, et ceux qui luttent dans ce pays, pour améliorer leurs conditions. Nous savons que nous serons capables, nous Socialistes, de nous relever d'une défaite électorale. Mais que ceux qui paieront le prix de cette défaite, ce sont ceux qui souffrent dans ce pays, qui le paieront au travers de leur salaire, de leur condition de travail, de leur condition de vie, et pour cela nous ne pouvons pas nous résoudre, nous, à la défaite électorale de mars 1993.
(Applaudissements)
Nous disons, et j'espère que le Premier secrétaire le fera tout à l'heure : il y a un espoir, et les Socialistes sont encore capables de le représenter, pour cela il faut que les choix qui seront faits dans ce pays, soient clairs et décidés.
Nous avons certainement des accords avec des aspects défendus par la motion majoritaire mais c'est ce que nous avons voulu faire dans ce débat, nous pensons que là où il y a encore hésitation, parfois renoncement, nous voulons opposer volonté, audace, détermination, nous avions une méthode et c'est autour de cette méthode que nous voulons que le Parti continue la discussion qu'il aura en son sein, et qu'il aura avec d'autres, dans le cadre de la préparation des élections.
Notre méthode repose sur 4 éléments.
Le premier élément c'est d'affirmer que pour nous Socialistes il n'y a pas un état naturel légitime, qui serait l'économie de marché, tel qu'elle s'organise aujourd'hui à l'échelle de la planète. Nous devons dire haut et fort que notre choix est alternatif, qu'il s'agit du choix d'une société du temps libéré, qui libère l'individu de la contrainte du travail salarié, en lui donnant la possibilité par l'autonomie retrouvée de s'épanouir pleinement.
(Applaudissements)
Ce choix de la société du temps libéré, nous proposons qu'il soit mesuré par un nouvel indice, cet indice ce n'est pas l'accumulation de valeurs marchandes, l'accumulation de biens de consommation, cet indice pour nous c'est l'indice du développement humain, qui permettra de mesurer par l'accumulation des réformes, par l'accumulation des transformations, le progrès vers cette société du temps libéré, cet indice du développement humain donnera un sens à la démarche de transformation progressiste par la réforme de la société. Cet indicateur de développement humain doit trouver un instrument, cet instrument c'est celui qui fait d'une certaine manière l'exception française, c'est celui de la puissance publique. Et c'est bien autour du débat de la puissance publique, de la force de son intervention, de l'efficacité de son action, que se situera le débat dans les années à venir entre libéraux et Socialistes. Cette puissance publique dans notre programme, il nous faut aujourd'hui réaffirmer son autorité, mais aussi réaffirmer son efficacité. Voilà pourquoi, dans le programme de législature à venir, nous avons mis en avant et nous pensons que c'est la question essentielle, la restauration de la confiance en la puissance publique, d'abord en lui donnant les moyens nécessaires à son efficacité, c'est-à-dire les moyens

financiers. Nous disons à l'aube de la nouvelle législature : la tâche première pour donner réalité à cette puissance publique c'est celle de la réforme fiscale, celle des ressources budgétaires qui ne privent pas l'Etat de ses moyens d'intervention.
(Applaudissements)
Non, nous ne pensons pas qu'un bon impôt est un vieil impôt ! Non, nous ne pensons pas que l'on peut corriger notre système fiscal à la marge. Nous pensons, au contraire, qu'il existe aujourd'hui un véritable gisement d'intervention pour l'Etat, au travers de la réforme fiscale, parce que notre fiscalité injuste, s'attaquant toujours aux mêmes couches, poussant à la fraude, à la déresponsabilisation, doit être aujourd'hui prioritairement réformée. De la même manière, à partir justement de ces ressources retrouvées, nous proposons que le rééquilibrage entre les différents budgets soit annoncé et mesuré.
Oui, il y a urgence à ce que nous mettions en phase nos actes avec nos volontés.
Mettre en phase nos actes, c'est dire que nous voulons aujourd'hui réduire les dépenses militaires pour favoriser les dépenses sociales.
(Applaudissements)
C'est dire aussi que nous voulons désormais que lorsque l'Etat consacre un franc à la solidarité, c'est bien un franc qui sera à l'arrivée dépensé et qui ne se perdra pas dans les méandres des administrations de notre pays.
(Applaudissements)
Restaurer la confiance en la puissance publique, c'est aussi la manière d'aborder la question européenne. Et là, nous disons à Jean-Pierre Chevènement qu'il y a erreur sur la méthode, car le débat n'est pas le débat sur le taux de déficit budgétaire, sur l'encadrement du crédit, sur l'autorité sur la Banque centrale, le débat à l'échelle de l'Europe c'est bien celui de la capacité à voir émerger une puissance publique, capable d'intervenir, d'agir, d'être conservatrice des grands équilibres et de permettre justement le progrès. Ce débat, nous pouvons, nous, parce que nous sommes de gauche, parce que nous savons justement qu'au travers de tous les combats que nous avons menés, que nous pouvons le faire progresser, ce débat il est possible à l'échelle de l'Europe. Il est possible et c'est là qu'il y a divergence essentielle avec Jean-Pierre Chevènement, parce que nous, nous avons une confiance inébranlable dans la force des hommes et des femmes qui se retrouvent rassemblés dans un combat commun autour de valeurs, aucun texte, aucune organisation, et l'histoire vient encore récemment de le montrer, ne peut contenir cette volonté lorsqu'elle est organisée et décidée.
Le débat donc, autour de Maastricht, ce n'est pas un reproche à l'économie libérale, c'est le débat pour organiser à l'échelle de toute l'Europe, le combat des Socialistes pour aller plus loin que Maastricht et faire naître évidemment une Europe sociale de progrès.
(Applaudissements)
Et c'est parce que nous sommes de gauche... et oui, c'est parce que nous sommes de gauche et parce que pour certains d'entre nous, nous avions justement au nom de cette adhésion refusé l'engagement dans la guerre du Golfe que nous voterons, et que nous devons défendre le vote "oui à Maastricht".

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Cette confiance restaurée dans la puissance publique, cette réforme nécessaire de l'Etat, de ses moyens d'action, doit se cristalliser dans un certain nombre de revendications simples et là nous avons une divergence avec le texte de la majorité lorsqu'on dit par exemple qu'il s'agit de réduire le temps de travail de manière significative.
Nous sommes, nous, pour que les choses soient quantifiées, visibles, que les contraintes soient fixées dans la marche à cette réduction massive du temps de travail. Nous disons, dans la législature qui vient, avant l'arrivée du 21ème siècle, ce qui doit être l'élément, c'est la réduction du temps de travail, c'est donc la semaine de 35 heures pour toutes les professions et à l'horizon de 1998. C'est cela que les Français et les Françaises doivent voir… (applaudissements)… de la même manière, nous disons : la réduction des inégalités ne doit pas rester un sentiment, elle doit se traduire et nous voulons que cela soit chiffré, que l'échelle qui mesure ces inégalités, au niveau des salaires, soit réduite et que nous arrivions à la contenir dans un espace de 1 à 3, ce qui est, d'après nous, aujourd'hui, un élément de progrès social
(Applaudissements)
Le choix de cette démarche de réforme, de restauration de la puissance publique, c'est aussi évidemment et là aussi nous voulons préciser, le choix d'une société mobilisée, face à ce qui à trop tendance à exister dans notre Parti, c'est-à-dire l'acceptation des grands équilibres, la théorie de la possibilité d'intervention réduite, de capacités de marges de manœuvre contraignantes. Nous disons, au contraire, partout où il y a mouvement, partout où les Socialistes donnent corps à ce mouvement, en l'inscrivant dans une démarche, il y a possibilité de réforme, et il y a possibilité de repousser les lois du marché, et les lois des forces contraignantes.
Evidemment, le choix d'une stratégie d'une société mobilisée faisait débouler le choix des alliances, nous ne rejetons pas la possibilité de voir d'autres forces, d'autres individus, au travers de déclarations sympathiques, rejoindre les rangs du combat Socialiste, mais nous disons d'abord, lorsqu'on veut, lorsqu'on doit, comme c'est notre choix, changer la société, il faut d'abord rassembler ceux qui ont un intérêt à ce que ce changement et c'est la force de ce rassemblement qui permettra à partir de là de détacher d'autres forces politiques de leur famille d'origine, c'est parce qu'il y aura donc dans ce pays une majorité de "Rouges, de Roses et de Verts" qu'à partir de là nous pourrons poser la possibilité d'autres ralliements. Cette majorité de "Roses, de Rouges et de Verts" c'est la majorité nécessaire qu'il nous faut construire, et là aussi nous voulons que les choses soient clarifiées dans les semaines à venir, dans la bataille des élections électorales de mars 1993.
Nous avons, et nous faisons une proposition, à travers cette volonté de retrouver des Socialistes, il est possible que dans chaque circonscription il y ait un seul candidat, défendant ces idées, que ce candidat s'appuie sur des assemblées générales de circonscription qui donnent à chaque citoyen la possibilité de peser, la possibilité de s'exprimer, que ces assemblées générales de circonscription

Fondation Jean Jaurès

recréent un lien dynamique entre les élus et la population, culminent dans des assises nationales annuelles qui puissent mesurer notre démarche de changement.
Voilà une volonté, une stratégie, parce qu'il y a encore trop d'hésitations, trop de doutes dans le texte de la majorité, c'est parce que nous ne voulions pas que le débat soit clos prématurément à l'intérieur du Parti, que nous avons décidé de soumettre notre texte contradictoirement au texte de majorité du Parti. Il y aura donc une majorité et une, minorité. Ce n'est ni un drame, ni une fatalité. Nous savons désormais vivre ensemble malgré nos différences et pour que les choses soient claires, précises, qu'on en arrête avec les rumeurs, les téléphones rouges, les confidences, si nous sommes membres du Parti Socialiste, si nous pouvons avoir comme chacun d'entre vous des états d'âme à un moment donné ou à un autre des doutes et des interrogations, ce qui nous importe, ce n'est pas le premier terme de notre adhésion, c'est le deuxième, tant que le Parti sera le Parti Socialiste, tant qu'il aura pour vocation, pour objectif, de rester fidèle à ses engagements, notre adhésion sera sans faille. Minoritaires nous le sommes, nous ne comptons pas le rester éternellement, mais nous en acceptons la discipline.
(Applaudissements)

Le président - Pour une explication de vote, la parole est à Michel Suchod, pour cinq minutes.

Michel Suchod

Mes chers camarades, dans les quelques instants qui me sont impartis, je souhaiterai vous donner le sentiment de Socialisme et République sur le texte issu des travaux de la Commission des résolutions, mais d'abord un mot du contexte. Un Congrès, cela doit tout de même servir aussi à répondre aux questions que se posent les congressistes.
Pour nous, depuis un mois, une question : viendrez-vous au Congrès ? Depuis deux jours, une autre question : restez-vous ?
Alors, je vais répondre à ces deux questions.
Viendrez-vous ? Je crois que la réponse est claire, nous sommes venus, car quoique nous ayons pensé des motivations et des raisons de ce Congrès, nous ne voulons laisser échapper aucune possibilité de débat, si minime soit-elle, avec l'ensemble de nos camarades Socialistes..
Restons-nous ? Cela dépend beaucoup de vous. Comme il y a dans le pays la tentation sécuritaire, il peut y avoir ici ou là dans le Parti, à l'échelon national ou dans les fédérations, la tentation disciplinaire. Pour notre part, nous ne pensons pas que l'on puisse régler par la discipline les questions de fond, mais nous verrons bien.
En tout cas, nous restons pleinement dans le droit fil de la légitimité Socialiste. Songez à tout ce que nous avons fait ensemble depuis une génération, que nous cheminons côte à côte. Songez au Parti d'Epinay, songez au choix de Metz, confirmant François Mitterrand et adoptant le projet Socialiste. Songez aux batailles si rudes de la première législature que nous avons menées au coude à

Fondation Jean Jaurès

coude, celle des nationalisations où la Droite était positivement déchaînée, celles de la réorientation budgétaire de nos priorités de l'époque : budget de la culture, budget de la recherche scientifique, budget de l'Education nationale, pour la première fois porté au premier rang du budget de l'Etat, libéralisation des juridictions d'exception, liberté pour l'audiovisuel.

Aujourd'hui encore, et malgré nos désaccords, de fond, notre solidarité s'exprime puissamment au moment essentiel. Bien sûr, quand l'un d'entre nous fait l'objet d'une procédure injuste abusivement détournée de son objet, mais aussi quand le gouvernement se trouve face à la Droite, pas une voix d'entre nous tous n'a manqué, aucune voix, à l'appel. Ai-je besoin d'expliciter ici l'importance que ce fait a revêtu dans le dernier débat de censure ? Pouvons-nous pour autant, et j'en viens maintenant au texte qui nous est soumis, suivre votre pensée dans tous ces errements ?

Non. En conscience, nous ne le pouvons pas car lorsque certains veulent tout chambouler dans la maison, vous le savez, c'est la tradition du mouvement Socialiste, une minorité se lève pour dire : il faut garder la vieille maison. Je ne vais naturellement pas ici commenter les cinq engagements, les cinq repères, mais qui ne voit dans le texte, qui ne voit dans ce Congrès de Bordeaux, l'aggiornamento que vous avez lancé voici maintenant un an et qui doit se concrétiser dans un programme de législature. Il s'agit de faire entrer dans les faits la philosophie du Congrès de l'Arche, la mythologie du nouvel horizon. Qu'est-ce que ce nouvel horizon ? C'est celui du mirage de la terre promise, sans cesse repoussée.

On nous décrivait le 1er janvier 1993 comme un nouvel avènement : marché unique, rien ne devait être comme avant. Nous entrions dans l'Europe, nos entreprises étaient-elles prêtes ? Etaient-elles devenues assez compétitives et avaient-elles assez licencié puisque c'était désormais la nouvelle question patronale ? Devant la déception prévisible, on déplace opportunément l'horizon 1er janvier 1993, 1er janvier 1999, et ne barguignons pas sur les imperfections du traité. Il n'a rien prévu au cas où l'un des douze ne ratifierait pas, alors que l'expérience du traité de Versailles en 1919 démontre que tout traité multilatéral doit prévoir des clauses dans ce sens. Tant pis, on ne sait pas avec qui se fera l'opération. Tant pis, quelle importance à ce stade, toilettons, et surtout fonçons, fut-ce dans le décor.

Ce nouvel horizon, c'est évidemment et beaucoup plus prosaïquement l'alliance avec le centre et une partie de la Droite. Cette politique d'alliance rampante est à l'œuvre sous le nom d'ouverture depuis les dernières présidentielles. Certains d'être nous, pressés d'aboutir, voudraient la voir définitivement mise en œuvre dès mars prochain. D'autres, on l'a vu hier, plus prudents, marquent leur préférence pour les prochaines présidentielles.

Eh bien, nous refusons cette alliance rampante, nous refusons que Maastricht soit l'occasion de voir en séance publique de l'Assemblée Nationale le gouvernement négocier des amendements au vu et au su de tous, avec les centristes ou avec l'UDF. Et lorsque nous voyons l'essentiel du groupe Socialiste se lever comme un seul homme pour applaudir cette nouvelle madone,

Antoine Pinay, nous nous frottons les yeux. Est-ce un rêve et si c'en est un, est-ce vraiment celui de Jaurès et de Léon Blum ?
(Applaudissements)
Je conclus d'un mot.
Pour nous, cette voie n'est pas la bonne. Pour nous, le pays a toujours besoin que la Gauche lui parle de ses aspirations profondes, que la Gauche montre la nouvelle voie à suivre, que nous devons inventer tous ensemble.
Epinay, il y a 21 ans, a certes épuisé sa force propulsive. Il faut aujourd'hui refonder une perspective politique de gauche.
C'est ce projet que nous souhaitons continuer de proposer inlassablement au pays et en toute priorité, à tous les camarades de notre Parti, le Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Mes chers camarades, le débat sur le programme est clos.
Nous allons donc procéder au vote en levant votre mandat.
Que ceux qui sont favorables au texte n°1 du Comité directeur, amendé par la Commission des résolutions lèvent le bras ?
Merci.
Pour le texte intitulé "La Belle Alliance".
Pouvez-vous compter ceux qui sont au fond...
5.
(Rires et applaudissements)
Attendez, ce n'est pas terminé... contre les deux textes ?
11.
Abstentions ?
...
5.
Le texte du Comité directeur est adopté.
(Vifs applaudissements)
Avant de laisser la présidence à Philippe Madrelle, président du Conseil général de Gironde,... je voudrais vous demander d'être attentif à un message qui nous est envoyé par Itzhak Rabin, Premier Ministre de l'Etat d'Israël.

Message d'Itzhak Rabin, Premier Ministre de l'Etat d'Israël

"Cher Premier secrétaire, chers amis, chers camarades, c'est avec une grande joie que j'ai reçu votre invitation à participer à votre Congrès et je vous remercie tout particulièrement pour l'occasion que vous avez voulu me donner, de prendre la parole devant vous, me permettant ainsi de vous exposer le programme politique du gouvernement Travailliste, qui sera formé la semaine prochaine.
A mon grand regret, votre Congrès se déroule alors même que nous menons les dernières étapes des négociations gouvernementales. Dans ces conditions, vous comprendrez que les membres de notre Parti, impliqués dans ces tractations ainsi que moi-même, nous ne puissions nous trouver à vos côtés en ce moment.
Notre Parti, a apprécié les années de coopération réciproque et nous espérons que les liens à venir ne feront que se renforcer. Le fait que nos deux pays soient

Fondation Jean-Jaurès

désormais dirigés par des mouvements travaillistes devrait encourager le processus.
Suite à la victoire de notre Parti, aux dernières élections, nous formerons dès la semaine prochaine, un gouvernement qui adoptera des priorités nationales nouvelles dans tous les secteurs et, en particulier, en ce qui concerne la paix et l'avenir socio-économique de l'Etat d'Israël".
Je vous demande d'être très attentif à ce qui suit :
"Dès sa formation, le gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour lancer rapidement un processus visant l'établissement de l'autonomie palestinienne.
(Vifs applaudissements)
Une autonomie d'une durée de 5 ans et qui constituera une première étape vers un accord permanent. En même temps, nous essaierons de faire progresser, de façon multilatérale, les négociations pour la paix, selon le texte de l'invitation de Madrid, et en collaboration internationale, comprenant l'Europe bien entendu, ce continent voisin si important pour notre région du point de vue économique et social. Parallèlement, nous interromprons l'installation des implantations politiques.
(Vifs applaudissements)
Les budgets qui se libéreront ainsi et la mobilisation de ressources financières venues de l'étranger nous permettront d'établir une infrastructure propice à la croissance économique et à la création de centaines de milliers d'emplois destinés aux nouveaux immigrants et à la population israélienne.
Ce double objectif que nous nous sommes fixé, que nous nous sommes imposé et qui favorisera un développement économique rapide devrait nous permettre de contribuer positivement à l'avenir d'Israël et du Moyen Orient sur la voie de la paix. Pour conclure, je voudrais à nouveau saluer les congressistes en mon nom et au nom des membres du Parti travailliste israélien et vous souhaiter pleine réussite pour atteindre les objectifs que vous vous êtes fixés."
Itzhak Rabin.
(Vifs applaudissements)
(Le président est maintenant Philippe Madrelle)

Le président (Philippe Madrelle)

Mes chers camarades, je vous demande de vous asseoir et je donne la parole à notre premier Secrétaire, Laurent Fabius.

Laurent Fabius

Chers camarades, les Congrès se suivent et ne se ressemblent pas. Il y a deux ans, à Rennes, à la fin de notre Congrès, des militants blessés, divisés, désappointés, rentraient chez eux plein s d'amertume.
Aujourd'hui, à Bordeaux, dans quelques dizaines de minutes, notre Congrès va s'achever, dans l'unité retrouvée du Parti Socialiste… (applaudissements)… et pour moi qui ai pris cette charge il y a un peu plus de cinq mois et pour qui c'est

Fondation Jean Jaurès

le premier Congrès de Premier secrétaire, c'est une satisfaction profonde que je ne veux pas garder pour moi, mais partager avec vous tous et avec tous les militants de France et d'ailleurs, avec tous les Socialistes et en particulier l'un d'entre nous qui est mon ami et mon prédécesseur, Pierre Mauroy.
(Applaudissements)
Nous avons retrouvé le plaisir d'être en semble et ce plaisir a été d'autant plus grand que nous avons pu bénéficier, même si la tribune était un peu lointaine des congressistes et les congressistes, un peu loin de la tribune… (applaudissements)… - nous ferons mieux la prochaine fois - d'une organisation remarquable.
Je veux remercier, comme c'est la tradition, d'abord le Premier secrétaire de la fédération de Gironde, Serge Lamaison… (applaudissements)… le président du Conseil général de Gironde, Philippe Madrelle… (applaudissements)… nos camarades permanents ou bénévoles qui se sont donné sans compter pour que ce Congrès soit une réussite… (applaudissements)… les responsables de notre Direction qui ont le plus immédiatement contribué à ce succès, Gérard Lindeperg, Daniel; Vaillant, Michel Charzat.
(Applaudissements)
Je veux remercier aussi, elle a fait son travail dans des conditions qui ne sont pas toujours faciles, la presse… (applaudissements)… remercier nos invités venus parfois de très loin et pour lesquels il faut que nous comprenions que le Socialisme n'est pas simplement, comme chez nous, en France, une force politique qui gouverne ou qui peut gouverner, mais souvent une conviction qui vaut à ceux qui la partagent dans ces pays, inquiétude, emprisonnement, tortures et parfois davantage, je veux dire mon salut fraternel à tous nos amis invités des partis frères.
(Applaudissements)
Je veux saluer aussi les mouvements associatifs, Partis, qui nous ont fait le plaisir d'être là pendant ces trois jours et avoir un mot tout particulier pour les membres du gouvernement qui ont assisté à nos travaux, pour ceux qui y ont participé, et en particulier pour celui que je vois, semaine après semaine, qui mène une tâche difficile et dont je mesure à la fois les soucis et les talent d'homme d'Etat, notre camarade Pierre Bérégovoy… (vifs applaudissements)… il sait qu'il peut compter sur notre soutien.
(Applaudissements)
Congrès à Bordeaux, parfois, m'a t-on dit, au Bordeaux, congrès par rapport auquel nous nous étions fixé quatre tâches.

- Favoriser la rénovation du Parti Socialiste.
- Préparer les échéances législatives en définissant une stratégie et un contrat de programme.
- Nous mettre en ordre de marche pour la campagne du "oui" au référendum.
- Rassembler le Parti Socialiste.

Avons nous atteint ces objectifs ?
Je crois que oui. C'est à chacun de vous et à l'opinion de juger.

Fondation Jean Jaurès

La rénovation du Parti Socialiste et d'abord l'état du Parti Socialiste : n'oublions pas trop vite, personne n'en serait tenté ici, les résultats des régionales et des cantonales. C'était il y a quatre mois. Cela suffit à circonscrire le champ des difficultés et des progrès à faire.
Du point de vue interne, chacun d'entre vous a observé la préparation dans sa fédération, de notre Congrès. Des faiblesses, assurément, des faiblesses qui ne datent pas d'aujourd'hui, mais qui nous préoccupent tous et cependant la nécessaire objectivité: 55 000 militants qui se sont déplacés pour voter personnellement après examen de nos textes. On dira que c'est peu, sans doute, même si je me demande quel parti en France pourrait faire de même et même si je me demande aussi avec vous quel eut été le chiffre si dans le passé nous avions inscrit, comme c'est le cas aujourd'hui, que seuls peuvent voter les présents. Mais n'embellissons pas la réalité. Des difficultés à intéresser dans nos sections, à nous tourner vers l'extérieur, à attirer en particulier des jeunes et le climat qui visiblement s'améliore, mais avec la contradiction qui est toujours la nôtre, l'affrontement passionne et par nature il désunit, l'unanimité ou l'unité rassure, mais elle a tendance à alanguir.
En tout cas, des faiblesses, il y en a, et nous en sommes tous conscients, mais des forces aussi que personne ne doit sous estimer.
Le Parti Socialiste, parti de gouvernement, parti de responsables, ce n'est pas tout à fait un hasard si le Premier Ministre d'Israël vient de nous adresser à nous le message dont il vous a été donné connaissance. Des idées, j'y reviendrai et même longuement, une tradition, des militants courageux, des élus, des cadres, des ministres de talent, tout cela et bien d'autres choses, c'est un acquis considérable, et malgré toutes les difficultés.
Certains disent pour nous consoler sans doute que notre faiblesse est l'antichambre du trépas, mais qu'il ne faut pas s'inquiéter, parce que c'est la même chose pour tous les partis politiques. Je ne suis pas sûr que cela soit de nature à nous rassurer. Selon cette thèse qui, d'ailleurs, n'a quasiment pas trouvé d'échos ici, ce serait tout de même un paradoxe, c'en serait fini des partis militants dans nos démocraties médiatiques, sceptiques, individualistes, marchandes, l'activité politique aurait vocation à devenir une industrie de service comme les autres, requérant essentiellement des professionnels de la gestion, du sondage, de la communication et de la vente.
On voit ce qu'il en est aux Etats-Unis d'Amérique avec l'exemple de M. Perot.
Cessons donc de nous inquiéter et édifions un parti sondage.
Je ne crois pas à cette analyse pour beaucoup de raisons et d'abord, parce que dans les années 60 on nous annonçait déjà la fin des idéologies et des partis, et puis, il y eut les années 1968, les années 70, et une nouvelle génération dont beaucoup d'entre nous font partie décida d'entrer passionnément en politique et dans le monde associatif, et dans le monde syndical.
Ce qu'il y a de certain, c'est que nous vivons une période de basses eaux idéologiques, mais je suis convaincu pour des raisons que je vais exposer, que l'intérêt pour l'activité politique connaîtra de nouvelles phases ascendantes.
D'ailleurs, nous le croyons chaque soir au journal de 20 heures, l'injustice,

Fondation Jean Jaurès

l’oppression, l’exploitation, la pollution, la guerre, relèvent partout la tête est il faudra toujours des hommes et des femmes pour les combattre, qui investissent leurs énergies, leur temps au service de leurs valeurs et de leurs semblables, sans espérer aucun dividende. Cela porte un nom, mes camarades, cela s’appelle les militants.
(Applaudissements)
Nous sommes entrés dans une période de hautes turbulences. Les contradictions, les conflits, aucun institut de sondage, aucune chaîne de télévision ne va les résoudre à la place du politique. C’est la mission des partis politiques d’aider à le faire et c’est cette mission là qui donne à la politique son sens et souvent sa grandeur.
D’autant plus que nous, nous sommes dépositaires d’une mémoire et de certaines valeurs qui nous ont été transmises par des générations de militants. Nous les avons fait fructifier, je crois, en conquérant, puis en exerçant, pour la première fois, durablement, le pouvoir.
En douze années, nous avons beaucoup agi et beaucoup appris, avec des erreurs, avec des insuffisances, certes.
J’ai entendu plusieurs fois (et cela m’a fait plaisir, parce que ce n’était pas très courant dans un Congrès Socialiste) le mot de "modestie" revenir, non pas pour battre notre coulpe, mais parce que nous avons compris, je crois, que c’est devenu désormais le champ de la politique et les raisons pour lesquelles il faut nous rénover, parce que l’information, l’internationalisation des phénomènes ayant tout modifié, un parti politique ne peut plus avoir aujourd’hui le même fonctionnement, la même organisation que par le passé, parce que la notion de classe, de couche sociale, et sa traduction en France comme dans d’autres pays, ayant changé, cela ne peut pas ne pas avoir des conséquences sur un parti comme le nôtre, parce qu’aussi existe une évolution plus générale dans le monde qui touche d’autres domaines mais qui nous touche aussi.
L’un de nos amis, le philosophe Michel Serres, disait récemment que, dans une analyse spectrale et trop rapide, trois grandes phases avaient dominé notre société.

- Pendant un premier temps, raisonnant selon la vieille distinction d’Epictète entre les choses qui dépendent de nous et celles qui n’en dépendent pas, celles qui dépendaient de nous, c’était le voisin, le proche, et la politique s’occupait de cela, ce qui n’en dépendait pas, c’était le lointain, les grandes catégories globales, le monde, l’humanité.
- Or, à la fin de la deuxième guerre mondiale, sous la poussée formidable du progrès scientifique, les sciences et les techniques sont devenues efficaces, et parfois redoutablement, en bien ou en mal, dans des domaines comme l’alimentation, la sexualité, la reproduction, la vie et la mort, et tout d’un coup le politique a eu le sentiment de pouvoir s’emparer de la totalité des choses.
- Et puis, nous sommes en train d’entrer dans une troisième phase où nous découvrons avec affolement que nous, qui dominions les choses du monde, nous ne dominons plus notre propre domination. C’est notre

Collection Jean-Jaurès

pouvoir lui-même qui nous entraîne.
D'où les questions de devoir, de morale et d'éthique qui font irruption dans la politique et qui nous obligent à la fois à élargir le champ, mais aussi à rapprocher la visée.
Tout cela ne pouvait pas ne pas avoir de conséquence sur un parti comme le nôtre. Mais, d'une façon plus immédiate, plus prosaïque, nous avions à bouger nos idées. Nous avons commencé de le faire, ou plutôt de le traduire au Congrès de l'Arche. Bordeaux est une deuxième et importante phase.
Quant à notre rénovation en termes d'organisation, à partir de ce Congrès elle pourra se développer.
L'idée qui nous réunit tous était toute simple : donner la parole aux militants et nous ouvrir.. Les militants ont le sens des responsabilités. Simplement, ils demandent à ne pas être des machines à approuver des décisions venues d'en haut, et le haut, ce n'est pas simplement cette tribune et moi-même, c'est beaucoup d'entre nous !
(Applaudissements)
C'est pourquoi les décisions que nous avons prises dans la première partie de notre Congrès, tendent à donner plus d'influence à nos responsables de base, à mieux les entendre, tendent aussi (et j'espère que ce sera un succès) à associer davantage nos camarades femmes aux responsabilités... (applaudissements)... tendent à développer notre présence dans les entreprises, dans le monde associatif, syndical, à donner plus de poids à l'échelon régional, à nous ouvrir en direction des sympathisants, à nous ouvrir en direction des adhérents, car je sais comme vous comment cela souvent marche... ou plutôt ne marche pas ! Nous proclamons "Vive les adhésions"... mais est-ce que nous le pratiquons ? C'est la raison pour laquelle, parallèlement aux Bureaux fédéraux des adhésions, que vous avez décidés, je souhaite que soit fortement étoffé, au niveau national, notre Bureau national des adhésions.
Il faut que le Parti Socialiste se tourne vers l'extérieur, et non pas qu'il regarde ses propres forces. Il faut nous tourner d'abord vers les autres.
(Applaudissements)
Et nous avons voulu aussi que la dimension européenne soit plus présente. C'est la raison pour laquelle, dans nos statuts (et je crois que nous sommes le premier parti à le faire), siégeront désormais des représentants des dirigeants des Partis Socialistes de la Communauté européenne, et je demanderai, je vous demande à vous, que cette disposition, qui ne devrait avoir effet que lors du prochain Congrès, entre en application dès le Comité directeur qui va se réunir mercredi prochain.
(Applaudissements)
Vous avez discuté dans vos sections de la question des courants. Je n'y reviens pas, sinon pour dire ce que, je pense, nous partageons tous.
Des débats dans le Parti, oui. Des partis dans le Parti, non. C'est une œuvre de longue haleine et il faudra appliquer les textes, et pas seulement les voter. Ce sera une des tâches de votre Premier secrétaire de faire en sorte que ces textes soient respectés.

Collection Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Sur un autre plan et qui nous touche, bien sûr, beaucoup, nous avons décidé, il y a de cela déjà un certain temps, de mettre en marche la moralisation.
Tout a été dit sur ce sujet, ou presque, sur les pratiques passées, sur la loi de janvier 1990 proposée par les Socialistes et votée par les assemblées, sur la distinction centrale à établir (et je la répète ici) entre ceux qui auraient agi pour un enrichissement personnel et à l'égard desquels la sanction est parfaitement légitime et normale, et ceux qui ont agi dans l'intérêt du Parti et à l'égard desquels doit jouer une entière, et pleine solidarité.
(Applaudissements)
Pourquoi cela nous fait-il, à nous, injustement mis en cause, particulièrement mal ? C'est parce que le Parti Socialiste n'est pas un parti, n'est plus un parti de classe, au singulier, il est présent dans toutes les catégories de la société, mais le Parti Socialiste est un parti de valeurs et lorsqu'on touche au tréfonds de nos valeurs, lorsque l'un d'entre nous (et ces mots ont un sens) est accusé, plusieurs d'ailleurs, de trafic d'influence, alors on voit bien qui on cherche à atteindre et on est heureux quand notre Congrès réagit comme il a su réagir. Nous avons su prendre les dispositions nécessaires et, parmi d'autres, nommer un Comité d'éthique présidé par Daniel Mayer, adopter toutes les dispositions indispensables, mais je pense qu'il faut aller encore plus loin car le soupçon lui-même est insupportable quand pèse sur chaque élu une sorte de présomption de culpabilité.
C'est pourquoi, et je suis sûr d'être entendu, je demande au gouvernement d'inscrire à l'ordre du jour le texte de loi sur l'obligation, pour les élus, de déclarer publiquement leur patrimoine et leurs revenus. C'est pourquoi, quel que soit l'état de la législation, sachant que, pour notre part, nous n'avons rien à cacher, je proposerai au Comité directeur de décider que, pour les prochaines législatives, tous nos candidats devront, pour être candidats, déclarer à la fois leurs revenus et leur patrimoine.
(Vifs applaudissements)
Chers camarades, lorsque nous avons décidé ce Congrès, la question du référendum n'était pas posée, mais cela tombe bien puisqu'elle est centrale et que le Congrès nous donne l'occasion (on l'a fait hier brillamment, je pense en particulier à l'intervention de Jacques Delors) de faire passer nos arguments.
Chacun (c'est la tradition du Parti Socialiste) doit respecter l'autre, surtout quand il n'est pas d'accord avec lui, et c'est pourquoi, étant en désaccord (je vais en indiquer dans quelques instants les raisons) avec Jean-Pierre Chevènement, auquel me lient estime et amitié et dont je n'oublie pas qu'il fut à mes côtés un excellent ministre de l'Education nationale... (applaudissements)... c'est pourquoi je voudrais dire tout de même les raisons pour lesquelles, avec force, avec enthousiasme même, le Parti Socialiste dira "oui" au référendum, et les raisons que je vais invoquer maintenant ne sont peut-être pas exactement celles qu'on a invoquées jusqu'ici. La question de la paix. Pour moi, elle est décisive.
On nous dit : "Mais, qu'est-ce que vous nous racontez ? La paix dans la

Communauté européenne, elle existe (excusez l'évidence) depuis la fin de la guerre ! Cela n'a rien à voir avec votre Union Européenne, avec la Communauté, c'est simplement le fruit de la dissuasion nucléaire."
Mais, quand on dit cela, est-ce qu'on a vraiment réfléchi (trop vite, certainement) à la coupure formidable que représente dans notre histoire, et donc aussi dans nos risques, la chute du mur de Berlin et les tensions nouvelles qui apparaissent au Sud ? Du Karabakh au Kosovo, la guerre réapparaît sur le vieux continent. Surarmement, sous-développement, passions religieuses... il y aura probablement des guerres dans l'ex-URSS. Au cri fameux de "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" se substitue malheureusement cette antienne : "Tribus de tous les pays, déchirez-vous !" et c'est à ce moment précis, au moment de Koweït-City et de Sarajevo, qu'il nous faudrait défaire les fils de la Communauté patiemment tissés depuis trente ans ? Ne pas saisir cette chance nouvelle qu'offre l'union politique, la politique extérieure de sécurité commune ? Ce serait une folie que de ne pas saisir cette chance.
Désormais, si nous saisissons la chance de l'Union Européenne, la guerre sera interdite (je dis bien interdite) pour la Communauté européenne et nous aurons probablement capacité de faire en sorte que cette interdiction soit contagieuse à d'autres terres d'Europe, et peut-être au-delà de l'Europe. C'est cela aussi, l'enjeu de l'Union Européenne et c'est la raison pour laquelle on doit nécessairement dire "oui" !
(Vifs applaudissements)
Alors j'entends bien l'objection tirée, et elle m'a heurté et blessé comme vous, du voyage de François Mitterrand à Sarajevo. On nous dit : mais avec l'Union Européenne, politique extérieure, sécurité commune, ce serait plus possible. Fariboles ! Mauvaise foi !
Aujourd'hui il n'existe pas de politique de sécurité commune, et si demain il en existe une, comme nous le souhaitons, cela n'interdira pas de prendre des initiatives à la diplomatie française, ou de parler même plus fortement encore au nom de l'Europe toute entière. On ne peut pas salir un geste aussi formidable avec des propos de ce type. Et puis nous sommes non seulement des hommes de conviction, mais aussi des hommes et des femmes de sentiment et d'affectivité. Je ne sais pas si vous avez été comme moi, quand j'ai vu sur les télévisions cette rangée d'hommes et de femmes qui entouraient François Mitterrand et qui disaient : "bosnia Mitterrand, bosnia Mitterrand !", il y a beaucoup de Français, quelles que soient leurs opinions politiques, qui ont eu les yeux embués d'émotion, et cela fait partie aussi de la grandeur de la France !
(Applaudissements)
Il faut faire l'Union Européenne parce que sans tout résoudre, bien sûr, qui le croirait, elle nous donnera, à tous les pays membres et, je l'espère, à d'autres, plus de force économique, plus de capacité démocratique et de protection sociale. La monnaie unique qui permettra davantage de croissance, tout le monde le sait maintenant, est nécessaire pour l'emploi.
On parle, j'y reviendrai tout à l'heure, de la réduction de la durée du travail. Mais comment ne pas comprendre qu'une Europe où désormais il pourrait y

avoir, comme c'est prévu par le traité d'Union Européenne, des accords entre partenaires sociaux, pour faire en sorte que ce soit, quand c'est nécessaire, à l'échelon européen qu'on prenne des décisions, permettra d'avancer sur la voie de la réduction de la durée du travail ? Aujourd'hui l'un des freins, nous l'avons connu au cours des dix années précédentes, c'est qu'on n'arrive pas à suivre le même pas que d'autres pays. Je pense en particulier à l'Allemagne.
Avec l'Union Européenne, il y aura plus de social pris en commun, et en même temps la défense de nos protections sociales. De ce point de vue là aussi, au nom de la Gauche, c'est une bonne décision à prendre que d'approuver l'Union Européenne.
(Applaudissements)
C'est la même chose en ce qui concerne le Parlement. Lorsque j'étais à la tête de l'Assemblée Nationale, combien de fois n'ai-je pas regretté que nos assemblées n'aient pas leur mot à dire sur les décisions européennes ? Le Parlement européen avec plus de pouvoir, c'est nécessaire, mais ce n'est pas du tout au préjudice de notre Parlement national, et la décision prise sur amendement que désormais, avant que les textes importants, soient adoptés par les autorités européennes, ils devront être soumis aux Parlements nationaux, donc au Parlement français, est un élément important sur la voie de la démocratie.
Mes chers amis, quand je parle de la paix, quand je parle de la puissance, quand je parle du rayonnement, quand je parle de social, j'aborde une question qui n'est pas facile à aborder. Mais je vais le faire en quelques mots devant vous, elle est au cœur de notre démarche européenne : c'est la question de l'Allemagne.
Regardez l'histoire de France : depuis le traité de Verdun, 9ème siècle, Maisons ensuite de Saxe, de Habsbourg, Charles Quint, le traité de Westphalie, les empires, les guerres récentes, l'histoire de France, c'est l'histoire de ses conflits avec l'Allemagne.
Aujourd'hui, pour la première fois, d'une façon définitive, nous pouvons, nous devons prendre les dispositions nécessaires pour que cela ne soit plus, et pas seulement sur le plan militaire, mais sur d'autres domaines. Bien sûr, la concurrence existera, la compétition est normale, mais dans la discussion.
Certains nous demandent de renégocier, comme si on pouvait renégocier. Qui, croyez-vous, fait la plus grande concession ? La France ? Sans doute sur certains points, nous aurions pu souhaiter que les choses aillent plus avant. Mais songez à nos amis d'Allemagne qui acceptent de mettre au pot commun la monnaie la plus solide du monde, le deutschemark, pour le transformer en écu, et je veux saluer le courage à la fois des responsables actuels du gouvernement, je veux dire le chancelier Kohl, et le responsable du Parti frère, le SPD, je veux dire notre ami. Je veux saluer leur courage de prendre les décisions nécessaires pour que l'Allemagne ait fait de choix et fasse ce choix qui modifiera définitivement la donne dans notre Europe, et qui sera une perspective immense ouverte au développement en France.
La réalité n'est pas changé depuis la phrase de Thomas Mann en 1945 : "il faut que l'Allemagne soit européenne pour éviter que l'Europe soit allemande."

Je souhaite aussi, sans heurter personne, que ces arguments soient donnés dans les débats que nous aurons en France, car ils seront peut-être de nature à en faire réfléchir quelques uns.
(Applaudissements)
Sur ce chapitre, il y a enfin deux arguments spécieux que je veux refuser. Celui qui consisterait à dire non à Maastricht, mais oui à l'Europe, comme s'il était possible, alors que tout le monde attend le vote des Français, on a déjà vu l'effet qu'avait produit le non danois, comme s'il était envisageable que les Français répondent non et qu'ensuite, tout benoîtement, quinze jours ou un mois plus tard, ayant tout démoli, nous nous retournions vers Jacques Delors, vers les différents responsables des gouvernements de la Communauté en disant : oui, nous avons tout démoli, mais nous allons reconstruire autrement par une initiative de croissance, et je ne sais quelle idée nouvelle.
Ce n'est pas ainsi que marchent les choses, ce n'est pas ainsi qu'avance l'histoire. Chacun est libre de ses décisions, chacun a certainement des arguments à développer, mais la politique, aussi bien au niveau national que pour les choix individuels, c'est la décision prise entre des inconvénients, et pas par rapport à tel ou tel inconvénient que peut revêtir ce traité.
Je demande qu'on s'interroge et qu'on dise si l'interruption du processus, le recul qui nécessairement suivrait, n'est pas beaucoup, beaucoup plus grave que les quelques difficultés qu'on n'aurait pas su vaincre à travers l'Union Européenne. Je demande en particulier à ceux qui - et je ne mets nullement en doute leurs idées - ont dit à plusieurs reprises que ce qui comptait pour eux avant tout, c'était la France et l'Europe par rapport aux Etats-Unis et au Japon, de comprendre que le moment est venu de prouver dans le même sens que nous sommes à la fois pour l'Europe et pour la France et que nous voulons que cette Europe se construise.
(Applaudissements)
Je veux récuser l'argument de celles et de deux qui disent non à Maastricht, mais oui à la Gauche, et même plus encore, non à Maastricht parce que oui à la Gauche. Cet argument, je le dis tout net, je ne le comprends pas, parce que même si, je le répète, tout n'est pas parfait, le traité d'Union Européenne permettra d'utiles contrepoids politiques, démocratiques, à un développement qui jusqu'ici était largement financier. On pourra s'échanger les arguments.
Je ne prétends pas, nous ne prétendons pas, la majorité d'entre nous, avoir la vérité révélée et une certitude, mais ceux qui ne seraient pas de notre avis ne peuvent pas le prétendre non plus, et d'autant moins que lorsqu'on regarde autour de soi, il n'y a qu'un seul parti qui à travers l'ensemble des pays d'Europe, dans tous les pays, ait donné consigne de voter non : ce parti là, c'est l'extrême droite. Ailleurs, c'est pour ainsi dire partout, ou presque, le oui.
Lorsqu'on s'interroge sur l'authenticité et le fondement du message de la Gauche, alors je demande qu'on prenne en considération avec modestie le fait que tous les Partis Socialistes de la Communauté européenne appellent massivement à voter oui au traité d'Union Européenne, que le Parti Communiste italien appelle à voter oui au traité d'Union Européenne et que ces partis là, que

Fondation Jean Jaurès

je sache, n'ont pas pour vocation de construire l'Europe de M. Giscard d'Estaing !
(Applaudissements)
On a évoqué le grand nom de Jaurès. Personne n'a le droit de faire parler les morts, mais que chacun s'interroge. Qu'aurait fait Jaurès ? Jaurès, que nous connaissons, celui qui au Congrès de Bâle, à la veille de la guerre, disait : "Vivos voco", j'appelle les vivants. "Mortuos plango", je pleure les morts ! "Fulguram frango", je brise la foudre ! Et qui demandait qu'on fasse tout ce qui est nécessaire pour unir les peuples et pour arrêter ceux qui étaient alors la menace de la catastrophe de la guerre. Personnellement je n'ai aucun doute sur ce que doit être la tradition Socialiste internationale : elle est en faveur du oui à l'Union Européenne !
(Applaudissements)
Mes camarades, ces arguments et bien d'autres, il faudra les faire passer en veillant, et cela n'a pas toujours été le cas dans certaines de nos campagnes, à parler directement à celles et ceux dont nous parlons. Ceci veut dire qu'une organisation précise, et il paraît que nous nous y entendons, doit être mise en place. André Billardon sera le directeur de notre campagne, nous l'avons décidé la semaine dernière. Il a réuni les Premiers secrétaires fédéraux, les matériels seront prêts, vous les aurez en temps, les arguments aussi, et je peux déjà vous annoncer que le 17 septembre, une réunion nationale de fin de campagne unira à Paris, Michel Rocard, Pierre Bérégovoy et moi-même.
(Applaudissements)
L'échéancier législatif et le partenariat à bâtir.
Dans 8 mois, les législatives, puis les présidentielles.
Nous nous en occuperons le moment venu mais nous voyons déjà, cher Michel, que le cheminement se fait et qu'il se fait dans l'unité. C'est une condition de notre succès et je m'en réjouis pour nous tous.
(Applaudissements)
Pour préparer ces échéances législatives, il fallait mettre nos idées au net, en partant de deux constats.

- L'échec dramatique du Communisme.
- Les injustices graves : urbanisation sauvage, individualisme triomphant, injustices inacceptables du libéralisme outrancier.

On me dira : "mais puisque le Communisme a échoué, puisque le libéralisme outrancier a fait ici et là ses ravages, alors ce devrait être la voie ouverte au Socialisme démocratique, ou à la Social-démocratie.
Ce n'est pas simple et vous le savez.
Le Communisme en échouant a blessé une bonne part de l'espérance collective. Le libéralisme, dans les mots, a confisqué l'idée magnifique de la liberté, ce qui veut dire que là où nous savons, nous, que notre projet, puis notre programme, bref nos idées, en conciliant développement et solidarité, offre une réponse moderne et adaptée aux risques de désagrégation interne et internationale. Nous avons encore des temps de travail à faire pour en convaincre autour de nous.
La question du clivage entre la Droite et la Gauche, elle est posée sans cesse. Je

Collection Jean Jaurès

ne veux pas la poser en termes abstraits, mais montrer concrètement, comme nous aurons tous à le faire, dans les semaines et les mois qui viennent, que notre identité Socialiste, même si elle doit toujours être ultra-parfaite, et on ne le fait pas à 5 mois, n'est pas ébranlée dans ses fondements.
Prenons quelques exemples. Ou il faut faire la liaison étroite entre ce que nous avons fait, ce que le gouvernement va faire, et ce qui est contenu dans notre contrat de programme, car rien ne serait pire que d'enjamber l'échéance de 1993 en se préoccupant trop peu de ce qui existera jusque-là, on donnerait le sentiment, sous couvert de passer rapidement, d'accepter je ne sais quelle défaite.
Quelques exemples : l'école.
Chers camarades, en d'autres temps, nous nous étions fait voler le thème de la liberté. Ne recommençons pas avec l'école. Disons les choses telles qu'elles sont et dénonçons le raisonnement conservateur. On nous dit "Education nationale en France égal chômage... il faut changer, le système a échoué... donc il faut démembrer" et on appelle cela, le mot est bon - c'est nous qui lui avons donné un contenu dans d'autres domaines - décentraliser.
Qu'en est-il ?
Il y a beaucoup, beaucoup de choses à améliorer. Si tout était parfait, nous n'aurions pas eu y compris dans cette catégorie socioprofessionnelle, les difficultés que nous avons eues aux élections régionales et cantonales. Mais il faut aussi relever le drapeau et dire que depuis 1981, ministère après ministère, beaucoup de travail a été fait et au lieu de critiquer, comme on l'entend trop souvent, les enseignements, les personnels non-enseignants, rendre hommage au courage et au travail exceptionnel qu'ils font dans toutes les écoles, dans tous les collèges, dans tous les lycées, et toutes les universités de France.
(Applaudissements)
Oui, cela a été difficile et cela l'est encore... mais quelle institution aurait pu absorber, comme cela a été le cas depuis 1981, un million d'élèves supplémentaires dans le secondaire, sans que cela pose des problèmes considérables ? Oui, il faut améliorer et chaque ministre, l'un après l'autre a essayé d'apporter le meilleur de ce qu'il pensait... beaucoup reste à faire, évidemment, dans le respect de la laïcité, et je veux féliciter nos sénateurs, et le gouvernement - peut-être ne le savez-vous pas - d'avoir par rapport aux demandes de la Droite, refusé d'abroger la loi Falloux quoi qu'on dise chez les Socialistes qui se trouvent être les défenseurs de la laïcité.
(Très vifs applaudissements)
Encore faut-il évidemment que l'éducation ait tous les moyens nécessaires et c'est pourquoi me tournant, tout en connaissant les difficultés, vers Pierre Bérégovoy, voulant instruire le budget qui vient, dans la ligne des propositions que nous faisons pour la législature prochaine, je suis sûr de m'exprimer au nom de vous tous, en souhaitant que le budget de l'Education nationale pour 1993, le budget pour le service public de l'Education nationale, soit un bon budget, Pierre Bérégovoy...
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Sur la protection sociale, là aussi des différences, voire des divergences... j'avais dit, il y a de cela quelques mois... la formule n'était pas très originale et elle a été reprise depuis, dans "Socialisme", il y a "social".
Comment, concrètement, traduire cela ?
Ou bien on laisse filer les dépenses, et on réduit la couverture sociale, ou bien on garantit et d'abord les plus démunis, mais alors il faut maîtriser les dépenses... On nous parle ces temps-ci, pour un autre sujet mais est-il tellement différent, de Monsieur Séguin... mais avant qu'il s'illustre dans sa conception de la non-Union Européenne - et j'imagine des avancées sociales que permettrait sa conception - je crois qu'il n'y aura pas beaucoup à insister pour rappeler à des millions de Françaises et des millions de Français que jusqu'à cette étape récente, le seul nom qu'avait laissé Monsieur Séguin, dans l'histoire récente de la République, c'était celui de l'homme qui avait supprimé les remboursements de médicaments pour les personnes âgées. Il faut aussi le dire !
(Applaudissements)
Aujourd'hui, bien sûr, comme on approche des élections, la Droite nous dit qu'elle veut faire du social... avec la poudre de perlimpinpin des privatisations.
Je n'ai jamais compris personnellement comment on pouvait financer des dépenses qui se renouvellent, année après année, avec des recettes qui n'ont lieu qu'une fois mais passons sur ce qui est certainement un détail... (Applaudissements)... en tout cas, il faut dire les choses telles qu'elles sont depuis 1981, sur plusieurs points essentiels, en matière sociale, nous avons pu avancer :

- sur la retraite à 60 ans et c'est un de nos grands acquis,
- sur les lois Auroux, et c'est un de nos grands acquis,
- sur le revenu minimum d'insertion et c'est un de nos grands acquis.

Je pense, et je soumets cela à l'examen du gouvernement, que l'un des plus grands problèmes qui se posent pour la période qui vient, est celui des personnes très âgées : celles qui ont plus de 85 ans.
Savez-vous, mes camarades, qu'en l'an 2000, ces personnes seront, en France, au nombre de 1 million, avec les difficultés énormes que cela pose pour elles-mêmes, pour leur famille, et beaucoup d'autres ? Je pense qu'il serait conforme à notre tradition, à nos idées, à notre conception, à notre pratique du social, que si possible dès la session qui vient, nous soyons saisis d'un projet de loi permettant l'amélioration de la prise en charge des personnes âgées dépendantes.
(Applaudissements)
Plusieurs d'entre vous ont parlé de l'environnement et j'ai trouvé que nous étions sur ce point-là, en tout cas, un peu timides, et même un peu trop satisfaits de notre propre passé. Disons-le, en tout cas personnellement, je le dis, la Gauche, dans sa pratique, n'a pas toujours mis au premier plan, les considérations d'environnement et cela se comprend fort bien : si l'on mesure que la Gauche est née d'abord des combats sociaux, et qu'il y avait alors peu de place pour les préoccupations d'environnement. Mais voilà qu'elles sont devenues évidemment essentielles et il ne s'agit pas d'une affaire électorale. Essentielles et je dirai même consubstantielles à ce qu'est la Gauche, car on ne

voit pas au nom de quoi nous rechercherions l'équilibre, l'harmonie, le plein épanouissement de la personne humaine, et nous ne serions pas pleinement preneurs en compte du respect de l'environnement.
On nous dit : "la Droite a aussi le souci de ces problèmes".
Sur le plan théorique sans doute, mais quand on passe à l'action, qu'on me permette d'avoir quelques doutes. Qu'on m'explique comment, au plan international, on pourrait réduire par la seule logique du marché le fossé entre riches et pauvres. Qu'on nous explique comment, au plan intérieur, on pourrait sans interventions publiques, sans conceptions actives de l'aménagement du territoire, faire en sorte que l'environnement soit respecté, qu'en particulier l'aménagement rural soit développé et qu'en contrepartie, ce qui est nécessaire pour nous, le service public en milieu rural soit préservé.
(Applaudissements)
Quand je dis cela, j'aborde par là même la question de l'Etat et des corps intermédiaires. Oui, nous défendons l'Etat mais pas la bureaucratie. Oui, nous défendons les partenaires sociaux, oui nous estimons que si l'on veut qu'il y ait des investissements publics, il faut aussi qu'il y ait des ressources pour y correspondre. Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui pensent que le marché est la limite de tout et que les partenaires sociaux, plus ils sont faibles, et meilleur c'est.
Nous avons eu en grande largeur la démonstration de cette différence de conception lors du récent conflit des routiers. On a vu ou entendu les "Messieurs Muscles" de la politique de la sécurité et de la fermeté, le lundi dénoncer ton laxisme Pierre, le mercredi mettre en cause ta prétendue complaisance à l'égard des hors-la-loi, le vendredi avoir des trémolos dans la voix lorsqu'il s'agissait d'assurer le maintien de l'ordre et le dimanche te demander, parce qu'il y avait des encombrements de faire que l'Etat capitule, que la loi soit abrogée, et qu'au lieu d'un permis à points, il y ait tout simplement un permis de tuer. Tu as eu raison de résister, tu as eu raison de dialoguer et de montrer qu'un Premier Ministre Socialiste sait assurer la fermeté de l'ordre républicain.
(Très vifs applaudissements)
Enfin l'emploi, d'abord l'emploi : sans tomber à nouveau dans le piège où nous sommes trop souvent tombés, de laisser croire que nous pourrions, Etat, régions, départements, collectivités locales, décider par nous seuls, en appuyant sur un bouton que le chômage sera vaincu, et que des centaines de milliers d'emplois seront créés.
Nous savons tous que la complexité est beaucoup plus grande, mais il ressort des travaux de notre Congrès, en particulier et c'est le point sur lequel je veux mettre l'accent pour demain, et pour après-demain, que nous considérons qu'il n'y aura pas de solution véritable à la question de l'emploi et de l'activité, si l'on n'est pas plus ambitieux, plus déterminé, plus efficace, que nous ne l'avons été sur la question centrale du partage et de la réduction de la durée du travail…
(Applaudissements)
Je dis bien "du travail et de l'activité", car ce n'est pas seulement une question d'emploi, mais la question de la répartition du temps dans la société, au cours de

Fondation Jean Jaurès

la vie, et même l'organisation de la cité elle-même, de même que je retiens des travaux de notre Congrès que nous devrons passer à l'acte, sur ces questions qui nous ont paru longtemps séduisantes, mais un peu plus distantes, et qu'il faudra désormais traduire dans les faits, je veux dire ce qu'il est coutume d'appeler "la cotisation robot", et ce qu'il est coutume d'appeler, les mots ont un sens, les droits des salariés à partager mieux les responsabilités dans l'entreprise et à partager plus équitablement les fruits de l'expansion.
(Applaudissements).
Bref, le choix est clair, il n'est pas vrai qu'il n'y a plus de débat politique, mais en revanche, il faut que nous nourrissions le débat politique, en faisant mieux connaître - c'est l'objet de notre contrat - et les perspectives que nous proposons au pays pour l'année, jusqu'en 1995, pour la législature et pour les dix ans qui viennent.
Ou bien la logique pure et simple du marché, ou bien la logique associée du partage, ou bien une société au service de l'économie, ou bien une économie davantage au service de la société, ou bien une société libre mais dérégulée, ou une société libre mais organisée, ou bien une société peut-être riche mais sûrement injuste, ou bien une société à la fois prospère et solidaire, c'est cela le choix.
C'est à nous de l'expliquer. Le moment venu, ce sera aux Français de trancher et c'est pour toutes ces raisons, reprenant les mots très justes qu'a eus avant moi, à cette tribune, Julien Dray, que je partage, et même que je revendique, le refus de ceux qui considèrent qu'une cure d'opposition serait salutaire pour le Parti Socialiste, bien sûr le suffrage universel est juge, bien sûr les élections seront difficiles, mais si on croit comme nous à ces idées, alors on comprend que le passage de la Gauche à la Droite ce ne serait pas seulement des fauteuils qui valsent, des places qui changent, mais la situation concrète de millions de femmes et d'hommes qui bougeraient et dans le mauvais sens, de logements plus difficiles encore à trouver, de femmes et d'hommes qui auraient des difficultés à avancer, à se soigner, à étudier. Bref, d'une espérance qui serait refusée nous devons refuser, nous, cette perspective et c'est la raison pour laquelle il n'est pas question d'entrer dans cette logique de la cure salutaire d'opposition. Nous connaissons les difficultés mais nous nous battrons becs et ongles d'ici 1993 pour avancer.
(Vifs applaudissements).
Mes camarades, comme on l'a fort bien dit, le programme et les partenaires sont liés, et je veux là aussi être clair.
Le Parti Communiste, : c'est une différence que nous avons avec la Gauche Socialiste. Je ne pense pas qu'il puisse être crédible d'aller aux élections en disant que les membres dirigeants responsables du Parti Communiste seront avec les Socialistes dans le prochain gouvernement. Or, lorsqu'on parle comme cela de but en blanc de l'alliance nationale qu'on évoque, si on n'y prend garde c'est comme cela que chacun comprendra, je pense qu'il faudra que le moment venu chacun soit mis devant ses responsabilités, et que la tradition historique qui n'a jamais cessé, du désistement républicain, joue.

Avec nos partenaires, et amis, Radicaux de Gauche, nous souhaitons et je le leur ai dit, trouver les voies pour renouveler et continuer nos accords.
Avec d'autres forces de progrès, je reprendrai ce que vous avez fort bien dit, oui si c'est collectif et si c'est clair.
Avec les écologistes, oui, dès lors qu'il existe accord sur le fond et dès lors bien sûr, sinon ce serait une duperie, qu'on est capable de se mettre d'accord en termes électoraux ce qui voudrait dire dans ce cas, pour nous, ce qui se serait pas le plus facile, qu'il faudra avoir à l'esprit que toutes les circonscriptions ne pourront pas être Socialistes. Mais le partenariat, à supposer qu'il soit possible, regardons d'abord le fond, a un sens, cela veut dire qu'on va vers les autres, et je reprends ici les excellentes formules de Michel Charzat, de Jean Poperen, que des contacts soient noués partout, nationalement, régionalement, localement, pour que le dialogue se développe, ou s'instaure, afin que l'on puisse avancer, c'est notre souhait, dans la voie d'un Parti Socialiste partenaire.
Cela suppose aussi que nous soyons nous-mêmes en disposition de le faire, les échéances, les dates, les procédures, nous avons décidé quelles seraient fixées dès le prochain Comité directeur de mercredi.
On a parlé de la refondation, de la recomposition, sur la recomposition je n'entrerai pas dans cette discussion, je ne sais pas si je vais décevoir certains... ici personne, mais peut-être ailleurs.
Je voudrais simplement dire que le Parti Socialiste est un parti ouvert, que le Parti Socialiste n'a pas la vérité révélée, que le Parti Socialiste veut partager, mais que le Parti Socialiste, j'en suis fier pour nous, peut être désolé pour d'autres, sa tradition est d'être un Parti de gauche, et que le Parti Socialiste restera le Parti de gauche.
(Très vifs applaudissements)
Quant à la refondation, on verra les épisodes, mais ce qui nous intéresse ici, dans cette salle c'est la dimension historique, quand on hésite sur les étapes, il faut porter le cap au loin, au loin, c'est pour faire advenir nos idées, avoir en France une grande force Socialiste, sociale-démocrate, progressiste, et dès lors qu'on dit cela on souhaite, et je le souhaite, que dans cette grande force, puissent se sentir à l'aise les camarades, les amis venus de formations différentes, ce ne serait pas une bonne chose, lorsqu'on veut rassembler, de commencer par se séparer, j'accepte donc pleinement l'idée d'un rassemblement plus vaste, mais alors que d'autres, si j'ai compris, disent à l'exception du Parti Socialiste, je dis plutôt : d'abord avec le Parti Socialiste, et ce peut-être une différence qui est de taille.
Encore faut-il que l'on trouve les chemins pour cela, on ne gagne pas des batailles avec des appareils, on gagne des batailles avec des idées, et nous manquons, cela a été dit à juste titre, de rendez-vous suffisamment réguliers pour nos idées. Oh, bien sûr, on ne peut pas organiser des Congrès et des conventions tout le temps, mais qu'une sève d'idées, de doctrines, de propositions, puisse circuler à travers le Parti Socialiste, oui, en faisant appel à d'autres aussi, qui ne seraient pas Socialistes, et c'est pourquoi m'en étant entretenu avec les responsables, je pense qu'il faudrait compléter notre hebdomadaire «Vendredi» qui joue un rôle utile, par un périodique à la

périodicité plus rare, mais tout de même, tiré comme lui à 300 000 exemplaires, où tous ceux qui, à gauche, dans le Parti Socialiste, et hors du Parti Socialiste, ont des idées à proposer, puissent le faire.
C'est, je crois, d'abord ainsi que l'on pourra amorcer le mouvement. Le Parti Socialiste n'a pas vocation à garder tout pour lui seul. Le Parti Socialiste a vocation à rassembler, il tend la main et il demande à toutes celles et à tous ceux qui partagent les espérances de la Gauche de venir à ses côtés pour travailler avec lui.
(Vifs applaudissements)
Chers camarades, je disais en commençant que les Congrès se suivent et ne se ressemblent pas; Rennes fut le Congrès du déchirement. L'Arche fut le Congrès du rapprochement. Bordeaux est le Congrès du rassemblement. J'en suis heureux pour nos idées et pour nous tous, mais aussi parce que cela illustre le bien fondé, une fois de plus, de ce que nous a appris François Mitterrand, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de fatalité en politique, que les responsables politiques et même les partis politiques commettent parfois des erreurs, mais que ce qui fait la force d'un responsable politique ou d'un parti politique, c'est que s'il en commet, il ne tarde pas trop à les rectifier.
Nos tâches sont fixées. Ce Congrès a-t-il été utile ? Je crois, pour ma part, qu'il a eu trois mérites que j'espérais sans trop y croire en lançant il y a trois mois cette initiative. Nous mettre en ordre de marche, c'est fait, pour le référendum du 20 Septembre. Définir notre contrat programme et notre stratégie pour les législatives, c'est engagé et il faudra populariser très largement notre contrat. Plus loin, favoriser la réussite des autres rendez-vous. Rénover et rassembler, là aussi je pense que les choses sont engagées comme il faut, même si c'est une affaire de longue haleine.
Un Congrès, mes camarades, ce sont des décisions. Elles viennent d'être prises. Ce sont des discours, des rencontres, une écoute, un dialogue. Il y a eu tout cela à Bordeaux et c'est important. Et puis, ce sont des images. Chacun de nous emportera de ces trois jours de Congrès l'image qu'il voudra, sans hiérarchie.
Du vendredi, moi, je garde d'abord l'image de Daniel Mayer, montant à la tribune. Il n'est pas très grand, Daniel, mais par la stature, c'est l'un des plus grands d'entre nous.
(Applaudissements)
Et puis, l'image de nos responsables et de vous tous, l'après-midi, disant, prouvant, montrant que nous savions faire front contre l'injustice ensemble.
Du samedi, hier, je garde le camaïeu, la symphonie, parfois le choc des discours, illustres parfois, moins accoutumés d'autres fois, et la solidarité internationale telle qu'elle s'est exprimée. Et je garde aussi comme vous tous la conviction et l'émotion, j'ai cru comprendre jusqu'aux larmes, de notre ami Henri.
(Vifs applaudissements)
Et puis, il y a eu pour ceux qui ont pu y participer le soir la fête près du Lac et le plaisir d'être ensemble, de parler, de se retrouver et de danser.
Et ce matin, ici, nous tous, mesurant les difficultés à vaincre, fatigués mais heureux de nous être retrouvés pour des idées qui dépassent l'horizon individuel

Fondation Jean Jaurès

de chacune de nos vies, la solidarité et la liberté.
Mes camarades, Bordeaux nous a rendu l'unité, c'est-à-dire une bonne part de l'espérance.
Vive la République ! Vive la paix !
(Très vifs applaudissements, la salle debout applaudit longuement)

Le président - Je déclare clos le Congrès du Parti Socialiste de Bordeaux et je vous souhaite un bon retour, mais vous pouvez vous attarder encore sur les routes girondines.
Merci.
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès